

idées

LE POINT DE VUE DE RÉGIS DEBRAY

La névrose obsessionnelle

Régis Debray, ancien élève de l'École normale supérieure, est agrégé de philosophie, écrivain.

« **U**n seul pas du mouvement réel est plus important qu'une douzaine de programmes », remarque M. avant d'ajouter, sans illusion, quelques « glosses marginales » au programme commun dit de Gotha.

Innombrables ont été, depuis un siècle les programmes politiques d'élites élaborés et signés, mais non suivis d'effets.

Innombrables, les pas en avant qui se sont faits en dépit ou à côté des programmes — effets sans cause écrite. Ne Pions pas des révolutions, par définition hors programme (OU est le programme commun de 1789 ou celui de la Commune ?). Mais du mouvement réel, en France, à notre époque. Échafaudés en 1935 et publiés quatre mois avant la campagne électorale, la plate-forme du Front populaire ne brillait pas par sa précision (les congés payés, par exemple, n'y figuraient même pas). Le programme stipulait bien des réformes : structure économique, mais il ne pouvait prévoir l'essentiel : les grèves, mal 98 — qui permirent d'en promouvoir quelques-unes — ni la guerre d'Espagne, qui interdit l'application des autres.

Si le Front populaire s'est dissout en 1937, ce n'est pas cause des différences d'interprétation ni des déficiences de rédaction d'un programme, mais parce que le rapport des forces avait changé rapidement. La résistance à grand quatre années sans programme et quand elle s'en est donné un, avec le C.N.R., au printemps de 1944, le gouvernement provisoire s'est hâté de le mettre dans sa poche. Ce qui n'a pas empêché quelques « pas en avant », en 1945.

Conclusion : les meilleurs programmes peuvent engendrer le plus. Et l'absence de programme n'a jamais empêché le meilleur. Ce n'est pas une raison pour refuser un bon programme, mais pour se souvenir qu'un programme n'a jamais fait la décision — même pas de sa propre application. Alors, pourquoi cette obsession du texte — périodique, incoercible, douloureuse ?

La réponse va de soi : la gauche ayant pour projet constitutif de faire passer les hommes d'une histoire qu'ils subissent à une histoire qu'ils maîtrisent, il est dans sa nature de préciser son projet en un programme objectif, cohérent, vérifiable. À un capitalisme qui marche tout seul, même quand il ne marche pas, s'oppose le socialisme, acte de volonté et de conscience. Au fait du prince, la démocratie oppose le contrat. À la soumission social-démocrate, à la fatalité du cours des choses, la démocratie socialiste oppose le plan d'une marche en avant résolue.

Principes incontestables, qui fondent la réalité du besoin de programme, mais n'expliquent pas sa transformation en névrose. Une psychanalyse du fait doit relayer l'analyse en droit.

Fantasmes religieux : la religion du Livre (ou culte et récitation des Saintes Écritures) a modelé l'inconscient historique d'un Occident où le mouvement ouvrier a bien dû se nichier pour pouvoir précisément s'y déployer. Le texte des fondateurs scelle l'unité du mouvement,

l'excommunication commençant par une querelle d'interprétation. D'où le règne du glossaire sur la pensée, qui fait de la lecture une opération stratégique : bonne, elle atteste la foi ; mauvaise, l'infidélité.

Fantasmes juridiques : il n'est de garantie qu'écrite et tout écrit vaut garantie. C'est parce qu'elle est consignée que nul n'est censé ignorer la loi, le délinquant pouvant dès lors être jugé en public. Le programme, code politique en bonne et due forme, assure également son signataire contre les surprises du lendemain : ce n'est pas une assurance-vie, mais une sorte de caution déposée à l'avance par le traître virtuel dans l'Arche d'alliance.

Ne pas se tromper de divinité

D'abord, il ne faut pas se tromper de religion. Transposer tels quels les procédures de l'ancien régime de l'écrit dans la liturgie de l'auditoire, c'est ridiculiser les premiers et se faire ridiculiser par la seconde. En vingt ans, notre société est passée du « c'est vrai parce que c'est imprimé, je l'ai lu » au « c'est vrai parce que je l'ai vu à la télé ». Or toutes les performances normales et rationnelles liées aux procédures textuelles deviennent à la télé des contre-performances.

Prendre à témoin tous les Français par la voie de la télévision, c'est non seulement les ériger en juges, mais prendre la télé elle-même comme juge suprême. Or, pour la télé, le plus gratifiant des médias, le seul bon message est le message éphémère, qui apaise les tensions et réduit les différences. C'est pourquoi la télé veut du simple, du compact et de l'affirmation. Elle disqualifie par nature l'analyse et la contradiction, qui s'administrent entre professionnels, et, si possible, par voie écrite.

La droite ne s'y trompe pas, qui délibère et s'entredéchire à huis clos, pour venir courir ensuite sur le petit écran. Il est vrai que la droite a compris que la télé n'était pas une technique, mais une idéologie : la sienne. La gauche, qui n'a jamais rien compris à ce phénomène central, s'imagina encore pouvoir utiliser la télé sans se faire d'abord utiliser par elle. Gutenberg lui bouche les yeux et les oreilles. Le retard que la dévotion de l'écrit lui a fait prendre sur la religion moderne de l'image lui a déjà coûté le pouvoir en 1974. Puissiez-vous ne pas lui coûter l'existence !

Ensuite, pourquoi se tromper aussi de divinité ? La droite a éternisé la gauche en l'attribuant sur le terrain piégé de la télé. Elle la démoralise en lui faisant son dernier discours de rétrograde. La gauche n'est pas la place qu'elle lui donne. Ce qui détermine, en dernière instance, le contenu et le déroulement d'une perspective de nationalisations, ce n'est pas le noyau d'entreprises nationalisées, mais la nature de classe de l'État et le nouveau type de rapports qui peut concrètement l'unir aux citoyens. Seul le cours politique est décisif. Or celui-ci ne se met pas en programme.

On peut faire un plan de bataille quand on connaît le terrain, la nature et l'importance des forces adverses comme des siennes propres. Mais les plans de campagne et de guerres lointaines ou prolongées n'ont

jamais existé que dans les cartons d'états-majors au repos ou dans la tête des vicieux du lendemain.

La métaphysique du programme est la négation de tous les principes du matérialisme dialectique. L'application de la première mesure prévue par le programme peut remanier le champ de forces de telle manière que l'application des suivantes en devienne soit impossible, soit négligeable. Au Chili, trois mois après l'entrée en fonctions d'Allende, la question du programme de l'Unité populaire, qui avait requis des années de discussions et d'efforts, était déjà passée au dernier plan. Les circonstances avaient changé, les problèmes aussi. Toujours et partout, les processus réels ont pulvérisé les scénarios-fiction.

L'idée de programme, à la fois totém et tabou, a deux faces, comme la gauche elle-même. Elle atteste autant son honnêteté que ses illusions — ce qu'elle a de meilleur et ce qu'elle a de pire : son idéalisme moral et son idéalisme tout court. Ce qui rend une gauche unie, ce n'est pas un programme, c'est un ennemi commun. Donc un combat. Encore faut-il qu'il s'engage ailleurs que sur le papier.

La « gauche » n'existe pas : n'étant pas une simple collection de principes idéaux ni d'intérêts catégoriels juxtaposés, elle ne pourra jamais surmonter ses contradictions internes, idéologiques et sociologiques, dans l'abstrait, a priori. Quand il s'arrête, le parti du mouvement, fatalement, se désagrège. La plus rigoureuse des raisons a démontré qu'Achille jamais ne rattrapait la tortue. Cela arrive pourtant quelques fois, dans l'histoire : quand Achille est talonné par quelqu'un qui en veut à sa peau.

L'unité de la gauche s'opère en creux, par ricochet et à chaud. Toujours sur une base défensive : en riposte à une droite qui se regroupe pour attaquer (8 février 1954), provoquant un regroupement contraire (1955) et une contre-offensive (1958). Seule la peur donne du corps à l'espérance. Aujourd'hui : pas de figures aux portes ni de Hitler au horizon. Chirac est un diabolotin encore un peu trop rose. Le malheur profond de la gauche est dans son apparent et provisoire bonheur : rien ni personne ne font encore figure d'intolérable. La gauche n'a donc que l'unité en tête. Elle ne l'a pas encore au cœur, et encore moins au ventre. En politique, la tête pense mais ne décide de rien. Les discussions divisent, la défense unit. Nous permettez-vous de défer une opinion bien assise ? Que la gauche aille au gouvernement, et il n'est pas impossible qu'en moins de trois mois la droite en fasse une gauche unie.

Les vrais théoriciens sont pragmatiques, mais la plupart des « pragmatiques » se laissent paralyser par de fausses théories. Après son avertissement linéaire, Marx ajoutait : « Puisqu'on ne pouvait pas, les circonstances du moment ne le permettant pas — aller au-delà du programme d'Eisenach, on devait se borner à conclure un accord pour l'action contre l'ennemi commun. »

Bien entendu, le vieil empêcheur de tourner en rond, qui, tout d'abord, déniait le droit aux abstractions de se mordre la queue, ne fut pas éternel. Les partis ouvriers restèrent dans l'inaction et « l'ennemi » triompha. Mais la bonne conscience théorique des partis était sauve : ils avaient proclamé leurs principes. Sauf, aussi, les intérêts pratiques de l'ennemi. En somme, tout le monde était content.

« Politique » de François Mitterrand

(Suite de la première page.)

Comme membres du ministère Laniel en 1953, qui démissionne quand le gouvernement s'incline au Maroc devant ses propres fonctionnaires.

Vient l'Algérie, ou le temps des troubles et des doutes. Vient le 13 mai 1958, qui renverse « l'ordre établi mais décadent qui s'opposait quand même la République ». Certes, François Mitterrand est sans indulgence aucune pour les défauts de la IV^e République : « L'instabilité érigée en règle de gouvernement, l'habitude prise de consacrer un ministère par problème, le sur-plais (...) exercé par les chefs de partis, plus habiles à manœuvrer dans l'obscurité des crises, en tapinois, qu'à agir au plein jour des responsabilités. » Mais de là à cautionner un coup de force, même dissimulé par la haute stature du général de Gaulle.

Ministre des trente ans, François Mitterrand était entré dans la IV^e République comme un héros de Stendhal. Douze ans plus tard, il en ressort comme un Victor Hugo dont le 2-Décembre s'appellerait 13-Mai.

Cette nouvelle République née

du putsch et du complot, cette V^e République, c'est pour François Mitterrand le Coup d'État permanent. Du titre du livre qu'il fera paraître en 1964, « Entre de Gaulle et les républicains, il y a d'abord, il y aura toujours le coup d'État ». L'ancien résistant, l'ancien secrétaire général aux prisonniers de guerre du gouvernement de Gaulle de 1944, n'appréhendait guère de voir l'homme du 18-Juin revenir au pouvoir dans les fourgons d'un Massou, à la faveur d'un Brumaire algérois. Il est donc un des rares députés non communistes qui lui refusent l'investiture. Avec Pierre Mendès France et quelques jeunes radicaux.

Pour ce juriste nourri de Montesquieu et de Rousseau, la V^e République, c'est l'exercice permanent de l'arbitraire, c'est « la possession du pouvoir par un seul homme ». Alors, de cette monarchie plébiscitaire des années 1958-1962, François Mitterrand s'élève avec ferveur tous les aspects, tous les excès :

« Une Constitution ambiguë dans sa forme et pernicieuse dans son fond. » « Un pouvoir autoritaire », appuyé sur trois piliers. Une justice régalienne, créant ou supprimant les tribu-

naux d'exception d'un trait de plume vague, déplaçant les magistrats qui rendent des arrêts et non des services. Une police qui abuse de la garde à vue, de l'intermenage administratif et se démultipie en polices parallèles. Une propagande obsédante, qui monopolise une télévision interdite à l'opposition. Ainsi règne le monarche. Accablé d'éloges, entouré de favoris et de courtisans, qui considèrent « l'État comme leur butin ». Ainsi règne le Général, toujours plus affamé d'autorité. « J'ai lu, écrit François Mitterrand, cette formule d'un général qui s'y connaît aussi, je veux dire le général Napoleon Bonaparte : « Les grands pouvoirs naissent d'indigestion ». Le principal gaulien pétra peut-être en 1959 d'avoir voulu absorber le Sénat, ce conservateur de la culture républicaine.

Entre-temps, François Mitterrand, en s'engageant comme il le fait dans le premier scrutin présidentiel de 1965, aura porté

Pour le socialisme

Où, d'une classe. Car, désormais, François Mitterrand mène de front un second combat. Pour le socialisme. Il ne combat plus seulement un système politique. Mais aussi le système économique dont il est : « l'expression et l'agent ». Élu en 1946 sous l'étiquette radical-socialiste du R.G.R., appartenant à l'U.D.S.R., c'est-à-dire au centre gauche, le député de Châteauneuf-Chinon — comme auparavant le député de Calmar — fait progressivement mouvement vers le socialisme.

Il confie : « Je ne suis pas né à gauche, encore moins socialiste. (...) Je n'ai pas rencontré le dieu du socialisme au détour du chemin. Je ne me suis pas jeté à genoux et je n'ai pas pleuré de joie. Mais, à force de la regarder sans la voir, j'ai fini par rencontrer une certaine vérité. »

Non, il ne s'agit pas d'une conversion brutale, fulgurante. Mais du lent et régulier développement de l'idée socialiste chez un libéral, chez un « homme de la liberté ». Des origines, cet homme d'extraction bourgeoise est soulevé par le sentiment de l'injustice et indigné par le pouvoir de l'argent. Ce dernier thème court tout au long de ses discours.

Dès 1944, François Mitterrand écrit : « Vous avez assez chassé de monarchies dont certains étaient débonnaires, mais vous n'avez pas compris que le plus puissant d'entre eux continuait à vous martyrer. L'argent, l'argent-roi... Non, nous n'avons pas conquis la liberté. Nous aurons beau écrire démocratie et tolérance, solidarité et fraternité, tout

le premier et le plus efficace coup de bâton contre le pouvoir personnel. » Face à son compatriote du second tour, le vieux monarche doit descendre de son Olympe. Pour se comporter seulement en candidat des forces de droite. La monarchie gaullienne était démythifiée, donc blessée à mort ; 1968 fera le reste. Désormais, le régime s'assouplit et contrôle quelques libertés, notamment à la télévision.

Reste, pourtant, l'objectif central : « Contre le régime du pouvoir personnel, il faut recréer la République des citoyens. » C'est celui de 1965. C'est encore celui de 1974 pour le candidat de la gauche unie à la présidence. « L'objectif de la droite, c'est de garder le pouvoir. Mon premier objectif, c'est de vous le rendre. »

Le pouvoir doit appartenir à tous. Il ne peut être le monopole d'un prince ou d'un clan, agissant au service d'une caste ou d'une classe.

« La gauche, si nous ne la discernons pas, sous ces mots, l'ennemi qui nous guette. À l'internationalisme de l'argent correspond l'internationalisme des hommes. »

Déjà, ce libéral se défie des « libertés formelles », proclamées sans modifier le jeu des puissances économiques. Déjà, il préfigure le premier secrétaire du P.S., qui déclara, à ce colloque de Grèce de 1971 : « On n'est pas socialiste si l'on n'accepte pas l'héritage des révolutions libérales, de la démocratie politique. » Ce que ne font pas les pays de l'Est. « Mais l'on n'est pas démocrate socialiste si l'on évacue par angélisme les luttes tenant aux rapports de production, si on ne lutte pas contre les forces d'oppression économique. » Ce que ne font guère certaines social-démocraties.

Dès 1951, au cinquième congrès de l'U.D.S.R., François Mitterrand requiert contre « cette emprise des grandes forces économiques », contre « ces oligarchies qui n'ont en rien desservi leur élection sur le marché français ». Même propos, en 1959, au onzième congrès : « Jamais, non jamais, quelques puissants, quelques grandes forces concentrées dans peu de mains n'ont eu plus de liberté d'action... »

Au fil des années 60, ses appels en faveur de la liberté se placent plus nettement, plus souvent, sur le terrain économique. En 1964, le député de la Nièvre confie : « Je ne suis pas un marxiste des nationalisations... Mais chaque fois que les intérêts privés se coalisent pour exercer un

véritable monopole sur un domaine important de l'économie, chaque fois qu'un homme ou un groupe, au fait de sa puissance financière, est en posture de dominer l'État, je tiens pour nécessaire qu'il faut s'en libérer. »

En 1968, François Mitterrand déclare à l'Assemblée nationale : « Au nom du socialisme, nous entendons assurer la maîtrise des grands moyens de production, là où c'est nécessaire. » Fin 1969, il prend position : « Pour un contrat socialiste » dans la revue *Dir*. Début 1971, il publie le *Socialisme du possible*. Enfin, en juin 1971, c'est le congrès d'Épinay : la convention fusionne avec le parti socialiste, dont il devient le premier secrétaire.

Et le discours d'Épinay comporte, comme déjà en 1961 ou en 1969, un réquisitoire passionné contre l'« argent qui corrompt, l'argent qui achète, l'argent qui écrase, l'argent qui tue, l'argent qui ruine et l'argent qui pourrit jusqu'à la conscience des hommes ».

Cela dit, à chacun son socialisme. Quel est celui de François Mitterrand ? Loin de Lénine, près de Jaurès et de Blum, c'est un socialisme qui se défie des entraînements bureaucratiques ou technocratiques : « Il y a des pouvoirs collectifs qui sont aussi dangereux que le pouvoir personnel. » C'est un socialisme qui prône « la décentralisation et la désaliénation », « la participation des citoyens à tous les niveaux de décision : pouvoir aux citoyens dans la gestion publique, du village à l'État, pouvoir aux travailleurs dans l'entreprise ». Bref,

En ce difficile mois de septembre 1977, tout militant de gauche souhaiterait, bien sûr, que les mêmes propos puissent être tenus au terme d'une actualisation qui cesserait d'être suspendue. Il en va de même pour chacun des trente négociateurs qui ont vécu ces longues et dures réunions « au sommet » des 14, 21 et 22 septembre.

Tout ne peut s'être arrêté ainsi, au matin du 23 septembre, dans cette salle de la place du Colonel-Fabien. On n'arrête pas l'espérance.

Mais qui ne le voit ? La gauche, ce n'est pas seulement un programme, actualisé ou non. C'est aussi, c'est surtout une espérance dont François Mitterrand porte la charge principale. Alors, aujourd'hui comme hier, la gauche continue. Derrière lui.

Pins l'échéance de 1978 se rapproche, plus François Mitterrand s'identifie à son destin : se mesurer avec l'histoire, en recueillant

l'« autogestion, finalité de la société socialiste ».

Par-delà même le parti socialiste, François Mitterrand poursuit sa tâche historique : rassembler la gauche. Avant lui, celle-ci était divisée, balkanisée, éparpillée en principautés rivales. Dès septembre 1962, le député de la Nièvre déclare aux « républicains » : « Le premier devoir est de s'unir. » Et propose comme mot d'ordre : « S'unir, tenir, ensuite bâtir. »

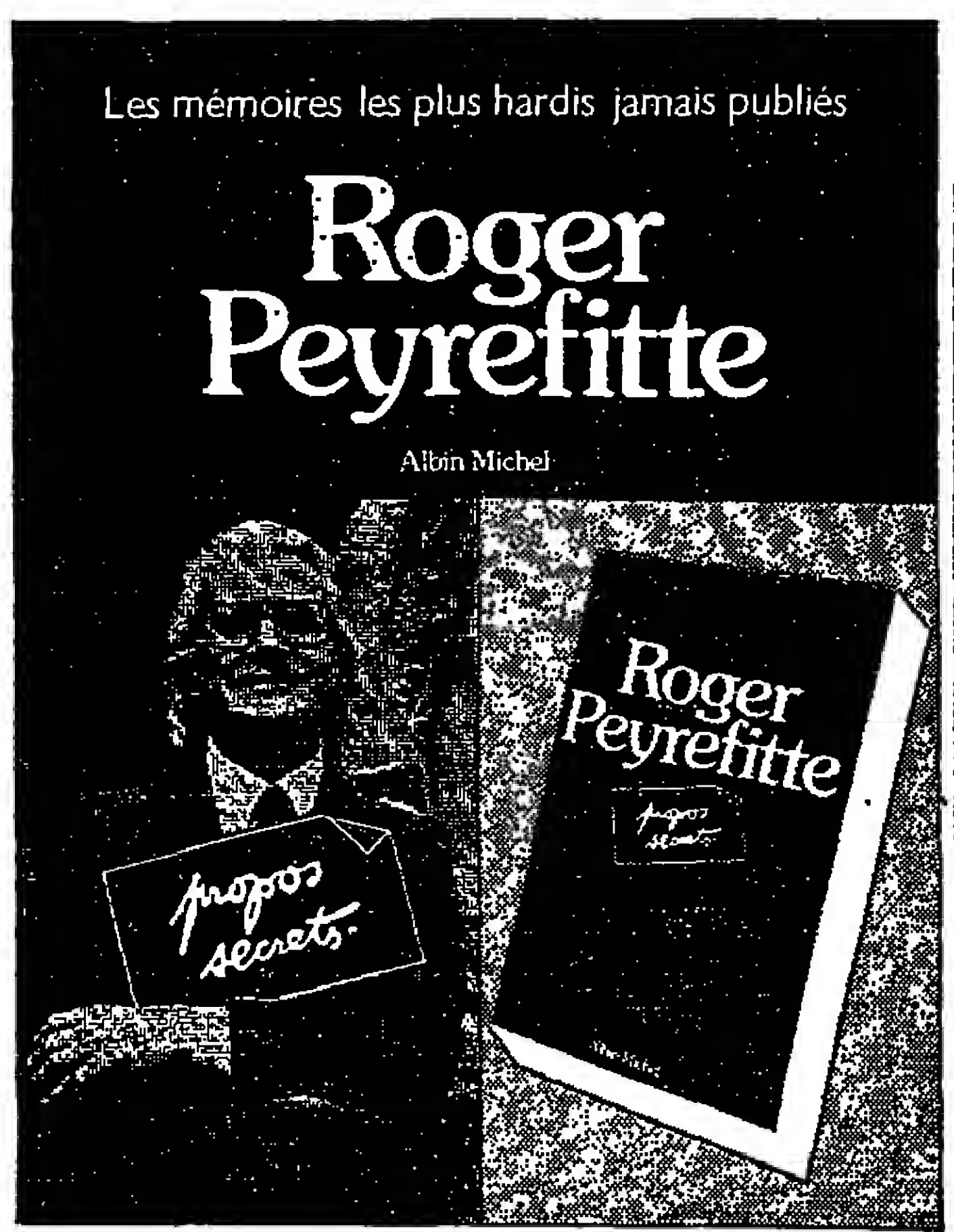
On connaît les étapes suivantes : sa candidature au nom de toute la gauche — P.C. compris — aux présidentielles de 1965 puis de 1974, la création de la F.G.D.S. pour rassembler la gauche non communiste, la signature, en février 1968, entre celle-ci et le P.C. d'une « plate-forme commune » qui marque de larges convergences, enfin, à l'été 1972, la conclusion du programme commun de gouvernement, qui rassemble communistes, socialistes et radicaux de gauche pour une seule et même entreprise.

En 1974, pendant la campagne présidentielle, François Mitterrand était apparu à la télévision avec Georges Marchais et Robert Faure pour dire ceci : « Nos formations... ont, il y a déjà quelques années, engagé, contracté un engagement qui a su résister à l'échecement. Je pourrais même dire que nous l'avons approfondi, que nous l'avons conforté. Ce n'a pas toujours été facile. Nous sommes des gens différents, nous avons souvent des philosophies qui s'opposent, mais nous avons toujours préféré ce qui nous a unis à ce qui pourrait nous diviser. »

À vingt et un ans, un jeune étudiant écrivait : « Qu'est-ce que la volonté si elle pille ? Qu'est-ce que la liberté si elle cède ? » Aujourd'hui, François Mitterrand est là. Avec ce livre passionné qui restitue tout un destin dans la trace présente. Avec sa part de vérité, de puissance et d'âme de solitude. Avec l'histoire qui l'interpelle. Avec son destin, solidaire du nôtre. Avec des millions de Français et de Françaises qui attendent et qui croient en demain. Cela s'appelle précisément l'espérance. Et il en est le gardien.

R.-G. SCHWARTZENBERG.

★ Politique, Fayard, 290 p.



Le Monde

diplomatie

LES RELATIONS EST-OUEST

DEVANT L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'O.N.U.

M. Gromyko déclare que le déploiement de nouveaux armements américains freine les négociations SALT

De notre correspondant

Nations unies (New-York). — Trois heures après avoir prononcé mardi 27 septembre son discours devant l'Assemblée générale, M. Gromyko, ministre des affaires étrangères d'U.R.S.S., a interrompu brusquement son séjour à New-York et a pris le chemin de Washington où, dans la soirée, il a été reçu par M. Carter. Le texte de son discours qui avait été distribué auparavant aux journalistes soviétiques leur fut remis dans la soirée et certaines critiques qu'il contenait à l'égard des États-Unis furent entendues. Que s'était-il passé ? Selon nos informations, M. Gromyko avait reçu de Moscou la réponse à certaines questions que M. Carter lui avait posées concernant les négociations SALT vendredi dernier à Washington. Un accomplissement des positions respectives aurait ainsi été enregistré.

Le discours de M. Gromyko a été reçu par son public de façon enthousiaste et de confiance. Il a été consacré essentiellement au double thème de la détente et du désarmement.

M. Gromyko a d'abord dénoncé « certains milieux qui multiplient les tentatives, en vue de passer à la contre-offensive pour repousser le monde vers l'époque de la guerre froide ». Ces milieux misent sur une course effrénée aux armements, sur la maintenance des foyers de tension déjà existants et la création de nouveaux foyers. (...) Il est très important que l'O.N.U. et tous les États membres proclament solennellement leur attachement à la détente et à la renouveau de toutes leurs activités. M. Gromyko a estimé que des efforts devraient être déployés à l'O.N.U. « pour empêcher la course aux armements ». Il s'en est pris d'abord, sans le faire explicitement, à l'administration Carter dans ce domaine : « Si l'on examine les recettes universelles du désarmement, il devient clair

que les objectifs qu'on poursuit sont totalement différents de l'objectif proclamé : la réalisation des ententes », il s'agit, selon lui, de propositions inacceptables par avance pour le partenaire, mais dont on pourra dire qu'il les a rejetées : « On ne pourrait, en effet, proposer d'une main toutes sortes de « réductions radicales » et, de l'autre, sanctionner la mise au point de types nouveaux et cruels d'armes tels que la bombe à neutrons ». Après avoir rappelé l'importance qu'aura la session spéciale de l'Assemblée générale sur le désarmement, qui se réunira l'année prochaine, il a déclaré que l'O.N.U. devrait appeler « tous les États à procéder aux négociations portant sur la conclusion d'un traité mondial de non-recours à la force dans les relations internationales ».

Il a constaté que les relations entre l'U.R.S.S. et les États-Unis étaient en récession. Il a ré-

pondu que les négociations en vue d'un nouvel accord sur la limitation des armements stratégiques n'ont pas encore abouti. Pourquoi ? En raison de la dégradation des relations. La situation des États-Unis de « procéder au déploiement d'un nouveau type d'armements stratégiques », les missiles de croisière. La situation se compliquerait beaucoup plus s'il s'agissait d'une arme dont la limitation est difficilement contrôlable. M. Gromyko a ajouté qu'à la suite de ses récentes discussions à Washington les positions se sont rapprochées. Il a aussi annoncé que son pays était disposé — en accord avec les États-Unis et la Grande-Bretagne — à suspendre provisoirement les expériences nucléaires souterraines sans attendre que d'autres pays — et en particulier la Chine — en fassent autant. Cette proposition a été qualifiée d'« initiative » par des officiels américains.

grete que les négociations en vue d'un nouvel accord sur la limitation des armements stratégiques n'ont pas encore abouti. Pourquoi ? En raison de la dégradation des relations. La situation des États-Unis de « procéder au déploiement d'un nouveau type d'armements stratégiques », les missiles de croisière. La situation se compliquerait beaucoup plus s'il s'agissait d'une arme dont la limitation est difficilement contrôlable. M. Gromyko a ajouté qu'à la suite de ses récentes discussions à Washington les positions se sont rapprochées. Il a aussi annoncé que son pays était disposé — en accord avec les États-Unis et la Grande-Bretagne — à suspendre provisoirement les expériences nucléaires souterraines sans attendre que d'autres pays — et en particulier la Chine — en fassent autant. Cette proposition a été qualifiée d'« initiative » par des officiels américains.

naît le droit d'Israël à l'existence en tant qu'État souverain et indépendant. Toutefois, il s'est dit favorable à la reprise dans l'immédiat des travaux de la conférence de Genève avec la participation de toutes les parties intéressées, y compris l'O.L.P. Il n'a pas cependant avancé d'idées sur la façon de sortir de l'impasse actuelle concernant les modalités du retour à Genève. Abordant ensuite la question des « droits de l'homme », M. Gromyko a dit que « toutes les tentatives de nous faire la morale ou, pire encore, de l'imposer dans nos affaires intérieures sont de fausses prétextes, trouveront toujours une riposte énergique ». Il est grand temps de comprendre qu'en agissant dans l'esprit de la guerre

L'esprit de la « guerre psychologique »

En ce qui concerne le Proche-Orient, l'Afrique australe et les « prétendus pourparlers Nord-Sud », M. Gromyko s'est contenté de réitérer les positions bien connues de son gouvernement. Il a « ne comprend pas pourquoi l'O.L.P. dément les déclarations de l'Union soviétique ». L'U.R.S.S. continuera à accorder son assistance à tous les peuples qui se sont engagés dans la voie d'un développement indépendant. M. Gromyko a rappelé que l'U.R.S.S. a continué à défendre la cause des Arabes dont les territoires occupés sont retenus par la force des armes. Il a confirmé une fois de plus que l'U.R.S.S. recon-

psychologique », on risque surtout d'aggraver le climat international », a-t-il dit. M. Gromyko a demandé à l'Assemblée d'inscrire à son ordre du jour un projet soviétique concernant « l'approfondissement et la consolidation de la détente dans les relations internationales » et la « prévention du risque de guerre nucléaire ».

M. David Owen, ministre britannique des affaires étrangères, a pour sa part, mis l'accent dans son discours, sur l'insuffisance des efforts déployés par l'O.N.U. en vue du maintien de la sécurité internationale. Il a déclaré que seuls des règlements négociés en Afrique australe, qui seraient acceptés par la communauté internationale et seraient le soutien des Nations unies, seraient mérités un terme à la violence et permettre à la majorité de gouverner.

Il a fait part de l'intention de son gouvernement de présenter un projet de résolution au Conseil de sécurité, qui demanderait au secrétaire général de nommer un représentant spécial en Rhodésie. Ce représentant devra prendre contact avec le commissaire britannique résident ainsi qu'avec toutes les parties afin de définir les rôles respectifs de toutes les forces en Rhodésie pendant la période de transition. Le chef de la diplomatie britannique a aussi évoqué la situation en Afrique du Sud : « Pretoria, a-t-il dit, a le choix entre une évolution démocratique dans l'ordre et la violence ».

LOUIS WIZNITZER.

Le Conseil de sécurité de l'O.N.U. se réunit dans la soirée du mercredi 28 septembre pour examiner le plan américain de règlement du conflit rhodésien, qui prévoit notamment la désignation d'un représentant de l'U.R.S.S. en Afrique du Nord et en Chine. À la veille de sa séance, le président du conseil de sécurité, M. Waldhauser, a déclaré que la présence pendant la période de transition vers l'indépendance du Zimbabwe, — (A.F.P.)

PRINCIPAL COLLABORATEUR DU MARÉCHAL TITO

M. Kardelj va s'entretenir avec le président Carter

De notre correspondant

Belgrade. — M. Edvard Kardelj, l'un des neuf membres de la présidence collective de l'État yougoslave, mais qui est, en réalité, le deuxième personnage du régime, considéré comme le successeur du président Tito, était attendu, ce mercredi 28 septembre, à Washington. Il aura des entretiens avec le président Carter et le vice-président Walter Mondale et rencontrera un grand nombre d'autres représentants de la vie politique parlementaire et économique des États-Unis. Les milieux officiels jugent « une importance exceptionnelle » à cette visite. D'ailleurs, de fréquents contacts ont été établis entre les deux pays depuis l'avènement de la nouvelle administration américaine, et notamment depuis les séjours à Belgrade du vice-président Mondale et du secrétaire d'État adjoint Warren Christopher. Tous deux avaient exprimé « le soutien total » des États-Unis à l'indépendance et à la souveraineté de la Yougoslavie et reconnu l'importance de sa politique de non alignement à l'égard de laquelle l'administration Ford avait témoigné, à plusieurs reprises des réserves.

La Yougoslavie s'inquiète de l'évolution des événements en Afrique, où le non-alignement traverse une dure épreuve, et au Proche-Orient. M. Kardelj espère des précisions sur les plus récents projets américains de règlement du conflit entre les Arabes et Israël (la Yougoslavie accorde un soutien à l'O.L.P. dont un représentant permanent se trouve à Belgrade depuis très longtemps). Le dirigeant yougoslave plaidera, sans doute, comme toujours en pareille circonstance, la nécessité d'une aide plus substantielle aux pays en voie de développement et exposera les résultats des récentes visites du président Tito en U.R.S.S., en Corée du Nord et en Chine. À la veille de ce déplacement, le président Carter avait adressé au chef de l'État yougoslave un message sur la

politique américaine à l'égard de ces pays et, tout particulièrement, de la Corée. Les possibilités d'élargissement des échanges économiques entre les deux pays seront examinées. Les développés et caractérisés par un équilibre de la balance des paiements — ce qui n'est pas du tout le cas du commerce yougoslave avec la quasi-totalité des autres pays occidentaux — ces échanges ont atteint en 1976 plus de 700 millions de dollars. La Yougoslavie se félicite que les États-Unis la traitent comme un pays en voie de développement et lui accordent de ce fait des facilités pour le placement de ses produits. Il est vrai que certaines difficultés sont apparues au début de l'année à propos de la construction de la première centrale nucléaire yougoslave à Krsko, dont l'équipement et le combustible doivent être livrés par les États-Unis.

En ce qui concerne la combustion, l'administration Carter a demandé des garanties supplémentaires à celles déjà prévues par l'accord signé entre les deux pays en 1974. La Yougoslavie a refusé : elle estime qu'en obtenant ces garanties, il s'agit non d'empêcher la prolifération des armes nucléaires mais de maintenir le monopole de la technologie nucléaire, alors que cette technologie est indispensable au progrès économique des pays en voie de développement.

Les derniers attentats aux États-Unis contre les représentants officiels yougoslaves mentionnés, il s'agit, selon le commentateur diplomatique de l'agence l'Anadolu de « groupes fascistes et terroristes » dont l'activité est orientée contre les intérêts des deux pays.

Le voyage de M. Kardelj a relancé les rumeurs relatives à une rencontre entre les présidents Tito et Carter qui pourrait avoir lieu au début de l'année prochaine. PAUL YANKOVITCH.

A PARIS

Un forum sur les droits de l'homme

L'Académie diplomatique internationale a organisé, mardi 27 septembre à Paris, un forum sur « La diplomatie et les droits de l'homme ».

M. Marc Schreiber, ancien directeur de la division des droits de l'homme à l'O.N.U., a évoqué les obstacles juridiques et politiques auxquels l'Organisation internationale se heurte dans ses travaux. Il a signalé que l'an dernier quelque quarante mille plaintes avaient été adressées à l'O.N.U. en cas de violation des droits

fondamentaux. Ces plaintes émanaient de tous les continents, ce qui illustre bien la portée universelle de la Déclaration des droits de l'homme. M. Schreiber estime que « la politique de Washington en ce domaine ne peut plus être arrêtée » et il a demandé si l'Europe « ne devait pas avoir une politique conjointe pour la défense des droits de l'homme ».

« Je regrette que la France n'ait pas adopté une position plus ferme sur la question des droits de l'homme », au moment où M. Carter a émis une « politique », a dit M. Léo Hamon. L'ancien ministre refuse le dilemme « détente ou droits de l'homme ».

« Il ne faut pas acheter la détente aux dépens des droits de l'homme », a-t-il déclaré. Mais il n'est pas facile de trouver « un juste milieu », car il s'agit, a-t-il ajouté, de faire passer « avec tact » aux pays concernés que « les déclarations aux manifestations aux droits de l'homme ne sont pas un manquement à l'indépendance ».

« Le problème des droits de l'homme est désormais entré dans le champ des relations internationales. Les démocraties peuvent de moins en moins facilement se résigner à une contradiction flagrante entre leurs discours intérieurs et leur soutien à des régimes dictatoriaux. Ils se sentent tenus de conformer leur action diplomatique aux principes qui fondent leur souveraineté intérieure. Im-

possible pour eux de s'abstenir : non pas tellement par charité, mais par nécessité de légitimer l'action diplomatique en la fondant sur les principes de liberté et de respect des droits humains qui légitiment leur souveraineté intérieure ». C'est par ces mots que Claude Julien, rédacteur en chef du Monde diplomatique, a conclu son intervention.

Tous les participants au forum ont fait observer que la politique étrangère ne saurait s'insérer uniquement du point de vue du respect des droits de l'homme. De toute façon, cette « composante » risque d'entraîner des tensions nouvelles entre les États. « Tensions positives », qui, pour M. Charles Zargib, directeur de la faculté de droit de Paris-Sud, sont l'expression d'une saine compétition pacifique pour la démocratie ».

● M. Paul Blanc nommé ambassadeur au Swaziland. — M. Blanc, ambassadeur de France au Mozambique, a été nommé également ambassadeur à Nwabene (Swaziland), avec résidence à Mbabane, en remplacement de M. François Scherer (le Monde du 5 juillet a publié la biographie de M. Blanc).

La « Pravda » donne un relief particulier à la visite de M. Barre

(De notre correspondant.)

Moscou. — S'il fallait un signe supplémentaire de l'attention portée par les dirigeants soviétiques à la visite de M. Barre, attendu ce mercredi 28 septembre à Moscou, à 17 heures (h.l.c.), la Pravda le fournit le matin de son arrivée en publiant une courte biographie du premier ministre français. Cet « honneur » est généralement réservé aux chefs d'État ou de gouvernement en visite officielle en Union soviétique. Or, en principe, M. Barre se trouve à Moscou en sa qualité de ministre de l'économie et des finances pour prendre la réunion de la « grande commission » de coopération franco-soviétique. Le quotidien du P.C. soviétique rappelle brièvement la carrière universitaire de M. Barre, son passage au commissariat du Plan, « dans les organes dirigeants du Marché commun », et à la Banque de France. Il indique ensuite que M. Barre a été ministre du commerce extérieur et que, en 1976, il a été nommé premier ministre et ministre de l'économie et des finances. La Pravda ne fait aucune allusion à la politique économique et sociale du gouvernement français, qu'elle n'a d'ailleurs jamais critiquée ouvertement, se contentant en général de citer brièvement certains commentaires de la presse parisienne.

La Pravda publie également dans ses pages intérieures une interview accordée par M. Barre à l'agence Tass : « La détente constitue l'orientation principale de la politique française, et notamment déclaré le premier ministre, car la détente est la base d'une véritable efficace de la paix, non seulement en Europe mais dans le monde entier. » — D. V.

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

● LA COMMISSION EXECUTIVE de la centrale syndicale algérienne (C.G.T.A.) a publié lundi 28 septembre une « motion de soutien » à la politique intérieure et extérieure menée par la direction révolutionnaire algérienne. Les textes, elle « condamne avec force tous les actes de travail (enregistrés au cours de l'été) et leurs instigateurs qui font constamment ou intentionnellement le jeu des ennemis de la révolution socialiste ». Elle appelle les travailleurs algériens à combattre énergiquement tous les perturbateurs et à mener une lutte permanente contre les déviations ». — (A.F.P.)

Grande-Bretagne

● ARRIVANT À PARIS, où il s'était entretenu avec M. Giscard d'Estaing, le conseiller du président Carter pour les questions de sécurité nationale, M. Zbigniew Brzezinski a déjeuné mardi 27 septembre avec le premier ministre, M. James Callaghan. Selon le porte-parole du Foreign Office, les conversations ont porté sur la situation au Proche-Orient, les négociations SALT, les problèmes de la détente et la situation en Afrique. M. Brzezinski rencontrera ce mercredi le chancelier Schmidt à Bonn. — (A.F.P., A.P.)

Haïti

● CINQ DES ONZE PRISONNIERS LIBÉRÉS à l'occasion du vingtième anniversaire du régime duveitiste, et qui avaient été amenés quitter le territoire national, n'ont toujours pas trouvé de pays d'accueil, apprend-on à Paris. Les États-Unis et le Canada ont accepté six personnes. La France, ou certains d'entre eux

Allemagne fédérale

● LA VENUE DE M. BRENNYER BONN en visite officielle a été confirmée mardi 27 septembre par l'agence Tass. Cette visite pourrait avoir lieu à la fin de novembre ou au début de décembre prochain. — (A.F.P.)



Bernard-Henri Lévy
La barbarie à visage humain
"Lévy le renégat"
Der Spiegel
"Un jeune oracle au romantisme désespéré."
The Observer
"Bernard-Henri Lévy remet en cause toute la culture française contemporaine."
Corriere della Sera

Israël

● Mgr HILARION CAPUCCI, archevêque melchite de Jérusalem, condamné il y a deux ans à douze ans de prison pour coopération avec le P.L.O., a commencé mardi 27 septembre une grève de la faim pour protester contre « son abandon par le pape et l'Eglise catholique qui le laissent croquer en silence », apprend-on de sources proches de la police israélienne. — (A.F.P.)

Namibie

● M. DIKE MUDGE, président de la Conférence constitutionnelle de Windhoek, et son vice-président du Parti national pour le Sud-Ouest Africain, a annoncé mercredi 28 septembre, qu'il envisageait de former un nouveau parti pour les Blancs. Cette formation cherchait à conclure des alliances avec les noirs et les Blancs de Windhoek soutenant la Conférence constitutionnelle. Cette décision fait suite au départ de M. Mudge et de son adjoint de ses amis politiques de la salle où se tenait mardi à Windhoek le congrès du Parti national. Il venait d'être mis en minorité par les éléments les plus conservateurs de son parti. — (Corresp.)

Portugal

● LES NEGOCIATIONS SUR L'AVENIR DE LA BASE AMERICAINE DES AÇORES devraient aboutir rapidement, après une communication aéroportuaire publiée à New-York le mardi 27 septembre, à l'issue d'un entretien entre le secrétaire d'État américain, M. Cyrus Vance, et son collègue portugais M. Medeiros Figueira. Le gouvernement de Lisbonne déclare, dans ce communiqué, qu'il est prêt à conclure « le plus tôt possible » les négociations et qu'il « ne remettra pas en question l'utilisation de la base militaire » de Lajes par les États-Unis, officiellement régie par un accord remontant à 1961. Les deux gouvernements espèrent, en outre, mener rapidement à leur terme les

conversations sur l'assistance économique et militaire accordée par les États-Unis au Portugal. — (A.F.P., U.P.I.)

R.D.A.

● M. HELMUT WARMBIER, ancien professeur de l'université de Leipzig (où il était chargé de cours sur le marxisme-léninisme) a été arrêté par la police est-allemande, a annoncé mardi 27 septembre, le quotidien indépendant de Berlin-Ouest Der Tagesspiegel. M. Warmbier avait récemment été exclu du SED (parti communiste de R.D.A.) et démis de ses fonctions universitaires. Il travaillait, depuis, comme aide-mécanicien dans un garage. — (A.F.P.)

Soudan

● M. SADEK EL MAHDI, ancien premier ministre soudanais, et d'autres personnalités de l'opposition en exil sont rentrés, mardi soir 28 septembre, à Khartoum, où ils ont été accueillis par le président Gaafar el Nimeiry. Le chef de l'État soudanais a formellement souhaité que les pourparlers en vue d'une réconciliation nationale soient rapidement couronnés de succès. — (A.F.P.)

Timor

● L'UNION DEMOCRATIQUE DE TIMOR (U.D.T.), dans un communiqué publié le 27 septembre à Lisbonne, dénonce les « barbaries » commises par l'armée indonésienne dans cette ancienne colonie portugaise annexée par Djakarta, et s'élève au silence du gouvernement portugais. Cette organisation conservatrice, qui s'était opposée au Frontlib en 1976 et dont certains dirigeants ont fait cause commune avec l'Indonésie, affirme que le Mouvement national de Timor a intensifié la guérilla dans tout le territoire. — (A.F.P.)

Zaire

● M. UMBA DI LUTTE, ministre malais des affaires étrangères, a indiqué lundi 26 septembre à Lusanne que le président Mobutu, qui se trouve en séjour privé dans cette ville, s'est récemment entretenu avec MM. Henri Simonet, ministre belge des affaires étrangères, et René Jourdain, conseiller technique au secrétaire général de l'Elysée chargé des problèmes africains. — (A.F.P.)

20150

ÊTRE VOLONTAIRE A LA F.A.V.A.!

C'est faire partie d'un groupe d'amis qui aident de leur mieux les déficients mentaux à s'intégrer dans la Société, grâce aux Sports, aux Loisirs, et en faisant connaître leurs dons pour l'Artisanat. Vous pouvez devenir volontaire de la F.A.V.A. même si vous ne disposez que de quelques heures par semaine.

Vous aidez les éducateurs d'un Centre Spécialisé ou vous vous occupez d'un programme de Sport ou de Loisirs, et vous pourrez apporter beaucoup aux handicapés mentaux qui vous donneront plus encore.

Comme chaque année, afin que vous soyez mieux informé avant de devenir VOLONTAIRE, des conférences sur l'adaptation mentale données par d'éminents spécialistes seront organisées entre le 18 OCTOBRE et le 8 NOVEMBRE 1977.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :

F.A.V.A. (Association au service des Handicapés Mentaux)
28, BOULEVARD DU TEMPLE
75011 PARIS
Tél. : 863-47-71.

AFRIQUE

Ethiopie

Plusieurs unités de l'armée régulière seraient « en état de sédition »

De nouvelles tensions se font jour en Ethiopie qui, jointes à la récente dégradation de la situation militaire en Erythrée et dans l'Ogaden, affaiblissent le régime du lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam. Selon le correspondant à Nairobi de l'agence Reuters, qui cite des

« sources informées » de la capitale kenyenne, plusieurs unités de la 2^e division de l'armée éthiopienne stationnée en Erythrée seraient « en état de sédition ». A Addis-Abeba, des manifestations avaient eu lieu la semaine dernière pour réclamer le retour à un gouvernement civil et la libération des étudiants emprisonnés. Dans la région de Dire-Daoua, des unités de la 3^e division reprocheraient au commandement d'avoir équipé les milices avec des armes soviétiques modernes, alors que les soldats réguliers doivent se contenter de fusils américains démodés. Radio Mogadiscio affirmait à ce sujet le 28 septembre, qu'une « guerre civile entre les miliciens éthiopiens et les unités régulières devrait éclater ».

Ces différents mécontentements contribuent à aggraver la crise ouverte à la fin d'août après la rupture entre les militaires et le parti MERISON (mouvement socialiste pan éthiopien) dont plusieurs dirigeants ont été arrêtés ou exécutés (le Monde du 3 septembre).

Sur le plan militaire, en revanche, les « sources informées » citées par l'agence Reuters soulignent que, lors des récents combats dans l'Ogaden, Addis-Abeba n'a pratiquement engagé que des milices et l'armée territoriale. (Une partie importante de la 3^e division avait été effectivement envoyée vers la fin du printemps sur le front nord-N.D.L.R.). Les maquisards somalis, au contraire, auraient reçu un soutien considérable de l'armée régulière de Mogadiscio. La Somalie avait en fait engagé dans l'Ogaden seize de ses dix-huit brigades disponibles. Les revers subis par les Ethiopiens seraient donc moins significatifs qu'on l'a cru à l'origine.

La prise de Jijiga

An demeurant, la supériorité écrasante de l'aviation éthiopienne rend aujourd'hui difficile la progression des forces soutenues par Mogadiscio. Des dépôts de carburant et des unités blindées somaliennes auraient été anéantis par les chasseurs bombardiers F-5 éthiopiens. Selon des voyageurs revenus de Mogadiscio et d'Addis-Abeba, les pertes en vies humaines sont très importantes de part et d'autre. En Ethiopie comme en Somalie, les hôpitaux sont pleins.

Un autre correspondant de l'agence Reuters qui — du côté somalien — s'est rendu mardi à Jijiga avec un groupe de journalistes annonce que la ville est entièrement contrôlée par les Somaliens. De nombreux cadavres et carcasses de véhicules indiquent clairement que la bataille pour le contrôle de cette ville a été acharnée. Les journalistes occidentaux ont pu voir des Jeeps, des camions et des stocks de munitions manifestement abandonnés par les Ethiopiens.

Algérie

SELON M. LOUIS MERMAZ

Le président Boumediène « attendrait beaucoup d'un succès de la gauche en France en 1978 »

De notre correspondant

Alger. — « J'ai eu l'impression que le président Boumediène attend beaucoup d'un succès des forces de gauche en France en 1978 », a déclaré M. Louis Mermez, mardi 27 septembre, à l'issue d'un entretien d'une heure avec le chef de l'Etat. Reçu en tant que secrétaire national du parti socialiste, M. Mermez, qui est président du conseil général de l'Isère, était à la tête d'une délégation de vingt-six conseillers généraux de la majorité et de l'opposition qui vient de faire une visite de huit jours en Algérie. Dans le domaine de la coopération, aurait encore dit M. Boumediène à son interlocuteur, « nous sommes bien compris par la gauche française et nous rencontrons une certaine compréhension dans certains milieux gauchistes. Même le C.N.F.P. prend des positions beaucoup plus positives que le pouvoir en place ».

Le chef de l'Etat a, selon M. Mermez, insisté sur « la nécessité d'en finir avec les points contentieux qui entravent le développement de la coopération franco-algérienne ». Parmi ceux-ci, il a cité l'insuffisance des achats de pétrole, assurant, en outre, que, dans le domaine économique, « le gouvernement de Paris ne soutient pas l'effort des entreprises françaises, notamment par une politique de crédit pour rééquilibrer les échanges ». Il a regretté, à ce propos, que la France soit devenue le deuxième

partenaire de l'Algérie après les Etats-Unis, et insisté sur le fait qu'en raison de l'histoire il devrait y avoir « des liens particuliers, dans l'équité et le respect des droits, entre les deux nations ».

Toujours selon M. Mermez, le président Boumediène estime que, dans le domaine de la coopération culturelle, scientifique et technique, la « situation est gelée ». Il reconnaît que la France envoie quelques coopérants de grande valeur, mais regrette qu'ils soient en nombre insuffisant par rapport aux jeunes gens sans expérience. Il souhaite un renforcement de la coopération scientifique et technique.

Le chef de l'Etat a, selon M. Mermez, affirmé qu'il ne comprenait pas l'attitude de Paris dans l'affaire du Sahara occidental. Il aurait jugé à ce propos que la livraison d'armes au Maroc était d'une « légèreté extraordinaire ».

Au cours de la conversation, M. Boumediène aurait noté que de plus en plus de Français d'Algérie revenaient en visite dans leur pays natal. Il a précisé qu'il les comprenait et qu'il était favorable à ces voyages. La visite des conseillers généraux de l'Isère a d'ailleurs été organisée par un universitaire français originaire de Constantine, M. Georges Morin.

PAUL BALTA.

Maroc

« Pas de vacances pour la censure »

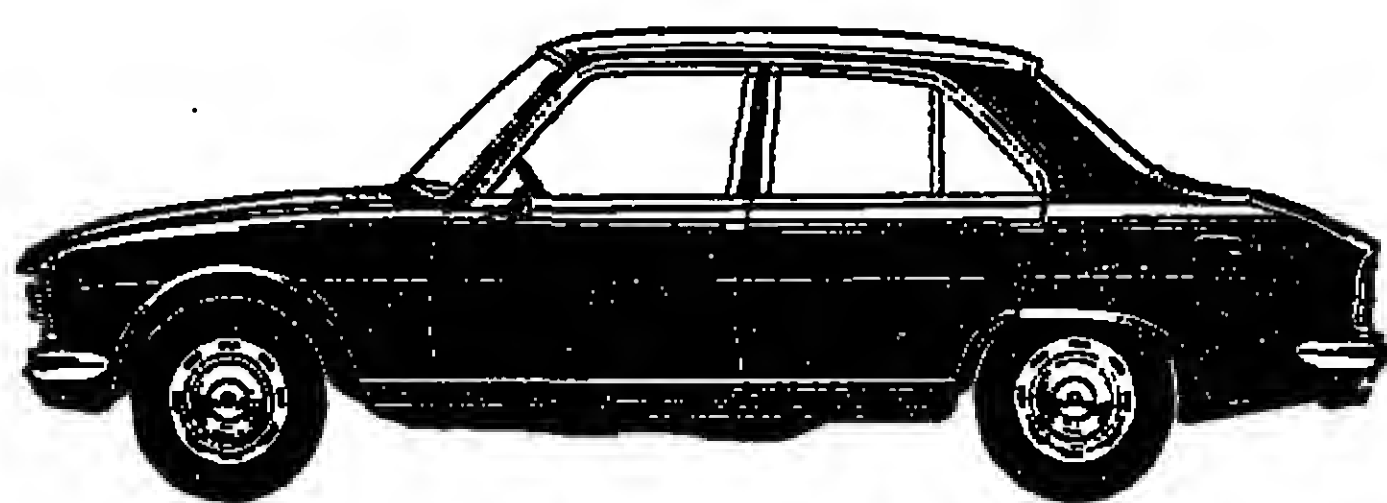
Le quotidien Al Bayane, organe du Parti du progrès et du socialisme (communiste), dirigé par M. Ali Yata, dénonce dans son numéro daté 25-26 septembre la censure qui frappe les journaux étrangers au Maroc. Sous le titre « Pas de vacances pour la censure », il écrit :

« L'opinion publique marocaine a largement apprécié la mesure positive prise par le gouvernement il y a quelques mois consistant à supprimer la censure qui frappait illégalement la presse progressiste de notre pays. Mais la liberté d'expression forme un tout. Pourquoi avoir interdit depuis le mois d'août l'introduction du journal parien Libération et maintenir l'interdiction du quotidien le Monde et du Monde diplomatique depuis bientôt un an. On pourrait allonger la liste en citant encore l'Humanité, qui n'a jamais été autorisée au Maroc.

ou l'Unité, hebdomadaire du parti socialiste français... » D'une certaine façon, la censure est l'arme des faibles. Elle donne l'impression, et c'est souvent le cas, que le censeur a des choses à se reprocher en ayant peur que la vérité éclate.

« Pourra-t-on dire très prochainement à nos honorables parlementaires qu'ils ne peuvent lire sur place certains journaux étrangers ou avoir connaissance directement au Maroc même de tout ce qui s'écrit concernant notre pays ? Comment pourront-ils intervenir dans les débats en matière de politique étrangère ? Le ministère de l'Information complète-t-il leur assurer des abonnements spéciaux ? »

« En maintenant ces interdictions, le ministère de l'Information (faudrait-il l'appeler d'un autre nom ?) ne « prône » pas les journaux visés par la censure, mais les lecteurs marocains. »



UNE 504 POUR 648 F PAR MOIS

Inutile de bouleverser votre budget pour disposer d'une 504 L neuve pendant 48 mois.

Vous versez un dépôt de garantie récupérable en fin de contrat et vous payez chaque mois un loyer constant de 648 F. C'est clair, net et sans surprise.

En fin de contrat vous avez le choix :
— ou restituer la voiture et récupérer le dépôt de garantie,
— ou devenir propriétaire de la voiture en abandonnant le dépôt de garantie.

En cours de contrat, l'achat de la voiture est possible dès la fin de la première année. Le montant du dépôt de garantie sera alors déduit de la valeur de rachat.

Modèle 1978	Prix catalogue au 4/7/77	Dépôt de garantie récupérable	Loyer constant sur 48 mois
504 L	28 800 F	5 760 F	648 F

* carte grise en sus.

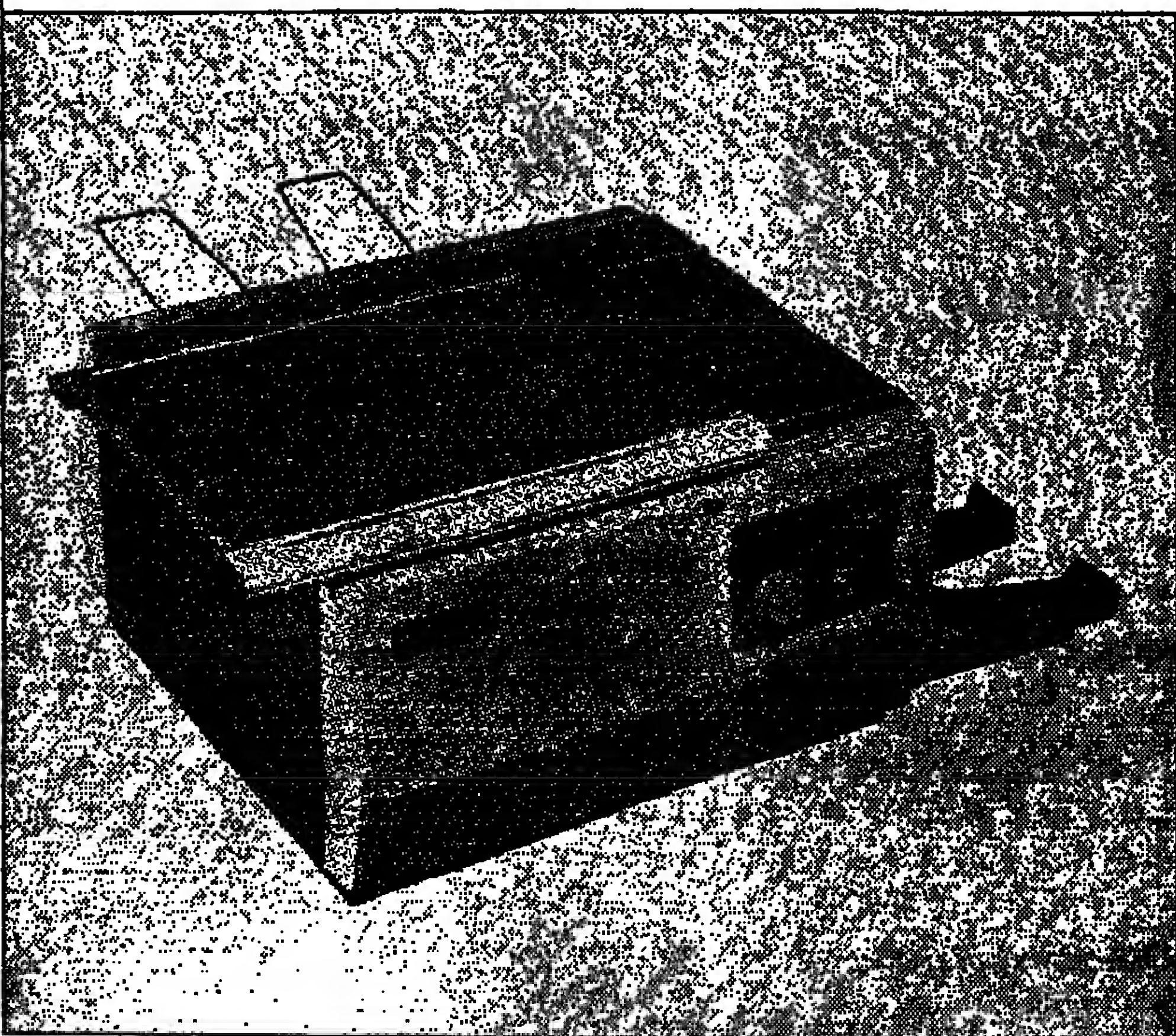
Baïème au 10/06/1977.

PEUGEOT 504 L

concessionnaire exclusif pour
Loca-Din

SECRETARY II

La photocopie sur papier ordinaire sort enfin de l'ordinaire.



Avant, la photocopie sur papier ordinaire voyait la vie en gris. Maintenant il y a le copieur "Secretary II". Il fait des copies nettes et contrastées de lettres, schémas, pages de livres, revues, photos et même objets. Grâce au système d'alimentation en feuille à feuille la "Secretary II" peut reproduire sur papier pelure ou sur bristol, sur bloc-note ou sur papier millimétré, sur papier couleur ou sur étiquettes auto-adhésives, sur transparents, sur plaques offset, sur calques — tout cela sans même modifier l'alimentation automatique normale. En recto seul, comme en recto-verso. Et tout cela avec un parfait respect des nuances, de toutes les nuances. Comme seul 3M pouvait le faire.

3M

Monsieur, Madame _____
Fonction _____
Société _____
Adresse _____
Téléphone _____

désire recevoir de plus amples informations sur le copieur "Secretary II" 3M.
3M FRANCE Bd de l'Oise 95000 CERGY. Tél. (1) 031 61 61.
N° Stand SICOB 5304 et 5305. Niveau 5, Zone C.

504 من الأصل

AFRIQUE

L'Afrique du Sud malade de Soweto

II. — Les pressions économiques contre la ségrégation

De notre correspondante CHRISTIANE CHOMBEAU

Johannesburg respire la santé, pour le touriste, et pourtant le nombre des chômeurs noirs ne cesse de grandir. La crise économique mondiale a gagné tardivement l'Afrique du Sud, mais elle l'a sévèrement secouée (« le Monde » du 28 septembre).

Johannesburg. — Quelle que soit l'heure à laquelle on passe, ils sont là, debout ou assis, recroquevillés, cherchant un peu de chaleur les uns contre les autres. Ils sont là, dans un bâtiment à l'autre, leur éternel « pass » à la main, jaune, noir, écorché. Les bureaux de l'administration bantou ne désemplissent pas.

Selon M. P. J. Van der Merwe, professeur d'économie à l'université de Pretoria, ils étaient un million quatre cent vingt-quatre mille sans emploi en décembre dernier, plus de 14 % de la population active totale et plus de 23 % de la force de travail noire. Depuis, près de deux cent mille personnes les ont rejoints. En l'absence de statistiques précises, le professeur Van der Merwe a récemment donné une estimation de la répartition des chômeurs africains : 25 %, selon lui, vivaient dans les villes, 35 % sur les fermes des Blancs et 45 % dans les banlieues. Mais les Indiens sont également sévèrement touchés par le marasme économique. On voit même grossir, bien qu'à une échelle infime, le chômage chez les Blancs.

On parlait déjà de malnutrition parmi la population africaine, on évoque à présent de nombreux cas de famine. Et des incidents poignants provoqués par la misère éclatent ici et là. Il y a quelques jours, sur le chemin de midi, un chômeur, les mains vides, se tenait devant les bureaux de

l'administration bantoue, entre dans un restaurant voisin pour acheter un cornet de frites et un poisson frit. Il n'a pas le temps de le goûter. A peine sorti de la boutique un de ses compagnons d'infortune se précipite sur lui pour lui voler son repas. Quelques secondes plus tard éclate une violente bagarre. Au pays de l'or, seuls 33 % des Africains ont le droit de cotiser au fonds d'assurance chômage. En fait, d'après M. Eddie Webster, professeur de sociologie à l'université de Witwatersrand, seuls 8 % peuvent réellement en bénéficier. Comment survivre dans ce cas ?

Surtout lorsque les salaires ne permettent pas d'économiser et que l'on habite une des cités-dortoirs d'où l'économie de subsistance, si pratique dans les villages, a disparu. La solidarité disparaît elle aussi.

Sous prétexte de « développement séparé », les Noirs en Afrique du Sud n'ont pas pu bénéficier de la croissance économique de leur pays. Leur niveau de vie économique et culturel a été maintenu à un stade très bas. Les chiffres parlent d'eux-mêmes.

D'après l'Institut des Nations unies, 85 % de la population noire est illettrée ; 51,3 % des jeunes Africains de dix-huit ans ont en une scolarisation inférieure à quatre ans, contre 9 % chez les Blancs. L'école n'est d'ailleurs pas obligatoire ni gratuite pour les Noirs, alors qu'elle l'est pour les Blancs.

En 1976, chaque fois que le gouvernement dépensait 39,53 rande pour un enfant africain, il en dépensait 805 par enfant blanc (1). La formation technique est, elle aussi, très en retard.

A leur tour, les pays du Marché commun pensent faire pression indirectement sur le gouvernement sud-africain pour débiter en douceur la situation politique. Dans l'euphorie des premiers jours, la Communauté économique européenne a songé à des sanctions économiques. L'idée a été vite écartée : les Noirs ont seulement rédigé un code de conduite pour leurs sociétés en Afrique du Sud, un peu à l'image américaine, mais avec en plus la reconnaissance des syndicats noirs.

Bien que les résolutions prises par l'Urban Foundation ou par le manifeste américain représentent un grand pas en avant, elles comportent des limites importantes. La première est leur caractère non contraignant : « nulle échéance

n'est donnée pour appliquer les réformes prévues, et chacun prend ce qu'il veut. On est loin également de l'acceptation des syndicats noirs. Certaines entreprises y sont prêtes et les reconnaissent déjà : la chaîne de magasins Pick and Pay en est le plus important exemple. Mais la vaste majorité continue à refuser cette représentation des travailleurs. L.B.M., société citée en Afrique du Sud pour son progressisme, fait la sourde oreille aux organisations « hors maison ».

Embargos sélectifs

Ces hommes d'affaires et industriels souhaitent amener le gouvernement à prendre des mesures libérales. Seuls ils ne pensent pas y parvenir, aussi apprécient-ils l'aide extérieure, et du moment celle des amis, précise M. Zee de Beer, un des directeurs exécutifs de l'Anglo American Corporation. Entendons par là des pressions légères qui ne risquent pas d'aggraver la situation économique sud-africaine.

Tout le monde écarte avec fermeté l'idée d'un boycottage total « États-Unis comme l'Europe ne peuvent se le permettre », explique M. J. Spanden, professeur d'économie à l'université de Witwatersrand. L'Afrique du Sud fournit des matières premières indispensables à l'industrie et à l'agriculture du monde non communiste. Le coût d'un boycottage serait beaucoup trop élevé.

pour un pays comme la Grande-Bretagne.

En revanche, il n'exclut pas des embargos sélectifs dans les années à venir. A part quelques économistes qui voient une bonne façon de stimuler la production intérieure dans la création de substituts, la plupart craignent les répercussions économiques : ils redoutent une perturbation de l'économie sud-africaine, qui ajouterait à la tension sociale.

L'impact psychologique de cette menace est, en tout cas, indéniable. On a vu, ainsi, le premier ministre sud-africain, M. John Vorster, mettre en garde le président des États-Unis contre toute tentative de pressions économiques. Reste à savoir si celles-ci suffiront à faire bouger la politique du gouvernement en faveur des Noirs. Quel qu'il en soit, le poids de l'Afrique du Sud battra pendant un bon nombre d'années encore au rythme de Soweto, et il faudra probablement compter, dans un proche avenir, avec la Rhodésie et la Namibie.

F I N

(1) Un rand = 0,52 franc.

Des salaires très bas

L'insuffisance de formation continue certainement la faible rendement dont se plaignent beaucoup de patrons en Afrique du Sud. Elle est en tout cas un des prétextes au maintien de très bas salaires.

Les statistiques officielles montrent que le salaire annuel moyen des Noirs était en 1975 cinq fois inférieur à celui des Blancs, dans l'agriculture, la construction, l'industrie et l'administration, et sept fois moindre dans les mines. Même à qualification égale, le salaire d'un Noir est loin d'être équivalent de celui de son homologue blanc.

Même si, en pourcentage, les salaires des Noirs ont augmenté plus vite que ceux des Blancs, dans les mines la différence entre la moyenne des gains des Noirs et celle des Blancs a pratiquement doublé, sans pour autant atteindre plus de 700 rande par mois.

Les syndicats blancs en ma-

jorité ultra-conservateurs veillent jalousement sur les privilèges de leurs syndiqués. Ce sont les plus acharnés au maintien du Job Reservation Act, la loi interdisant l'accès des Noirs à certaines professions.

Le pessimisme du mouvement lydien dans les townships, les violences dans les provinces du Cap ou du Transvaal, des attentats bien que limités en ville ou sur les voies de chemin de fer, amènent beaucoup de Sud-Africains et d'étrangers à examiner plus sérieusement les possibilités de révoltes africaines. De graves révoltes lointaines ? Elles sont très peu probables. Les travailleurs africains ne possèdent pas d'organisations suffisamment puissantes.

Il existe des syndicats noirs, mais ceux-ci ne sont pas reconnus par le gouvernement. Les Noirs peuvent-ils obtenir ce qu'ils veulent de la société protectrice des blancs ?», commente un sociologue.

Cinq groupes de syndicats

Actuellement, on compte vingt-six syndicats qui se répartissent dans les cinq grandes familles suivantes : l'Urban Training Project (dix syndicats) lié au syndicat conservateur protestant hollandais C.N.V., et qui se dit apolitique.

Le Black Allied Workers Union (BAWU), créé en 1973 par les mouvements de la « conscience noire ».

Le Trade Union Advisory Coordinating Council (TUACC), implanté dans l'industrie du Natal.

Le South African Council of Trade Union (SACTU), très politisé, mais qui agit dans la complète clandestinité, car rattaché à l'African National Congress, banni en Afrique du Sud.

Enfin le syndicat conservateur, souvent qualifié de paternaliste, le Trade Union Council of South Africa (TUCSA). A majorité blanche, celui-ci possède des syndicats affiliés noirs, dits « parallèles », dont le National

Union of Clothing Workers (N.U.C.W.) est le plus important. « Ces organisations, reconnaît M. Eddie Webster, restent d'une extrême faiblesse et ne rassemblent que 1 % de l'ensemble des travailleurs. » Le BAWU, le TUACC, le SACTU et l'U.T.P. sont régulièrement réprimés, et leurs responsables doivent faire face à des mesures fréquentes de harcèlement.

Pour éviter l'extension de ces syndicats noirs, Pretoria a mis en place un système de « syndicats maison », appelés comités de travailleurs et comités de maisons, qui permettent de régler les problèmes au niveau de l'entreprise et évitent l'extension des conflits à l'échelle nationale.

Contrairement à l'idée communément répandue, le droit de grève est reconnu en Afrique du Sud. Le mouvement de Durban en 1973 y a fortement contribué. Mais les lois qui l'autorisent comportent de telles restrictions qu'il est de facto pratiquement inapplicable.

La peur des grèves sauvages

Depuis les manifestations de Soweto, en juin 1976, et les grèves générales de travailleurs organisées par les étudiants, certains hommes d'affaires, entre autres des responsables de l'Anglo American Corporation, vous confient qu'ils préféreraient que les syndicats noirs soient reconnus. Au moins, disent-ils, cela leur permettrait, sinon de contrôler, au moins de voir venir et d'éviter les grands affrontements.

Actuellement aucun spécialiste de l'économie sud-africaine ne croit à un long mouvement de grève d'ampleur nationale. Les raisons avancées sont multiples : le manque d'impact des mouvements politiques tels que l'A.N.C. ou le Pan African Congress, tous deux bannis, la faiblesse des syndicats noirs et l'impossibilité dans laquelle se trouvent les Africains à survivre à plus de quatre jours de grève... « Il faut également tenir compte de la force de répression, note un journaliste économique de l'indépendant sud-africain « Financial Mail ». Le gouvernement n'hésitera pas à intervenir en force ».

Fourtant, s'ils le voulaient, les Africains pourraient paralyser le pays : c'est du moins l'avis d'un banquier d'Afrique du Sud. Des statistiques officielles pour 1976 montrent que si l'on exclut l'agriculture et le personnel domesti-

que où ils sont en écrasante majorité, l'essentiel de la force de travail africaine se trouve dans l'industrie, les mines et la construction. (On comptait également, en 1975, 388 090 « non-Blancs » pour 437 075 Blancs dans l'administration.)

Ce que craignent le plus aujourd'hui les industriels et les financiers, ce sont des mouvements spontanés, comme le vaste mouvement de grève de Durban, et surtout les actions de guérilla urbaine, qui, expliquent-ils, ne manqueraient pas de se multiplier dans les années à venir.

L'immobilisme gouvernemental ne les rassurant pas, cent vingt d'entre eux ont décidé de montrer l'exemple en créant, en novembre dernier, un mouvement, l'Urban Foundation, dont le but est d'améliorer le sort des Noirs urbanisés et, si possible, de créer une petite bourgeoisie africaine. L'association a concentré ses efforts sur l'habitat, l'aménagement d'écoles et de crèches, la création de lieux publics dans les townships et l'organisation de cours de langue, de mathématiques et de commerce.

Certaines sociétés étrangères n'ont pas voulu rester à la traîne, et près d'une trentaine des trois cents compagnies américaines implantées en Afrique du Sud ont



Printemps

Haussmann/Nation/Parly 2/Vélizy 2/Italie-Galaxie Créteil
Entrepôts de l'Île-St-Denis.



8 jours en or.

EX LE FRANÇAIS

Du 28 septembre au 5 octobre.
Prix exceptionnels dans tous les rayons.

Ex 1120 1550

PROCHE-ORIENT

LA SITUATION AU SUD-LIBAN

Israël n'exclut pas une nouvelle intervention militaire

Jérusalem. — La frontière nord d'Israël a retrouvé son visage habituel et un calme total a régné le 27 septembre durant toute la première journée de la fête juive de Souccot. De l'autre côté de la frontière, les paysans cultivent à nouveau leurs terres, ce qui représente le meilleur signe d'un retour au calme, qui eût été total sans un bombardement par les Palestiniens du village chrétien de Ain-Ebel, dont un habitant a été tué. Pourtant, les habitants de la Haute-Galilée, proche de la frontière libanaise, ne sont pas encore totalement rassurés. On confirme d'ailleurs à Jérusalem que l'accord qui vient d'intervenir (le Monde du 28 septembre) ne prévoit pas le retrait des fedayin de la zone frontalière.

L'unique objectif consistait, dans un premier stade, à obtenir la cessation des combats, ce qui est chose faite. Un accord complémentaire, destiné à consolider le cessez-le-feu, serait en cours de négociations entre les parties concernées, par l'intermédiaire des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. Il concernerait les modalités du retrait des troupes palestiniennes de la région, l'installation dans le secteur d'une force régulière libanaise, enfin le « statut chrétien » du Sud-Liban.

De notre correspondant

précisé que l'envoi de ses troupes au sud ne pourrait intervenir qu'après la signature d'un accord complet.

On met l'accent, d'autre part, à Jérusalem, sur trois autres questions en suspens : 1) la volonté des Syriens d'intégrer à la force libanaise nouvellement constituée des déserteurs libanais qui ont été entraînés par l'armée syrienne ; 2) la volonté des de participer à cette force ; 3) milices chrétiennes du Sud-Liban l'importance du retrait des troupes palestiniennes.

L'infériorité des forces chrétiennes

Israël, qui réclame la sauvegarde de la minorité chrétienne au Sud-Liban et la poursuite de la politique de la « bonne frontière », exige le retrait total de la région des fedayin, alors que les accords de Chitaoua et du Caire prévoient un recul de 10 à 15 kilomètres de la frontière et le maintien d'une petite force palestinienne près des enclaves chrétiennes, ainsi que d'important contingents dans l'Arakoub (appelé communément tel le Fatahland), au nord du secteur de Metoula et le mont Hermon. Bien qu'on se refuse à toute confirmation à Jérusalem, il semble que des unités israéliennes continuent de stationner dans le Fatahland, notamment à Kfar Chouba, qu'une route construite par l'armée relie depuis peu à Israël.

Israël

L'ARMÉE DÉLOGE DEUX GROUPES DE COLONS « SAUVAGES »

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — Pour la première fois depuis l'arrivée au pouvoir de M. Begin, des candidats à l'installation en Judée et en Samarie ont été évacués à main armée. Le 26 septembre, le Bnei Menahem (le Bnei de la foi) comprenant une quarantaine de militants, mais agissant sans l'accord du secrétariat de leur mouvement, ont été arrêtés par les forces de sécurité. L'un près de Jéricho, l'autre en Samarie. Mardi soir, le ministre de l'Agriculture, M. Ariel Sharon, avait réaffirmé que la création de nouvelles localités dans les territoires occupés ne pouvait se faire qu'avec l'accord du gouvernement.

Les responsables du Bnei de la foi, après avoir délibéré toute la nuit précédente, ont annoncé mercredi matin au premier ministre qu'ils acceptaient la solution de compromis qui leur était proposée. Le Bnei de la foi voulait créer deux nouveaux villages en Judée-Samarie dans les huit jours. M. Menahem Begin a accepté l'installation de deux groupes dans un délai de deux mois et dans le cadre de l'armée. M. Begin s'est engagé à ce qu'un premier groupe puisse s'installer avant la fête de Simhat Thora, mardi prochain à Beth-El, au nord de Ramallah. Les colons des six premiers groupes seront considérés comme des employés de la défense nationale et pourront commencer les travaux d'infrastructure de leur futur village. Ils seront rejoints ultérieurement par leurs familles. Les six autres groupes créeront des villages au Nahal (les Jeunes pionniers combattants), qui seront dans un second temps transformés en villages civils.

VERS LA NORMALISATION DES RELATIONS AVEC L'UNESCO

Une mission d'enquête de l'Unesco se rendra en Israël au mois de novembre pour « recueillir sur place des informations » concernant les problèmes de l'éducation et de la vie culturelle dans les territoires arabes occupés par Israël. M. Amadon Mahtar M'bow, directeur général, l'a confirmé devant le conseil exécutif de l'Organisation. Le gouvernement israélien a informé M. M'bow qu'il était prêt à recevoir cette mission sans poser de conditions préalables. L'envoi de cette mission d'enquête avait été demandé par la conférence générale de Nairobi (octobre 1976) qui avait condamné Israël pour son action éducative et culturelle dans les territoires arabes occupés. L'Unesco reprochait essentiellement à Israël de tenter d'installer une politique d'assimilation d'Israël de recevoir cette mission d'enquête est considérée dans les milieux de l'Unesco comme un élément positif supplémentaire (après la décision de la conférence générale de Nairobi d'admettre Israël dans un groupe régional de l'Unesco) dans la normalisation des rapports avec Israël.

À la suite de résolutions votées en 1974 par la conférence générale de l'Unesco et qui n'inscrivaient pas de la liste des États membres du groupe régional européen, une crise avait opposé en 1975 et 1976 l'Organisation internationale et l'Etat d'Israël. Le Congrès américain avait suspendu le paiement de la contribution des États-Unis à l'Unesco. La conférence générale de l'Unesco de Nairobi, d'octobre-novembre 1976, a réintroduit Israël dans la liste des États membres du groupe régional européen. Cependant la même conférence générale avait adopté une résolution condamnant, de façon ambiguë il est vrai, l'activité éducative et culturelle d'Israël dans les territoires arabes occupés. L'envoi d'une mission d'enquête de l'Unesco avait été réclamé.

Au cours d'une tournée d'inspection sur la frontière nord, le ministre israélien de la Défense, M. Eliaz Weizman, a rencontré, mardi 27 septembre, le chef des forces chrétiennes du Sud-Liban, le commandant Haddad. « L'accord de cessez-le-feu, lui a-t-il dit, permet l'ouverture de négociations qui devront garantir le retour au calme dans la région. Israël ne laissera pas la situation se détériorer une nouvelle fois. »

Mais les conditions ont-elles vraiment changé ? Force est de constater le contraire. Les trois enclaves chrétiennes du Sud-Liban comptent en tout mille hommes en armes. Environ huit cents d'entre eux sont parties de la milice. Ils travaillent le jour et montent la garde la nuit. Les forces chrétiennes « à plein temps » ne totalisent donc que deux cents hommes. Ceux-ci ont à faire face à des effectifs palestiniens beaucoup plus nombreux, entraînés et entraînés par l'armée syrienne.

Depuis l'installation des Palestiniens dans la région, l'objectif numéro 1 d'Israël a été de les en éloigner. Pour y parvenir, Jérusalem pouvait soit aider les villages chrétiens en leur fournissant les moyens d'assumer eux-mêmes leur subsistance et leur défense, soit intervenir directement, avec tous les inconvénients que cela impliquait, notamment sur le plan international.

Le gouvernement actuel, comme le précédent, a préféré la première solution. Toutefois, la situation des chrétiens s'était récemment détériorée si profondément qu'il a été question d'une décomposition des Phalanges et de la démission du commandant Haddad. C'est alors qu'Israël a décidé il y a une quinzaine de jours d'intensifier son aide aux villages chrétiens, tout en agissant parallèlement en faveur d'un cessez-le-feu général afin d'obtenir, à long terme, une normalisation de la situation qui lui eût permis d'éviter une intervention massive de ses troupes.

Sur le terrain, cette nouvelle politique s'est traduite, vendredi dernier, par l'intervention directe des blindés israéliens pour la prise de Tallet-Charak, colline stratégique dont l'occupation par les fedayin menaçait l'installation de la poche chrétienne la plus importante, au nord de Metoula. Les forces chrétiennes ont pu conquérir la colline grâce à l'arrivée d'un barrage d'artillerie et à l'appui de chars israéliens. Durant les combats contre le retranchement palestinien de Khiam, l'armée israélienne a assuré les patrouilles, les tâches d'observation et la défense des villages chrétiens. Une quantité considérable de blindés ont participé à l'opération, ce qui évoque un retour à la situation au détriment des palestino-progressistes. La position des fedayin s'est devenue intenable, ce qui explique notamment les tirs de roquettes de Katioucha sur les localités israéliennes de Haute-Galilée (Safed et Kyriat-Choneh en particulier).

Toutes les parties avaient intérêt à mettre un terme à l'escalade, et, grâce à l'intense activité diplomatique déployée par les Américains de part et d'autre de la frontière, l'accord de cessez-le-feu est intervenu, et les troupes israéliennes installées au Sud-Liban sont rentrées en Israël. Mais on rappelle à Jérusalem que tout dépend maintenant des Palestiniens. L'armée n'a pas relâché sa vigilance. Si les localités israéliennes proches de la frontière devaient à nouveau subir les bombardements des fedayin, les chars israéliens sont prêts à franchir la frontière. Le gouvernement israélien pourrait alors amener à modifier radicalement sa politique à l'égard du Sud-Liban.

ASIE

Chine

LA VISITE OFFICIELLE DU PREMIER MINISTRE CAMBODGIEN

Pékin s'inquiète de la détérioration des rapports entre Phnom-Penh et ses voisins

M. Hua Kuo-feng et les principaux dirigeants chinois ont réservé un accueil exceptionnel à M. Pol Pot, le chef du gouvernement cambodgien, arrivé ce mercredi 28 septembre à Pékin, en visite officielle. Des centaines de jeunes danseuses étaient rassemblées à l'aéroport. Une autre manifestation a été organisée place Tian-An-Men : elle paraissait dépasser par son ampleur celle réservée le mois dernier au président Tito.

Radio-Phnom-Penh a annoncé, ce mercredi, que M. Pol Pot s'adresserait vendredi par radio à la nation cambodgienne à l'occasion du dix-septième anniversaire du parti communiste, dont il est le secrétaire.

Pékin. — La visite du premier ministre du Kampuchéa démocratique (Cambodge), M. Pol Pot, pour les célébrations du régime de Phnom-Penh. Après avoir évoqué le « brillant exemple » donné par le peuple cambodgien dans sa guerre de libération et particulièrement la stratégie, « d'encercler les villes par les campagnes », le journal célèbre la politique « d'indépendance, d'initiative et de confiance en soi » du nouveau régime. « Le peuple du Kampuchéa, ajoute-t-il, a maintenu une haute vigilance révolutionnaire, écarté les activités conspiratrices des ennemis à la fois intérieurs et extérieurs, et consolidé le pouvoir d'achat du prolétariat. » Le Quotidien du peuple, ainsi que l'agence Chine nouvelle, félicitent d'autre part les révolutionnaires cambodgiens pour avoir réussi à « résoudre pour l'essentiel le problème des céréales » grâce en particulier à « la mobilisation par le parti d'un grand nombre de gens des villes pour les envoyer à la campagne ».

De notre correspondant

premier ministre cambodgien est, comme il se doit, très élogieux pour les réalisations du régime de Phnom-Penh. Après avoir évoqué le « brillant exemple » donné par le peuple cambodgien dans sa guerre de libération et particulièrement la stratégie, « d'encercler les villes par les campagnes », le journal célèbre la politique « d'indépendance, d'initiative et de confiance en soi » du nouveau régime. « Le peuple du Kampuchéa, ajoute-t-il, a maintenu une haute vigilance révolutionnaire, écarté les activités conspiratrices des ennemis à la fois intérieurs et extérieurs, et consolidé le pouvoir d'achat du prolétariat. » Le Quotidien du peuple, ainsi que l'agence Chine nouvelle, félicitent d'autre part les révolutionnaires cambodgiens pour avoir réussi à « résoudre pour l'essentiel le problème des céréales » grâce en particulier à « la mobilisation par le parti d'un grand nombre de gens des villes pour les envoyer à la campagne ».

Un facteur d'instabilité

Aucun responsable chinois n'a jamais émis, en public ou en privé, la moindre réserve sur la politique intérieure du Cambodge, et Chine nouvelle diffusait encore mardi un commentaire de Radio-Phnom-Penh affirmant la détermination « de l'armée révolutionnaire et des paysans collectifs » d'édifier, consolider et défendre ce beau et pur régime révolutionnaire, de le rendre encore plus monopolistique.

Il n'y a guère de doute en revanche que la politique extérieure du régime de Phnom-Penh pose quelques problèmes aux dirigeants chinois. L'éditorial du Quotidien

Le fait que M. Pol Pot soit reçu non seulement en qualité de chef de gouvernement mais aussi comme « secrétaire du comité central du parti communiste du Kampuchéa » ajoute enfin une dimension supplémentaire à son voyage, car il s'agit d'un message adressé à Pékin dans des circonstances comme celles de la mort de Mao Tse-toung (2), de la nomination du président Hua Kuo-feng ou de la tenue du onzième congrès du P.C.

Le fait que M. Pol Pot soit reçu non seulement en qualité de chef de gouvernement mais aussi comme « secrétaire du comité central du parti communiste du Kampuchéa » ajoute enfin une dimension supplémentaire à son voyage, car il s'agit d'un message adressé à Pékin dans des circonstances comme celles de la mort de Mao Tse-toung (2), de la nomination du président Hua Kuo-feng ou de la tenue du onzième congrès du P.C.

Éditorial de l'organe du P.C. chinois qui salue l'arrivée de

(PUBLICITE)

CAMBODGE
POUR BRISER LE MUR DU SILENCE

SERIEKA

La Voix du Cambodge Libre

Dans le numéro 13 qui vient de paraître :

- Si les morts n'étaient comptés : la politique sur le nombre de victimes de la révolution khmère rouge.
- Un programme politique pour le Front National de libération du Cambodge : une véritable démocratie et un socialisme plus humain.

Et comme tous les mois :

- de nombreuses nouvelles inédites, des témoignages de réfugiés,
- un compte rendu des activités militaires de la Résistance,
- des aspects de la culture et de la civilisation khmères.

Renseignements, abonnement (30 F), soutien, spécimen gratuit : B.P. 31 92240 COCHES-EN-PARISIS

OUBLIEZ LE FRANÇAIS.

Zeh bin... very happy... can... used...

Pendant 2 semaines, vous dialoguez à 4 ou 5, selon la méthode Berlitz, 7 h 30 par jour avec des étrangers qui vous enseignent leur langue. Ou à mi-temps pendant 4 semaines. C'est simple et efficace. Demandez le calendrier des stages à : Opéra : 742.13.29 - Nation : 346.12.65 - Pantin : 633.98.77 - Futeaux : 772.18.16 - Boulogne : 609.15.10 - St-Germain-en-Laye : 973.75.00 - Versailles : 950.08.70.

"STAGE INTENSIF" BERLITZ

Service traduction

TWA.

Chaque jour le premier 747 pour New York.

Départ : 12 h 00.

Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les USA.

N°1 sur l'Atlantique

TWA

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

La COMPAGNIE des CROISIÈRES PAQUET et la COMPAGNIE EUROPÉENNE d'EXPOSITIONS VOUS PROPOSENT

L'EXPOSITION-CROISIÈRE "MASSALIA"

Une façon originale et inédite de présenter BIENS D'EQUIPEMENT et PRODUITS DE CONSOMMATION aux décideurs du PROCHE-ORIENT.

sous le patronage de la Chambre de Commerce Franco-Arabe

19 Février - 17 Mars 1978

3 expositions en 28 jours de croisière...

- BEYROUTH : 5 jours
- PORT-SAÏD : 1 jour
- JEDDAH : 5 jours

Seules 120 FIRMES seront ADMISES à EXPOSER

Elles disposeront, en particulier :

- d'un stand modulaire aménagé,
- d'un stock à bord de 10 m³ minimum pour vente sur place,
- d'un voyage en pension complète pour 2 personnes sur «MASSALIA»,
- d'un billet d'avion AR pour une des deux personnes désirant rejoindre l'exposition à une escale,
- de tous les moyens d'information, publicité et relations publiques mis en place par les organisateurs, etc...

Demandez une documentation et un dossier de l'exposant en appelant :

le 266.57.59 à PARIS ou Écrivez à : Exposition-Croisière MASSALIA 105, Rue de Miromesnil - 75006 Paris - Tél. : 840.765F

TWA

Le premier 747 pour New York.

Chaque jour le premier 747 pour New York.

Départ : 12 h 00.

Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les USA.

N°1 sur l'Atlantique

TWA

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

ASIE

Thaïlande

Forte augmentation des crédits militaires pour lutter contre la guérilla

De notre correspondant

Bangkok. — Dans le budget de la Thaïlande pour 1978, les crédits destinés au maintien de l'ordre et à la lutte contre les maquis communistes sont plus importants que jamais. Voté sans opposition notable à la fin de la semaine dernière par l'Assemblée nationale de réforme administrative constituée après le coup d'État d'octobre 1976, ce budget révèle les préoccupations du gouvernement, confronté à l'influence grandissante des révolutionnaires dans plusieurs régions du royaume. Les crédits affectés aux ministères de l'intérieur et de la défense (en augmentation de 19 1/2 %) représentent à eux seuls plus de 40 % du total. Ils doivent notamment permettre aux trois armées d'acquiescer de nouveaux matériels et de « renforcer leur préparation au combat ».

Fixé à 81 milliards de bahts (1), le budget sera déficitaire de 19 milliards. Le gouvernement prévoit une hausse d'importations de quelque 100 milliards de bahts, principalement pour les produits pétroliers et les matières premières. Le budget est en augmentation de quelque 18 % par rapport à l'année en cours. Cependant, pour 70 % cet accroissement est affecté à trois chapitres : les subventions aux fonctionnaires du fait d'une forte augmentation du coût de la vie (estimée initialement à 6 % elle sera vraisemblablement le double), l'accroissement des crédits militaires et le remboursement de la dette extérieure. Ces choix dévalorisent d'autres ministères, à commencer par celui de l'agriculture et des coopératives.

Bien que les crédits y soient

en augmentation de près de 6 %, ce ministère ne représente que 9 % de l'ensemble budgétaire. C'est peu dans un pays où pour 80 % la population vit dans les zones rurales et où les exportations de produits agricoles constituent le principal apport de devises. Les crédits de l'éducation sont en hausse de plus de 15 %. Par contre ceux de la santé sont stationnaires. Un tel budget est-il de nature à corriger les fortes inégalités sociales généralisées, notamment d'une criminalité et d'une corruption élevées ? Permettra-t-il de réduire les frustrations des minorités ethniques, celles des habitants des campagnes éloignées de la vallée plaine centrale et laissées à l'écart du développement, celles encore d'un million de chômeurs et de travailleurs sous-payés ? Or, c'est sur ces frustrations que mise le parti communiste.

La « menace rouge »

Le premier ministre, M. Thanin, est conscient des périls qui guettent le royaume. Dénonçant la « menace rouge » (intérieur et extérieur), le sous-développement et la corruption, il a souligné à plusieurs reprises la nécessité de lutter conjointement sur les fronts du sous-développement et de la guérilla.

Mais, dans une conjoncture économique nationale et mondiale défavorable, les ressources lui font défaut pour financer ces deux programmes coûteux. D'an-

tre part, l'essentiel de son pouvoir repose sur le consensus des militaires. Ceux-ci ont leur mot à dire dans le choix des orientations budgétaires et celles de 1978, nettement plus généreuses pour le matériel militaire que pour celui de l'agriculture, reflètent ce rapport de forces.

Cela ne va pas sans inquiéter ceux qui, dans certains milieux proches du pouvoir, redoutent qu'une escalade militaire n'ait des effets néfastes sur les investissements étrangers. Mais il n'est guère facile de sortir du dilemme sécurité ou développement.

Confirmant cette évolution vers un renforcement considérable des moyens offensifs de l'armée, le général Kriangsak, commandant en chef adjoint et homme fort du régime, a précisé dimanche 18 septembre que la Thaïlande verserait les 27 millions de dollars des crédits de l'aide économique de Washington pour l'achat d'armements aux États-Unis. À cette somme s'ajoutent les 8 millions de dollars fournis par les Américains à Bangkok au titre de l'assistance militaire. Enfin, toujours dans la perspective de la lutte armée anticomuniste, le gouvernement a décidé la construction d'une usine de fabrication d'armes légères et de munitions. Celle-ci doit être entreprise en novembre prochain et serait terminée d'ici un an.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(1) 1 franc vaut environ 4 bahts.

Chine

Les dirigeants d'Europe orientale sont convaincus que Pékin renforce son orientation antisoviétique

De notre correspondant en Europe orientale

Vienne. — Les pays d'Europe de l'Est ne paraissent plus se faire aucune illusion sur la politique de la nouvelle direction chinoise. Un mois après le onzième congrès du P.C.C., ils ont semblé arriver à la conclusion que, non seulement la ligne adoptée par les dirigeants de Pékin ne représente pas un tournant, mais encore qu'elle renforce l'orientation antisoviétique. Après un silence mis à profit pour étudier les travaux du onzième congrès, les pays communistes est-européens ont repris, depuis quelques jours, et sur un ton plutôt vif, leurs attaques contre les « maîtres sans Mao ».

Les alliés de Moscou avaient-ils nourri de vains espoirs d'un changement à Pékin ? On peut en douter, sans exclure complètement cette éventualité. Dans leurs analyses passées des luttes de clans ou de tendances au sein de la direction maoïste, les experts européens se sont le plus souvent montrés très prudents, évitant de prendre leur décision sur la réalité. Ils avaient, depuis longtemps déjà, fait la distinction, comme le montre par exemple un commentaire paru en janvier 1976 dans la revue soviétique *Temps nouveaux*, entre « l'entourage immédiat de Mao Tse-tung » — connu aujourd'hui sous le nom donné par les Chinois eux-mêmes de « bande des quatre » — et une autre fraction « plus lucide », ayant une vision nettement moins enthousiaste de la révolution culturelle sans être pour autant plus proche de Moscou.

Parlant des luttes entre ces groupes, *Temps nouveaux* reconnaissait toutefois, dans l'article cité, qu'« il est difficile de juger à quel point leurs vues diffèrent ».

La contre-attaque

Ce jugement, datant d'il y a un peu plus d'un an et demi, se trouve aujourd'hui, pour les pays est-européens, pleinement confirmé. Aussi la nouvelle direction chinoise, ayant multiplié ces derniers temps les déclarations antisoviétiques, il est temps maintenant de passer à la contre-attaque. La première esquisse de cette contre-attaque a été portée le 14 septembre par M. Jivkov, ce qui ne saurait étonner. En mars 1976, le chef du parti bulgare avait assimilé les dirigeants de Pékin « aux pires réactionnaires et fascistes ».

M. Jivkov a saisi ces jours-ci l'occasion de la présence à Sofia de M. Honecker, le numéro un est-allemand, pour dénoncer de nouveau les maosistes. La nouvelle direction chinoise, a-t-il déclaré, « poursuit une ligne de militarisation du pays, pratique une politique d'alliance avec les forces les plus réactionnaires de l'impérialisme et crée un réel danger pour le paix et la sécurité dans le monde ».

dans le monde ». « Il faut, a écrit M. Jivkov, consacrer le combat contre la théorie et la pratique du maoïsme comme un devoir national et international des partis marxistes-léninistes ».

Le « soutien » apporté par les dirigeants chinois aux « forces impérialistes extrêmes » a été également critiqué dans le communiqué signé le 16 septembre à Budapest par MM. Kadar et Husak.

L'analyse la plus complète de la ligne actuelle de Pékin, telle qu'elle est vue en tout cas en Europe de l'Est, a été toutefois fournie jusqu'à présent, le 20 septembre, par *Neues Deutschland*, l'organe du P.C.D. est-allemand, qui constate que, « malheureusement, aucun tournant n'est produit dans les orientations fondamentales de la direction chinoise », lors du 11^e congrès. Cette assemblée, poursuit le journal, n'a pas seulement exprimé « sa fidélité à la personne et au rôle de Mao, mais aussi à ses théories, en particulier à la ligne stratégique principale, visant à faire de la Chine (...) un centre mondial décisif ». « La preuve la plus claire en est, écrit *Neues Deutschland*, que la priorité a été donnée à la lutte contre l'U.R.S.S. ».

Le « social-impérialisme soviétique » a été dénoncé comme étant « le danger le plus grand », alors que, au 10^e congrès, en 1973, ne figurent que formellement, les États-Unis étaient encore mentionnés avant l'Union soviétique parmi les « ennemis principaux » de la Chine.

Après avoir passé en revue les données les plus importantes de la ligne maoïste actuelle, *Neues Deutschland* conclut l'article des documents du 11^e congrès, concernant la politique étrangère chinoise après Mao, ne laisse plus de place « à la moindre trace de doute » : le résultat « d'une conception dictée par une volonté d'hégémonie, d'une ligne antisocialiste et antirévolutionnaire, hostile à la paix et à la détente, et qui, naturellement, doit se heurter à un rejet partiel dans le monde ».

MANUEL LUCBERT.

Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les U.S.A.

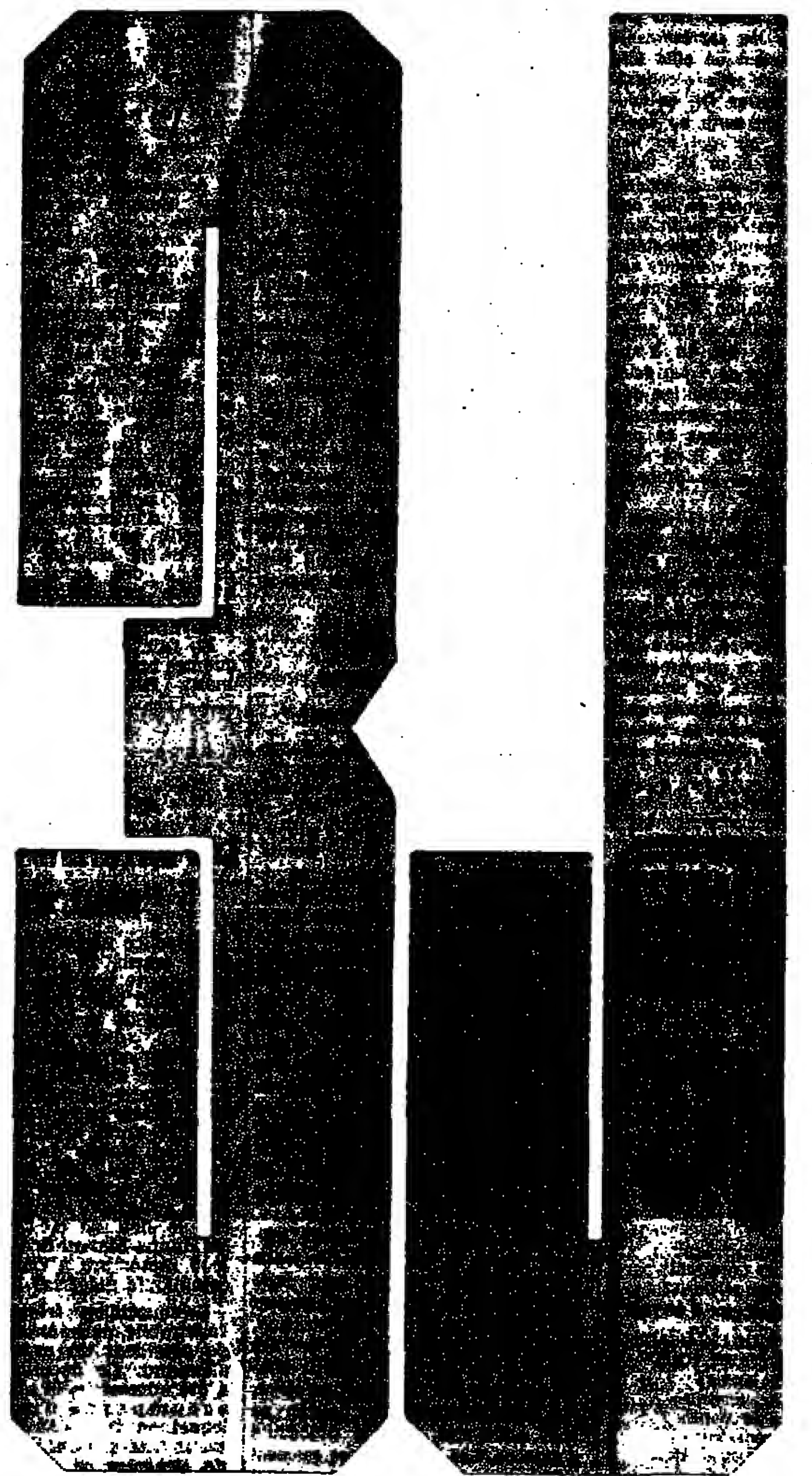


N°1 sur l'Atlantique
TWA

C'EST PAS CHER
DES JEUDI VOUS POUVEZ JOUER AU LOTO
Notices à votre disposition chez les dépositaires

aux Galeries Lafayette

29,30 sept. 1^{er} oct.



3 jours pas comme les autres des prix à vous couper le souffle!
Reportage permanent sur Europe 1, 1647 m, G.O. animé par Robert Willar

Galerias Lafayette

HAUSSMANN, BELLE EPINE
MAINE-MONTPARNASSE
ET ENTREPOT ILE ST DENIS

EUROPE

Espagne

Les négociations sur la Généralité

Les socialistes catalans semblent être parvenus à un accord avec le gouvernement

De notre correspondant

Madrid. — La tentative de la Généralité de Catalogne sera-t-elle annoncée vendredi prochain à l'issue du conseil des ministres ? C'est ce que l'on croyait, le mardi 27 septembre à Madrid, après l'annonce qui avait eu lieu la veille dans la capitale espagnole entre M. Sanchez Taran, représentant le gouvernement, et les deux chefs de file du socialisme catalan, M. Joan Reventos (parti socialiste de Catalogne) et M. Josep Maria Triguier (parti socialiste ouvrier).

Les socialistes, qui constituent la première force électorale de la région, et qui se sont montrés les plus durs dans la phase finale des négociations avec les représentants de Madrid, semblent en effet être parvenus à un accord avec le conseil de la présidence Suarez. Or, de nouvelles difficultés ont surgi au cours des conversations, qui ont eu lieu mardi à Perpignan entre M. Josep Tarradellas, président de la Généralité, en exil, et les chefs de file des partis catalans. C'est ce qu'on indiquait mardi, dans la nuit, à Barcelone.

Pour qu'un accord définitif soit conclu, il faudra que les trois parrains de la négociation (M.M. Sanchez Taran, Tarradellas et les parlementaires catalans), qui se sont réunis jusqu'à présent deux par deux, mettent au point ensemble les derniers détails avant que l'assemblée des parlementaires catalans se prononce sur le sujet. Or, il ne reste que deux jours avant le prochain conseil des ministres.

Le gouvernement madrilène a accepté de reconnaître par décret l'existence d'une assemblée de parlementaires qui exercera son contrôle sur le futur exécutif installé à Barcelone même sous le régime provisoire d'autonomie. Il a renoncé d'autre part, à la présence, dans le gouvernement autonome, des hommes qui présidaient actuellement les quatre commissions catalanes (l'équivalent de nos conseils généraux) et qui ont été choisis lors de la formule, qui a été mise au

point et qui semblait avoir obtenu l'adhésion des principaux intéressés, était la suivante : le conseil, c'est-à-dire le gouvernement de la Généralité, sera formé de seize membres ; sept d'entre eux seront des techniciens nommés par M. Tarradellas ; quatre autres seront des représentants de provinces choisies par le parti arrivé en tête aux élections dans chacune de ces provinces ; les cinq derniers seront les chefs de file des principales formations, un pour le parti socialiste ouvrier, un pour le parti communiste, un autre pour le pacte démocratique de M. Jordi Pujol (centre gauche), un autre pour l'union du centre. Il avait été convenu également que l'assemblée parlementaire aurait comme principale prérogative le pouvoir d'intervenir dans la nomination ou la démission des membres du conseil.

En fait, les socialistes semblent vouloir arracher d'utiles concessions et afficher une opposition de principe à la nomination, par M. Tarradellas, de technocrates prétendant représenter la région. Le pouvoir central ou de la droite catalane. De tous les partis catalans, les socialistes se sont montrés les plus inflexibles : ils ont refusé, affirmant-ils, à obtenir la Généralité ait un caractère vraiment démocratique. Ils ont mis sur le fait que le président du gouvernement, M. Adolfo Suarez, était prêt, de son côté, à certaines concessions pour éviter l'échec des pourparlers avec la Catalogne, qui pourrait être interprétée comme celui de sa gestion gouvernementale.

La responsabilité du gouvernement devant le Parlement

Ce n'est pas seulement à Barcelone que les socialistes mènent la vie dure au gouvernement Suarez. A Madrid, ils s'apprêtent à livrer une rude bataille parlementaire à propos du projet de loi présenté au Cortès, qui réglemente la responsabilité du gouvernement devant le Parlement. Les socialistes estiment trop court le délai de vingt-quatre heures laissé à l'opposition pour déposer une motion de censure. En outre, ils n'acceptent pas que le cabinet puisse demander la confiance pour n'importe quel projet de loi et considèrent celui-ci adopté s'il n'est pas censuré. Ils soulignent aussi la question de confiance soit posée sur un programme de gouvernement, non sur un texte particulier, et soumise au vote de la Chambre puis du Sénat et non des deux assemblées réunies.

Les socialistes ont surtout protesté contre la procédure d'urgence utilisée par M. Suarez pour faire adopter son projet. Ils préféreraient débattre le sujet en commission. Mais, une fois de plus, ils ont été les seuls de leur avis. Le parti communiste, le parti socialiste populaire, les groupes basques et catalans se sont prononcés pour la procédure d'urgence. Les communistes estiment qu'ils pourront modifier le projet gouvernemental en session plénière. Ils affirment que les socialistes font une obstruction vaine à l'activité gouvernementale. « Le parti socialiste ne veut pas gouverner, disent-ils, mais il ne veut pas non plus laisser gouverner ».

CHARLES VANHECKE.

Le capitaine de police assassiné à Madrid était un démocrate

déclare le P.C.E.

De notre correspondant

Madrid. — « Une proposition pour stabiliser la démocratie », telle est la thèse d'un attentat de l'éventail politique, c'est la même explication qui a été donnée, le mardi 27 septembre, après l'assassinat d'un capitaine de la police armée, M. Florentino Berquedas. Ce dernier, tué à bout portant d'une balle dans la nuque à Madrid, alors qu'il se rendait à son travail. L'enquête a révélé son fondisme : quelques semaines plus tard, faisait fusiller cinq membres de l'ETA et du F.R.A.P., organisations terroristes responsables de nombreux assassinats. Les rumeurs couraient ces derniers jours, à Madrid, qu'un attentat important était sur le point d'être commis, visant une haute personnalité. Le même genre d'information avait été recueilli par la direction générale de la sécurité, qui s'attendait à des actes de violence commis par des groupes extrémistes pour célébrer le deuxième anniversaire des exécutions.

En fait, on ne peut pas exclure que ces bruits aient été soigneusement filtrés pour accorder, avec l'assassinat du capitaine Berquedas, la thèse d'un attentat gauchiste. La manœuvre paraît encore plus vraisemblable, à la lumière des informations données, mardi, par le parti communiste sur la personnalité de la victime. Selon le P.C.E., l'officier de la police armée était un sympathique démocrate. En 1969, alors qu'il était capitaine, il s'était signalé par son esprit revendicatif à l'occasion d'un mouvement de protestation dans une caserne de la police, à Madrid. Plus tard, il avait refusé d'être envoyé avec sa compagnie pour réprimer des troubles au Sahara. Toujours selon le P.C.E., le capitaine Berquedas a été mis en disponibilité pendant un an, à la suite d'un conflit avec la hiérarchie, et il était connu pour son comportement conduisant lorsqu'il était chargé de réprimer les manifestations.

Depuis la mort de Franco, dix-neuf personnes, appartenant aux forces de l'ordre, ont été assassinées. Les dernières victimes ont été deux gardes civils tués à Barcelone, à la porte d'une caserne, dix jours avant les élections du 15 juin. Ce double meurtre avait été revendiqué par le G.R.A.P.O. (groupe antifasciste du 1^{er} octobre), qui se présente comme un mouvement révolutionnaire d'extrême gauche, mais que beaucoup soupçonnent d'être manipulé, en fait, par l'extrême droite, voire par des policiers parallèles. Après l'attentat contre l'hebdomadaire communiste *El Pape*, la semaine dernière, et une campagne de diffusion lancée dans certaines casernes contre le vice-président chargé de la défense, le lieutenant-colonel Emilio Pardo, des journaux se sont demandés si les groupements fascistes n'avaient pas décidé de profiter de l'insécurité régnant actuellement dans les milieux politiques et économiques pour déclencher une offensive terroriste destinée à discréditer le régime démocratique.

Allemagne fédérale

APRÈS L'ENLÈVEMENT DE M. SCHLEYER

Les terroristes de la « fraction armée rouge » sont recherchés aux Pays-Bas

La police néerlandaise a entrepris, mardi 27 septembre, une importante opération de recherches, pour tenter de retrouver les membres de la « Fraction armée rouge ». Cette fraction, dirigée par Andreas Bamber, qui aurait pu trouver un refuge aux Pays-Bas. L'extrémiste ouest-allemand Knut Folmer, arrêté la semaine dernière à Utrecht, avait écrit un texte dans lequel on lit : « Si le gouvernement fédéral tient encore à la vie de Schleyer, il doit immédiatement faire savoir aux terroristes qu'ils sont recherchés ». Les auteurs de ces envois assurent, outre, qu'il y a des pays, qui sont prêts à recevoir les onze prisonniers » dont le commando exige la libération en échange de la vie

de M. Schleyer. Ce dernier figure en effet sur une échelle plus longue que celle de la « Fraction armée rouge » depuis vingt jours. Notre correspondant à Bonn, Jean-Claude Buhner, nous a écrit que deux coaccusés de la terreur allemande d'origine allemande, Peter Krause et Peter Egonitz, ont été arrêtés, mardi 27 septembre, respectivement à six ans et demi et cinq ans de réclusion par la cour d'assises de Bonn. Les deux accusés, étaient partie d'un groupe d'anarchistes qui avaient perpétré plusieurs attentats ces dernières années en Suisse, notamment, ont-ils déclaré, pour protester contre les conditions de détention imposées aux membres du groupe Baader-Meinhof, en Allemagne fédérale. Peter Krause, elle-même a vu son procès reporté, en raison de son état de santé.

A Bonn, le président de la République fédérale, M. Walter Scheel, s'est efforcé, mardi, de justifier devant la presse la « absence » que les autorités maintiennent depuis plus de trois semaines déjà, aussi bien sur les investigations menées avec les ruses de la police fédérale que sur les recherches policières. Nous signalons notre correspondant, Jean Wetz, M. Scheel, qui parlait devant le club de la presse de Bonn, a souligné que les journaux de la République fédérale étaient libres d'exprimer leurs opinions, mais que la presse ne devait pas chercher à « entacher des informations ».

M. Franz-Josef Strauss, président de la C.S.U. (chrétiens sociaux bavarois), fait l'objet d'une plainte déposée mardi 27 septembre par la section ouest-allemande de la Ligue internationale des droits de l'homme. Celle-ci reproche à l'ancien ministre d'avoir tenu, à l'occasion de l'attentat Schleyer, des propos qui constitueraient une véritable « incitation à la violence et au lynchage » contre les terroristes. (A.F.P.)

Union soviétique

La nouvelle Constitution sera approuvée le 4 octobre par le Soviet suprême

De notre correspondant

Moscou. — La commission constitutionnelle présidée par M. Brejnev a adopté, mardi 27 septembre, le projet de la loi fondamentale avec les « précisions, suppléments et amendements » apportés après discussion publique du texte. Depuis le début du mois de juin, tous les Soviétiques ont été invités à donner leur avis sur la nouvelle Constitution. La discussion à laquelle plusieurs millions de personnes ont participé, soit au cours de réunions, soit en écrivant aux divers moyens d'information, a montré « la grande unité monolithique du peuple soviétique, le profond intérêt pour l'accomplissement fructueux des tâches essentielles de l'éducation communiste », a déclaré M. Brejnev. Dans l'ensemble « le peuple soviétique a chaleureusement approuvé le document soumis à son examen ». Le secrétaire général du P.C. soviétique a présidé toutes les propositions d'amendements avaient été étudiées en détail par la commission. « Une seule proposition, qui n'avait pas été prise en compte, a été rejetée ».

Tout n'a évidemment pas été révisé. M. Brejnev a émis plusieurs raisons : certaines propositions répétaient les lois anciennes ; d'autres avaient, un caractère trop détaillé pour la loi fondamentale ; d'autres encore seraient prises en considération dans le travail pratique ; certaines enfin n'ont pas été acceptées « parce qu'elles étaient inad-

ceptables par nature ». Le secrétaire général n'a pas dit quelles étaient les propositions écartées dans cette dernière catégorie. M. Ponomarev, secrétaire du comité central et membre suppléant du bureau politique du P.C. soviétique, a ensuite rendu compte du travail du secrétariat de la commission, qui a rédigé le nouveau texte.

Aucune précision n'a été donnée publiquement sur les amendements retenus. M. Brejnev a simplement indiqué que les modifications concernaient notamment « le rôle du travail dans le socialisme, le respect de la propriété socialiste et le développement de la démocratie socialiste ». Il sera intéressant de comparer le texte publié il y a quatre mois et celui qui sera soumis à l'approbation définitive du Soviet suprême le 4 octobre prochain. Il est certain que les grandes orientations du projet ne seront pas touchées, mais il n'est pas exclu que l'accent soit porté sur tel ou tel point particulier. En attendant, la page consacrée à la Constitution a disparu des journaux. Certains continuent cependant à publier des lettres de lecteurs, comme la *Pravda* et *l'Etoile rouge*, mais dans le journal de l'armée, le titre a changé : « Les discussions sur la Constitution ».

DANIEL VERNET.

APRÈS LE « COLLOQUE DE BOLOGNE »

La « Pravda » vante la « rigueur » de la politique du P.C.I.

De notre correspondant

Moscou. — Le commentaire de la *Pravda* de ce mercredi 28 septembre sur les réunions organisées à Bologne par les « mouvements autonomes » est un éloge discret, mais clair, de la politique du parti communiste italien. Le journal du P.C. soviétique note tout d'abord que la « conférence », organisée par des gauchistes, qui ont fondé un mouvement révolutionnaire, avait un caractère purement provocateur. Après les violences du printemps dans la ville, les organisateurs « espéraient cette fois encore créer des désordres sur une échelle plus large, afin de compromettre les instances locales dirigées par les communistes, et au-delà, le P.C.I. tout entier ».

La *Pravda* se montre compréhensive pour le « mécontentement justifié et légitime des jeunes ». Ceux-ci, qui appartiennent essentiellement à la petite bourgeoisie, sont sensibles à la propagande anarchiste et à la phraséologie anticommuniste, mais la provo-

cation des gauchistes a été un échec : « Les extrémistes, qui comptent tirer profit du désir naturel des jeunes de changer l'état de choses actuel, ne se sont cependant pas déridés à faire des provocations, car ils ont senti qu'ils auraient été nettement minorés », écrit la *Pravda*. La réserve, la discipline des communistes, les travailleurs et des larges couches de la population urbaine qui ont participé très activement aux réunions, ont mis en évidence la supériorité et la rigueur de la politique du parti communiste italien, tant à l'échelle locale que nationale. Et le quotidien du P.C. soviétique conclut en citant M. Zangheri, le maître communiste de Bologne : « A la suite de ces rencontres, les communistes ont acquis de nombreux amis nouveaux parmi les jeunes ».

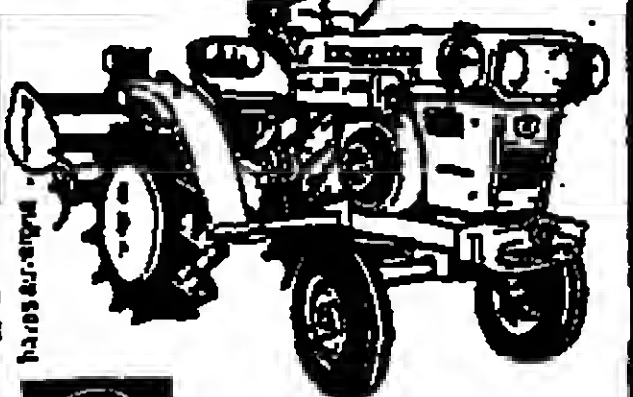
Le général Semion Tsvigoune, premier vice-président du K.G.B. (Comité de la sécurité d'Etat) depuis 1967, s'est adressé, le mardi 26 septembre, le titre de héros du travail socialiste et l'ordre de Lénine pour « les grands services rendus au mouvement dans le domaine du maintien de la sécurité de l'Etat ». — (Reuter.)

Les autorités ukrainiennes ont refusé à des Juifs soviétiques l'autorisation d'organiser, le 29 septembre, une brève cérémonie religieuse à côté du monument érigé officiellement l'an dernier à Babi-Yar, un faubourg de Kiev où les Allemands avaient massacré en 1941 plus de cent mille personnes, dont près de soixante-dix mille Juifs. — (A.F.P.)

Un Letton, M. Juris Skulme, a été condamné en police d'Etat, « sur la base d'une correspondance qu'il entretenait avec des amis occidentaux », à deux ans et demi de prison. Le dernier des amis, M. Skulme, qui travaillait à l'Académie des beaux-arts de Lettonie, avait été destitué en juin dernier. — (U.P.I.)

HINOMOTO

un petit tracteur qui a du punch !



le champion des tracteurs compacts FABRIQUÉS JAPONAIS de 12 à 17 cv - moteur à temps

COMMENT A TOUS LES USAGES ET PEUT-ÊTRE ÉQUIPER TOUS ACCESSOIRES : labour - brousse rotative - tondeuse - frontale - barre de coupe - lame bûche - pulvérisateur - pelle retro - tranchée - etc...

BOH POUR DOCUMENTATION GRATUITE TRACTEUR HINOMOTO

YVAN BEAL & C^o
21, avenue de l'agriculture
93015 CLERMONT-FO (Cedex)
Tél. 01.53.51.11 - Télex 380909
NOM

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Général : Jacques Favre, directeur de la publication.
Jacques Savignat.

Imprimerie de « Le Monde »
5, rue des Filles du Calvaire
75001 Paris

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 3437.

Renault

le plus grand salon 1978

décentralisé

Voir en page intérieure

Un répondeur téléphonique ne s'achète pas n'importe où

L'utilisateur est en droit d'exiger :

- Une garantie d'agrément
- Une garantie de qualité
- Une garantie d'installation
- Une garantie de service après-vente.

Les professionnels du SYREP (Syndicat des constructeurs et importateurs de répondeurs téléphoniques) sont en mesure de vous offrir cette garantie totale.

Six marques vous proposent plus de 35 modèles. Leurs agences et revendeurs sont à votre service dans toute la France.

bref : une vraie et totale garantie

Retenez ces adresses et ces numéros de téléphone :

- ANSAPONE - 9, rue de la Paix - 75002 Paris 26.61.61
- DISCOFONE - 54, rue Lafayette - 75009 Paris 77.96.40
- PHILIPS - 5, square Max Hymans - 75015 Paris 73.77.99
- POLYDICT - 59, bd de Strasbourg - 75010 Paris 82.93.40
- SENAPHON - 14, rue St-Georges - 75009 Paris 28.00.08
- ZETTLER M & A - 6, bd de Magenta - 75010 Paris 200.22.40



EX 210150

Le Monde

politique

LES RELATIONS AU SEIN DE LA MAJORITÉ

POINT DE VUE

Actualité du radicalisme

par ANDRÉ ROSSI (*)

Le radicalisme se confond avec l'histoire de la République. Il vient de la démocratie, des dernières semaines, tout aussi bien dans le désaccord manifesté par les radicaux d'opposition à l'égard de leurs alliés que dans la spécificité jalousement défendue par les radicaux de la majorité lors des récentes discussions de celle-ci. Il le démontre plus encore en mars prochain, où ce sont les voix de la « mouvance radicale » qui feront pencher la balance.

Déterminante dans la vie politique pendant des décennies, le radicalisme avait pu paraître ces dernières années en déclin. L'explication est simple. Déchirée par la division artificielle de la France en deux blocs — une division provoquée par le seul actuel mode de scrutin — la pensée radicale a été paralysée, et les moyens de son expression et de son influence électorale réduits, en même temps que ceux qui s'en réclamaient étaient conduits à se séparer.

Oubliant que la philosophie radicale continuait d'inspirer les comportements, les mécanismes et les principes de notre démocratie, beaucoup ne veulent retenu de celle que des images démodées. En réalité, le radicalisme est plus que jamais actuel.

Certes, l'heure de cette réévaluation que nous appelons de tous nos vœux n'est peut-être pas pour demain. Mais jamais le moment n'aura été aussi propice pour rappeler l'unité de pensée sur l'essentiel de tous ceux qui se rattachent à ce courant d'opinion.

Cette philosophie qu'Alain définissait par la formule « l'homme contre les pouvoirs », ce juste milieu entre les nécessités de la collectivité et les libertés de l'homme, imprègnent profondément la culture politique française.

Cette exigence absolue de la priorité de l'individu sur l'Etat, ce primat du citoyen en face des pouvoirs, ne seraient en fait que des formules s'ils ne pouvaient se manifester dans la liberté d'expression et la liberté d'entreprendre.

Sur ces deux libertés sont fondés les principes de notre civilisation. Ce n'est donc pas un hasard si les difficultés intervenues dans la négociation du programme commun ont porté sur l'ampleur des nationalisations. Le choix, à ce niveau, était entre collectivisme et liberté.

En effet, on peut s'accorder sur des mesures sociales, mais dès que l'on arrive aux points de fond, ceux qui déterminent la nature profonde de notre société, il existe toujours un moment de vérité. Nous venons de le vivre.

C'est au nom de cette même philosophie, en fonction de ce même comportement, que les radicaux de la majorité considèrent que le débat électoral de mars

prochain ne doit pas se limiter à la seule attaque des propositions de l'adversaire. Le monde ayant changé, il faut dire la vérité aux Français, instaurer un débat d'idées, proposer des objectifs, appeler à la solidarité. En un mot, définir une claire vision du pays pour les cinq années à venir.

D'ailleurs, si l'on voulait pousser plus loin la recherche d'identité entre tous les radicaux, qu'ils appartiennent à la majorité, à l'opposition, ou refusent tout engagement, il faudrait alors mentionner, outre leur accord sur le rôle de la France dans le monde et dans la construction européenne — la constance et la recherche d'un ensemble de valeurs qui restent attachées au « radicalisme », cette doctrine qui comporte l'idée de coopération sociale et d'épanouissement de l'homme.

Au-delà des péripéties et des avatars des formations politiques, l'important est aujourd'hui de constater que, dans l'affrontement entre liberté et autoritarisme, les hommes du courant radical sont les mieux placés pour assurer cet équilibre entre efficacité économique et sensibilité humaine qui s'appelle la société-démocratie.

Pendant des décennies, le monde des responsables fut issu du radicalisme. Ce fut ce noyau qui construisit la République et assura sa permanence en refusant sans cesse le progrès et en refusant à chaque fois l'aventure.

Ce courant ne peut-il pas se reconnaître aujourd'hui dans cette définition que, dans *Démocratie française*, Valéry Giscard d'Estaing donne : « Un immense groupe central aux contours peu tranchés et qui a vocation, par sa croissance numérique exceptionnellement rapide, par ses liens de parenté avec chacune des autres catégories de la société, par son caractère ouvert qui en assure la permanence en refusant à chaque fois l'aventure. »

Depuis trois ans, le monde a changé. Les pays développés, après avoir connu de fortes croissances grâce au bon marché des produits énergétiques, des matières premières et de la main-d'œuvre immigrée, connaissent désormais une croissance réduite qui rendra plus criardes et plus insupportables les inégalités sociales accumulées de longue date. Il y a donc toute une exigence de vérité à dire au pays et de réformes à faire que, seule, une tradition de gens responsables peut assumer. Sinon demain du moins plus tard, tous ceux qui s'en réclament constateront qu'ensemble ils pourraient faire plus pour le pays que dans le rôle de fiancé-garde des grandes coalitions.

(*) Ministre du commerce extérieur, membre du bureau du parti radical-socialiste.

Désaccords entre dirigeants radicaux

La réunion du bureau du parti radical, mardi 27 septembre, en fin d'après-midi et en début de soirée, a mis en évidence un certain nombre de désaccords au sein de cette instance. M. Jean-Jacques Servan-Schreiber s'est entendu tout d'abord reprocher, par M. Etienne Dailly notamment, ses « appels du pied » aux socialistes. Les déclarations du député de Moulins-et-Moelle évoquant (le Monde du 25-26 septembre) l'éventualité pour les socialistes et les radicaux de « travailler ensemble » ont été jugées inopportunes.

En ce qui concerne la tactique électorale, M. Servan-Schreiber s'est trouvé en désaccord avec MM. Michel Durafour, Pierre Brousse et André Rossi. M. Durafour lui, a fait grief d'avoir rendu publique une première liste de candidats radicaux qui risquaient de bloquer les négociations en cours avec les partenaires de la majorité. De même, une nette opposition s'est manifestée quand la présidence du parti a envisagé la possibilité, pour le parti radical, de présenter des candidats partout où cas où il ne parviendrait pas à une entente avec les centristes et les giscardiens. Ses interlocuteurs ont fait valoir qu'en cas de « primaire » entre un gaulliste

et un non-gaulliste (C.D.S. ou P.R.), la candidature d'un valetien serait le plus sûr moyen de faire arriver le représentant du R.P.R. en tête au premier tour. De plus, certains dirigeants estiment que le projet d'une plate-forme commune aux centristes, aux giscardiens et aux radicaux est peu réaliste, compte tenu du souci qu'ont les responsables du P.R. et du C.D.S. de ne pas provoquer de rupture avec M. Chirac.

La chute des responsables radicaux chargés de négocier avec les alliés non gaullistes a aussi donné lieu à une discussion. M. Servan-Schreiber souhaitait déléguer M. François Garcia, MM. Durafour, Rossi et Dailly auraient préféré que ce soit M. Pierre Brousse. Le président du parti proposait que M. Brousse assiste M. Garcia. L'ancien maire de Béziers refusait. Finalement, M. Servan-Schreiber, soutenant notamment par Mme Françoise Giroud et M. Olivier Sém, l'importance d'un vote sur cette question, a fait passer la question à 9 voix contre 4 et 4 abstentions. Il semble que parmi les abstentionnistes figurent d'anciens membres du Mouvement des sociaux libéraux venus au parti radical avec M. Stin et ayant déjà pris quelque distance avec leur ancien président. — M.-J. B.

LES JOURNÉES PARLEMENTAIRES DU R.P.R.

M. Chirac délivrera des investitures sous conditions

De nos envoyés spéciaux

Menton. — M. Jacques Chirac réunira jeudi matin à huis clos les parlementaires du groupe R.P.R. pour leur demander un engagement formel sur le respect des quatre principes suivants : la fidélité au pacte majoritaire conclu entre les formations liées par un accord de désistement réciproque pour le second tour des élections législatives ; la fidélité au manifeste commun de la majorité qui a été publié récemment par les signataires de ces formations ; le refus de souscrire à tout autre programme qui émanerait d'une quelconque autorité extérieure à ces formations ; enfin le refus de toute investiture proposée ou accordée par quiconque. M. Jacques Chirac nous a déclaré à ce sujet : « Dans le respect des engagements pris sur le plan majoritaire, et sous dans le cas où il y aurait une candidature unique de la majorité, soit au sein d'une circonscription sur trois, — les candidats R.P.R. soutiendraient nos objectifs : l'extension de tous autres et avec notre investiture à l'extension de tous autres. »

A défaut de souscrire à ces quatre engagements, les parlementaires du groupe R.P.R. ou les candidats investis par lui se verraient refuser toute investiture officielle ou toute aide de la part du mouvement gaulliste. Par ces décisions, M. Jacques Chirac veut marquer la volonté du R.P.R. et de ses candidats de conjurer toute tentation de souscription d'une quelconque majorité de rechange. Les parlementaires R.P.R. ont commencé mercredi matin l'examen des virements d'écrits et du programme de leur mouvement pour la campagne des élections législatives. Jusqu'à jeudi matin, leurs travaux seront consacrés à définir successivement les options sociales, fiscales, écologiques, les choix en matière d'éducation, de politique étrangère, de défense et de culture, qu'ils soumettront aux électeurs dans six mois. Mais les élus R.P.R. et certains des futurs candidats qui se sont réunis à Menton attendront surtout du discours de clôture de M. Jacques

Chirac jeudi après-midi, qu'il définisse son attitude face à la nouvelle situation créée par l'échec du « sommet » de l'union de la gauche. Tous, en effet, s'interrogent et certains s'interrogent des incertitudes que pourrait avoir sur le destin de la majorité et plus particulièrement du R.P.R. un éventuel éclatement de l'union de la gauche.

La crainte d'une alliance électorale des mouvements de gauche

M. Claude Labbé a cependant esquissé dans son discours d'ouverture un début de réponse. Le président du groupe R.P.R. a placé à des degrés différents dans l'opinion les trois partis de la gauche et pour lui le P.C. « obtient comme toujours à Moscou », le parti socialiste ne sait « être qu'un profit des bonis de l'histoire » puisqu'il se lie encore aux marxistes comme en 1936 ou en 1968. Et le parti radical, composé de notables, est jugé avec commiseration pour « s'être fourvoyé » dans des « alliances contre nature ». Mais M. Labbé redoute surtout que, malgré la disparition du programme commun, une alliance électorale continue d'assurer aux candidats des partis de gauche l'addition des suffrages et ne leur garantisse le succès.

C'est donc à dénoncer « l'impunité à constituer un gouvernement » de la gauche que M. Chirac a employé le R.P.R. en tentant de détourner les électeurs de l'opposition de la « discipline républicaine » et de leur faire, du report des voix sur le candidat de gauche le mieux placé.

Personne pour le moment au R.P.R. n'estime que l'éclatement de l'union de la gauche donne raison à M. Giscard d'Estaing contre M. Jacques Chirac. Les élus gaullistes se réfèrent en effet à plusieurs déclarations

récentes de leaders socialistes ou radicaux de gauche qui refusent par avance toute coopération avec l'une ou l'autre des formations de l'actuelle majorité. Ils jugent donc que les difficultés de la gauche aggravent l'impasse dans laquelle pourrait se trouver le chef de l'Etat après mars 1978.

Les parlementaires R.P.R. n'ont pas non plus trouvé d'élément de clarification supplémentaire dans le message que leur a adressé M. Raymond Barre. Ce texte, lui, il est vrai à une grande vitesse par M. Labbé, n'a provoqué aucun applaudissement. Ceux qui, au R.P.R., ont le goût de l'exagération ont cru déceler une nuance différente de leur propre appréciation dans l'indication que les divergences de la gauche « ont commencé à modifier profondément le paysage politique », selon la formule de M. Barre.

Une réponse a d'ailleurs été adressée au premier ministre de mercredi matin par M. Jérôme Monod. Représentant les termes mêmes utilisés par le chef du gouvernement, le secrétaire général du R.P.R. a déclaré, en haussant quelque peu le ton : « Contrairement à ce que peuvent penser certains, le paysage politique n'est pas modifié profondément pour autant. »

M. Barre ayant aussi fait allusion aux Français « de toutes tendances qui souhaitent une société de liberté et de justice et à l'égard desquels ne doit se manifester aucune hostilité », les élus gaullistes ont pu voir là une sorte d'appel encore discret à un élargissement de la majorité, voire à une majorité de rechange.

PATRICK FRANCES et ANDRÉ PASSERON.

EN CAMPAGNE

Tradition oblige, les élus R.P.R. et ceux qui aspirent à l'être — ces jeunes loups invités à participer aux journées parlementaires — ont sacrifié, mardi, au tourisme politique. De Roquebrune-Cap-Martin à Sospel en passant par La Turbie et Saint-Agnès, ils ont sillonné l'arrière-pays marseillais, à la rencontre de leurs Français profonds, celle des municipalités amies, de « compagnons » des « gaullistes de toujours » votés accueillent sur de charmantes pelouses bordées d'arcsades et vous convient, une fois les discours prononcés, à honorer les buffets dressés à cette occasion.

Cette année, le cortège était emmené par M. Jacques Chirac lui-même qui, le mercredi, a conduit la procession, flanqué de MM. Labbé, président du groupe, et Aubert, député et maire de Toulon, à la « Mésclée » duquel il fut rendu hommage tout au

long de la journée... Elections obligent.

Le maire de Paris reçoit force médailles et lances force invitations à venir visiter les salons de l'hôtel de Ville de la capitale. Il médite devant le Trophée des Alpes, imposant monument érigé au col de La Turbie par les Romains pour commémorer la conquête des Alpes par Auguste et la soumission de quarante-quatre peuplades.

Puis vient le « sacre » de Sospel, où M. Chirac, accueilli par un pastiche archaïque, pénètre dans l'imposante et splendide cathédrale où les grandes orgues attaquent la Marche de Weber et en ressortent aux accents martiaux de la Marche héroïque de Schmitt. Le trône de la dévotion, les ruines, de serrer la main des foules de pèlerins, de baptiser les jeunes des enfants, et M. Chirac reprend sa longue marche. — P. Fr.

M. Raymond Barre : l'union de la gauche n'était pas viable

Dans une interview publiée mercredi 28 septembre par le *Figaro*, M. Raymond Barre commente la crise de l'union de la gauche. Le premier ministre déclare notamment : « Avant cet échec, et à diverses reprises, j'ai dit que ce que l'on appelait l'union de la gauche était une apparence et qu'il y avait chez les diverses formations de l'opposition des lectures très différentes du programme commun. Tout au long, ces formations devaient servir de réplique. Des alliés ont besoin d'une conception plus nette de leurs engagements et de leur rôle propre lorsqu'ils veulent gouverner ensemble. L'accord entre les formations de l'opposition n'était pas viable puisqu'il n'était pas un accord entre la droite et la gauche, mais que la France s'en soit trouvée abusée. »

Evitant, d'autre part, le « faux débat » au sein de la majorité « sur le choix d'une stratégie électorale », M. Raymond Barre affirme : « La seule stratégie possible est celle de la vérité. Dans la situation actuelle de la France et du monde, les réalités comptent plus que les échecs électoraux. Inversement, traiter de l'économie comme si la politique n'existait pas relèverait de la plus pure illusion. Mais voilà, la politique n'est pas l'électoratisme ni la combinaison des intérêts de grand dessein. » Le chef de gouvernement ajoute : « La France est une démocratie où les échecs doivent être respectés. Les élections sont prévues pour mars 1978. Le gouvernement croit sa politique non pas en fonction d'une échéance électorale, mais en fonction des intérêts fondamentaux du pays. »

Renoma/Matignon

Pour bouter cet hiver choisissez ce blouson en toile, boutons et ganses cuir.

renoma

Sa coupe est ample, confortable, avec poches sur les côtés. Col et poignets sont en bord côtelé. 3 couleurs - 650 F.

19, Av' Matignon

Une adresse d'homme

Ecole des Attachés de Direction

Ecole supérieure de gestion REA.D. forme des cadres apaisés, expérimentés, efficaces aux principales fonctions de gestion de l'entreprise.

- Gestion financière
- Gestion commerciale
- Gestion des ressources humaines
- Gestion des opérations
- Gestion des investissements
- Gestion des risques

Cinq options professionnelles : 1. Directeur adjoint de la direction 2. Directeur adjoint de la production 3. Directeur adjoint de la logistique 4. Directeur adjoint de la maintenance 5. Directeur adjoint de la sécurité

ÉCONOMIE ADMINISTRATION DÉVELOPPEMENT

19, rue Saint-Amand 75002 Paris - Tél. 742.88.24 - 261.81.14

demandez notre documentation :

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Niveau d'études _____

Samoëns des 4 saisons.

(Haute-Savoie)

Samoëns est un village traditionnel à 700 mètres d'altitude, vivant toute l'année et relié l'hiver aux montagnes par une télécabine. L'été, centre d'équitation, tennis, randonnées.

Les Samoëns ont des petits immeubles chalets rénovés et construits par des artisans locaux. Les vrais amoureux de la montagne toute saison.

Samoëns un petit village, une grande station. A une heure de Genève.

19, rue de la République - 74100 Samoëns - Tél. 0472/22.00.00

Handwritten note: 150

POLITIQUE

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mardi 27 septembre sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing. Au terme de la séance, le communiqué officiel suivant a été rendu public :

● L'INDEMNISATION DES SINISTRÉS DU SUD-OUEST.

Le conseil a adopté le deuxième projet de loi des finances rectificatives pour 1977. Il a pour objet de permettre la ratification par le Parlement du décret d'avance du 27 juillet portant ouverture d'un crédit de 100 millions de francs, pour financer les mesures destinées à faire face aux conséquences des graves inondations qui se sont produites les 8 et 9 juillet 1977 dans plusieurs départements du Sud-Ouest. Il com-

porte également la ratification de deux décrets d'avance qui affectent par l'équilibre financier du budget : celui du 1^{er} septembre 1977 portant ouverture de 7 439 000 F, destinés à permettre le démarrage de la réforme de l'aide personnalisée au logement et celui du 14 septembre 1977, portant ouverture de 400 millions de F pour financer la formation, le recrutement et la rémunération des stagiaires en contrepartie de la cotisation supplémentaire de 0,1 % mise à la charge des entreprises par la loi du 5 juillet 1977.

● REFORME DU DROIT PENAL.

Le conseil a adopté un projet de loi portant réforme de droit pénal et de procédure pénale sur le secret de l'enquête et de l'instruction, la police judiciaire et les jurys d'assises.

REFORME DU SECRET DE L'ENQUETE ET DE L'INSTRUCTION. — Cette réforme a pour objet de faciliter la conduite de l'enquête et d'améliorer l'information donnée au public tout en renforçant la protection des deux personnes.

Le procureur de la République et, sur la demande de ce dernier, les officiers de police judiciaire pourront faire des communications sur des éléments recueillis au cours de l'enquête ou de l'instruction, afin de faciliter les recherches ou d'informer le public. Des communications pourront également être faites par le juge d'instruction, pour faciliter les recherches, et par les avocats, pour l'exercice des droits de la défense. Toute divulgation par des personnes d'informations, qui n'entrent pas dans le cadre strict défini sera sanctionnée comme une violation du secret professionnel. En outre, toute divulgation par des personnes, commettant ou non la procédure, d'informations qui portent atteinte à la présomption d'innocence ou à l'intimité de la vie privée d'une autre personne, sera considérée comme un délit.

REFORME DES SERVICES DE POLICE JUDICIAIRE. — Afin de permettre aux services de police judiciaire de faire face aux tâches de plus en plus nombreuses qui leur sont confiées par la loi, la qualité d'officier de police judiciaire ou d'agent de police judiciaire sera accordée plus largement. Ainsi, et sous réserve de l'application d'une procédure spéciale, les inspecteurs de police seront officiers de police judiciaire après

deux ans de services effectifs. Les commandants et officiers de paix de la police nationale affectés à une circonscription territoriale déterminée auront cette qualité uniquement pour le recrutement et la rémunération des stagiaires en contrepartie de la cotisation supplémentaire de 0,1 % mise à la charge des entreprises par la loi du 5 juillet 1977.

Ce projet de loi ne se substitue pas au traditionnel collectif de fin d'année qui sera soumis, comme il est habituel, au conseil des ministres dans le courant de la première quinzaine de novembre.

caisse de dépôts et consignations. Des conventions, qui vont être communiquées au Parlement, prévoient une clause d'intérêt de l'Etat aux résultats financiers.

Sur le plan social, un ensemble de dispositions légales, réglementaires et contractuelles a permis une très importante action de solidarité nationale, interprofessionnelle et professionnelle, pour faire face aux conséquences matérielles des réductions du nombre des emplois. Elle a comporté notamment la mise en pré-états à cinquante-quatre ans des travailleurs postés ayant occupé des emplois pénibles ainsi que des salariés de plus de cinquante-cinq ans et huit mois. Cette protection sociale exceptionnelle a résulté d'un accord contractuel dont la conclusion a constitué le préalable à l'effort financier.

La mission interministérielle de contrôle, dont la création avait été décidée, a été mise en place. Elle assure le contrôle permanent des engagements sociaux et de la juste utilisation des concours publics.

Sur le plan international, le dispositif d'encadrement du marché mis en œuvre en application du traité créant la CEE a donné une partie des résultats escomptés, mais le gouvernement estime nécessaire que tous les Etats membres appliquent strictement les dispositions ainsi définies et il a demandé à la Commission des Communautés européennes de le faire respecter intégralement. Cette action est d'autant plus nécessaire que la situation du marché agricole en Europe et dans le monde demeure préoccupante.

Ce programme, comme il a été prévu, s'accompagnera d'une action importante pour implanter dans des zones déshéritées des activités industrielles créant de nouveaux emplois. Dans le Nord, plusieurs implantations et extensions permettront de créer plus de deux mille emplois dans les vallées de la Saône et de l'Isère. En Lorraine, le groupe Peugeot-Citroën créera quatre mille emplois d'ici à 1984 avec l'extension de son usine de Metz-Borny et la création d'une nouvelle unité à

Ennery, près d'Hayange, où seront créés trois mille emplois. De son côté Renault, qui contribue à créer des emplois dans les régions prioritaires de l'aménagement du territoire, va créer en Lorraine quatre mille emplois d'ici à 1984 avec le programme engagé à Batilly par sa filiale Savaria et une nouvelle unité de fabrication mécanique qui sera implantée sur le site de Thionville Nord-Est.

Enfin, le dispositif exceptionnel mis en place en faveur de la petite et moyenne industrie continuera à porter ses premiers fruits.

● LES ECONOMIES D'ENERGIE.

Le conseil des ministres a adopté un décret relatif aux économies d'énergie. Le ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat et le ministre délégué à l'économie et aux finances sont chargés de mettre en œuvre les mesures d'application de la loi du 19 juillet relative aux économies d'énergie, qui a donné au gouvernement le droit de réglementer les conditions techniques et financières de commercialisation et d'utilisation des produits énergétiques et des équipements consommateurs d'énergie.

● LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi instituant une compensation entre le régime général de Sécurité sociale et le régime des salariés agricoles en matière d'accidents du travail. Il permettra d'alléger les charges de l'indemnisation des accidents du travail des salariés de l'agriculture, qui a été confiée à la mutualité sociale agricole par la loi du 22 octobre 1972, et de rétablir l'équilibre de ce régime.

La compensation sera mise en service au rythme de l'harmonisation des taux de cotisations dans le secteur de l'emploi des salariés agricoles avec les taux de cotisations du régime général.

Cette réforme est l'un des aspects de la compensation démographique établie entre l'ensemble des réformes.

départements serait déposé au cours de la prochaine session parlementaire.

[Le président de la République a confirmé que la majorité acceptait.]

● LES ELECTIONS SENATORIALES.

Le ministre de l'Intérieur a rendu compte des élections sénatoriales qui se sont déroulées dimanche 25 septembre. Quarante et un mille deux cent quatre-vingt-dix sénateurs ont été élus par les collèges électoraux. Le ministre de l'Intérieur a rendu compte des élections sénatoriales qui se sont déroulées dimanche 25 septembre. Quarante et un mille deux cent quatre-vingt-dix sénateurs ont été élus par les collèges électoraux.

Le ministre de l'Intérieur a rendu compte des élections sénatoriales qui se sont déroulées dimanche 25 septembre. Quarante et un mille deux cent quatre-vingt-dix sénateurs ont été élus par les collèges électoraux.

Un mouvement préfectoral

● PROVENCE - ALPES - COTE D'AZUR : M. Voche.

M. Lucien Voche, préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, a été nommé préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en remplacement de M. Michel Aurillac, réintégré depuis le 7 septembre au cabinet d'Etat auquel on prête l'intention de se présenter aux élections législatives dans l'Indre.

M. Voche, qui est né le 10 juillet 1910 à Evreux, est de 1937 à 1949 attaché au cabinet du haut commissaire de France en Indochine, M. Bollaert. Après avoir occupé divers postes de sous-préfet et fait partie de certains ministères, il entra, en 1962, comme conseiller technique au cabinet de M. Roger Frey, ministre de l'Intérieur. Il occupa ce poste jusqu'en mai 1964, date à laquelle il fut nommé préfet de la Mayenne. En 1967, M. Voche, alors ministre de l'Intérieur, en fait son directeur adjoint. Après avoir été, pendant une année en service détaché, M. Voche se voit confier la direction générale des affaires politiques et de l'administration du territoire. Membre suppléant du conseil supérieur de la fonction publique, il a été, d'autre part, au mois de mai 1969, assistant de la commission nationale de déontologie de la magistrature. Il était préfet de la région Poitou-Charentes depuis décembre 1968.

● POITOU - CHARENTES : M. Buchet.

M. Marc Buchet, directeur des renseignements généraux, est nommé préfet de la région Poitou-Charentes, en remplacement de M. Lucien Voche.

[Né à Riols (Lot-et-Garonne) en 1923, M. Marc Buchet a été avocat stagiaire puis le cours d'Etat de M. de la Vallée. Il a été directeur de l'administration. Après avoir occupé divers postes, il devint, en juin 1967, chef de cabinet de M. Orliou, alors ministre de l'équipement et du logement. Il resta en poste jusqu'en M. Orliou devint, en juin 1968, ministre de l'éducation nationale, puis, en juillet de la même année, ministre de l'économie et des finances, enfin, en juin 1969, ministre du développement industriel et scientifique. En décembre 1969 il est nommé préfet des Landes, en août 1972 préfet de la Charente et en mars 1974 directeur des renseignements généraux.]

● DROME : M. de Pelagay.

M. Henri-Bernard de Pelagay, préfet de la Haute-Saône, est nommé préfet de la Drome en remplacement de M. Alexandre Roche.

[Né le 23 septembre 1921 à Aniane (Hérault), M. Bernard de Pelagay, licencié en droit, est ancien élève de l'Ecole nationale d'administration. Nommé en 1945 chef de cabinet du préfet des Vosges, il devient l'année suivante sous-préfet de Valenciennes, puis, en 1950, d'Arras (Nord). Avant d'occuper, en 1956, les fonctions de secrétaire général de l'Orne, il est ensuite chargé de mission pour les affaires économiques auprès du

préfet des Bouches-du-Rhône puis, en 1958, auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. En mai 1968, il est nommé secrétaire général de l'Orne, puis, en mai 1972, préfet de la Haute-Saône.]

● HAUTE-SAONE : M. Costa.

M. Pierre Costa, secrétaire général des Alpes-Maritimes, est nommé préfet de la Haute-Saône.

[Né le 23 décembre 1933 à Cannes, titulaire de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, il a été, en 1958, en qualité d'administrateur civil, ministre de l'équipement et du logement (en 1962 et de 1963 à 1972), avant de devenir, en 1972, secrétaire général des Alpes-Maritimes.]

● BELFORT : M. Blondel.

M. Pierre Blondel, chargé de mission à la DATAR, est nommé préfet du territoire de Belfort en remplacement de M. Jean Pinel.

[Né le 11 juillet 1929 à Grand-Framoy (Oise), il devient, en juillet 1953, chef de cabinet du préfet de la Lozère. Il occupe la même fonction auprès du préfet de l'Ailier à partir de février 1957 puis est nommé sous-préfet d'Orléans en juillet 1959, et de Loches en août 1961. En septembre 1962 il devient chef de cabinet du préfet de la région Basse-Normandie et, en août 1968, secrétaire général de la Haute-Saône. Sous-préfet de Bayonne en septembre 1973, il est nommé en mai 1975 chargé de mission à la DATAR.]

● ADMINISTRATION DE LA POLICE DE PARIS : M. Dupré.

M. Maxime Mignon, secrétaire général pour l'administration de la Ville de Paris, est placé dans la position hors-cadre. M. Gérard Dupré, sous-préfet d'Argenteuil (Val-d'Oise), est nommé secrétaire général pour l'administration de la police à Paris.

[Né le 27 juillet 1922 à Lille (Nord), ancien élève de l'Ecole nationale d'administration (promotion Albert-Thomé), sous-préfet hors classe, il a été successivement sous-préfet de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie), chargé de mission auprès du préfet de la Côte-d'Or, sous-préfet de Cognac (Charente), chargé de mission auprès du préfet de la région Nord. Il avait été nommé sous-préfet d'Argenteuil le 9 avril 1975.]

● JEAN PINEL, préfet du Territoire de Belfort depuis le mois de septembre 1975, est placé en service détaché à la disposition du ministre de l'économie et des finances pour être nommé trésorier-payeur général.

● ALEXANDRE ROCHE, préfet de la Drome depuis le mois d'avril 1976, est placé en service détaché à la disposition du ministre de l'économie et des finances pour être nommé trésorier-payeur général.

FRANÇOIS MITTERRAND

face à la rédaction d'Europe 1

mercredi 28 septembre à 19h

sur

EUROPE 1

هكذا من الأصل

POLITIQUE

LA CRISE AU SEIN DE LA GAUCHE

L'union sans programme commun

(Suite de la première page.)

Mais ces perspectives sont trop lointaines et trop aléatoires pour modifier les mentalités présentes. Elles n'empêchent pas que le parti socialiste et le parti communiste interprètent depuis cinq ans le programme commun en superposant plus ou moins à son texte la vision de leurs objectifs futurs qui sont radicalement différents.

La nouveauté n'est pas dans la divergence, mais dans le fait que le P.C.F. la met aujourd'hui en lumière, en feignant de l'avoir toujours ignorée et en accusant leur partenaire de changer d'interprétation. Pendant cinq ans, les communistes n'ont pas démenti l'interprétation modérée du programme commun donnée par un parti socialiste toujours soucieux de maintenir ouvertes à la démocratie les étapes suivantes. Ils ont manifesté une discrétion remarquable aux législatives de 1973, aux présidentielles de 1974, aux cantonales de 1976, aux municipales de 1977 encore. Cette tactique a permis de renforcer l'union et d'attirer vers elle les suffrages marginaux qui sont indispensables pour battre la majorité.

Le P.C.F. l'a abandonnée le 10 mai dernier en publiant son fameux « chiffrage » du programme commun deux jours avant le débat télévisé Barre-Mitterrand, ce qui le torpilla. Depuis lors, il n'a cessé de multiplier les exigences et les revendications, tout en s'efforçant, comme toujours, de dissimuler son propre virage, en accusant les autres de tourner eux-mêmes. Son changement n'était pas imprévisible, puisque beaucoup le prévoyaient depuis longtemps. Si l'évolution en cours se maintient, écrit-on voici deux ans, les socialistes atteindront en 1978 la zone des 30 % de suffrages, les communistes plafonnant autour

de 20 %. Dans une situation de ce genre, le P.C.F. accepterait-il de jouer à fond le jeu du programme commun ? Telle est la question (1). La réponse apparaît maintenant en filigrane dans la nouvelle attitude des communistes, malgré le rideau de fumée dont ils l'entourent.

Us avaient essayé déjà cette tactique nouvelle à leur vingt et unième Congrès en octobre 1974, après les élections partielles qui avaient confirmé la montée du parti socialiste. Pendant une année le P.C.F. a traversé alors une phase de durcissement où ses rapports avec le P.S. ont été difficiles. Il était revenu à la tactique antérieure à la fin de 1975 en l'accablant par une libération spectaculaire, confirmée par son vingt-deuxième Congrès : contacts avec Eberling, abandon de la dictature du prolétariat, dénonciation des atteintes à la liberté en U.R.S.S., etc. Au printemps dernier, il avait repris la ligne dure. Tout porte à penser qu'il s'y maintiendra fermement pendant un temps assez long, en tout cas jusqu'aux élections. Sa position nouvelle sur l'éventualité des salaires, qui contredit ses efforts antérieurs pour attirer les cadres, semble manifester une volonté de se replier sur sa base ouvrière et d'empêcher qu'on vienne l'y concurrencer.

Cela porte un coup à la « dynamique unitaire » et risque d'éloigner de l'opposition pas mal d'électeurs hésitants, toutes choses qui rendent plus difficile une victoire de la gauche. Certains en déduisent que les communistes ne la veulent plus. Mais leur virage tactique peut signifier simplement qu'ils ne sont pas disposés à payer cette victoire d'une modification de leur discours et de leur projet parce qu'ils estiment qu'elle profite plus aux socialistes qu'à eux-mêmes et qu'elle est contraire aux intérêts du P.C.F. Rappelons cependant que la ligne rigide de 1974-1975 n'a pas été meilleure à cet égard. L'une et l'autre n'ont pu empêcher que l'union se creuse régulièrement entre les suffrages communistes et ceux du P.S., mouvement qui traduit peut-être l'évolution en profondeur de la société française.

En tout cas, le retour à la rigide n'implique pas que le P.C.F. ait renoncé à l'union de la gauche et qu'il n'en souhaite plus la victoire. Mais il signifie probablement que les communistes n'acceptent plus désormais d'être confondus avec le parti socialiste sous le prétexte d'un programme commun qui les oblige à se modérer. Le schéma de ménage qu'ils ont décliné voilà cinq mois n'a sans doute pas pour objectif le divorce mais le réajustement des rapports entre époux. Sous prétexte d'actualiser le programme commun, ils cherchent à modifier le régime matrimonial en contraignant le parti socialiste à s'aligner sur leurs positions sur l'essentiel.

S'ils n'y parviennent pas, ils en resteront probablement à la séparation de corps. Chaque

parti affrontera la bataille sous son drapeau, sans que cela empêche les déistements mutuels au second tour, ni un soutien parlementaire éventuel, ni même une collaboration gouvernementale. L'essentiel est que l'originalité du parti communiste ne soit jamais plus obscurcie par l'alliance avec le parti socialiste. Il n'est pas sûr que cette nouvelle forme d'union soit moins efficace que l'ancienne. Après tout, la gauche a failli gagner en 1967, bien que les socialistes et les communistes fussent alors plus divisés qu'aujourd'hui et la majorité moins épuisée. Il n'est pas sûr que la nouvelle tactique du P.C. défavorise son grand partenaire. Malgré les efforts de la propagande lancée par l'énorme machine du P.C., le parti socialiste pourrait sortir de l'aventure plus renforcé qu'affaibli.

Au niveau des militants, certes, le vendredi noir du 24 septembre 1977 ne sera jamais oublié. J'en ai vu pleurer dans leur désarroi. Au niveau des électeurs, la preuve donnée par François Mitterrand qu'il ne se laissera point entraîner par les exigences communistes, est susceptible de lui attirer pas mal de suffrages socialistes-démocrates en ce sens que sa fidélité au programme commun lui maintiendra les acquis antérieurs. Les socialistes pourraient ainsi conforter leur position dominante. Elle a toujours été la condition fondamentale du succès de la gauche, aux élections et au gouvernement.

MAURICE DUVERGER.

La L.C.R. estime qu'il faut « tout faire pour débloquer la situation »

M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), a affirmé, mardi 27 septembre, au cours d'une conférence de presse, qu'il faut « tout faire pour débloquer la situation », née de la crise de la gauche, « en fondant des intérêts des travailleurs ». Après avoir évoqué « le désarroi des travailleurs face à une gauche qui désolait même d'avoir commencé à gouverner », M. Krivine a précisé que l'objectif de la L.C.R. est de « permettre aux travailleurs de trancher », en organisant sur les lieux de travail, dans les quartiers, dans les lycées, des assemblées générales.

Le débat unitaire devrait porter, selon la L.C.R., sur l'établissement d'un « seul minimum de nationalisation qui permettrait de changer le système capitaliste », ainsi que sur la question de l'indemnisation des sociétés nationalisables.

Les autres discussions devaient avoir pour thème les droits des travailleurs dans l'entreprise, et la définition des institutions qui permettraient de « changer de société ».

M. Krivine a également analysé les divergences entre socialistes et communistes en ces termes : « Il s'agit essentiellement d'un problème d'équilibre. Le P.S. peut effectivement gouverner, mais sans perdre sa spécificité. C'est-à-dire qu'il ne peut pas perdre son influence dans la classe ouvrière d'où son « langage gauche » actuel, lan-

gage hé aussi probablement au score des révolutionnaires aux dernières municipales. Enfin, le P.C. exige des garanties importantes en ce qui concerne son intégration dans les institutions, notamment dans les entreprises nationalisées. L'enjeu est donc double : la place du P.C. dans le gouvernement et à la tête des entreprises nationalisées. »

La L.C.R. organise sur toutes ces questions une réunion publique, jeudi soir 29 septembre, salle de la Mutualité, à Paris.

● L'organisation Lutte ouvrière (trotskiste) estime, dans une déclaration publiée mardi 27 septembre, que « la querelle qui oppose les partis de l'union de la gauche ne concerne pas les problèmes essentiels de la classe ouvrière, ni ses revendications fondamentales face à la vie chère, au chômage ». Pour Lutte ouvrière, qui organise une réunion publique vendredi soir 30 septembre à la Mutualité, à Paris, « les travailleurs n'obtiendront jamais que ce qu'ils sont capables d'imposer ».

● M. Charles Berg, membre du bureau politique de l'organisation communiste internationaliste (trotskiste), estime, dans un article publié mercredi 28 septembre par le quotidien Rouge, que « les dirigeants staliniens [du P.C.F.] ont un objectif précis : protéger la V^e République, c'est-à-dire prolonger le plus longtemps possible le règne de M.M. Giscard d'Estaing et Barre. (...) La politique du P.C.F. est fondamentalement électorale, elle se traduit par une bureaucratie staliniennne de Moscou, qui lutte de toutes ses forces contre la révolution mondiale ».

Sciences Po.
Préparation "Parallèle"
Préparation "Plein Temps"
IPEC
46, bd Saint-Michel
933.91.23 / 033.45.87
Enseignement Supérieur Privé

(Publicité)
PARLEZ ARABE
avec le
C.R.E.A.-France
Stages nationaux à partir d'octobre :
— ARABE LITTÉRAIRE
— MODERNE
— DIALECTE ALGÉRIEN
— SÉMINAIRES MONDE ARABE
Paris - Lyon - Aix-en-Provence
Tous renseignements et inscriptions :
42, rue de Grenelle, 75007 PARIS.
Tél. 544-67-45 et 548-07-71

VERCORS
Les chevaux du temps
Roman
TCHOU

LES SOCIALISTES DE PARIS PROTESTENT CONTRE LES « PRESSIONS » DE LA C.G.T.

La fédération de Paris du parti socialiste, dirigée par des membres du CRRS (minorité du P.S.), a protesté mardi 27 septembre contre la venue de délégués C.G.T. à son siège. Elle estime que « c'est à l'intérieur de leurs syndicats que les travailleurs doivent débattre des problèmes concernant leur organisation ». La fédération se déclare « scandalisée par l'attitude des délégués C.G.T. se rendant au siège du parti socialiste pour faire pression sur sa direction ».

Elle ajoute : « Elle peut comprendre que des socialistes syndiqués à la C.G.T. aient fait connaître publiquement leur condamnation, mais pour autant approuver une telle démarche. »

En dirigeant leur action contre un des partis de la classe ouvrière, les syndicalistes mettent en danger le fonctionnement même de leur organisation syndicale.

M. SÉGUY : les convergences entre la C.G.T. et la C.F.D.T. prennent une dimension particulière.

M. Georges Ségué, secrétaire général de la C.G.T., participant le 27 septembre à l'inauguration des nouveaux locaux de l'U.G.I.C.T. (Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens C.G.T.), s'est félicité que les « relations unitaires » entre la C.G.T. et la C.F.D.T. n'aient « pas été affectées par les événements qui perturbent celles des partis de gauche ». « Il est bien, a-t-il dit, que nos deux organisations ne se laissent pas distraire des responsabilités qui leur incombent dans la lutte pour les revendications immédiates des travailleurs et qu'elles poursuivent leur concertation sur la recherche de toutes les convergences possibles. »

Après avoir évoqué la plate-forme de la C.F.D.T. publiée en juin en la comparant aux positions cégétistes, « Nous avons déjà souligné le fait qu'il existe entre ces deux documents de nombreuses convergences mais, dans le contexte politique actuel, elles prennent une dimension particulière et revêtent un intérêt certain. »

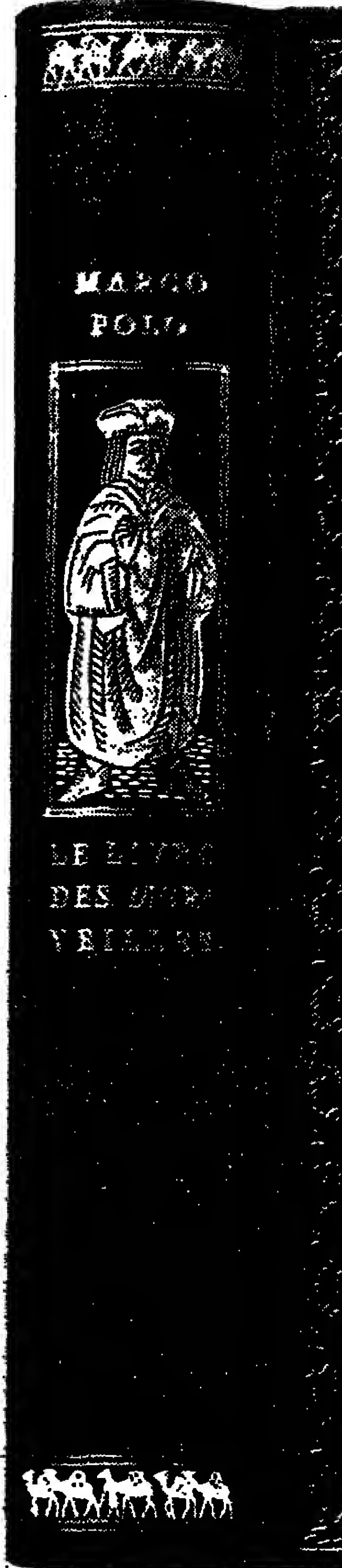
« L'organisation des cadres C.G.T. veut de se rapprocher géographiquement du siège cégétiste, installée précédemment avenue d'Italie, l'U.G.I.C.T. et sa revue « Option » occupent désormais des locaux au 221, rue La Fayette. M. La Guen, secrétaire général, a déclaré que son union, dont le nombre des adhérents n'est encore accru de 18 % en un an, compte trois cent vingt mille membres, ce qui, selon lui, en fait la première organisation syndicale de cadres. »

(1) Lettre ouverte aux socialistes, pages 22-23.

« L'HUMANITÉ » ESTIME QUE LE PROGRAMME DES P.S. DE LA C.E.E. RELEVÉ DE LA « COLLABORATION DE CLASSES »

L'Humanité du 28 septembre rend compte de la réunion, lundi 26 septembre à Bonn, du groupe de travail commun P.S.-S.P.D. Laurent Bauerwein note à propos de la charte des partis sociaux-démocrates de la C.E.E. élaborée en vue des élections européennes du printemps 1978 : « En matière de politique économique, les maîtres mots de ce programme sont « l'harmonisation et la coordination » des politiques nationales. C'est un programme type de collaboration de classes, sous la moindre référence à la lutte antimonopolistique. Un programme d'ores et déjà mis en application dans les pays où la social-démocratie exerce des responsabilités gouvernementales. Un programme de gestion de la crise et d'austérité. »

● M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, assistera vendredi 7 octobre, à Brighton, à la journée de clôture du congrès du parti travailliste. Un représentant du P.C.F. assistera également aux travaux. Il s'agit de M. Jacques Denis, membre du comité central. Le P.C. italien et le P.C. espagnol seront également représentés à Brighton.



Une très grande édition pour le 7^{ème} Centenaire :

Il y a exactement 700 ans, Marco Polo, l'homme « aux yeux ronds », entré à Pékin accueilli comme un grand seigneur par Kubilay Khan. Après avoir été pendant seize années l'homme de confiance du terrible empereur de Chine, il racontera ses aventures extraordinaires dans un récit qui prendra le nom de : « **Le Livre des Merveilles** ».

* Les chinois de l'époque désignaient les européens sous le nom de « hommes aux yeux ronds ».

700 ans se sont écoulés et le livre de Marco Polo est toujours le plus célèbre récit de voyages du monde. Plus de six siècles avant le minuscule et « Croquis Jaune », ou « Croquis Citrou », expédition équipée de voitures à chenilles fabriquées spécialement pour cette traversée de l'Asie, trois vénitiens, les frères Nicolas et Matthieu Polo accompagnés de leur fils et neveu respectif Marco, réalisèrent cet exploit d'une marche bien plus périlleuse, en empruntant le même parcours, mais à pied, à cheval et à dos de chameau.

LE LIVRE DES MERVEILLES : Personne ne croit celui qu'on surnomme « Messire Million ».

C'est en prison que Marco Polo dicta le récit de ses voyages. Ce livre extraordinaire fut à la base de toute exploration en Orient à partir du XIV^e siècle. En effet, les lecteurs du temps ne crurent pas Marco Polo. Pourtant, son manuscrit eut un succès considérable. Le « Livre des Merveilles » fit rêver tous les contemporains. C'est que les listes incroyables de la cour impériale, les richesses fabuleuses de l'Orient surpassant tout ce qui était connu et dont Marco Polo donnait le détail, avaient de quoi frapper les imaginations. Tout cela était si grandiose qu'on surnomma bientôt Marco Polo : Messire Million.

Par la suite, tout ce qui est rapporté dans le « Livre des Merveilles » a été reconnu vrai par d'autres voyageurs. Aujourd'hui encore, il est consulté par tous ceux qui ont à s'occuper de l'Asie Orientale.

NOTRE ÉDITION : Plusieurs années de soins attentifs.

Il existe plusieurs versions du Livre des Merveilles, sous des titres différents. C'est qu'à l'époque, les copistes ne

se gênaient pas pour prendre des libertés avec les textes. Pour ma part, je me suis inspiré du texte original rétabli par M.-G. Fauriol qui a consacré toute sa vie à l'étude de l'œuvre de Marco Polo.

SOMPTUEUX EN-QUARTO :

Sur de mon texte, j'ai voulu réaliser une véritable œuvre d'art. L'ouvrage est un somptueux grand in-quarto (21 x 27 cm), relié pleine peau de mouton d'une seule pièce magnifiquement ornée « à froid » de décors d'époque sur les deux plats. Le dos et la tranche supérieure sont reliés d'un véritable, tiré à 22 carats. Tout est hors du commun : le papier, la qualité de l'impression, les tranches, le design, les pages de garde. Mais je voudrais attirer votre attention sur les illustrations, en l'occurrence 84 enluminures monochromes, admirables, extraites du fameux manuscrit n° 2819 de la Bibliothèque nationale, réalisées pour Philippe le Hardi, duc de Bourgogne, en 1381. De plus, en tête de chaque chapitre sont reproduits des éléments de la « Carte Catalane », autre joyau de notre Bibliothèque nationale, qui résume les connaissances géographiques du temps. Établie en partie d'après les informations poissées dans le Livre des Merveilles de Marco Polo, elle est datée de 1375 et paraît être la première carte « à plat » jamais réalisée.

Je pense que Le Livre des Merveilles qui vient de sortir de nos presses, est à considérer comme l'édition la plus soignée et la plus luxueusement décorée de cet ouvrage immortel.

Jean de Bonnot
Jean de Bonnot, Éditeur d'Art.

BON D'EXAMEN GRATUIT

(à adresser à Jean de Bonnot, 7, bd Saint-Honoré, 75392 Paris Cedex 08)

J'accepte de recevoir chez moi, pour un examen gratuit et sans aucun engagement, « Le Livre des Merveilles » de Marco Polo dans votre édition d'art, avec les 84 admirables enluminures réalisées pour Philippe le Hardi, duc de Bourgogne, et des éléments extraits de la « Carte Catalane ».

Après examen de 10 jours, si je décide de garder cet ouvrage, je vous réglerai la somme de 278,85 F + 10,80 F (pour participation aux frais de port), soit au total 289,65 F. Si, par contre, je ne désire pas conserver ce volume, je vous le retournerai dans son emballage d'origine, à vos frais, et ne vous devrez rien.

Je vous rappelle :

Mon nom :

et mon adresse :

Signature :

(signature des parents ou du tuteur pour les mineurs)

Garantie Illimitée : Il vous est offert un exemplaire de ce livre mais les choses ne vont pas. Les livres ne peuvent être vendus à vil prix et c'est pourquoi l'éditeur a décidé des conditions suivantes. Jean de Bonnot ne publie que des livres qui ont été lus et appréciés par des milliers de lecteurs. C'est pourquoi il s'engage à racheter les livres qu'il publie au même prix aux souscripteurs qui le désirent.

Vente exclusive par courrier chez le seul
Jean de Bonnot

Éditeur en livres rares et précieux
7, boulevard Saint-Honoré
75392 PARIS CEDEX 08

* Nous garantissons que nos reliures sont toujours en pleine peau de mouton, décollées d'une seule pièce.

صلى الله عليه وسلم

REPARER le DIPLOME D'ETAT
D'EXPERT COMPTABLE
Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide
gratuit numéro 888
Ecole Préparatoire
d'Administration
Ecole privée fondée en 1873
soumise au contrôle pédagogique
de l'Etat
4, rue des Fêtes-Champs
75008 PARIS - CEDEX 02

Télex NOTRE
POUR VOS COMMUNICATIONS
Vous nous téléphonez vos messages. Nous les
transmettons. Vos correspondants nous répondent par
télex : nous vous téléphones.
Service Télex
345.21.62 + 348.00.78
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

POLITIQUE

La crise de la communauté urbaine de Lille est réglée

De notre correspondant

Lille. — Beaucoup de bruit pour rien à la communauté urbaine de Lille. Les partenaires de la gauche s'étaient quittés le vendredi 23 septembre, dans un climat de crise, ils se sont retrouvés, apaisés et unanimes, cinq jours plus tard, pour ériger ce qui n'était, dit-on, qu'une « pétition ». Le président de l'assemblée, M. Arthur Notebart (P.S.), a rendu aux trois vice-présidents communistes des délégations qui leur avait enlevées, après leur refus de voter, en séance plénière, ce qu'ils avaient approuvé en réunion de bureau (le Monde du 27 septembre).

Les deux interventions de cette soirée, celle de M. Pierre Mauroy, pour le groupe socialiste, et celle de M. Jean Senar, pour le groupe communiste, avaient la même résonance : la communauté urbaine de Lille se trouve en face de difficultés inhérentes à la structure même de cet établissement public ; la loi de 1965 a trop brutalement dépossédé les communes de pouvoirs qu'elles seules pouvaient vraiment exercer, puisqu'elles sont restées par le suffrage universel ; il faut une concertation plus souple, et surtout mettre en œuvre cette réforme des collectivités locales, que la gauche réclame depuis des années et que le pouvoir se refuse à mettre en place.

C'était une façon habile de justifier l'attitude de M. Notebart. Car, à la vérité, le président de la communauté urbaine, ayant agi seul, a été désemparé du bureau de la fédération socialiste du Nord, réuni spécialement, sous la présidence de M. Pierre Mauroy. Il y eut ensuite des conseils avec une délégation de la fédération communiste, puis un long débat avant la reprise de la séance de la communauté. On voulait absolument montrer que cet incident n'avait pas de signification politique. D'un côté comme de l'autre, on fit référence au programme commun et M. Mauroy déclara : « Qu'on le sache, la communauté n'est pas de la gauche ».

et nous voulons l'appliquer partout... »

Si, dans la profusion des articles et textes diffusés tel comme ailleurs, on ne fait guère preuve de compréhension réciproque à propos du débat national sur le programme commun, du moins aura-t-on affirmé que l'union de la gauche est bien mise en œuvre dans la gestion d'une grande métropole et qu'elle tient ferme en dépit des bourrasques. Cette crise, dite réglée, aura eu au moins deux conséquences. En premier lieu, les communistes ont obtenu que le schéma directeur d'aménagement et d'équipement (S.D.A.E.) de la métropole, approuvé en décembre 1969, soit ramené à l'état de projet. Les dossiers d'équipement routier, qui, le 23 septembre, avaient été à l'origine du différend, seront donc réexaminés aux aussi. Cette révision du S.D.A.E. s'impose de toute évidence et de nombreux maires de l'agglomération la réclamaient depuis un certain temps. Cela entraînera non seulement des études nouvelles, mais encore une concertation plus grande avec les élus locaux, les syndicats, les associations, etc.

D'autre part, la « solidarité de gestion » s'appliquera à partir d'une convention qui réglera le comportement des élus. « On ne peut pas, dit M. Mauroy, participer à un conseil et le désapprouver en séance ». Mais il reste que socialistes et communistes sont différents et que les débats de fond sont inévitables dans un organisme aussi important. Tout l'art consistera donc à préserver des expressions différentes et légitimes en assumant la rigueur de la gestion. Un code de bonne conduite s'imposera-t-il ? En tout cas, de part et d'autre, on a beaucoup parlé, mais la coopération franche et loyale s'est imposée.

La préparation des élections législatives

Conflits entre le P.S. et le M.R.G. à Paris

La gauche non communiste est confrontée aux difficultés que suscite en son sein la préparation des futures élections législatives. La rivalité entre P.S. et radicaux de gauche, d'une part, majorité et minorité du parti socialiste, d'autre part, trouve là un terrain de choix pour s'exprimer.

La seizième circonscription de Paris (14^e arrondissement), qui était détenue par M. Christian de La Malène (R.P.R.), jusqu'à son élection au Sénat, dimanche dernier, est l'enjeu d'une rivalité entre socialistes et radicaux de gauche. M. Roger-Gérard, député-maire, délégué général du M.R.G., souhaite être désigné comme candidat de l'U.C.G.S.D. (Union de la gauche socialiste et démocrate, qui regroupe le P.S. et le M.R.G.). Les socialistes sont d'autant moins disposés à lui céder la place qu'ils s'affrontent entre eux.

La majorité du P.S. souhaitait présenter M. Jacques Attali, membre du comité directeur, et l'un des principaux responsables du secteur économique de la formation socialiste. Ce projet a échoué devant la volonté du M.R.G. de garder le contrôle de ce secteur. Il a présenté comme « candidat » à la candidature M. Edwige, ancien ministre du bureau exécutif du P.S. C'est cette candidature qui a été ratifiée par la section locale du P.S. Le P.C.F. sera représenté dans cette circonscription par Mme Rolande Perle, qui était déjà présente en 1973, et qui, comme M. de La Malène, a été élue au Sénat le 23 septembre.

La fédération de Paris du P.S. semble plus disposée à céder aux radicaux de gauche, et notamment à M. François Luchaire, membre du bureau national du M.R.G., la quatorzième circonscription.

cription (12^e arrondissement), détenue par M. Jean Turco, R.P.R., qui avait été élu en 1973 comme suppléant de M. Hubert Germain. Le candidat communiste dans cette circonscription sera M. Philippe Herrog, membre du comité central et l'un des principaux économistes du P.C.F. Le P.S. entend ainsi jouer de la concurrence entre M. Luchaire et Schwartzberg au sein de la fédération de Paris du M.R.G.

Autre incident, dans le cadre de la préparation des élections législatives, au sein de la fédération socialiste des 3^e et 4^e arrondissements. M. Michel Bocard, membre du secrétariat national du P.S., maire de Conflans-Sainte-Honorine, a été désigné sans difficulté comme candidat dans la troisième circonscription, la suppléante qu'il proposait a été battue et un membre du C.R.E.S. a été désigné.

Ceux qui se présentent ou se représentent

• COTES-DU-NORD : M. Alfred Coste-Floret

(De notre correspondant.)

Saint-Brieuc. — Député M.R.P. de la Haute-Garonne de 1948 à 1958, M. Alfred Coste-Floret, président du parti de la démocratie chrétienne, a indiqué qu'il se présentera aux prochaines élections législatives dans la dixième circonscription des Côtes-du-Nord (Lannion), dont le député sortant est M. Pierre Bourdelle (r.d.). M. Yann Maczin, ancien membre du parti radical, sera le suppléant de M. Coste-Floret.

Ce dernier a précisé que le parti de la démocratie chrétienne sera représenté dans deux cents circonscriptions. C'est ainsi que M. Michel de Camaret, député, se présentera dans la deuxième circonscription (Dinan), actuellement détenue par M. Charles Josselin (P.S.). Le parti que préside M. Coste-Floret apportera son soutien à Mlle Marie-Madeleine Dienesch, ancien secrétaire d'Etat, qui tentera de retrouver le siège conservé par son suppléant M. André Olin (sup. R.P.R.), dans la troisième circonscription (Loudéac), et à M. Edouard Oliviero, député sortant, réformateur, de la quatrième circonscription (Guin-gamp). — J. V.

• HAUTE-GARONNE : M. René Piquet

(De notre correspondant régional.)

Toulouse. — M. René Piquet, membre du secrétariat du parti communiste, qui avait été candidat sans succès aux élections législatives de mars 1973 dans la première circonscription de la Haute-Garonne, dont l'actuel député est M. Alain Savary (P.S.), se présentera aux prochaines élections, dans la deuxième circonscription de ce département aujourd'hui représentée à l'Assemblée nationale par M. Pierre Baudis (sup. P.R.), maire de Toulouse. Le M.R.G. présentera M. MM. José Guerrero, conseiller municipal, dans la première circonscription, et Jacques Agrain, adjoint au maire de Saint-Sulpice-sur-Lèze, dans la cinquième (Muret).

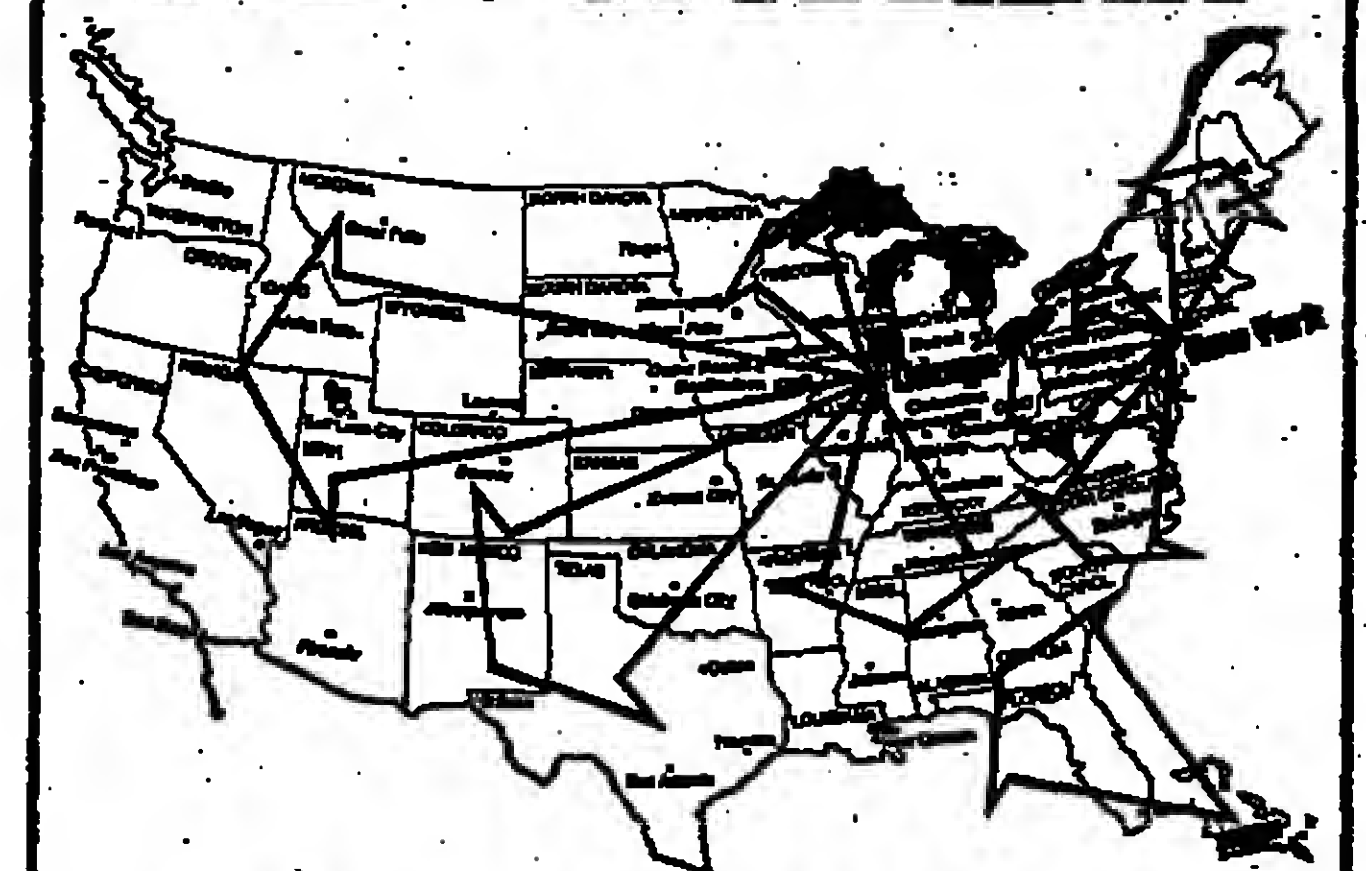
De leur côté, les cinq députés socialistes sortants (MM. Savary, Maurice Andrieu, Alex Raymond, Gérard Roulet et Maurice Masquère) solliciteront le renouvellement de leur mandat. Dans la seule circonscription du département où le député sortant n'est pas un socialiste (la deuxième), le P.S. présentera M. Gérard Rapt, conseiller général du canton de Toulouse-1.

Le parti radical a annoncé les candidatures de MM. Georges Pesco, conseiller municipal de Toulouse, contre M. Andrieu, MM. René-Custau, adjoint au maire de Muret, contre M. Roulet et Henri Ricome, adjoint au maire de Saint-Gaudens, contre M. Masquère. — J. P.

• ERREUR. — M. Roger Romani (R.P.R.), nouveau sénateur de Paris, n'est pas sous-préfet, comme nous l'avons indiqué par erreur dans nos éditions du 27 septembre à la suite d'une homonymie. Le conseiller de la capitale est cadre administratif à Radio-France.

D'autre part, M. Michel Crucis, qui a été élu, dimanche 25 septembre, sénateur (maj.) de la Vendée, n'est pas, comme nous l'avons indiqué par erreur, le gendre de M. Henri Rochereau, ancien sénateur de la Vendée et ancien ministre (du mois de mai 1959 au mois d'août 1961), mais d'un homonyme, M. Henri Rochereau, qui fut député à la première Assemblée nationale consultative (octobre 1945-juin 1946).

L'AMERIQUE avec LOFTLEIDIR



NEW YORK
1650 F*
CHICAGO
1745 F*

Echappez à la confusion tarifaire actuelle vers l'Amérique en choisissant LOFTLEIDIR qui reste l'une des solutions les plus économiques :

- New York aller-retour F. 1650
- Chicago aller-retour F. 1745

Ces tarifs excursions 14/45 jours, ouverts à tous, n'impliquent pas une date limite d'inscription et autorisent les changements de réservation.

N'oublions pas de mentionner, en plus de ces tarifs excursions, les conditions exceptionnelles proposées par LOFTLEIDIR pour les voyages de longue durée :

- aller-retour New York valable un an F. 2.150
- aller-retour Chicago valable un an F. 2.300

Grâce à ces tarifs transatlantiques, toute l'Amérique vous est offerte. Quelle que soit votre destination finale aux USA, décidez d'entrer, soit par New York, soit par Chicago et bénéficiez des tarifs intérieurs

U.S. pratiqués sur le continent américain. Demandez à votre Agent de Voyages de vous parler aussi des Forfaits à New York de 3 à 30 jours, à partir de F. 1.890 (comportant l'aller-retour Luxembourg/New York + séjour à l'hôtel Century Paramount).

De même, le toujours très populaire Tour Auto en toute liberté (fr. 345 A) x tarif excursion 14/45 jours valable à compter du 1/10/77.

Pour tout renseignement et documentation, adressez ce coupon à :

LOFTLEIDIR ICELANDIC

32, rue du 4-Septembre 75002 Paris
tél. 073.75.42 - 742.52.26
32 bis, rue du M. Joffre 08000 Nice
tél. 88.73.47

Nom _____
Adresse _____

ou interrogez votre agent de voyages, il nous connaît bien !

COMPAGNIE D'INVESTISSEMENTS FONCIERS
"Département d'Investissements Privés"
7, rue Drouot 75009 Paris - 248.54.45

Nous serions heureux de vous adresser gratuitement notre dossier "Plan d'épargne et d'investissement Immobilier" avec calculs de rentabilité tenant compte des principales motivations personnelles.

Veuillez m'adresser sans engagement votre dossier "Plan d'investissement"

M. _____ ADRESSE _____
VILLE _____ CODE POSTAL _____

éditions sociales

l'économie changer l'économie
trois clefs et un calendrier
...et pas seulement le nom des ministres et des députés
1 vol. 20 F

En vente toutes librairies

Exp. 12/150

AÉRONAUTIQUE

FACE AUX PROJETS EUROPÉENS

Les constructeurs américains veulent conserver leur position dominante sur le marché civil

Seattle. — Les constructeurs aéronautiques américains ne lâcheront pas prise de côté. Ils veulent conserver coûte que coûte la position dominante qu'ils ont acquise sur le marché des avions commerciaux, évalué d'ici à 1991 à quelque 67 milliards de dollars (environ 335 milliards de francs).

Certes, les industriels américains ne se lassent pas de rechercher le concours de partenaires étrangers, européens notamment, avant de lancer de nouveaux programmes. Pour des raisons essentiellement financières et commerciales, ils jugent cette collaboration nécessaire à la réussite : « Seuls, nous ne pouvons mener de front plusieurs projets, indiquent-ils. Les pressions politiques se font, en outre, si fortes que nous avons de plus en plus de mal à conquérir des marchés en solitaire. »

Les constructeurs américains ont, toutefois, du mal à collaborer avec des industriels étrangers aux- quels ils s'adressent. « Il faut un seul leader par projet, expliquent les responsables de Boeing. La chance ou le talent veulent que nous ayons une position dominante. Aussi un programme avec Boeing pour leader a plus de chance de réussite qu'un programme qui aurait quelqu'un d'autre à sa tête... » Les accusés d'être divisés pour régner, surtout, spécialement en Europe, où une volonté aéronautique commune tente de s'exprimer : « Nous ne sommes pas aussi diaboliques qu'on le croit ! Nous sommes simplement à l'écoute du marché. »

Au bon moment

« Nous sommes une grande compagnie privée qui n'a d'autre ambition que de faire de l'argent — to make money — pour complaire à ses soixante-cinq mille actionnaires, confesse le dirigeant de Boeing. En Europe, les interventions gouvernementales brouillent le jeu des affaires. »

Les responsables de Douglas ne sont pas loin de penser qu'une intervention de ce genre explique l'échec de leurs négociations avec le groupe Dassault-Breguet pour la construction d'un avion court-courrier baptisé Advanced Short to Medium Range (A.S.M.R.). M. Jean-Pierre Fourcade, alors ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, leur avait confirmé à la fin de juin 1977 le changement de cap de la politique française en matière aéronautique. Chez Douglas, on ne cache pas sa déception, même si l'on feint de croire que Paris n'a peut-être pas dit son dernier mot.

« Nous aurions voulu traiter avec la France tout entière, Industrielle et politique à la fois », affirme-t-on chez Douglas. Aujourd'hui, pour vendre un avion, il faut, de l'avis de ses dirigeants, satisfaire à trois exigences : le prix, la performance, la politique. « Il est possible d'emporter un marché en ne réunissant que deux conditions, si du moins l'une d'elles est la politique », souligne-t-on chez Douglas.

Quoi qu'il en soit, la santé précaire des compagnies aériennes invite à la prudence les constructeurs aéronautiques. Si, dans le passé, ces derniers ont souvent imposé leurs vues dans la conception des nouveaux programmes, ils se disent aujourd'hui résolus à coller à la demande.

Le tout est de sortir le bon avion au bon moment. Un avion qui satisfasse aux normes de bruit les plus sévères, qui se montre économe en carburant. « Le rayon d'action et la vitesse importent moins qu'il y a dix ans », admettent les constructeurs américains. Le DC 9-30, que Douglas projette de lancer, consommait 21 % de moins de carburant que le DC 9-50, son prédécesseur ; il emportait trois à huit passagers de moins que le Boeing 727-200, son concurrent direct.

« Avec ses moteurs actuels, le Boeing 707 est impossible à vendre aux États-Unis », reconnaît la firme de Seattle, qui construit le prototype d'un Boeing 707 allongé, équipé du moteur CFM-56 de la SNECMA et de General Electric. Ainsi conçu, cet appareil respectera les normes de bruit imposées par l'administration fédérale de l'aviation et l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) : il consommera 15 % de moins de kérosène que le modèle existant.

Pour l'heure, les constructeurs américains poussent leurs efforts en ordre dispersé, de manière à être prêts à répondre à la demande s'il s'en manifeste. « au début de la prochaine décennie », assurent-ils. Ainsi, le DC 9-80 de Douglas serait capable de transporter cent trente sept passagers. Cet appareil, dont le coût est estimé à 12 millions de dollars (environ 60

De notre envoyé spécial

millions de francs), aurait un rayon d'action de 3 300 kilomètres. Il est un concurrent du projet français A 200.

McDonnell Douglas tient aussi en réserve un biréacteur DCX-200, capable de transporter deux cent seize passagers et de relier sans escale la côte est à la côte ouest des États-Unis. Cet avion est un concurrent direct de l'Airbus B-10. Un manque de fait play alors que, d'autre part, Douglas négocie avec le constructeur Dassault-Breguet ? Ses responsables n'affichent aucune mauvaise conscience : « Nous avons proposé, le 13 novembre 1976 à la SNIAS, de coopérer sur un avion de ce genre, disent-ils. Nous avons eu, avec eux, sur ce sujet, des discussions approfondies qu'ils ont pris l'initiative d'interrompre à la fin de l'an dernier. »

« Boeing lance un projet similaire. Il est probable que nous suivrons, car ils ont souvent un bon diagnostic sur l'état du marché », laisse-t-on

entendre chez Douglas. La firme de Seattle a justement à l'étude, dans la gamme de cent quatre-vingts à deux cents places, un biréacteur ou un triréacteur provisoirement baptisé 7-X-7. Pour l'heure, elle tente d'intéresser à ce programme l'Italie et le Japon après que les Britanniques eurent renoncé à y participer. « Nous sommes techniquement prêts à commencer très vite, précisent ses responsables, mais nous ne le ferons que si quelqu'un d'autre se met à l'eau avant nous. »

Outre qu'il peuvait pour le mois de mai 1979 la sortie d'un court-courrier Boeing 737 à plus long rayon d'action pouvant relier d'une seule traite l'Europe du Nord aux Caraïbes, le constructeur de Seattle réfléchit au lancement du Boeing 737-300, un dérivé du Boeing 737, capable de transporter cent quarante passagers sur des étapes de 1 800 à 3 000 kilomètres. Des discussions très lâches sont en cours

avec la société British Aerospace pour qu'en Europe elle prenne la tête d'un tel programme concurrent du projet français A 200.

Même dans le domaine des avions gros porteurs, les deux grands constructeurs américains ont des projets similaires, avec des dérivés du DC 10 ou du Boeing 747.

Cette abondance de projets américains ne doit pas faire illusion. La stratégie consiste à se placer sur le marché pour le jour où... Le lancement d'un nouvel avion coûte cher : environ 1 milliard de dollars. « Nous voulons avoir l'accord de plusieurs compagnies majeures avant de prendre une décision », hâtent les responsables de Boeing. A cet égard, la collaboration étrangère sera toujours la bienvenue dans la mesure où elle se traduira notamment par un apport de capitaux. Les industriels européens accepteraient-ils de jouer indéfiniment les utilités ? Ont-ils les moyens — et surtout la volonté — de faire autrement ?

JACQUES DE BARRIN.

(PUBLICITE)
En Octobre à Milan

BOURSE TOURISTIQUE INTERNATIONALE

Des appareils électroniques appropriés répondront en permanence aux exigences de l'offre et de la demande d'hôtellerie touristique.

Dans la même période et sur le même terrain d'exposition que l'EXPO-TURISMO — Exposition Internationale des Equipements pour les Activités Touristiques et d'Accueil, Milan, 23-30 octobre, pavillons de la Foire Internationale — aura lieu la BOURSE TOURISTIQUE INTERNATIONALE, sous le patronage du Ministère du Tourisme et du Spectacle.

Promue et organisée par l'EXPO CT Italia Manifestazioni Commerciali e Turistiche de Milan, avec la collaboration de l'ENIT, cette institution a pour but de mettre en œuvre une rencontre systématique entre la demande et l'offre d'hôtellerie touristique de la part des professionnels qualifiés du secteur.

La Bourse fonctionnera à travers un système de fiches appropriées, remplies tant pour la demande que pour l'offre, qui seront mémorisées dans le circuit électronique dont l'EXPO est équipé.

Dans les stands de travail, spécialement aménagés, les rencontres seront préalablement fixées par le Secrétariat de la Bourse pour telles demandes et offres qui trouveront un placement adéquat, tandis que celles n'ayant pas des éléments précis seront divulguées à travers des tableaux lumineux appropriés et par des bulletins d'information. En outre, à la conclusion des journées de travail, toutes les demandes et offres qui n'auront pas trouvé un placement immédiat seront mémorisées, constamment mises à jour et communiquées périodiquement à tous les inscrits et à tous les abonnés à la Bourse Touristique Internationale.

La BOURSE TOURISTIQUE INTERNATIONALE représentera, par ailleurs, une valide plate-forme de rencontre entre les personnes intéressées aux opportunités d'installation touristique et à des transferts d'immobiliers ou à des combinaisons pour le développement et la gestion des entreprises.

Le Secrétariat de la Bourse fonctionnera en permanence pour des consultations, propositions, rencontres spécifiques, liaison entre les professionnels, etc.

Pour toutes informations, les professionnels ne connaissant pas l'italien sont priés de s'adresser au Secrétariat pour l'échange de la Bourse Touristique Internationale : Corso Venezia 47/49, tél. 71-50 int. 320. Ceux connaissant l'italien pourront s'adresser aux bureaux de Secrétariat de la Bourse : Via Serbelloni, 2 - 20122 Milano (Italie), tél. 79-531/2/3/4.

La nouvelle Ford Granada.

Elle associe le confort et la sécurité.



LA NOUVELLE FORD GRANADA est sûre et confortable. Prenez le volant, vous en serez tout de suite convaincu. Grande surface vitrée, montants droits pour une visibilité à 325°. Instruments de bord fonctionnels et anti-reflets. Commandes à portée de main. Lignes tendues aérodynamiques. Elle paraît efficace. Elle l'est.

La sécurité. Suspension à 4 roues indépendantes, grand empennement, centre de gravité bas, la plus large voie de sa catégorie. Barre anti-roulis à l'avant, bécquet aérodynamique, freins sensibles, double circuit à disque à l'avant. La nouvelle Ford Granada est sûre. Pour plus de sécurité, habitude renforcée en acier, pare-brise feuilleté triple épaisseur, zones d'absorption des chocs à l'avant et à l'arrière, colonne de direction à absorption d'énergie, serrures de sécurité, lunette arrière déformable, ceintures à enrouleur. En Ford Granada, la sécurité est à son plus haut niveau.

Le confort. Mettez-vous au volant : la position de conduite est idéale. Les sièges avant, inclinables, sont réglables à volonté. Le nouveau tableau de bord est beau et fonctionnel. Les commandes principales sont regroupées sur la colonne de direction. La climatisation 3 vitesses renouvelle complètement l'air toutes les 20 secondes. Le confort, c'est aussi l'espace : 5 places et un coffre de 400 dm³. En Ford Granada vous roulez longtemps, confortablement, en silence.

Entretien tous les 20 000 km : A l'exception de la vidange et des contrôles de routine, les révisions n'interviennent que tous les 20 000 km. Freins et embrayage auto-régulables, allumage électronique sur les moteurs V6. La Ford Granada respectera votre budget.

Les moteurs et les options. 6 moteurs au choix : 1700 cm³ - V4 - 10 CV, 1800 cm³ - V4 - 12 CV, 2000 cm³ - V4 - 15 CV, 2000 cm³ - V4 - 16 CV, 2000 cm³ - V6 - 16 CV, 2000 cm³ - V6 - 18 CV.

— 2000 cm³ - Injection 16 CV.
— 2000 DIESEL disponible dès 1978.
En option : les vitres électriques, verrouillage central des portes et de coffre, transmission automatique, Pack "S", etc.
La Ford Granada existe en 4 versions : — Spécial — Luxe — GL — Ghia et 3 conversions : — coupé 3 portes, berline 3 portes et break.
Essayez la nouvelle Ford Granada chez l'un des 645 concessionnaires, agents ou points de vente Ford en France.

prix en 16.577 Ford Granada L, moteur 2 litres : **23.380 F***
Prix clés en main. * taxes en option.

FORD GRANADA

Légendaire robustesse et sécurité.



CHEZ LES CONCESSIONNAIRES EXCLUSIFS FORD DES 20 ARRONDISSEMENTS DE PARIS

ETS. BUFFARD 110/112 bd de l'Hôpital PARIS 13 ^e 707.75.19	LA CHAPELLE 20 bd de la Chapelle PARIS 18 ^e 205.18.40	ROCHEBRUNE 68/60 av. Pasteur PARIS 11 ^e 805.29.02	R.V.A. 98 bd Raspail PARIS 6 ^e 222.73.80	SADVA 19 rue de Presbourg PARIS 16 ^e 600.32.00	SAFI 76 rue de Longchamp PARIS 16 ^e 553.18.40
---	---	---	--	--	---

Exp 11/15/50

sortez de vous-même

Venez à la découverte
d'une langue... des Autres...
...et de Vous
anglais, italien, allemand
échange, découvrir, créer, s'épanouir.
Plus qu'un cours... mieux qu'un Club
hyperion : 500-15-53
10, rue Le Sueur, Paris (16^e)

CLUB ANGLAIS
ENGLISH SPEAKING CLUB
Séances internationales, cours et
conversation avec professeurs
d'origine et de langue anglaise.
• Aux vacances (et de l'année)
séjours d'études en Angleterre,
Espagne, Allemagne, Italie.
TAKIP SPECIAL JEUNES
28, rue des Fossés-Saint-Jacques
Paris-5 - 033-01-72 - U.C. 453

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE GESTION

DURÉE DES ÉTUDES : 2, 3 ou
4 ans selon niveau.
• Niveau bac : admission en
classe « PREPA HEC ».
• Niveau bac + 1 an : ad-
mission en 1^{re} année.
• Niveau bac + 2 ans : ad-
mission en 2^e année.

Mise à niveau en math pour
candidats littéraires

Diplôme ESG
et préparation au DECS

ESG Enseignement privé
182, rue de Valenciennes
75015 PARIS - 273-07-72

Diplômes pour un emploi

La COMPAGNIE EUROPÉENNE
DE FORMATION PERMANENTE
(C.E.F.P.), dans le cadre de ses
programmes « Formation-Emploi »,
prépare aux diplômes d'affaires
demandés par les employeurs :
Chambre de Commerce britannique,
Chambre de Commerce espagnole,
Cambridge First Certificate,
Fundación Internacional Lengua
Española. Début des cours le
4 octobre. Tous les programmes
pour les salariés, donnent lieu à
une Convention de Formation avec
les entreprises. Les étudiants indi-
viduels bénéficient de conditions
particulières. Les programmes
d'espagnol intensif sont pris en
charge par les ASSEDIC pour les
personnes à la recherche d'un
emploi. — C.E.F.P. — 9, boulevard
Seine-Nouvelle - 75002 PARIS.
tél. 233-67-08.

EPDSM

AMÉNAGEZ VOTRE TEMPS POUR ACQUÉRIR
UNE QUALIFICATION

ENSEIGNEMENT PRIVE À DISTANCE

«Préparation aux diplômes d'Etat»

• Baccalauréat de Technicien F.A.
• Brevet de Technicien Supérieur, B.T.S., en 2 ans
3 Options : Secrétariat, Tourisme, Distribution

CERTIFICAT DE FORMATION PROFESSIONNELLE

Séminaire : Médical, Touristique, de Direction
"Possibilités d'Enseignement combiné cours Prés et à Distance"

EPDSM 4, place St Germain des Prés
(4, rue de Rennes) 75006 Paris

• Bas à Découvrir et à retourner
Demande de documentation sans engagement

NOM
Adresse

ÉDUCATION

UNE GRANDE ENQUÊTE RÉVÈLE

La vie très quotidienne des étudiants français

Dans l'imagerie de la société
française, les étudiants ont
toujours eu une place à part :
marginaux de l'âge adulte, étran-
gers, les étudiants sont
comme tout le monde, inquiets
pour l'avenir, classés de
haut et de bas, de bien et de
mal, de riches et de pauvres.
C'est ce que révèle une vaste
enquête réalisée par le Guide
de l'étudiant et présentée long-
nement le numéro d'octobre
du Monde de l'éducation (1).

De nombreux adultes ont long-
temps considéré les années
d'études supérieures comme le
long mirage de l'adolescence,
une période d'insouciance
et de folie. L'étudiant d'avant
1968 passait pour un
exemplaire privilégié, libre de son
temps, vagabond, distrait, toujours
en situation d'assistance.
Les étudiants de 1977 ne corres-
pondent plus à aucun de ces
clichés. On s'en rendait un peu
depuis un ou deux ans, certains
signes de « glissement » ont
montré que cette catégorie — à
peine — sociale, mouvante, diffi-
cile à cerner, subissait une évo-
lution. L'intérêt de l'enquête
nationale, la première à être
aussi complète, réalisée par le
Guide de l'étudiant, réside dans
la vérification de ces impressions.

Les étudiants ont été classés à
partir de quatre mille quatre cent
soixante-quinze questionnaires
remis à un échantillon représen-
tatif. Au total, un étudiant sur
deux cents a été interrogé par le
Guide de l'étudiant.

Une heure de lecture par jour

Les études supérieures ne mar-
quent pas toujours le début de
l'accès à l'indépendance : un
tiers des étudiants habitent chez
leurs parents (55,4 % de Parisiens
contre 19,4 % des provinciaux).
Leur logement est souvent
peu éloigné de leur lieu d'étude :
39 % habitent à moins d'un kilo-
mètre de l'établissement fré-
quenté (et 40,4 % de 1 à 5 kilo-
mètres). Pour se rendre aux
cours, 30 % vont à pied (44,4 %
sont des auto-écoles régionales),
un tiers utilisent les trans-
ports publics. Proportion non
négligeable : un tiers des étu-
diants possèdent une voiture et
en disposent quotidiennement.
Paradoxalement, 5,4 % d'entre
eux seulement sont propriétaires
d'une moto de plus de 125 cmc.
Les étudiants consacrent une
part importante de leur temps
aux loisirs, mais ils ne sont pas
tous cinéphiles : 75,2 % vont au
cinéma au moins une fois par
mois (31,6 % au moins une fois
par semaine). Ils ne vont presque
jamais au théâtre ou au concert
(et les garçons encore moins que
les filles). Riches de leur temps
libre, ils disposent d'un budget
« loisirs » très modeste : en
moyenne, un étudiant dépense
106 francs par semaine pour les
loisirs culturels. Près d'un sur
trois dépense moins de la moitié
de cette somme. Plus surprenantes
sont les
réponses aux questions sur la lec-
ture : les étudiants lisent peu.

A peine plus que l'ensemble de
la population : près de la moitié
d'entre eux consacrent moins
d'une heure par jour à la lecture
d'un livre ou d'un journal : 50,4 %
n'achètent qu'un livre par mois
(11,6 % ne lisent rien). Ils appré-
cient davantage les romans
(33,7 %) que les essais de sciences
humaines ou de politique (26,8 %).
Leurs auteurs favoris seraient pu-
rement ceux de leurs parents :
Emile Zola arrive en tête suivi
par Albert Camus, Jean-Paul
Sartre, Boris Vian et Karl Marx.
Aucun auteur vivant ne figure
parmi les sept suivants du pal-
marès : Balzac, Proust, Nietzsche
et Hugo.

D'abord un métier

Ce classement se retrouve dans
les réponses données à propos
des raisons pour lesquelles ils se
sont engagés dans le type d'étu-
des. Une légende tenace veut que
de nombreux bacheliers s'engagent
dans des études sans débouchés
professionnels réels. L'enquête
révèle que seuls les étudiants en
lettres ou en arts déclarent avoir
choisi leur orientation en fonction
de leur goût. La grande majori-
té adopte la démarche d'un
étudiant d'institut universitaire
de technologie résumée ainsi :
« Des études réelles pour un mé-
tier ayant des débouchés ».

Ce réalisme est surtout le fait
des enfants des milieux défor-
vorisés, qui restent sous-repré-

sentés à l'université : les fils
d'ouvriers, d'agriculteurs et de
petits employés représentent à
peine 20 % des étudiants, alors
que la proportion d'enfants des
classes aisées (patrons, profes-
sions libérales, cadres) représente
encore 60 % des effectifs.

Selon l'origine socio-profession-
nelle de ses parents, l'étudiant
est plus ou moins libre du choix
de ses études : ainsi, les écoles
de commerce et le secteur de la
santé sont surtout réservés aux
enfants de milieux aisés, alors
que les écoles d'ingénieurs ont un
recrutement proche de la moyenne
générale. Pressés par le temps,
les étudiants de milieux modestes
s'orientent plus volontiers vers
les formations « courtes », en par-
ticulier les I.U.T., et les filières
à orientation professionnelle pré-
cise : secteur para-médical, socio-
éducatif, instituteur, éducation
physique.

Que les étudiants, comme les
autres jeunes, soient inquiets de
l'avenir n'est pas pour surprendre.
Selon l'enquête, leur pessimisme
est facilement perceptible : 15,4 %
pensent qu'ils ne trouveront pas
d'emploi correspondant à leur
formation : 44,8 % estiment que
la recherche de ce travail sera
assez aisée. Échappent à l'anxiété
les élèves des grandes
écoles et les futurs médecins. La
chambre des députés explique que
un nombre élevé d'étudiants
souhaitent s'orienter vers la fonc-
tion publique, montrant ainsi la
priorité qu'ils accordent à la

sécurité matérielle. Dans ce but,
beaucoup renoncent à mener
leurs études aussi loin qu'il est
possible et préparent des concours
administratifs dès qu'ils ont
atteint le niveau requis pour s'y
présenter. Quarante pour cent
ont choisi cette solution : son-
vent à contrecoeur : nombreux
sont en effet, ceux qui renon-
cent à leurs passions, à l'espoir
d'un travail motivant, se rabat-
tent comme l'apologue l'un d'eux,
sur un métier peu fatigant,
bien rémunéré, avec beaucoup de
vacances.

Repli sur soi

Il en résulte un sentiment
désabusé, un repli sur soi qui
influe sur la manière que le mil-
lion d'étudiant porte sur le monde exté-
rieur. Le temps semble loin où
les étudiants étaient prompts à
prendre parti, à se mêler au débat
politique général sur « les pro-
blèmes les plus importants qui se
posent actuellement à notre so-
ciété ». Deux domaines arrivent
nettement en tête dans leurs
préoccupations à ce niveau : le
complexe inflation-chômage et l'éco-

logie. L'avènement du socialisme,
l'avenir de la société, les inéga-
lités sociales, le tiers-monde, vien-
nent bien après. Les étudiants
semblent montrer encore moins
d'intérêt pour les problèmes spé-
cifiques de leur milieu : l'organi-
sation de leurs études, la crise
universitaire comptent très peu.
Quatre-vingt-dix pour cent des
étudiants n'adhèrent à aucune
organisation syndicale ou poli-
tique et trois sur quatre estiment
qu'aucun mouvement n'exprime
actuellement leurs aspirations ou
leurs espoirs. Voteront-ils malgré
tout en mars 1978 ? Les trois
quarts (74,1 %) répondent par
l'affirmative. Dans l'hypothèse
d'une élection présidentielle, ils
seraient plus nombreux à voter
pour un candidat de gauche
(41,5 %) que pour un candidat
de droite (26 %), mais beaucoup
préfèrent un candidat écolo-
giste (33 %).

PHILIPPE SOGGIO.

(1) La version 1977-1978 du Guide
de l'étudiant, qui doit paraître en
octobre publie les résultats bruts de
l'enquête.
Le Guide de l'étudiant, 7, rue
Thuret, 75002 Paris, 15 F.

« La Fédération Lagarde est l'esclave de la majorité »

déclare M. Jean Cornec

Des élections auront lieu au
début du mois de novembre dans
les écoles pour désigner les repré-
sentants des parents au sein des
comités de parents (premier
degré) et des conseils d'établis-
sement (secondaire). À l'ap-
proche de ces élections, on s'op-
posera principalement la fédération
présidée par M. Jean Cornec
(F.C.P.E.) et la fédération « ga-
uche » (F.G.E.). Les seconds de
F.C.P.E. cherchent de plus en plus
à attirer les adhérents des
C.E.T. et les adhérents ont été
invités à reconnaître les difficultés
et à reconnaître le rôle de la
F.C.P.E. et à amplifier
toutes les actions locales de ses
membres. Ils voudraient organiser
une action commune nationale
avec la Fédération de l'éduca-
tion nationale, la C.G.T. et la
C.F.D.T. pour demander notam-
ment la suppression de la réforme
Haby, des moyens nouveaux pour
la gratuité de l'enseignement, la
formation professionnelle pour
tous les jeunes et un emploi à la
sortie période des études.

SCIENCES

LES ÉTATS-UNIS AIDERONT LA MALAISIE À CONSTRUIRE UN RÉACTEUR NUCLÉAIRE

Au cours d'un entretien avec le
premier ministre de Malaisie, M. Has-
sien Onn, le président Jimmy Carter
a accepté le principe de fournir
une assistance technique américaine
pour la construction en Malaisie
d'un réacteur nucléaire expérimental.
Ce réacteur, qui serait construit à
des fins pacifiques, pourrait fonc-
tionner grâce à la livraison par les
États-Unis d'un réacteur à faible ten-
sion, utilisable pour des fins militaires.
Indiquant qu'il a la Malaisie à
côté, on souligne que la Malaisie a
déjà signé le traité de non-prolifé-
ration nucléaire.
Il y a déjà longtemps que le gou-
vernement malais projette de s'équi-
per de réacteurs nucléaires. Il y a
cinq ans, la France a signé un
accord de coopération et proposé
une aide technique. L'O.R.S.S. a
aussi proposé son aide. Ces offres
n'ont pas donné de résultat concret.

M. André Henry estime que
l'école doit être tenue à l'écart
des batailles politiques. « Dans
cette période de politisation des
prochains mois, a déclaré mardi
27 septembre, à Strasbourg, le
secrétaire général de la Fédéra-
tion nationale de l'éducation
(F.N.E.), très sensible, compte tenu
des échéances politiques des pro-
chains mois, l'école doit être pro-
tectée d'un certain nombre de
combats ».

Deux nouveaux inspecteurs
de l'enseignement de l'école ont été
publiés au Journal officiel du
27 septembre. Un décret nomme dans
le corps des inspecteurs de l'acade-
mie de Paris (qui compte huit
personnes), M.M. André Lafont
et André Joly. M. Lafont est
actuellement chef du service
d'information au ministère de
l'éducation et de la jeunesse, se
post. M. Joly était inspecteur
principal de l'enseignement tech-
nique.

La fin des marginaux ?

Selon l'enquête réalisée par
le Guide de l'étudiant, il
n'existe aujourd'hui qu'une
petite frange d'étudiants,
politiquement proches de
l'extrême gauche. Le portrait
que l'enquête dresse de cette
minorité est étonnant. Certaines
de ses caractéristiques sont
connues : les sympathisants du
P.S.U. ou de la L.C.R. — or-
ganisations qui, d'après l'enquête,
réunissent des scores honorables
— sont davantage les journaux,
brevillent moins et reçoivent
plus souvent. Mais on apprend
aussy qu'ils ont les plus
mauvaises relations avec leurs
parents, vivent plutôt céliba-
taires (trois fois plus que la
moyenne), sont moins sportifs.
Plus surprenant encore : leur
satisfaction sexuelle serait

des plus faibles... Ils seraient
aussi très nombreux à consom-
mer des drogues douces
(37,4 %).

Ces résultats confirmeraient
la « marginalisation » de
l'extrême gauche. Comme si les
étudiants qui s'en réclament
accumulaient les « rares ».

Une telle conclusion — que
les réponses à l'enquête auto-
risent — serait simpliste. Elle
accroît cependant l'idée que
les luttes archaïques depuis
1968 par l'extrême gauche se
sont révélées vaines. Et que les
animateurs de ces mouvements,
qui étaient à l'avant-garde du
milieu étudiant, se retrouvent,
désormais, en situation de
« faiblesse-pour-compte » de l'évo-
lution générale. — P. Eg.

APPRENEZ L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

* Idéal confortable et facile dans le
même bâtiment
* 3 heures de cours par jour, pas
de limite d'âge
* Petits groupes (maximum 8 étudiants)
* Enseignement dans toutes les matières,
laboratoire de langues modernes
* École reconnue par le ministre
de l'Éducation anglaise
* Proche institutions sociales, sports,
etc. Situation tranquille bord de mer

REVENIR AU
REGENCY, RAMSGATE
KENT, S.E.
Tél. : 01843 512-12
ou : Miss Butler,
4, rue de la République,
95 - LAURENCE
Tél. : 01843-25-33 ou écrire

Centre ISTH Centre

AUTEUIL - TOLBIAC

Institut privé des Sciences et
Techniques Humaines

PRÉPARATIONS ANNUELLES
OCTOBRE à JUIN

• Examens d'entrée à :

SC PO

• Entrée en 1^{re} année

• Soutien en cours d'AP

• Procédure admission
en 2^e année

• Préparation par correspondance
TAXES CONFIRMÉES DE RÉUSSITE
DEPUIS 1953

AUTEUIL 6, Av. Léon-Henry
75016 Paris - Tél. 224 10 72

TOLBIAC 22, Av. d'Italie
75013 Paris - Tél. 586 63 31

INSTITUT LIBRE D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES

175, boulevard Saint-Germain - Paris (6^e) - 548-88-83

Établissement d'enseignement supérieur, l'Institut donne une
formation de caractère juridique et économique aux étudiants et
aux jeunes cadres désireux de se préparer aux

CARRIÈRES INTERNATIONALES

L'enseignement est assuré par des professeurs d'université. Le
Diplôme est soumis en équivalence de la deuxième partie de l'examen
de troisième année de Licence en Droit et peut donner accès au
Doctorat.

Recrutement sur titres - États étudiants
Secrétariat ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 12 h
et de 14 h à 18 h.

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

INSTITUT NATIONAL DE FORMATION

DES CADRES SUPÉRIEURS DE LA VENTE

Depuis 1953, l'INSTITUT NATIONAL DE FORMATION DES
CADRES SUPÉRIEURS DE LA VENTE a eu pour mission de préparer
des praticiens aux plus hautes fonctions du MARKETING.

Son rôle éminemment pratique, qui porte à la fois sur les connais-
sances des biens de grande consommation, des biens industriels, des
services humains et de la gestion, est rempli grâce à un Corps
enseignant composé de praticiens de carrière.

Un DIPLOME D'ÉTAT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, sanc-
tionné les deux ans d'études. La liste des diplômés est publiée au
Journal Officiel.

Une notice détaillée est envoyée gratuitement aux personnes qui
en feront la demande.

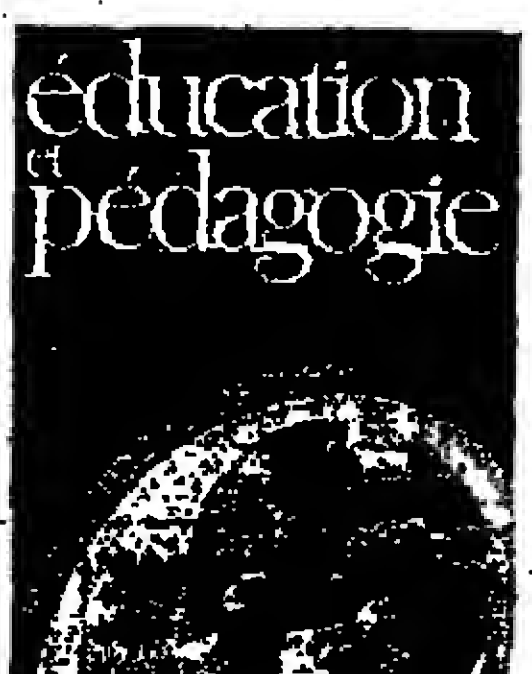
Les étudiants peuvent bénéficier à l'I.C.R.V. des dispositions
de la loi du 16 juillet 1971 sur la Formation Période.

Début des cours : le 7 NOVEMBRE 1977.

INSCRIPTION au Secrétariat de l'Institut, 232, rue Saint-Martin
75141 Paris Cedex 03. Tél. : 271-24-14, poste 515, l'après-midi de 15 h
à 18 h du 19 septembre au 3 octobre 1977, tous les jours de la semaine.

COLLECTION ENCYCLOPOCHE LAROUSSE

éducation et pédagogie



l'éducation
enseignants et
systèmes d'enseignement
les examens
tendances modernes
de la pédagogie
évolution de
la relation pédagogique
jalons dans
l'histoire de la pédagogie
les techniques modernes
d'enseignement

6,20 F

500-15-53

Le cinquième synode des évêques s'ouvre le 30 septembre à Rome

La cinquième session du synode épiscopal catholique s'ouvrira à Rome le 30 septembre.

Le thème traité cette année : « La catéchèse, spécialement celle des enfants et des jeunes », est des plus délicats. Il présente même un caractère explosif si l'on considère les remous, les polémiques, les exclusives, suscitées par l'ampleur et la rapidité des transformations inter-

venues dans la manière de présenter la foi aux adolescents et aux adultes. Après la messe du matin, le synode sera ouvert, l'après-midi, par une allocution du pape. Avant que l'ordre du jour proprement dit soit abordé, en séance plénière puis par groupes linguistiques, Mgr Degenhardt, archevêque de Fribourg (Allemagne de l'Ouest), tracera le panorama de la vie actuelle de l'Eglise.

Les trois présidents du synode — nommés par Paul VI — sont : les cardinaux Baglio, préfet de la congrégation des évêques ; Ribetto, patriarche de Lisbonne, et Thiaudoum, archevêque de Dakar.

Le synode comprend plus de deux cents membres, dont cent quarante-quatre délégués par les conférences épiscopales (1), y compris deux représentants du Vietnam, le

cardinal Joseph-Marie Trinh Nhu Khué, archevêque de Hanoi, et Mgr Paul Nguyen Van Binh, archevêque de Ho Chi Minh-Ville (ex-Saigon), qui sont arrivés à Rome le 28 septembre. A ces cent quarante-quatre délégués, il faut ajouter les responsables des principaux diocèses de la Curie romaine, les représentants des Eglises orientales et une vingtaine de membres désignés par le pape.

Catéchèse et cultures

Il fut un temps où l'on croyait avoir tout dit en affirmant que seuls le langage et les méthodes catéchétiques devaient évoluer (progressivité de l'enseignement, diversification des manuels, accent placé sur l'évangile, priorité à l'orthopraxie, etc.). Mais prétendre le fond est un leurre. C'est se donner bonne conscience à peu de frais. En réalité, une véritable révolution s'est opérée, parfois à l'insu de ses promoteurs. Les fondations mêmes de la foi s'en trouvent ébranlées. Ce n'est pas impunément que l'on remplace la démarche déductive par la démarche inductive ; que la voie du témoignage succède à celle de l'autorité ; que l'orthodoxie préfabriquée laisse de la place à la subjectivité ; que les valeurs de la vie prennent le pas sur celles des constructions théologiques ; que les expressions dogmatiques sont assouplies, simplifiées, déconstruites ; que la morale de l'interdit et les menaces de damnation sont écartées au profit d'une éthique « ouverte » appelant à la sainteté ; que le eumaisur perd son autonomie et que l'amour de Dieu est associé plus étroitement à l'amour de l'homme et de l'humanité.

plus que le nom ? Le divorce peut-il être toléré ? Autant de problèmes — parmi d'autres — qui sont périodiquement agités dans les milieux catholiques. Les récriminations contre les manuels de catéchisme qui laissent volontiers dans l'ombre quelques points doctrinaux secondaires vont bon train. Elles alimentent les conversations et les publications des croyants traditionnels. Les évêques, d'ailleurs, se sont plus ou moins laissés déborder par les initiatives réformatrices des théologiens et des pasteurs qui se refusent par principe, et par souci d'efficacité à sauver certaines apparences au mépris de la « réception » des jeunes.

L'engrenage

On se rend mieux compte aujourd'hui que, en mettant le doigt dans l'engrenage des réformes, il est impossible de décider par avance où l'on s'arrêtera. A moins, bien sûr, de retomber dans l'arbitraire né de la peur. Peur de déplaire à l'autorité ; peur plus grave encore, mais plus subtile (car on sont les critères sûrs ?), d'être infidèle à l'essence de la foi.

Voici donc le synode au pied du mur : tenter une mise au point à partir des expériences vécues dans les Eglises nationales qui seront plus ou moins représentées par les évêques. Les membres du synode ont à faire face à une double difficulté : décrire en vérité la situation réelle de leurs pays, au risque d'effaroucher ou de paraître pessimistes ; ou bien gommer la crise dans l'intention plus ou moins avouée d'autoriser leur gestion et de ne pas prêter le flanc aux critiques des contestataires de tout bord.

< Dissolution >

A maintes reprises, Paul VI s'est déjà prononcé. Il a formulé de graves recommandations, notamment devant les évêques français venus à Rome, en 1977, pour leur visite ad limina. Enumérons les principales :

« A elle seule la catéchèse des enfants serait insuffisante... mais ce serait une erreur de relâcher cet effort. »

« Il faut procurer aux catéchistes en liaison avec les parents une formation doctrinale et spirituelle intensive. »

« Il faut que la catéchèse demeure une vraie catéchèse, c'est-à-dire un chemin vers la foi. »

« Les familles, telles qu'elles sont, ne suffisent pas : mettez beaucoup de soin à former à leur service des éducateurs spécialisés. »

« La catéchèse ne s'improvise pas : elle risquerait de tourner court, de s'en tenir à un message vague, pâle par rapport aux courants de pensée actuels, de manquer de lien avec la prière ou la charité active, ou encore de ne susciter qu'un sentimentalisme éphémère ou un moralisme humain coupé d'une perspective théologique. »

« Même dans le tout jeune âge, il faut assurer une formation de qualité dans un langage adapté, mais au contenu simple et précis. »

« Nous exhortons les catholiques français à ne pas se laisser glisser vers une atténuation ou une dissolution de leur témoignage spécifique au profit d'idéologies ou de pratiques non évangéliques et non ecclésiales. (Cette dernière recommandation déborde évidemment le problème catéchétique proprement dit mais l'inclut). »

« Il faut... » Ce leitmotiv du pape traduit une inquiétude clairement motivée dont on voit mal comment elle sera apaisée tant s'est distendu le lien de la foi traditionnelle, relâchée la confiance dans la magistère et l'attachement à l'Eglise institutionnelle. Les sondages sont unanimes à enregistrer les progrès de l'incrédulité chez les plus jeunes et leur exceptionnelle dévotion aux confessions de foi.

Le meilleur des synodes ne changera pas grand-chose à ce fait de civilisation. Ce serait déjà beaucoup s'il aidait à une prise de conscience. En amont du problème de la catéchèse, s'en situe un autre plus radical, celui du contenu et des modes d'expression de la foi qui concerne tous les chrétiens attachés à l'Evangile. On ne fera de bonne catéchèse que le jour où l'Eglise sera au clair avec une interprétation du message chrétien qui soit acceptable pour notre siècle, c'est-à-dire enracinée dans la culture moderne. Faute de quoi, l'enseignement religieux est

condamné à n'être qu'un « bloc erratique » (Roger Mehl). L'ébranlement provoqué par Vatican II ne sera élargi qu'à cette condition. La crise du catéchisme est, en effet, le reflet d'une autre plus profonde. Pour prendre une comparaison, comment un foyer pourrait-il élever ses enfants convenablement lorsque les parents sont désunis et qu'ils ne savent pas eux-mêmes ce qu'ils pensent et ce qu'ils veulent ? Ainsi en va-t-il de la communauté ecclésiale, de ces querelles intestines et de sa vaine hésitation à l'égard des autres Eglises.

De différents côtés, il est question du danger de dilution de la foi par une catéchèse trop inchoative obsédée par le souci de « coller » à la vie et à l'expérience des jeunes, et donc trop détachée d'une réflexion doctrinale et du minimum philosophique et historique capable de donner à l'Evangile des assises rationnelles qui permettent de le prendre en considération.

La fin du monolithisme

L'épiscopat français, qui a travaillé et fait travailler discrètement à la préparation de ce synode, ne part pas à Rome les mains vides. L'un de ses délégués, Mgr Orchaumont, évêque d'Angers et président de la commission épiscopale de l'enseignement religieux, faisait remarquer à l'assemblée de l'épiscopat de Lourdes en 1975 que, d'une part, le nombre des catéchistes diminuait, et que, d'autre

part, « la catéchèse apparaît moins comme une tâche prioritaire pour le prêtre d'aujourd'hui ». Il notait le « désarroi » qui atteignait les parents, les prêtres et de nombreux catéchistes, sans oublier de mentionner d'autres aspects positifs. Toujours est-il que la délégation française à Rome veut faire preuve de modestie. Si l'on en croit les premiers échos, les évêques de notre pays désirent avant tout écouter leurs collègues d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique et d'Europe de l'Est, dont le témoignage fera ressortir l'impossibilité de dissocier la foi des cultures. En ce sens, le synode servira sans doute à mettre en lumière le pluralisme nécessaire de l'enseignement religieux et contribuera à sonner le glas du monolithisme de la foi chrétienne.

HENRI FESQUET.

(1) Le cardinal François Marty, archevêque de Paris, Mgr Roger Orchaumont, évêque de Marseille et président de la conférence épiscopale française, Mgr Robert Coffy, archevêque d'Albi et président du bureau d'études doctrinales et Mgr Jean Orchaumont, évêque d'Angers et président de la commission épiscopale de l'enseignement religieux, ont été désignés par l'épiscopat pour représenter l'Eglise de France au synode. Deux suppléants les accompagneront : Mgr Louis Boffet, évêque auxiliaire à Lyon, et Michel Saudreau, évêque du Havre.

Préparation clandestine

A partir d'éléments envoyés par les diverses Eglises locales, le secrétariat du synode, animé par Mgr Rubin, a élaboré un document préparatoire sur la catéchèse envoyé aux seuls membres du synode avec la consigne de ne pas le rendre public. Si bien, qu'à quelques jours de l'ouverture de l'assemblée l'opinion publique reste plus ou moins tenue à l'écart comme elle l'a été d'ailleurs de la préparation du synode à l'échelon national. Tout au plus connaît-on le plan de ce document : 1) le statut de la catéchèse dans le monde ; 2) la catéchèse dans l'Eglise ; 3) les projets de rénovation.

Ce texte traite de la solidarité étroite de l'orthodoxie et de la catéchèse ; de la nécessité d'une communauté chrétienne vivante (la catéchèse est l'affaire de tous) ; du souci d'adapter l'enseignement à ceux à qui il est destiné ; de la part active que doivent prendre les jeunes ; de la relation entre foi et culture ; du rôle unificateur de l'Eglise, etc.

Si les précédentes sessions du synode avaient eu leurs promesses, si cette jeune institution — qui naquit voici dix ans dans la foulée de Vatican II — était devenue une sorte de mini-concile et

si l'Eglise ne continuait pas à entourer la préparation de ces assises d'un secret chronométré, et comme toute dommageable, l'opinion catholique s'en désintéresserait moins.

Il faut en prendre acte : le pontificat de Paul VI est celui des demi-mesures. Peut-être tient-il à l'essence de la religion de repousser jusqu'à l'extrême limite les échéances fussent-elles inévitables ? Le processus de décentralisation et la mise en place d'une authentique collégialité permettant aux évêques de prendre une part effective à la direction de l'Eglise a été laminé. Tous les trois ans, des représentants de l'épiscopat se réunissent bien à Rome pour donner leur opinion sur telle ou telle question fondamentale formulée par le pape. Mais ils le font d'une manière prudente, voire feutrée ; en outre, leur rôle est purement consultatif. L'Eglise catholique demeure une monarchie à peine tempérée par l'institution des conférences épiscopales dont l'autonomie est assez réduite, encore que celle-ci puisse apparaître considérable à en juger par les progrès accomplis depuis le concile.

H. F.

Contestataires résolus

Plus d'une trentaine de prêtres et de religieux et près de soixante laïcs viennent de signer une supplique à Paul VI concernant les travaux du synode (1).

Se déclarant frappés par la « pauvreté » des ouvrages modernes de catéchèse publiés sous le contrôle du Centre national de l'enseignement religieux et considérant l'enseignement dans laquelle cette catéchèse laisse beaucoup d'enfants, et à la perte complète de la foi qui s'en suit souvent, les signataires déclarent que les documents de l'Assemblée plénière de l'épiscopat soient revus et corrigés et que les abus de l'adaptation théologique à la culture et au message chrétiens, ils regrettent les « faiblesses » du « fonds obligatoire » approuvé par l'épiscopat en 1967.

Les auteurs « supplient » le pape « de porter remède aux graves faiblesses dont souffrent aujourd'hui la catéchèse française ». Ils appellent de leurs vœux une présentation intégrale du message, une « approbation » explicite du Saint-Siège des documents de base nationaux ou régionaux et un catéchisme « clair et précis ».

La nécessité du ton de cette supplique retiendra d'autant plus l'attention que ceux qui l'ont signée ne peuvent tous être classés dans une catégorie d'extrême droite. Ce texte apporte s'il en était besoin la preuve du profond malaise du catholicisme français. — H. F.

(1) Prêtres ou religieux : R.P. Espagnol, supérieur des frères mineurs des campagnes ; R.P. J. de Pellagrand, O.S.B., prieur des chanoines bénédictins ; R.P. A. Feuille, professeur honoraire d'éthique ; R.P. G. Fournier, S.J., philosophe, théologien et auteur spirituel ; R.P. de Lubac, S.J., de l'Institut ; frère Marie-Jeanne Guillet, abbé général des cisterciens de la stricte observance de 1894 à 1974 ; R.P. A. Ravier, S.J., docteur en lettres, ancien supérieur provincial ; R.P. Bégaudeau, O.P., auteur d'ouvrages spirituels ; Dom Roy, abbé de Fontgombault ; Mgr de Solages, recteur honoraire de l'Institut catholique de Toulouse ; abbé P. Polier, professeur à l'Institut d'études ecclésiologiques, etc.

Laïcs : colonel G. de Bonnavent, conseiller général du Cher ; J. Brun, professeur à l'université de Dijon (protestant) ; G. Dalix, journaliste ; M. Denis, rédacteur en chef de France catholique ; J. Duchesne, agrégé de l'université, directeur français de Communio ; R. Flipo, directeur de l'Institut ; O. Lacombe, professeur à la Sorbonne ; J. Mandat, directeur de l'Institut ; M. Plettre, de l'Institut ; Mlle Monod, professeur à l'université de Caen ; O. Roullaguet, directeur de Fidélité et ouverture, etc.

La Picardie: un terrain d'entente

ou comment profiter de l'essor agro-alimentaire en Terre Picarde

La Picardie n'est pas une terre ingrate. Depuis des siècles, elle nourrit les Picards d'Aisne, d'Oise, et de Somme mais aussi ses voisins moins favorisés à qui elle procure aujourd'hui le sucre, les céréales, les légumes.

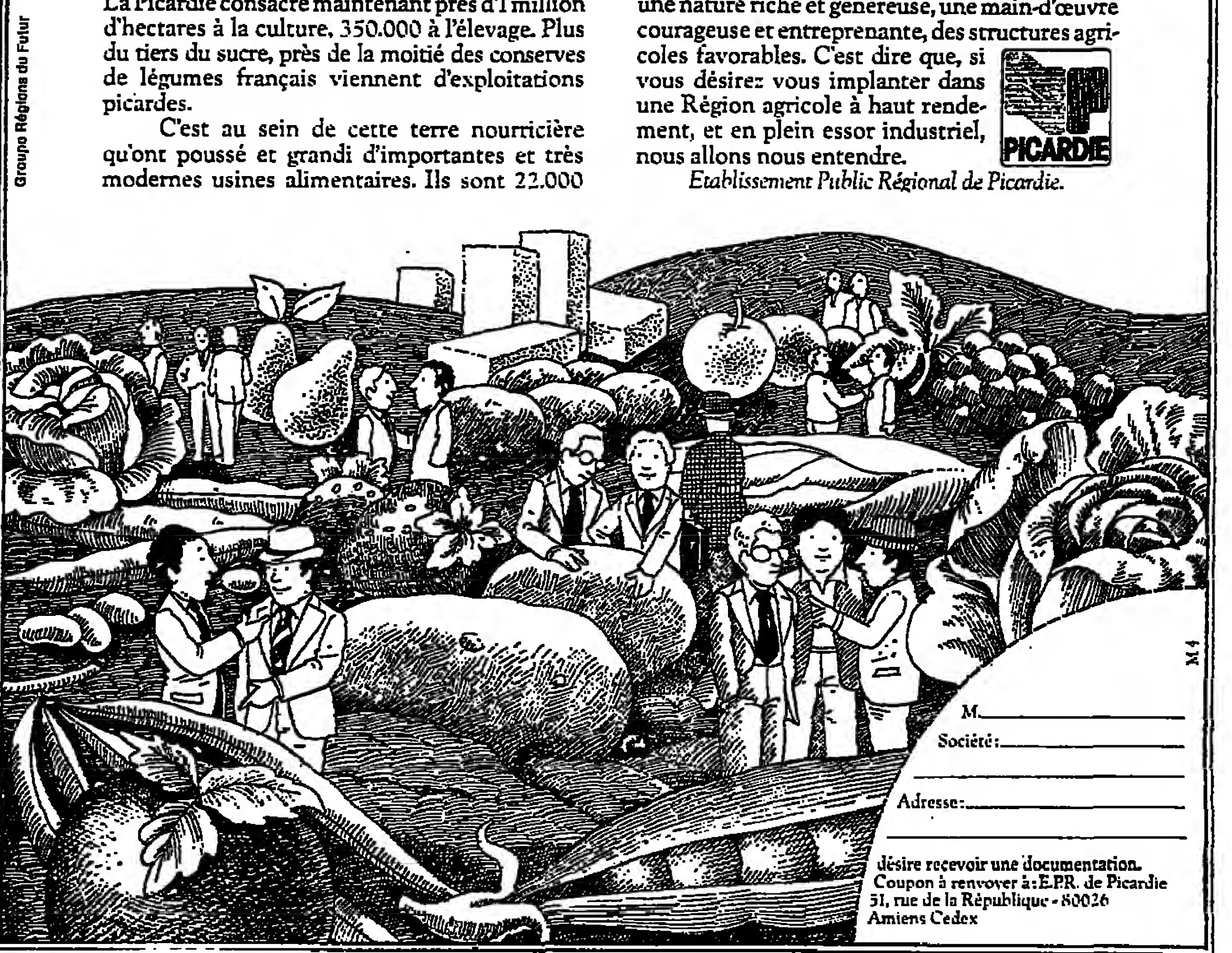
Pour ce faire, l'agriculture et l'élevage ont dû s'équiper, se moderniser, étendre et regrouper les surfaces cultivées, s'adapter. La Picardie consacre maintenant près d'un million d'hectares à la culture, 350.000 à l'élevage. Plus du tiers du sucre, près de la moitié des conserves de légumes français viennent d'exploitations picardes.

C'est au sein de cette terre nourricière qu'on a poussé et grandi d'importantes et très modernes usines alimentaires. Ils sont 22.000

Picards à y travailler aujourd'hui. Les richesses vives de la Picardie profitent ainsi à Gloria, Nestlé, Yoplait, Bonduelle, Petitjean, Générale de Conserve, Flodur, Knorr, Vico, etc.

Demandez à ces industriels s'ils regrettent de s'être installés en Picardie. Ils vous répondront qu'ils ont trouvé en Picardie, une nature riche et généreuse, une main-d'œuvre courageuse et entreprenante, des structures agricoles favorables. C'est dire que, si vous désirez vous implanter dans une Région agricole à haut rendement, et en plein essor industriel, nous allons nous entendre.

Etablissement Public Régional de Picardie.



M. _____
Société : _____
Adresse : _____

Désire recevoir une documentation.
Coupon à renvoyer à : E.P.R. de Picardie
51, rue de la République - 80036
Amiens Cedex

صكنا من الأهل

JUSTICE

Le Conseil d'État, témoin de son temps

Les juridictions administratives connaissent peu de ces « affaires sensationnelles » qui, devant les tribunaux judiciaires, passionnent de temps à autre l'opinion publique. Un certain

écotisme, le style feutré du Conseil d'État, tout que l'Assemblée du Palais-Royal apparaît souvent comme une institution prestigieuse mais quelque peu en marge de la vie nationale.

En outre, la discrétion de la plus haute instance de l'ordre juridictionnel administratif contribue à lui conférer une réputation d'immobilisme. Ces deux idées reçues sont largement fausses :

le juge administratif participe intimement à la vie publique, au plan le plus élevé comme à celui du quotidien, et la jurisprudence du Conseil d'État connaît une constante évolution.

De 1967 à 1976

Dans quelle mesure la jurisprudence du Conseil d'État a-t-elle su s'adapter aux problèmes nouveaux et en quoi a-t-elle été affectée par ces problèmes ? Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les activités économiques ont suscité assez peu de contentieux. Certaines branches importantes du contentieux, telles les responsabilités de la puissance publique, ont, d'autre part, connu peu de revirements ou de modifications.

Dans un article de la revue *Études* et documents, que publie annuellement le Conseil d'État, M. Claude Haumann, président de la section du contentieux, distingue trois domaines principaux dans lesquels la jurisprudence de la haute juridiction a notablement évolué pendant la période 1967 à 1976, au cours de laquelle la section du contentieux a été dirigée, avec une autorité exceptionnelle, par le président Raymond Odent.

Une première tendance est celle de l'extension du contrôle du Conseil d'État, notamment par le renforcement de ses compétences. La jurisprudence progresse en général par touches successives : c'est en donnant une interprétation de plus en plus large à des notions telles que « les missions de service public » ou les « clauses exorbitantes du droit commun » que le Conseil d'État accroît le champ de son emprise.

Dans l'arrêt « Garde des sceaux, ministre de la Justice, contre dame veuve Picard », du 5 février 1971, la haute assemblée a, par exemple, considéré comme des décisions administratives les actes pris par le juge chargé de l'application des peines pour fixer les principales modalités du traitement pénitentiaire du condamné. Ces actes relèvent donc, comme tels, de la juridiction administrative.

Second moyen de l'extension du contrôle du Conseil d'État, l'abstention

de la rigueur des fins de non-recevoir rend plus facile l'accès des voies de recours. Là encore, la jurisprudence a procédé non par innovations radicales, mais par élargissement de notions classiques. Ainsi l'une des conditions pour qu'un recours soit recevable est que le requérant ait un « intérêt pour agir ». L'intérêt pour agir est entendu de manière de moins en moins restrictive. Par exemple, la haute juridiction a admis les recours d'une association dissoute contre le décret de dissolution de cette association (Boussel dit Lambert, Dorey, Stobnicer dit Dey, 21 juillet 1970), d'un hôtelier d'une station thermique contre une décision fixant les époques des vacances scolaires (Damasio, 28 mai 1971), enfin d'une association des délégués et auditeurs du conservatoire national des arts et métiers contre la nomination d'un professeur (C.E., 29 octobre 1976).

Le cadre de vie

En troisième lieu, la haute assemblée a étendu son contrôle sur l'administration en se dotant, avec une incontestable audace, d'instruments nouveaux ou de force nouvelle. Trois constructions juridictionnelles récentes revêtent une grande importance : l'arrêt *Crédit foncier de France* du 11 février 1970 reconnaît à certaines normes internes de l'administration (les directives) un caractère réglementaire et les rend donc susceptibles de recours ; le pouvoir d'appréciation qui appartient traditionnellement à l'administration (le juge ne statue que sur les questions de droit) a perdu une part de son caractère discrétionnaire du fait du développement du contrôle de l'erreur manifeste d'appréciation. Le Conseil d'État se reconnaît compétent pour censurer les erreurs de fait de l'administration lorsqu'elles sont « manifestes » (Société Française Maspero, C.E., 2 novembre 1973) ; enfin, l'arrêt « Ville nouvelle est » du 28 mai 1971 est à l'origine de la « jurisprudence du bilan » qui permet au juge, dans les affaires d'expropriations, de comparer l'intérêt d'un projet pour la collectivité à ses coûts d'ordre financier, social et relativement à la propriété privée.

Ces constructions jurisprudentielles dotent le Conseil d'État d'un pouvoir de contrôle de l'administration qui approche de bien près le pouvoir de contrôle de l'opportunité — en principe interdit au juge. En matière de protection des individus, le Conseil d'État, s'il veut continuer à jouer le rôle traditionnel qui est le sien, doit adapter son contrôle aux menaces nouvelles qui pèsent sur les libertés individuelles. Il a été conduit à préciser, réfor-

mer et actualiser certains principes généraux du droit : caractère contradictoire de la procédure devant le juge administratif, publicité des débats judiciaires, application aux services publics du principe selon lequel un employeur ne peut licencier une salariée en état de grossesse (C.E., 8 juin 1973, Dame Feynel).

La « modernisation » du rôle traditionnel de la haute juridiction en matière de protection des individus se traduit également par l'apparition d'un véritable « contentieux du cadre de vie ». Les litiges relatifs à l'urbanisme se sont multipliés et constituent l'un des principaux points d'application de l'extension, signalée plus haut, du contrôle juridictionnel du juge administratif.

Mais c'est pour ce qui concerne l'individu en face du pouvoir de police que le Conseil d'État doit faire preuve d'un effort d'adaptation particulier. Il a, par exemple posé, par l'arrêt *Deberon* du 30 janvier 1978 (voir d'autre part) quelques principes s'imposant à l'administration dans le maintien des fichiers de police. L'importance de la population étrangère résidente en France donne une acuité nouvelle au problème de la protection des étrangers. La haute assemblée tente de développer son contrôle sur les expulsions, par exemple en acceptant d'être saisi à fin de sursis à exécution d'un arrêté d'expulsion, alors qu'une demande d'annulation du même arrêté est soumise à un tribunal administratif.

L'autorité de l'État

Protecteur des libertés individuelles, le Conseil d'État a aussi pour vocation de concilier celles-ci avec la nécessaire autorité de l'État. En ce domaine, la haute juridiction s'attache à tenir compte des sujétions nouvelles qu'imposent pour l'administration la multiplication des procédures consultatives, la complexité des problèmes et l'apparition d'innombrables textes législatifs et réglementaires. La haute assemblée tend, donc, à déconstruire une censure excessivement tatillonne qui s'attacherait à la lettre des formalités.

Dans l'arrêt du 26 novembre 1976, « Soldani et autres », par exemple, le Conseil d'État a jugé que le transfert de la préfecture du Var de Draguignan à Toulon était régulier malgré l'absence de communication du projet de transfert à la commission départementale, prévue à l'article 78 de la loi du 10 août 1871, dès lors que le conseil général avait formulé son avis en toute connaissance de cause.

MICHEL DUCLOS.

Quelques décisions

• Les fichiers administratifs

L'usage des fichiers administratifs n'est pas nouveau en France, mais qu'en fait de la célèbre affaire des fiches au début du siècle. Même s'il prend, avec l'informatique, une acuité nouvelle, le problème demeure fondamentalement le même : de quels droits dispose le citoyen « fiché » par l'administration ?

Un premier élément de réponse a été avancé par le Conseil d'État par l'arrêt *Deberon* du 30 janvier 1978 (le Monde du 18 février 1978).

M. Deberon avait été inscrit, en 1968, à son insu, à la suite d'incidents avec ses voisins, sur le fichier des aliénés de la préfecture de police de Paris. En 1969, à l'occasion d'un procès, il apprend par son avocat que la préfecture de police a transmis au parquet une note l'informant

et à en obtenir, le cas échéant, la suppression.

• Sursis à exécution des expulsions

Par l'arrêt *Fernandez Gil Ortega*, du 28 juillet 1974, le Conseil d'État s'est déclaré compétent pour examiner une demande de sursis à exécution d'un arrêté d'expulsion, alors même que cet arrêté était soumis à fin d'annulation, à un tribunal administratif.

Dans l'affaire *deur Konaté*, la haute juridiction a étendu encore un peu plus son contrôle. En effet, l'intéressé, ressortissant malien, se trouvait déjà expulsé du territoire français en application d'un arrêté du 15 avril 1970, lorsqu'il dépose une demande de sursis à exécution.

Le Conseil d'État a estimé que

la loi n'a pas prévu les motifs pour lesquels l'autorité administrative, saisie d'une demande de l'employeur, doit se déterminer. Seul l'article 5 du décret du 7 janvier 1958 prévoit, en ce qui concerne les comités d'entreprise et les délégués syndicaux, que l'inspecteur du travail ou le ministre de l'Intérieur, en rapport avec le mandat électif dévolu par l'intéressé.

En conséquence, conformément aux principes qu'il applique dans les cas où l'administration n'est pas liée dans son pouvoir d'appréciation par des textes, le Conseil d'État n'exécute qu'un contrôle « réduit » sur les décisions de l'inspecteur du travail ou du ministre. C'est cette jurisprudence que la haute assemblée a modifiée dans son arrêt *SARRET* d'Auvergne et ministre de l'Agriculture contre *Bernetti*, du 5 mai 1976 (le Monde du 11 mai 1976).

Cette décision précède les motifs qui doivent inspirer la décision administrative et resserre le contrôle du juge administratif : « dans le cas où la demande de licenciement est motivée par un comportement fautif, il appartient à l'inspecteur du travail ou à l'inspecteur des lois sociales en agriculture, s'il est, le cas échéant, ou ministre compétent, de rechercher, sous le contrôle du juge de l'excès de pouvoir, si les faits reprochés au salarié sont d'une gravité suffisante pour justifier son licenciement ».

• Quel a qualité pour représenter en justice les régions ?

L'intervention de la région Midi-Pyrénées au soutien des pourvois formés contre le rejet, par le tribunal administratif de Toulouse, des recours contre l'arrêté déclarant l'utilité publique des expropriations opérées pour l'extension du camp du Larzac soulevait deux problèmes : la région justifiait-elle d'un intérêt à demander la qualification pour agir ? Faut-il-elle se faire représenter par le président du conseil régional ?

Les établissements publics régionaux n'ont aucune compétence en matière de défense, mais elles ont pour mission fondamentale de « contribuer au développement économique et social » de leur circonscription. L'opération d'extension du camp du Larzac, mettant en cause « l'aménagement et le développement de la région », la région Midi-Pyrénées avait donc, a estimé la haute juridiction, qualité pour agir.

Sur la seconde question, le Conseil d'État a procédé à une transposition des règles classiques pour les conseils généraux. Si le préfet est normalement investi du pouvoir de représenter la région en justice, une exception doit être faite lorsque le litige oppose l'établissement public régional à l'État (dont le préfet est le représentant). Dans cette hypothèse, le conseil régional désigne un de ses membres pour le représenter. Il n'a pas à consulter le Comité économique et social (C.E.S.) mars 1976, l'arrêté et autres, le Monde du 9 mars 1976).

Le pouvoir était recevable, par l'arrêt, bien que déjà existant, était encore susceptible d'avoir des effets : tant qu'il subsistait, M. Konaté ne pouvait revenir en France. Il s'agit donc des deux questions classiques en matière de sursis à exécution : le préjudice était-il difficilement réparable ? Les motifs invoqués à l'encontre de la décision administrative étaient-ils sérieux ? Répondant affirmativement à ces deux questions, la haute assemblée a ordonné le sursis à exécution de l'arrêté d'expulsion frappant M. Konaté.

• Contrôle des licenciements de représentants du personnel

Les délégués du personnel et les membres du comité d'entreprise ne peuvent être licenciés qu'avec l'accord du comité d'entreprise, ou, en cas de désaccord de celui-ci, sur l'autorisation de l'inspecteur du travail. Cette autorisation est également nécessaire pour le licenciement des délégués syndicaux. Un recours hiérarchique est possible auprès du ministre du travail.

Une double fonction

Héritier du Conseil du roi, le Conseil d'État exerce une double fonction : celle de conseiller du gouvernement et celle de juge des litiges entre les particuliers et l'administration. Sa création, en l'an VIII, ainsi que celle des conseils de préfecture, découle du principe de la séparation rigoureuse des autorités judiciaires et administratives posé par une loi du 16-24 août 1790.

A l'origine, ses jugements étaient rendus au nom du chef de l'État, la Haute Assemblée étant seulement chargée de préparer les décisions de l'empereur et du roi : c'était le système de la « justice retenue ». La loi du 24 mai 1872 fit du Conseil d'État une juridiction à part entière : ce fut la « justice déléguée ». La Haute Assemblée n'intervenait toutefois qu'en appel des décisions prises par les ministères devant lesquels les recours devaient être portés en premier lieu. Par son arrêt *Cadot* du 13 décembre 1889, le Conseil d'État admit d'être saisi directement par le citoyen.

Des compétences juridictionnelles actuelles ont été fixées par des textes de 1953 : les tribunaux administratifs (rec-

esseurs des conseils de préfecture) sont juges de droit commun : le Conseil d'État détient les compétences d'exception (particulièrement recours contre les décrets et litiges concernant des fonctionnaires nommés par le président de la République) et constitue le juge d'appel et de cassation des tribunaux administratifs.

En tant que conseiller du pouvoir exécutif, il est consulté sur les projets de loi élaborés par le gouvernement et sur les projets de textes réglementaires (décrets). Il donne également des avis « sur des problèmes juridiques que lui soumettent les ministères ».

L'assemblée du Palais-Royal se compose actuellement d'un président (le président de la République) et de quatre-vingt-cinq membres : cinq présidents de sections, quatre-vingt-quatre conseillers en mission ordinaire et deux conseillers en mission extraordinaire, quatre-vingt-un maîtres de requêtes, trente-trois auditeurs. Quarante-neuf membres du conseil d'État sont détachés dans des postes administratifs, deux siègent au Parlement, et sept sont en disponibilité.

que l'intéressé était « en observation au fichier des aliénés pour psychoses paranoïaques ».

Le Conseil d'État aurait pu mettre à profit cette affaire pour adopter le principe suggéré par la commission « Informatique et libertés » : celle-ci recommande que toute personne inscrite sur un fichier (informatique) relevant d'une administration possède le droit de faire connaître à l'administration le contenu des informations relatives à son sujet, de les contester et d'en obtenir éventuellement la rectification.

La haute juridiction a retenu une solution plus modeste. Elle a fermement rappelé que l'autorité de police « a le devoir de veiller à ce que l'accès aux renseignements rassemblés soit strictement réservé aux seuls fonctionnaires visés par son autorité ». De plus « la communication d'informations de cette nature à d'autres personnes que lesdits fonctionnaires est contraire à l'autorité de la loi ». Elle a donc refusé de reconnaître le caractère de document d'ordre intérieur qui devrait lui demeurer attaché et rend, dès lors, tout intérêt recevable à demander à connaître les mentions le concernant, à en contester l'exactitude

Pigier - année scolaire 77/78

Aux nombreuses qualifications proposées C.A.P., B.E.P., Bac G2, - PIGIER ajoute cette année deux nouveaux programmes de formation comptable supérieure.

B.T.S. option comptabilité et gestion d'entreprise.
D.E.C.S. diplôme d'études comptables supérieures.

Inscriptions :

École Pigier

Installation d'enseignement privé

53, rue de Rivoli - 75001 Paris - Tél. 233.44.88
5, rue Saint-Denis - 75001 Paris - Tél. 233.98.59.

EN 1976 LES CHALETS DE CHAMONIX-CHAMPRAZ ÉTAIENT UN PROJET. EN 77 LA RÉALITÉ DÉPASSE LES PROMESSES.

Cette réalisation immobilière s'inscrit dans une perspective de développement très contrôlée de la vallée de Chamonix, aménagement qui s'est voulu exemplaire (cf. : *le Monde* du 19.7.74 : « Chamonix en pointe »). Quatre phasés commencent aujourd'hui à être habités. Acquéreurs, professionnels de la construction ou sim-

ples visiteurs se plaisent à reconnaître que c'est une réalisation intéressante à plus d'un titre : matériaux, finitions, qualité assez exceptionnelle du paysage reconstitué, sans parler d'une situation très favorable dans la vallée de Chamonix à la fois près de tout et retirée du centre-ville. Les récentes photographies des chalets

de Chamonix-Champraz présentées à Paris par la SINVM constituent une provocante invitation à un voyage d'arrière-saison. Du studio au 4 pièces. Renseignements et présentation des photos SINVM 18, avenue George-V, 75008 Paris. Téléphone : 704.68.90. Livraison immédiate.

CHAMONIX-CHAMPRAZ

Pour en savoir davantage, envoyez votre carte de visite, téléphonez ou venez à : PARIS 8^e, SINVM et Cie, 18, avenue George-V, tél. : 704.68.90. CHAMONIX 74400, SCI le Dru, B.P. N° 2 - Les Praiz, tél. : (50) 53.16.73.

MEME SI VOUS MESUREZ 2 METRES

NOUS VOUS HABILLONS EN PRET-A-PORTER

SPORTSWEAR. COSTUMES. CHEMISES. JEANS ET CHAUSSURES.

18 Avenue des Ternes 75017 Paris
Tél. 360.95.13 Parking gratuit



Hollandische Rocktabak
FIJNE SNEDE

Handwritten signature or stamp.

PAVILLON DE PARIS

Mairie Paris - Tel. 200.63.00

les spectacles
A.L.A.P.

et

les spectacles
LUMBROSO

présentent en création mondiale
sous les auspices de l'Association Française d'Action Artistique

CHANTS ET DANSES DES REVOLUTIONS RUSSSES

UNE ÉPOPÉE LÉGENDAIRE
3 SIÈCLES D'HISTOIRE
17^e et 18^e s. - LES RÉVOLTES PAYSANNES
1825 - LES DÉCEMBRISTES
1905 - LA PREMIÈRE RÉVOLUTION
1917 - LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

**300
ARTISTES**

**15 OCTOBRE
8 JANVIER**

METTEUR EN SCÈNE : IOSSIF TOUMANOV
SCÉNOGRAPHIE ET COSTUMES : BORIS KNOBLOK

Chœur d'Etat de Moscou.
Ensemble de Chants et de Danses des Cosaques du Don.
Ensemble chorégraphique de Moscou.
Ensemble d'instruments anciens "JALEIKA".
Groupe de danseurs solistes du Théâtre BOLCHOÏ de Moscou.
Groupe tzigane de Tatiana FILIMONOVA, Valentina MACHTAKOVA et Valéri MACHTAKOV.
Comédiens, mimes et musiciens.

Solistes
Galina ARZAMASSOVA, mezzo soprano de la Philharmonie de Moscou.
Vitali GROMADSKI, basse de la Philharmonie de Moscou.
Victor LEVITCHENKO, ténor de la Philharmonie de Moscou.
Constantin LISSOVSKI, ténor de la Philharmonie de Moscou.
Tatiana SAVTCHENKO, chanteuse d'airs populaires.
Ernek SERKEBAIEV, baryton de l'Opéra de Alma-Ata.
Nikita STOROJEV, basse du Théâtre BOLCHOÏ de Moscou.
Alexandre TCHÉPOURNOÏ, baryton de l'Opéra de Kiev.
Tatiana VINOGRADOVA, mezzo soprano de la Philharmonie de Moscou.

LOUEZ PAR CORRESPONDANCE

EXTRAIT DU CALENDRIER

OCTOBRE	NOVEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE
dimanche 15 14h30 17h30	dimanche 15 14h30 17h30	dimanche 15 14h30 17h30	dimanche 15 14h30 17h30
lundi 16 20h45	lundi 16 20h45	lundi 16 20h45	lundi 16 20h45
lundi 17 20h45	lundi 17 20h45	lundi 17 20h45	lundi 17 20h45
lundi 18 20h45	lundi 18 20h45	lundi 18 20h45	lundi 18 20h45
lundi 19 20h45	lundi 19 20h45	lundi 19 20h45	lundi 19 20h45
lundi 20 20h45	lundi 20 20h45	lundi 20 20h45	lundi 20 20h45
lundi 21 20h45	lundi 21 20h45	lundi 21 20h45	lundi 21 20h45
lundi 22 20h45	lundi 22 20h45	lundi 22 20h45	lundi 22 20h45
lundi 23 20h45	lundi 23 20h45	lundi 23 20h45	lundi 23 20h45
lundi 24 20h45	lundi 24 20h45	lundi 24 20h45	lundi 24 20h45
lundi 25 20h45	lundi 25 20h45	lundi 25 20h45	lundi 25 20h45
lundi 26 20h45	lundi 26 20h45	lundi 26 20h45	lundi 26 20h45
lundi 27 20h45	lundi 27 20h45	lundi 27 20h45	lundi 27 20h45
lundi 28 20h45	lundi 28 20h45	lundi 28 20h45	lundi 28 20h45
lundi 29 20h45	lundi 29 20h45	lundi 29 20h45	lundi 29 20h45
lundi 30 20h45	lundi 30 20h45	lundi 30 20h45	lundi 30 20h45
lundi 31 20h45	lundi 31 20h45	lundi 31 20h45	lundi 31 20h45

PRIX DES PLACES
Orchestre 1^{re} série... 70 F
Orchestre 2^e série... 60 F
Fauteuils 1^{re} série... 50 F
Fauteuils 2^e série... 40 F
Gradins (banes)... 25 F

La location par correspondance cesse 15 jours avant la date de la représentation : à ce moment s'ouvre la location aux guichets du Pavillon de Paris. Si vous ne recevez pas vos billets 6 jours avant la séance choisie, réclamez téléphoniquement au 201.81.69. Aucune réclamation ne sera acceptée après la représentation. Les billets ne seront ni repris ni échangés.

Nous vous enverrons la suite du calendrier sur demande.

BON DE COMMANDE à retourner au Pavillon de Paris, "Chants et Danses des Révolutions Russes", 211, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris.

N° _____ Date _____ heures _____

Adresse _____ 1^{er} choix _____

_____ 2^e choix _____

Téléphone _____ Je joins _____ F

Réserve _____ places à _____ F

N° des billets attribués _____

par chèque bancaire ou postal 3 volets à l'ordre de l'ALAP et une enveloppe timbrée à mon adresse pour l'envoi des billets.



d'après Boris Knoblok

MEME SI VOUS
MESUREZ
METRES

VOUS
DANS
METRES

مكتبة الأمل

Une loi scélérate ?

lements de l'administration p
entaire. — M. K.

Le Monde

DES ARTS
ET DES SPECTACLES

Les gitans photographiés par Koudelka

Une leçon d'amour

PEUPLE errant, éternellement exclu, à la lisière des villes, peuple indélébile malgré toutes les tentatives d'extermination, de dispersion ou d'intégration, peuple anachronique et indésirable parce que libre, peuple insulté, le peuple gitan se meurt. Depuis qu'on est tout petit, on nous parle des gitans, on nous raconte des histoires, on nous donne des images dans la tête. Le gitan vole et mendie, le gitan danse le flamenco ou dit la bonne aventure. Dans *TinTin*, le gitan tressé de l'osier, on l'accuse d'avoir chapardé à la caméra de la Castafiore ses petits ciseaux d'argent. Il exhibe des épingles couvertes de piques et de gales. Racaille, parasite, paria, paresseux, rastaquouère. La pègre, c'est vaste. On fait des grands projets d'assimilation. Hitler a fait gazer les gitans, race pure mais « noire ». Au cours des siècles (ils sont arrivés de l'Inde vers l'an 1000), on a massacré les gitans, on les a pendus, on a tenté en vain de les assimiler à la paysannerie, on les a fait brûler vifs dans leurs cabanes, on a arraché les roues de leurs chariots pour les empêcher d'aller plus loin, on a abattu leur chevaux, on leur a mis des amendes, et on les a menacés de prison s'ils continuaient à mener cette vie de nomades. On leur a dit : « Faites comme tout le monde, soyez propres et civilisés, devenez productifs et disciplinés, faites-vous exploiter et remerciez vos seigneurs. »

C'est la fin du voyage. Les femmes sont devenues domestiques. Les hommes partagent les durs travaux des travailleurs émigrés en Europe : construction des routes, chantiers. Et comme ils ne sont pas « épiciolés », que les salaires sont bas et qu'un enfant naît tout les neuf mois, il vivent à dix, quinze, dans des baraques insalubres, sans électricité ni installation sanitaire, parfois même sans eau potable. Certaines tentatives de « relèvement » se sont soldées par des plaintes : les gitans arrachaient les parquets et les plafonds pour se faire un feu de camp.

Il y a en Tchécoslovaquie deux cent cinquante mille tziganes, soit 2% de la population. L'agonie, dans la bose des terrains vagues, est



presque serene. Les enfants marchent pieds nus sur cette terre gorgée d'eau ou enroulée, toujours trop sèche ou trop moelleuse. Ils jouent d'un rien, en brandissant des jouets de deux sous, en glissant sur la terre gelée, en regardant à l'intérieur d'une bouteille vide pendant des heures. Et les femmes portent les enfants dans leur ventre et dans leurs bras, les allaitent, les bercent dans un litage tendu en hamac. On prie et on pleure son pain. On se tient chaud sur la paille, serrés les uns contre les autres, en famille. Peut-être, on est plus heureux que les autres, qu'ailleurs. Mais la police vient chercher un frère, lui met des menottes, et on le regarde partir sans dire un mot, la gorge nouée. Puis un photographe arrive. Il a aussi les chaussures boueuses, c'est un bouffon, un rouleur pudique. Et les gitans lui ouvrent leurs portes, ne ressentent ni la violence ni l'agression, posent pour lui, lui montrent fièrement leurs petites fétiches, comprennent qu'il y a dans ce regard réciprocité autre chose qu'un jeu où l'un gagne et l'autre perd, autre chose qu'un art égoïste.

La photographie, c'est Joseph Koudelka, le frère des gitans. De 1962 à 1968, il a traîné ses bosses dans les campements tziganes de Tchécoslovaquie et il continue dans les autres pays. Parfois, quand on est en avion et que l'on survole d'assez bas les cités de banlieue avant d'atterrir, on que d'un comparatif de train on passe devant des habitations désoilées et que l'on voit des lumières aux fenêtres, on se dit : mais qui peut bien habiter là, comment la vie est-elle possible, là ? Pourtant, « là », ce n'est pas plus y penser, ce n'est pas difficile de se dire que le bonheur peut se fabriquer partout, même dans la misère. Koudelka, lui, est sorti de sa case pour marcher vers les petites lumières sans borne ou mauvaise conscience, jamais menacé parce qu'il a tout : au danger, à l'échange, à l'amour.

HERVÉ GUIBERT.

* Gitans : la fin du voyage. Photographies en noir et blanc de Josef Koudelka, galerie Delphi, 13, rue de l'Abbaye, jusqu'au 30 octobre. Un album relié aux Éditions Delphi, 150 F.

A propos du nouveau film de Claude Lelouch

Le long regard du Petit Chose

UN poste d'eau où s'arrêtent les fermiers pour faire boire leurs chevaux dans un seau de toile, la charrette illustrée d'un photographe ambulant, une croisée de routes de terre sans écriteau, une femme et un homme que retient leur mémoire, une planière d'osier, la poussière des champs : regards simples que Claude Lelouch garde longuement pour couvrir un autre homme, une autre chance, son plus beau film.

Il y a, dans chaque être humain, une maison de l'enfance. Elle inverse les lois de l'optique, elle grandit en s'éloignant. Elle file en arrière mais reste un repère fixe, un « amer ».

Cette maison de l'enfance, à laquelle les vivants attachent leur long regard, n'est pas forcément une maison. Elle pourra être une plage, une main, une allée de tilleuls, deux yeux marmon. Elle pourra être, chez un poète, un livre d'images, ou bien, chez un cinéaste, un western. Cette maison, fidèle comme un chien, la sagesse serait de n'y retourner qu'une fois, et sans du tout s'attendre, sans réinventer un hier qui ne sert plus, mettant au contraire ses pas comme dans une campagne inconnue, nerveuse pour soi, qui même on ne sait où. En tournant son film vers la mort, c'est-à-dire vers le futur, Claude Lelouch « acquiesce » sa maison.

Lelouch a été, dès ses premiers bouts de film tournés au service militaire, un cinéaste hors la loi. Le cinéma de Lelouch ne s'est pas refait une conduite. Il n'a été que ce long regard, posé sur des moments. Sur des trous noirs. Des vagues immédiates de la conscience.

Il n'a pas, Lelouch, cuisiné du roman-photo. Il n'a pas recopié en pellicule une histoire, ou des concepts. La caméra, qu'il a tenue serrée contre ses yeux ou sa poltrone, n'a jamais été pour lui, en lui, qu'un organe greffé. Un sens greffé. Et comme une boule

de médium qui permet d'ausculter, de transmettre, ces « moments » des vies.

Quels moments ? Ceux qui laissent muets. Ceux où le cœur s'emballe, s'arrête. Les moments d'oubli. Les moments de chute, de plein, de vide, d'inondation. Ceux d'où le monde s'est retiré, comme la mer. Ceux où au contraire elle s'enfle, cette mer. Les moments de prise de conscience, ou de syncope d'esprit. Ils ont, tous ces moments, une fragilité en partage.

Alors la vie particulièrement touchée du plus proche la vie entière. L'instantané touche, au passage, l'éternel. C'est pourquoi Lelouch a souvent ce mot, la « vie », dans la tête, sur les lèvres. C'est pourquoi ses acteurs disent qu'ils ont vécu, avec lui, une autre aventure, et que Lelouch les a empêchés de contre-faire quoi que ce soit.

Pendant que les films des autres bavardaient et jouaient aux billes, le cinéma de Lelouch a été ce « Petit Chose » qui, à l'heure des récréations, se tient à part. Mais c'est lui qui voyage

le plus, qui « chauffe » le plus, et qui est en fait le plus mêlé aux autres, parce qu'il perçoit et éprouve, à leur place, ces moments cruciaux, pose sur eux son long regard, tourne vers eux sa calme écoute qui saisit les mots sourds.

L'écouter solitaire est particulièrement allergique aux défauts du monde, aux sottises, à l'injustice. Beaucoup d'écoliers grégaires sont des enfants solitaires qui n'ont pas resté à l'écart, aussi des millions de personnes ont-elles pu passer d'instinct dans le long regard de Lelouch pose sur ces moments de la vie, et partager ce regard.

Le corps est changeant, il n'est pas une machine réglée. Il y a des moments d'extrême douleur ou d'extrême joie où les yeux ouverts ne voient plus, où les oreilles n'entendent plus. Il y a des passages aussi de demi-rêve, des mers étées. Il y a des vents retombés. Il est possible que ces moments où la vie embrasse la vie soient ceux où la vie se quitte, où le point de l'être se débranche pour recouper l'infini.

Le manque d'un jardin

Si Un autre homme, une autre chance est le plus beau film de Lelouch, c'est qu'il a cette fois posé son long regard bien plus longtemps que jusqu'ici. Il a laissé vivre ces moments dans leur succession entière : il les a filmés bien avant le déluge, quand aucun signe ne les laissait encore prévoir, et il est resté là une fois qu'ils ont été partis, parce que les choses mettent un certain temps avant de reprendre leur allure distraite, journalière.

Les westerns ont en toujours, pour les cinéastes comme pour les spectateurs, quelque chose de commun avec, disons, les contes de Perrault : ils sont la fable, ils ont un petit sel des songes de la terre. L'imaginaire de chaque être se reporte parfois vers ces souvenirs du western comme vers une seconde maison de l'en-

fance, irrécusable celle-là, mais quand même vécue.

Peut-être Claude Lelouch, enfant sans enfance de l'éternel peuple juif, n'a-t-il pas eu de campagne à lui, pas de maison d'enfance à lui, avec le jardin, et les édicules, et le grenier. Et se retrouvant « pour de vrai » sur cette deuxième terre de l'enfance, celle des westerns, où il ne pouvait s'attendrir, puisqu'il n'y était pas chez lui, peut-être s'est-il senti la liberté de toutes attitudes, entièrement lui, ce qui lui a permis de filmer ce western qui ne ressemble à aucun autre, et d'autre part, de lâcher les rênes, de laisser tourner presque seul le pendule de sourcil de son cinéma écouteur de nuit, velleur de silence, de ce cinéma sentinelle, cet envers des vies.

MICHEL COURNOT.

UN FESTIVAL DU « BREAD AND PUPPET » A GLOVER

Une licorne géante au-dessus des tracteurs

Le Bread and Puppet Theatre a donné, fin août, en pleine campagne, près de Glover, dans le Vermont, un festival peu ordinaire. Le « Bread and Puppet Domestic Resurrection Circus ». Douze mille personnes y sont venues. Parmi elles, le scénographe français Christian Dupavillon. Il raconte ici, dans le détail, ce qu'il a vu.

VERS 19 heures, la licorne est apparue dans une clairière. En de longues foulées, elle est arrivée vers nous, tandis que, des extrémités du pré, surgissaient ses partisans, une centaine environ, habillés de blanc, les uns portant des oriflammes, les autres une tête géante qu'ils ont dressée au centre du terrain. Un troupeau de cerfs a débouché de la forêt, des chevaux sauvages sont arrivés au galop. Les animaux couraient toute la clairière. Dans l'assombrissement, un homme s'est levé. Avec son petit feutre noir et son chapeau, il a déclaré qu'il était magicien de son métier et que l'abattage était son job.

Une vingtaine de bouchers, tenant des chiens en laisse, ont couru vers lui, escortés par l'or-

main. Par enchantement, l'animal s'est dressé sur ses pattes, et la dame le chevauchait. Autour, les cerfs se relevaient, et déjà les chevaux galopèrent. Face à nous a surgi un vol de grands oiseaux blancs. Ils ont plané avec lenteur, puis se sont mêlés, à pied, au cortège des animaux, de la laine, des enfants et de la dame à la licorne. Le spectacle est disséminé dans la nuit entre les pins. Nous demeurons assis, sans savoir ce qu'il fallait dire, ce qu'il fallait faire. Plus tard, on entendait certains pleurer, d'autres chanter.

Ainsi s'est achevée à Glover, le 21 août 1977, la version de cette légende médiévale, la Dame à la licorne, le Pageant, comme l'a désigné le Bread and Puppet Theatre dans son programme.

Glover, c'est, dans l'est des États-Unis, au nord de l'État du Vermont, à trois heures de la licorne, la Pageant, comme l'a désigné le Bread and Puppet Theatre dans son programme. Glover, c'est, dans l'est des États-Unis, au nord de l'État du Vermont, à trois heures de la licorne, la Pageant, comme l'a désigné le Bread and Puppet Theatre dans son programme. Glover, c'est, dans l'est des États-Unis, au nord de l'État du Vermont, à trois heures de la licorne, la Pageant, comme l'a désigné le Bread and Puppet Theatre dans son programme.

A quelques centaines de mètres de la ferme, le « lieu » du « Bread and Puppet Domestic Resurrection Circus », vaste sablière, depuis longtemps couverte d'herbe, entourée de champs et de pinèdes. Le paysage sert de cyclorama à une multitude de grands et de petits spectacles, qui composent l'apogée d'un travail théâtral. Un seul style ici, celui du Bread and Puppet. Le « Circus » est l'occasion des nouvelles créations. Il est aussi la reconstitution provisoire d'une troupe de plus de cent cinquante personnes. Habitants du Vermont (fermiers, artisans, enseignants, étudiants, membres de coopératives de produits alimentaires, etc.), devenus marionnettistes pour la circonstance, amis d'Europe ou d'Amérique, tous groupés autour de Peter Schumann et du noyau de comédiens qu'on applaudit sur les scènes européennes. Ils sont tous le Bread and Puppet Theatre, même s'ils ne se voient que le temps des répétitions (trois week-ends) et celui des représentations (les deux journées du « Circus »).

La diversité des spectacles et des emplois permet à chacun de s'exprimer selon son humour, ses possibilités et ses goûts. Un jeune fermier, entre deux venaisons, sera un cerf du « Pageant ».

Plus libre de son temps, un artisan imprimeur sera un cheval et, dans l'après-midi, au cours de la représentation de cirque, un des cinq phoques musiciens et la queue d'un lion d'Afrique dompté par un officier des colonies. Pour la parade finale, la troupe est au complet autour d'un Oncle Sam haut de 5 mètres, de Falco, un sosie du président, et de la mamma venue de Sicile avec ses soixante-deux enfants gymnastes.

Les gens du métier n'apprécieraient guère cette mascarade. Mais Calder aurait une prédilection pour ce cirque agencé de papier mâché et de céramique (toile plastifiée industrialisée), de vieux chiffons, de fils de fer, de masques et de marionnettes, de récupération et d'imagination, de poésie et de cités d'œil. Une gageure pour les États-Unis, où le public est habitué à l'esthétique et aux trucs du show américain.

Précédant sur la piste Monsieur Loyal, un numéro équestre ou le lanceur de couteaux aveugle, il y a les petites pièces du début de l'après-midi. Dans la grange abritant la musée, des milliers de masques et de marionnettes sont à la

obligatoires), pas de salaire (le bénévolat est de rigueur). Les légumes du potager ravitaillent les cuisines, la publicité se limite à quelques sérigraphies et à des parades dominicales dans la grand-rue des proches agglomérations. L'accès du public au « Circus » est gratuit. Un haut-de-forme sert aux contributions.

Le public est en partie celui de Vermont, plus curieux qu'amateur, en partie celui des nombreux amis et fervents. On y rencontre beaucoup de Québécois. Douze mille personnes en deux jours (un même programme pour le samedi et pour le dimanche), c'est un record pour des fêtes dont on se méfiait dans les alentours, pour un lieu situé hors des grands axes routiers, des itinéraires de bus Greyhound et des chaînes Holidays Inn. Dans le Vermont, on commente moins qu'à Paris les déclarations du président Carter, le black-out new-yorkais ou la mort de Presley. Depuis 1970 et depuis la fin de la conférence du Vietnam, le Bread and Puppet a délibérément choisi cet isolement, ce recueillement. Certains y ont vu une fuite ou un manque de fermeté politique. C'est ignorer le mouvement de rejet de la politique et des grandes cités qui, aux États-Unis, s'intitule engagement. Peut-être, à ce choix, le Bread and Puppet doit-il son exceptionnelle continuité depuis plus de quinze années. Peut-être doit-il à l'esprit de ses spectacles, celui de son « Circus ».

Hors des pollutions, le pain et les marionnettes sont appréciés. Au « Bread-store » du « Circus », on se nourrit à discrétion d'alcool étalé sur le fameux pain-maison. En deux jours et aux dépens de sa main droite, Peter Schumann a découpé plus de deux cent mille tranches. Pour le spectateur, cette ingestion de pain et de théâtre n'a pas d'entracte. Lorsque le comique prend fin, lorsque les protagonistes de « Carnitas Bureau » ont été un quartier comme celui et que le Napoléon Masaniello a comté sa griserie du pouvoir, la nuit est tombée. Alors les plus fantasques se laissent guider au plus profond de la forêt. Là, sous un ciel noir à peine délavé entre les contours des pins, le Bread and Puppet présente sa Jeanne d'Arc. Plus qu'à Nancy ou à Paris cet hiver, les vêtements des femmes, accueillant la Pucelle au paradis, bouteraient. Ils se confondent ici avec ceux des oiseaux de nuit, avec ceux que chacun veut créer, à sa manière, pour célébrer ces mammifères sauvages que les « puppeteers » ont ressuscités le temps de deux crépuscules.

CHRISTIAN DUPAVILLON.



Artisan devenu phoque musicien

phéon de la corporation et par des hommes de peine bien outillés (masses de mort, canon, doublets, échelle double). La besogne a été vite et bien faite. Les chiens ont été lâchés sur la licorne, le canon a été tiré, les cerfs et sur les chevaux. Le funèbre commando a emporté ce qui restait de la tête, abandonnant sur place les dépouilles des animaux.

Nous avons vu les tortionnaires. A ce moment, au-dessus des pins, nous avons aperçu la lune immense lue, érigée sur un char tiré par de gros boufs, précédée de joueurs de piccolo, s'enfuyant, chantant et dansant.

Au pied de la lune était assise une dame blanche : arrivée à l'heure du carnage, elle s'est levée. Elle était très grande. Sa chorégraphie dans le crépuscule paraissait irrécusable. Elle s'est approchée, elle a frappé dans ses

Du théâtre et du pain



disposition du « puppeteer » pour une création de son choix. Ainsi les enfants ont imaginé, en lisière de la forêt, la salle à manger d'un restaurant que fréquenteraient les Marx Brothers. Plus loin, une comédienne a reconstitué le living-room d'un ours malade. Sur le chemin, on croise quelques têtes d'éboueurs new-yorkais chargés du ramassage des ordures. Sous les pins, à la façon des enfants chanteurs de la rue, des comédiens commentent sur des panneaux polychromes les aventures d'un président. Dans le pré, un poète nous ouvre sa boîte pour relater les défilés d'un papillon avec la lune. Plus loin, les classiques du Bread and Puppet. Un jeune homme dit au revoir à sa mère et King's Story, présentés à Nancy en 1968.

Pour le « Circus », peu de moyens (le bénéfice des tournées européennes permet les dépenses

مكتبة الامم المتحدة

Une sélection



« Pas d'orchidées pour Miss Blandish » vu par Chénès.

Cinéma

UN AUTRE HOMME, UNE AUTRE CHANCE de Claude Lelouch

— Lire notre article page 19.

HARLAN COUNTY U.S.A. de Barbara Kopple

— Lire notre article page 21.

DITES-LUI QUE JE L'AIME de Claude Miller

De l'amour fou à la folie d'un homme amoureux. La passion de David pour Lise prend racine dans les adieux de la névrose et s'appuie dans les violences du roman noir. Déjà, l'homme fascine par sa sauvagerie animale et sa fragilité d'enfant. Miou-Miou sait émouvoir. La mise en scène de Claude Miller nous mène au bord de l'hallucination. On préférerait pourtant les ambiguïtés de son précédent film aux évidences de ce lyrisme tumultueux. Pour amateurs de paroxysme.

FURTIVOS

de José-Luis Borau

Drame naturaliste dans une forêt aux couleurs de l'automne. Histoire sauvage d'innocence et de mort. En fait, une parabole sur la paix fallacieuse de l'Espagne franquiste — la censure ne s'y trompe pas qui l'interdit un certain temps — et son pourrissement social. José-Luis Borau dit à peu près les mêmes choses que Carlos Saura, mais autrement. Il n'en est pas à son premier film, c'est pourtant un inconnu qu'on découvre.

L'AMI AMÉRICAIN

de Wim Wenders

Le jeune cinéaste allemand d'Allee dans les villes et au Et du temps reprend, à travers l'adaptation d'un roman de Patricia Highsmith (Clipsy Samme), les thèmes de l'errance et de la recherche d'identité sous les ombres d'une intrigue criminelle où l'on se prend comme à un sortilège. La mise en scène de Wenders, géométrique, précise, ordonne un inquiétant jeu social, est un hommage à Fritz Lang. Un film d'une beauté et d'une tension totales à fait particulières. Un coup d'éclat.

PADRE PADRONE

de Paolo et Vittorio Taviani

Une leçon belle et bonne pour tout le monde, la leçon de Giorgio La Malfa. Petit berron sénateur, professeur de linguistique, il a raconté ses conquêtes contre les oppressions, et les Taviani ont fait leur œuvre.

ANNIE HALL

de Woody Allen

La force de Woody Allen, c'est d'utiliser le rire pour souligner les pierres de la vie. C'est aussi d'être un héros de Truffaut qui serait passé par la psychanalyse.

LA MACHINE

de Paul Vecchiali

Comment précipite-t-on un assassin vers la guillotine ? Un réquisitoire froid et logique sur les rouages d'une société qui n'a pas aboli la peine de mort.

LE BUS

de Bay Okan

Un « passeur » de travailleurs immigrés clandestins vole ses clients après leur avoir fait franchir la frontière et les abandonne sans papiers ni argent au centre de Stockholm. Neuf hommes, Turcs, cachés dans un vieux bus, qui ne connaissent rien de la ville que la nuit, et la peur d'être poursuivis, neuf étrangers qui ne parlent pas la langue du pays et seront arrêtés, après avoir subi des violences : un film réalisé par un comédien suisse, d'origine turque. Une « fiction » très réaliste.

— ET AUSSI : Une journée particulière, d'Ettore Scola (Glier, un homosexuel et une mère de famille) ; Valentino, de Ken Russell (démystification dans l'outrance) ; le Diable probablement, de Robert Bresson (les jeunes et la fin du monde) ; Cet objet du désir, de Luis Bunnell (une fable socio-érotique où tout explose) ; Andy Warhol's Bad, de Ned Johnson (des armes de la futilité contre les mystères du punk) ; J.-A. Martin photographes, de Jean Beaudin (la redécouverte de l'amour conjugal) ; Un bourgeois tout petit petit, de Mario Monicelli (illustration du fascisme quotidien).

Théâtre

GRISOLIDIS

à Ivry

Dans la salle des fêtes de la mairie d'Ivry. Antoine Vitez reprend, du 3 au 9 octobre, la comédie de Pervault créé à Avignon avec la collaboration de Georges Courcoups. Une histoire

sur ce qui pourrait se passer si les principes d'éducation des petits garçons et des petites filles étaient obés. Et qui se passe presque, et détruit l'amour. Comédie précieuse, spectacle tendre, tenu comme une lame d'épée nue.

LE BATEAU POUR LIPAI

à la Comédie des Champs-Élysées

L'assez brève rencontre d'une ancienne actrice et d'un vieux chirurgien, dans un hôpital de Riga, racontée par un auteur vivant très aimé des Soviétiques, Alekseï Arbousov, et jouée avec un tact et une gaîté saisissants par deux grands acteurs d'été : Edouard Fautsch et Guy Tréjan.

PAS D'ORCHIDÉES POUR MISS BLANDISH

à la Porte Saint-Martin

Une odieuse « série noire », le kidnapping d'une jeune femme par des gangsters psychopates, transformée par Robert Hossein en une satire d'images songeuses, peu bavardes, qui expriment la nostalgie de plusieurs enfants et pays perdus. Proseur excellent dans un rôle de « mamma » criminelle.

LA JEUNE FILLE VIOLAINE

au Biotthéâtre Opéra

La jeunesse de Paul Claudel, les fruits et le verglas des champs, l'amour d'un bachelier de cathédrales, l'égoïsme étrange d'un père qui plaie sa famille et part pour l'Amérique, une poésie simple et violente, qui fouette le sang, la lumière et belle de vrai ciel : un théâtre d'une extrême beauté, qui laisse paillote les mécrisants.

BERNADETTE ROLLIN

à la Vieille Grille

Actrices gaies et grises, sincères, charmantes à la voix claire ou ombreuse, Bernadette Rollin, comme une magicienne, sur les images de belles histoires et chansons, nous fait courir les mers, les pays, les gens d'ailleurs. Une aventure fraternelle.

— ET AUSSI : Molly Bloom (fine et haute Garance) au Lucernaire ; Frissons sur le secteur au Splendid (le retour de la contractualité) ; Rendez-moi mes basnets, à la Cour des Miracles (toujours la femme, Marianne Sergent) ; Au niveau du choix, aux Éclairs ; Manteaux (deux femmes, Jacques Leveque et Evelyn Dandry) ; La Nuit de noces de Cendrillon, à 21 h. 45, au Plateau (comment peut-on être un homme) ; Erostrata, au Mouffetard (l'homme agressé) ; Jeanne d'Arc et ses copines, au Théâtre du Marais (des histoires d'hommes) ; Ce soir je pars, au Petit Bal (Alain Sachs triste et drôle, tout seul dans la grande hôte Novotel, un nouveau lieu du café-théâtre).

Musique

LA VOIX DES VOIES

dans la musique électronique

Un titre énigmatique et légèrement sophistiqué pour le spectacle audiovisuel conçu et réalisé par Luciano Berio, qu'on pourra voir jusqu'au 29 octobre au Centre Georges-Pompidou (à 15 h, 18 h, 20 h, 22 h, 30 selon les jours). Projections de diapositives sur vingt écrans, interventions de compositeurs et exécution « live » ou sur bande de certaines partitions mêlant les instruments à des sons enregistrés. (Rens. : 277-11-12.)

LES CONCERTS DU MARDI

Pour la quatrième année consécutive, la salle Bleue du Palais des congrès accueillera une nouvelle série de concerts de musique de chambre sans entracte, proposés par des ensembles de solistes réunis spécialement autour d'une œuvre ou d'un programme, avec une préférence pour les pages rarement données (le mardi à 18 h. 30, à partir du 4 octobre). (Réservation : 758-24-41.)

LA « NEUVIÈME »

à Lille

Fidèle à sa vocation itinérante, l'Orchestre philharmonique de Lille ouvre sa saison avec la IX^e Symphonie de Beethoven. Les Cantates de Bruges l'accompagneront ; en solistes : M. Wilmont, J. Charrier, D. Lenoir et F. Meyer Wolf, sous la direction de Jean-Claude Casadesu. Après la salle omnisports de René-Béchamont (le 1^{er}) et la cathédrale de Boulogne (le 2^e), c'est la salle des sports Saint-Sauveur qui accueillera les musiciens à Lille (le 4). Sont d'appoint « de France » sur sa route une œuvre, celle de Tchaïkovski, l'Orchestre symphonique de la ville de Lille, et à la cathédrale de Tournai (les 5 et 7 octobre).

— ET AUSSI : Le contrepoint virtuose américain, Bertrand Turek au Centre culturel américain (rue du Dragon), jeudi 29 à 20 h. 30. Pierrot Humore, au Nouveau Carré, jusqu'au 2 octobre, par le groupe Contrastes ; tous les soirs à 21 h. Le Trio Nordmann au Théâtre de la Source (Sach, Monnet, J. Charrier) ; samedi 1^{er} octobre à 17 h. 30, à l'Orangerie, l'Orchestre philharmonique de Strasbourg au Théâtre des Champs-Élysées, sous la direction d'Alain Lombard, avec Montserrat Caballé dans un programme Wagner-Strauss (Johndi 3, à 20 h. 30). Mardi 4, à Saint-Séverin, quelques de Debussy et Sauré, par le Quatuor Vio. Nova et une œuvre rare : le Conte fantastique, d'André Caplet (avec L. Laskine). Portrait, concerto pour clavier de Donatoni (soliste : E. Chojnacka), par l'Orchestre national (mercredi 5, à 20 h. 30, au Théâtre des Champs-Élysées). Erwartung, de Schoenberg (soliste : Janis Martin), jeudi 5, au grand auditorium de Radio-France, sous la direction de Gilbert Amy.

Expositions

GUSTAVE COURBET

L'exposition-anniversaire du centenaire de la mort de Courbet — une mort en exil qui passa presque inaperçue. Elle réunit cent trente peintures et une dizaine de dessins, les œuvres les plus célèbres, à très peu d'exceptions près, du maître d'Ornans, ainsi que des toiles très récemment connues, oubliées ou même inédites. Qui illustreront les étapes d'un chemin parcouru délibérément en dehors de l'art officiel, vers un réalisme toujours plus approfondi, en quête de perspectives de nouvelles techniques. Une manifestation qui devrait rendre plus sensible la singularité d'un art puissant, dur, moderne.

et HABITER C'EST VIVRE

au Grand Palais

« Habiter c'est vivre » disent les architectes depuis l'Érin. Ils consacrent leur Salon annuel, au Grand Palais, à l'adaptation du mobilier contemporain aux espaces des H.L.M. et des maisons familiales. Un peu plus d'art dans l'environnement domestique et dans l'habitat des loyers. Cinq exemples d'appartements et d'usages de maisons de vacances pleines de solutions et d'ingéniosité, parfois heureuses.

LA BIENNALE DE PARIS

au Palais de Tokyo

Un panorama élargi de la jeune production contemporaine. Bien d'actualité : une manifestation, à l'heure des biennales se ressemblent. Celle-ci fait encore plus largement que la précédente le point sur les artistes « minimalistes » qui élaborent, chacun, avec des techniques marginales, un petit système esthétique particulier. Elle donne aussi une place particulière à la vidéo et à la descendance conceptuelle. Elle propose enfin une plongée dans l'art des pays d'Amérique latine.

HOMMAGE

A RAOUL DUFY

Les Dufy des collections du Musée national d'art moderne. Toutes les toiles, entourées d'un choix d'une soixantaine de dessins, gouaches et aquarelles. Pour le centenaire de la naissance du peintre.

et CLAES OLDENBURG

au Centre Georges-Pompidou

Deux cent vingt-cinq numéros pour une rétrospective des dessins, aquarelles et estampes du plus démythifié des pop-artistes américains, bien connu pour ses sculptures colorées, en plâtre et en vinyle, d'objets gourmands : hot dogs, sandwiches, côtelettes... grandeur Garbanus.

— ET AUSSI : Grands et Jeunes, au Grand Palais (un Salon, quatre cent cinquante artistes, presque tous les courants contemporains) ; Illustration européenne, au Centre Georges-Pompidou (deux cent cinquante affiches, images publicitaires, d'animation, sélectionnées en 1977) ; Marionnettes et Marottes d'Afrique noire, au Musée de l'Homme (au programme du festival d'Automne). Les manifestations annuelles de la Biennale : Tendances actuelles, au Centre culturel canadien ; Texas Artists-Terry Allen, Luis Jimenez, Bob Wade, au Centre culturel américain ; Paul Van Dyke, Pieter Mol, à l'Institut néerlandais ; John R. Hildard, galerie Durand ; Dessert ; Laurie Anderson, Annette Messager, Colette, galerie Gillespie-Lalage ; Jacques Martines, galerie Vallin ; William Wegman, galerie Sonnabend.

Variétés

JACQUES BERTIN

à la Cour des Miracles

Un poète lucide, révolté et déshérité qui s'engage sur ce que l'on vit, ce que l'on voit, ce qui nous entoure. Un chanteur à la voix admirable qui ne bride pas la sensibilité (20 h. 30).

MYRIAM MAKEBA

au Théâtre des Champs-Élysées

Myriam Makeba a endossé, il y a quelques années, sa « négritude » avec un soupir d'aise et a retrouvé les sources mêmes du jazz et du blues (20 h. 30).

JACQUES DOUAI

au Palais des Arts

Rentrée de Jacques Douai, qui célèbre ses « trente ans de chansons » avec un répertoire qui s'étend du treizième siècle à nos jours (20 h. 45).

Rock

WEATHER REPORT

au Pavillon de Paris

Sans doute l'un des meilleurs groupes de jazz-rock américains (20 heures).

SAINT-SÉVERIN - MAC-MAHON - ACTION LA FAYETTE
OLYMPIC ENTREPOT

HARLAN COUNTY U.S.A.
une autre Amérique...



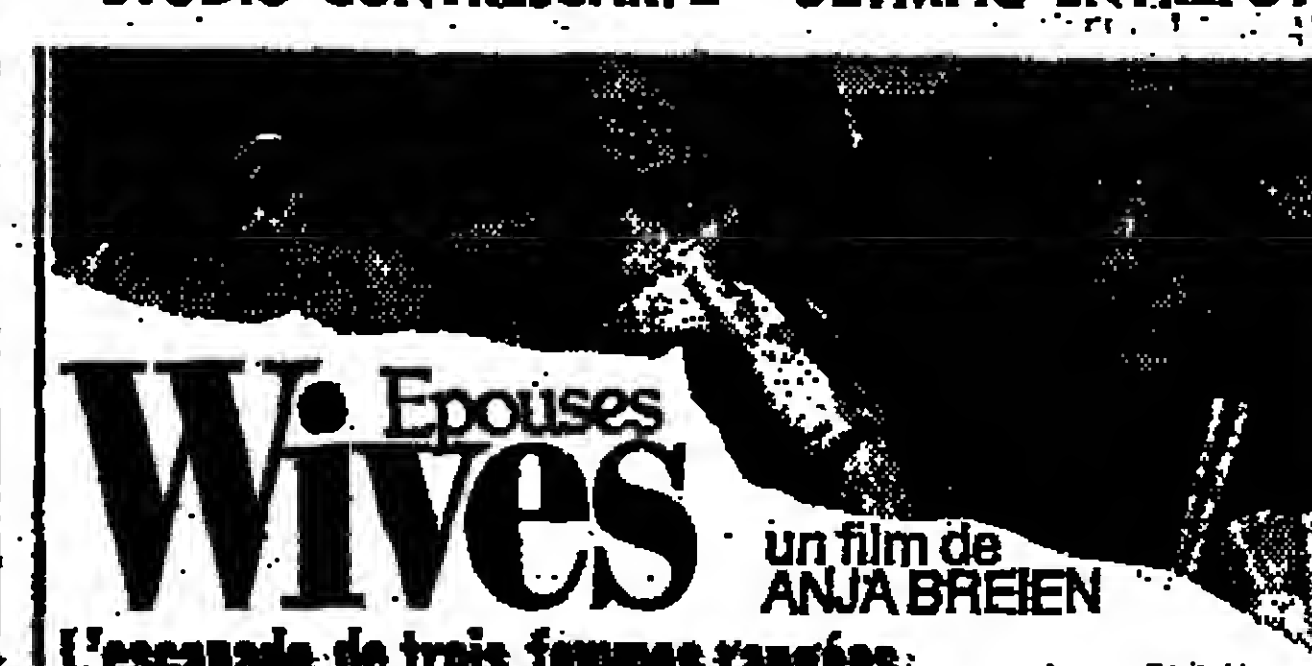
OSCAR HOLLYWOOD 1977
DE QUEL COTÉ ÊTES-VOUS !

PALACE CROIX-NIVERT
55, rue de la Croix-Nivert
Tél. : 880.51-21

du 28 sept au 3 oct.
LE PARRAIN
(2^e Partie)

le film qui a remporté 6 Oscars
y compris celui du meilleur film
de l'année.

STUDIO CONTRESCARPE - OLYMPIC ENTREPOT



Epouses
Wives
un film de ANJA BRIEN
L'escapade de trois femmes rangées

Cinéma LE BERRY
52, bd de Belfort (119), 023-51-55

LE TALISMAN
film INDIEN en couleurs
de MADAN

à partir du 11 octobre



PAR LE GROUPE TSE
THEATRE GERARD PHILIPPE
St. Denis
59 boulevard Jules-Guesde - tél. 242.00.59
location théâtre - Fun - Coper - Agence

30 DERNIÈRES au Théâtre
Antoine des « PARENTS TER-
RIBLES », de Jean Cocteau, avec
Jean Marais, Lila Kedrova,
France Delahalle, François Davel
et Caroline Silhol.



THEATRE EN ROND
DE PARIS
Voyage VERTICAL
YVES JAMAIQUE
ANDRÉ VILLIERS

Exposition 1977

DISQUES



LES SOUSCRIPTIONS DE FIN D'ANNÉE

Les souscriptions (ou « offres spéciales ») de disques de l'automne se portent bien. Mise à part l'année record de 1973, où elles s'élevaient à 561 disques (dont 93 pour une seule collection), on n'a jamais proposé autant de disques à des prix « inférieurs » à 474 en 1977 (dont 425 en 1976 et 377 en 1975). Cette hausse, est due en particulier à la mise sur le marché par la Deutsche Grammophon de tous les grands opéras de Wagner à la fois : 45 disques, tout Wagner, pour 1771 F ! Grâce à lui, le théâtre lyrique se taille la part du lion dans ces souscriptions, avec 118 disques, soit à quart de l'ensemble. Notons qu'un an, le prix moyen des disques n'a augmenté que de 75 % (de 33,48 à 59,79 F), avec de notables différences selon les coffrets.

Les statistiques sont publiées dans deux revues spécialisées (L'opéra, 6, rue Jules-Simon, 92-Boulogne, et Harmonie, 2, rue Fessard, Boulogne) à la fois nous enregistrons la liste complète de ces souscriptions : elles-ci paraissent plus originales que celles de l'an passé.

On y remarquera entre autres la présence d'œuvres peu connues telles que *Judas Macchabée* et *Rinaldo*, de Haydn ; *Orlando Paladino*, de Mozart, le premier enregistrement de *Léonore*, de Beethoven ; *Geneviève*, de Schumann, une passionnante intégrale des quatuors de Dvorak, etc. Les cantates de Bach sont toujours nombreuses et inépuisables, et Vivaldi est honoré pour son tricentenaire.

L'intérêt pour les symphonies de Beethoven est relevé par l'intégrale du grand William Mengelberg, celle de Janos Ferencsik et la troisième version de Karajan. Intégral plus modeste, mais délicate, celle des « quatre mains » de Schubert. Le centenaire d'Alfred Cortot nous vaut le retour de ses incomparables enregistrements de Chopin, tandis que Furtwängler revêt une nouvelle fois avec un gros coffret Beethoven de treize disques (dont le fameux *Fidèle*). Rostropovitch, chef d'orchestre, est cette année voué à Tchaïkovski avec l'intégrale des symphonies et la *Dame de pique*.

On fera bien d'autres découvertes, notamment dans la musique ancienne, qui est honorablement représentée. En revanche, pas une seule « offre spéciale » concernant les musiciens vivants, ce qui dénote une étrange conception des éditeurs de disques quant à leur responsabilité artistique. — J. L.

De Machaut à Gershwin

MACHAUT : *Motets, Ballades, Virgiles*, Ensemble G. de Machaut, 3 Adès, 122,30 F (NR).
LULLY : *le Bourgeois gentilhomme*, la Petite Bande, dir. G. Leleu, 2 HM, 82,40 F (N).
BUXTEHUDE : *Œuvre d'orgue*, vol. 1, M. et B. Lagacé, 4 Col. 142 F (N).
PURCELL : *Dido et Enée*, T. Troyanos, dir. R. Leppard, 2 HM, 82,40 F (N).
COUPERIN : *Messes pour orgue*, P. Lefebvre, 2 FY, 81,60 F (N).
PAGES : *Chorales pour clavier*, K. Gilbert, 3 HM, 115,80 F (R).
CLÉRAMBAULT et MARCHAND : *Œuvres pour clavier*, H. Gremy-Chénier, 2 FY, 78,40 F (N).
VIVALDI : *4 concertos pour basson*, J.-P. Laroque, 1 PG, 41,20 F (N).
concertos pour flûte, op. 10, M. Larrieu, 1 PG, 41,20 F (N).

Quatre concertos pour flûte à bec, M. Stitz, 1 PG, 41,20 F (N).
L'Estro armonico, Ensemble instrumental de France, 2 IPG, 82,40 F (N).
15 Sinfonies et Concerti, 1 soliste Veneti, 2 Era, 77,20 F (N).
13 chefs-d'œuvre immortels, M. Larrieu, P. Doukhan, 3 Casiope, 123,80 F (R).

BACH : *Cantates*, vol. 3, K. Richter, 6 DG, 231,60 F (R).
Cantates, vol. 2, G. Ramin, 5 Eur, 116 F (NR).
Cantates, 11, 58, 78, 198, M. Corboz, 2 Era, 85,20 F (N).
Clavier bien tempéré, G. Leonhardt, 5 HM, 193 F (NR).
L'œuvre pour clavier, L. Thiry, 5 Arion, 158 F (NR).

Concertos brandebourgeois, dir. J.-Cl. Bernadé, 2 CDM, 78 F (N).
Concertos pour clavier, I. Kipnis, 3 CBS, 127,80 F (R).
Messe en si mineur, dir. H. Rilling, 3 CBS, 127,80 F (N).
L'œuvre pour orgue, W. Rübsam, 25 Phi, 488 F (N).

Pièces pour orgue, O. Pierre, 4 RCA, 116,40 F (NR).
Parlitas, E. Heidsieck, 3 Casiope, 123,80 F (R).
Passion selon saint Jean, dir. H.-J. Roetzsch, 3 Eur, 94,20 F (N).
Sinfonies anglaises et françaises, dir. G. Leleu, 5 Phi, 184 F (R).

Suites anglaises, G. Gould, 2 CBS, 85,20 F (N).
Suites françaises, L. Boulay, 2 Casiope, 82,40 F (R).
Quatre Suites pour orchestre, dir. F. Sander, 2 HM, 83 F (N).
J.-F. Paillard, 2 Era, 77,20 F (N).
D. SCARLATTI : *Cantatas*, L. Grigori, 6 Era, 163,20 F (NR).

HAENDL : *Concerti grossi*, op. 8, dir. J.-Cl. Maigrois, 3 CBS, 127,80 F (N).
Concertos pour orgue, M.-C. Alain, 4 Era, 141,60 F (N).
Judas Macchabée, dir. C. Macchabée, 3 Archiv, 137,10 F (N).
Rinaldo, dir. J.-Cl. Maigrois, 3 CBS, 127,80 F (N).

Seize Suites, E. Heidsieck, 4 Casiope, 164,80 F (NR).
MARCELLO : *Douze Sonates pour flûte et basse continue*, R. Clemencio, 3 HM, 115,80 F (N).
GLUCK : *Iphigénie en Aulide*, dir. A. Eichenhorn, 2 Eur, 77,20 F (R).
HAYDN : *L'œuvre pour clavier*, vol. 4, D. Rankl, 3 HM, 117 F (N).

L'œuvre pour clavier, vol. 6, J. Mac Cabe, 4 Deca, 125,80 F (N).
Orlando Paladino, opéra, dir. A. Dorati, 4 Phi, 143 F (N).
2^e Sonate, Scènes d'enfant, etc., Cl. Maillols, Cécilia, 41,20 F (N).
LIBETZ : *Les Années de pèlerinage*, G. Calixte, 5 EMI, 123,30 F (N).

CHOPIN : *Œuvres pour piano*, A. Cortot, 7 EMI, 205,10 F (NR).
SCHUMANN : *Geneviève*, dir. K. Masur, 5 EMI, 123,30 F (N).
Lieder, vol. 1, D. Fischer-Dieskau, 3 DG, 137,10 F (NR).

2^e Sonate, Scènes d'enfant, etc., Cl. Maillols, Cécilia, 41,20 F (N).
LIBETZ : *Les Années de pèlerinage*, G. Calixte, 5 EMI, 123,30 F (N).
CHOPIN : *Œuvres pour piano*, A. Cortot, 7 EMI, 205,10 F (NR).

SCHUMANN : *Geneviève*, dir. K. Masur, 5 EMI, 123,30 F (N).
Lieder, vol. 1, D. Fischer-Dieskau, 3 DG, 137,10 F (NR).

2^e Sonate, Scènes d'enfant, etc., Cl. Maillols, Cécilia, 41,20 F (N).
LIBETZ : *Les Années de pèlerinage*, G. Calixte, 5 EMI, 123,30 F (N).
CHOPIN : *Œuvres pour piano*, A. Cortot, 7 EMI, 205,10 F (NR).

SCHUMANN : *Geneviève*, dir. K. Masur, 5 EMI, 123,30 F (N).
Lieder, vol. 1, D. Fischer-Dieskau, 3 DG, 137,10 F (NR).

2^e Sonate, Scènes d'enfant, etc., Cl. Maillols, Cécilia, 41,20 F (N).
LIBETZ : *Les Années de pèlerinage*, G. Calixte, 5 EMI, 123,30 F (N).
CHOPIN : *Œuvres pour piano*, A. Cortot, 7 EMI, 205,10 F (NR).

Concertos n° 12 et 19, M.-J. Piros, 4 DG, 117,20 F (R).
Lohengrin, dir. R. Kubalik, 5 DG, 193 F (R).
Les Maitres chanteurs, dir. E. Jochum, 5 DG, 193 F (R).
Parsifal, dir. P. Boulez, 5 DG, 193 F (R).

Tannhäuser, op. O. Gerdas, 4 DG, 164,40 F (R).
Tristan et Isolde, dir. K. Böhm, 5 DG, 193 F (R).
La Traviata fantôme, dir. K. Böhm, 3 DG, 127,80 F (R).

VERDI : *la Forza del destin*, dir. J. Levine, 4 RCA, 140,80 F (N).
Simon Boccanegra, dir. C. Abbado, 3 DG, 127,80 F (N).

BORODINE : *les Trois Symphonies*, extraits du « Prince Igor », A. Davis, 2 CBS, 85,20 F (N).
BRAHMS : *Regium allemand et Rhapsodie*, dir. L. Maazel, 2 CBS, 82,40 F (N).

Requiem allemand, dir. Karajan, 2 EMI, 82,20 F (N).
Symphonies - Variations Haydn, dir. L. Maazel, 4 Deca, 164,80 F (NR).
Symphonies, dir. E. Jochum, 4 EMI, 108,80 F (N).

SAINT-SAËNS : *Samson et Dalila*, dir. Patané, 3 Eur, 115,80 F (R).
Sonates pour violon, violoncelle et vents, A. Arco, etc., 3 Cal, 123,80 F (R).

DELIBES : *Coppélia*, dir. J.-B. Mari, 2 EMI, 82,20 F (N).
MOUSSORGSKY : *Boris Godounov*, M. Talvela, dir. J. Semkov, 4 EMI, 141,60 F (N).

Nuit sur le mont Chauve - Tableaux d'une exposition, A. Lombard, 4 Deca, 164,80 F (NR).
SCHUBERT : *la Belle Meunière*, le Voyage d'hiver, le Chant du cygne, M. Prey, 4 Phi, 143 F (R).
Indes pour piano, F. Petit, SFP, 42,60 F (N).

L'œuvre pour piano à quatre mains, N. Lee, C. Ivaldi, 3 Arion, 127,80 F (N).
DONIZETTI : *l'Elisir d'amour*, dir. J. Pritchard, 2 CBS, 85,20 F (N).
Lucia di Lammermoor, M. Caballe, dir. J. Lopez-Cobos, 3 Phi, 108 F (N).

BERLIOZ : *Roméo et Juliette*, dir. A. Lombard, 2 Era, 85,20 F (N).
CHOPIN : *Œuvres pour piano*, vol. 1, T. Paraskivessco, 3 Cal, 123,80 F (NR).

Préludes, E. Heidsieck, 2 Casiope, 82,40 F (R).
MASCAGNI : *l'Ami Fritz*, dir. G. Gavazzoni, 2 EMI, 80 F (N).

GRANADOS : *L'œuvre pour piano*, M. Dese, 2 coffrets de 3 Vox, 82,80 F chacun (N).
GIORDANO : *André Chénier*, dir. L. Levine, 3 RCA, 123,30 F (N).

SIBELIUS : *Les symphonies et poèmes symphoniques*, dir. C. Davis, 5 Phi, 164 F (R).

La Traviata, extraits, dir. Karajan, 4 DG, 117,20 F (R).
Lohengrin, dir. R. Kubalik, 5 DG, 193 F (R).
Les Maitres chanteurs, dir. E. Jochum, 5 DG, 193 F (R).

Parsifal, dir. P. Boulez, 5 DG, 193 F (R).
Tannhäuser, op. O. Gerdas, 4 DG, 164,40 F (R).
Tristan et Isolde, dir. K. Böhm, 5 DG, 193 F (R).

La Traviata fantôme, dir. K. Böhm, 3 DG, 127,80 F (R).

VERDI : *la Forza del destin*, dir. J. Levine, 4 RCA, 140,80 F (N).
Simon Boccanegra, dir. C. Abbado, 3 DG, 127,80 F (N).

BORODINE : *les Trois Symphonies*, extraits du « Prince Igor », A. Davis, 2 CBS, 85,20 F (N).
BRAHMS : *Regium allemand et Rhapsodie*, dir. L. Maazel, 2 CBS, 82,40 F (N).

Requiem allemand, dir. Karajan, 2 EMI, 82,20 F (N).
Symphonies - Variations Haydn, dir. L. Maazel, 4 Deca, 164,80 F (NR).
Symphonies, dir. E. Jochum, 4 EMI, 108,80 F (N).

SAINT-SAËNS : *Samson et Dalila*, dir. Patané, 3 Eur, 115,80 F (R).
Sonates pour violon, violoncelle et vents, A. Arco, etc., 3 Cal, 123,80 F (R).

DELIBES : *Coppélia*, dir. J.-B. Mari, 2 EMI, 82,20 F (N).
MOUSSORGSKY : *Boris Godounov*, M. Talvela, dir. J. Semkov, 4 EMI, 141,60 F (N).

Nuit sur le mont Chauve - Tableaux d'une exposition, A. Lombard, 4 Deca, 164,80 F (NR).
SCHUBERT : *la Belle Meunière*, le Voyage d'hiver, le Chant du cygne, M. Prey, 4 Phi, 143 F (R).
Indes pour piano, F. Petit, SFP, 42,60 F (N).

L'œuvre pour piano à quatre mains, N. Lee, C. Ivaldi, 3 Arion, 127,80 F (N).
DONIZETTI : *l'Elisir d'amour*, dir. J. Pritchard, 2 CBS, 85,20 F (N).
Lucia di Lammermoor, M. Caballe, dir. J. Lopez-Cobos, 3 Phi, 108 F (N).

BERLIOZ : *Roméo et Juliette*, dir. A. Lombard, 2 Era, 85,20 F (N).
CHOPIN : *Œuvres pour piano*, vol. 1, T. Paraskivessco, 3 Cal, 123,80 F (NR).

Préludes, E. Heidsieck, 2 Casiope, 82,40 F (R).
MASCAGNI : *l'Ami Fritz*, dir. G. Gavazzoni, 2 EMI, 80 F (N).

GRANADOS : *L'œuvre pour piano*, M. Dese, 2 coffrets de 3 Vox, 82,80 F chacun (N).
GIORDANO : *André Chénier*, dir. L. Levine, 3 RCA, 123,30 F (N).

SIBELIUS : *Les symphonies et poèmes symphoniques*, dir. C. Davis, 5 Phi, 164 F (R).

SCHOENBERG : *les Quatuors à cordes*, Quatuor Juillard, 3 CBS, 127,80 F (N).
STRAVINSKY : *L'œuvre pour piano*, B. Ringelissen, A. Gorog, 4 Adès, 164,40 F (N).
PROKOFIEV : *Les concertos pour piano et pour violon*, G. Tachino, R. Ricci, 4 Vox, 110,40 F (NR).

HONEGGER : *Jeune au bûcher*, dir. S. Baudou, 2 EMI, 80 F (N).
GERSHWIN : *Porgy and Bess*, Houston Opera Group, 3 RCA, 123,30 F (N).

Concerts et anthologies

Chets-d'œuvre de l'art grégorien : les principales fêtes de l'année liturgique, moines de Solesmes, 5 IPG, 206 F (R).

Livre d'or de la musique Tudor, vol. 1 (Sheppard, White, Tallis), par The Clerks of Oxenford, 3 Cal, 123,80 F (NR).

Festival de musique ancienne, dir. D. Munrow, 3 Deca, 115,80 F (R).

Festival de musique baroque (Vivaldi, Corelli, Bach, etc.), dir. N. Martin, 3 Deca, 115,80 F (R).

Musique de danse de la Renaissance à l'aube du romantisme, Ullsamer Collegium, 6 Archiv, 251,60 F (R).

Dixième anniversaire de l'Orchestre de Paris (Berlioz, Brahms, Honegger, Ravel), dir. Ch. Münch, 4 EMI, 141,60 F (R).

Chœurs d'opéra russe (Moussorgsky, Borodine, Tchaïkovski), Bolchoï, CDM, 19,95 F (R).

L'art de Jean Sibelius, dir. R. Lepard, 4 Phi, 143 F (NR).

Joan Sutherland, la voix du siècle, 3 Deca, 123,80 F (R).

Cinq concertos par Ashkenazy, 4 Deca, 164,80 F (NR).

Dances pour deux pianos (Brahms, Dvorak, Infante), duo Billard-Azals, Cécilia, 41,20 F (N).

La guitare de Gentil Montana, Cécilia, 41,20 F (N).

Trésors de la musique méconnue, collection Duxo-Bouillol, 2 CDM, 75 F (N).

Abréviations. — Cal : Calliope ; CDM : Chant du Monde ; DG : Deutsche Grammophon ; Era : Erato ; Eur : Eurodisc ; HM : Harmonia Mundi ; HM : Hungaroton ; IPG : Ivan Pastor ; Phi : Philips ; SFP : Société française de productions phonographiques.

* A la suite de chaque enregistrement (N) signifie que la souscription concerne des enregistrements tout à fait nouveaux (au moins en France) ; (NR) : quelle que soit la nouveauté et des reprises ; (R) : quelle ne réunit que des reprises d'enregistrements déjà publiés.

LUCERNAIRE FORUM

2 Théâtres

2 Cinémas

1 salle de Concert

1 salle de Danse

Atelier de Peinture

Atelier de Peinture

Atelier de Peinture

GRAND REX VF / UGC ERMITAGE VO / MISTRAL VF
LA ROTONDE VF / ST MICHEL VO
UGC GOBELINS VF / CONVENTION ST CHARLES VF

UN THRILLER POLICIER QUI TIENT LE SPECTATEUR EN HALÈNE JUSQU'AU DÉNOUEMENT...
HENRY CHAPLAIN (LE QUOTIDIEN DE PARIS)

ENFER mécanique (THE CAR)

une Voiture Noire terrorise une région

avec JAMES BROWN, KATHLEEN LLOYD, JOHN MARLEY, ELIZABETH THOMPSON
et ROMY OCK - coproducteurs BRUNO LUCAS, SUZANNE LUCAS
scénario de MICHAËL SCHLÖSSER et MICHAËL SCHLÖSSER - réalisation de MICHAËL SCHLÖSSER
Musique de MICHAËL SCHLÖSSER - Montage de MICHAËL SCHLÖSSER - Production de MICHAËL SCHLÖSSER

PANTIN Carrefour - PARLY 2
VILLENEUVE SAINT-GEORGES Artel
MONTREUIL Méliès - NOGENT Artel
ARGENTEUIL Alpha - SARCELLES Flanades

GALERIE TIQUETONNE
19, rue Tiquetonne (2^e)
(01-39-34)

3 PEINTRES HAITIENS
du 30 sept au 30 oct.

MAISON DU DANEMARK
143, Ch.-Elysées, 2^e et 3^e ét.
IB BRAASE
sculptures
Tous les jours de 12 h. à 19 h.
dim. et fêtes de 15 h. à 19 h.
Jusq. 16 oct. - Entrée libre

MUSÉE RODIN
77, rue de Varenne, PARIS-7^e
Oscar JESPER
Sculptures - Dessins
Ouvert de 10 h. à 18 h. (sauf mardi)
Jusqu'au 3 octobre

Galerie Marcel BERNHEIM
35, rue La Boétie, Paris (8^e)
M. BRAVO
Du 21 septembre au 4 octobre

Galerie Marcel BERNHEIM
35, rue La Boétie, Paris (8^e)
M. BRAVO
Du 21 septembre au 4 octobre

FEMMES DE L'EXTRÊME-ORIENT
Teinture à la cire et aux couleurs naturelles
par NISHIMOTO
ART YOMIURI, 5, quai Conti (6^e) - 033-93-00
Jusqu'au 5 octobre

UNE EXPOSITION de la
10^e BIENNALE DE PARIS
Par le
MUSÉE DES MUSÉES
17 septembre - 1^{er} novembre 1977

10^e biennale de Paris
biennale des jeunes
Palais de Tokyo
Musée d'art moderne de la Ville de Paris
17 septembre
1^{er} novembre

Galerie Marcel BERNHEIM
35, rue La Boétie, Paris (8^e)
M. BRAVO
Du 21 septembre au 4 octobre

Galerie NATHALIE NORRABAT
41, rue de Varenne (7^e) - 261-23-69
TRIADO
Du 28 sept. au 15 oct.

Galerie NATHALIE NORRABAT
41, rue de Varenne (7^e) - 261-23-69
TRIADO
Du 28 sept. au 15 oct.

Galerie NATHALIE NORRABAT
41, rue de Varenne (7^e) - 261-23-69
TRIADO
Du 28 sept. au 15 oct.

Galerie NATHALIE NORRABAT
41, rue de Varenne (7^e) - 261-23-69
TRIADO
Du 28 sept. au 15 oct.

Galerie NATHALIE NORRABAT
41, rue de Varenne (7^e) - 261-23-69
TRIADO
Du 28 sept. au 15 oct.

Galerie NATHALIE NORRABAT
41, rue de Varenne (7^e) - 261-23-69
TRIADO
Du 28 sept. au 15 oct.

Du 27 sept. au 29 oct. 1977
AERRO, CUECO, KERMARREC, KLASSEN, POLI, RECALCATI, TELEMAQUE, VELICKOVIC, VOSS.
GALERIE C
10 RUE DES BEAUX-ARTS
75006 PARIS. 325.10.72

LIMOUSE
exposition du 22 septembre au 29 octobre
AIRCURIAL
9 avenue Maignan Paris 8
du mardi au samedi
de 10h30 à 19h30

MUSÉE POSTAL - 17 SEPTEMBRE-2 OCTOBRE
sauf jeudi
TREMOIS
Maison de la Poste et de la Philatélie, 34, boulevard du Vaugrand, Paris-15^e

GALERIE DROUANT
52, rue du Fg-Saint-Honoré, Paris-8^e - 265-79-45
CALVEZ
Du 27 septembre au 11 octobre

GALERIE DES ORFÈVRES
62, quai des Orfèvres-23, place Dauphine - 226-81-30
RUOLLE
27 septembre - 22 octobre

مكتبة الأصل

atelier
JEAN LE POULAIN
DINER
LE FAISEUR
de BALZAC
606 49 24 et AGENCES

CABARETS

REVUE
ENTIEREMENT
NOUVELLE
DINERS 21h
SPECTACLE 23h
62, RUE MAZARINE, PARIS VI. 329.02.20

LIDO DÉSORMAIS AU
CABARET-RESTAURANT
NORMANDIE
AVEC SA
NOUVELLE
REVUE

BAL DU MOULIN ROUGE
601 20 3 79 00
ET AGENCES

LISETTE MALIDOR
SOLENT
20 H 30 CHAMP-REVUE
179^F par pers.
22 H 30 CHAMP-REVUE
115^F par pers.
SERVICE COMBIS

**VOTRE TABLE
CE SOIR**

DINERS AVANT LE SPECTACLE

DINERS... DANS UN JARDIN

L'ÉPICURIEUX F/sam. midi et dim. Jusqu'à 22 h. 30. 3 salles intimes autour d'une fontaine fleurie.
 1, rue de Neale, 8°. 329-55-78 Cassonnet de l'Océan. Lotte Bréval. Salade de canard aux cépes.

DINERS

OSAKA	260-66-01 18, rue Saint-Honoré, 1 ^{er} .	T.l.jr	Annecement à 6, rue du Helder, 9 ^e , jusqu'à 22 h. 30. Cuisine japonaise. Tempura - Soukizaki - Souchi - Sashimi. Dans un cadre typique.
CAYEAD FRANÇOIS-VILLON P.D.	260-66-02 17, rue Laffitte, 1 ^{er} .	T.l.jr	Ses caves du XIII ^e . Déj. Soup. Jue. 2 h. mat. Moules boueées à 9 F. Prix de la bouteille de 3 litres 25 F. Les chouchous classés à 20 F.
ASSIETTE AU BIEUF - POCCARDI	260-66-03 6, bd des Italiens, 2 ^e .	T.l.jr e	MICHEL OLIVER propose une formule Beauf pour 25 F a.n.c. (28,75 a.n.) le midi et le soir jusqu'à 1 h du matin, avec ambiance musicale.
ASSIETTE AU BAEUF	260-66-04 122, Champs-Elysées, 8 ^e .	T.l.jr	MICHEL OLIVER propose une formule Beuf pour 25 F a.n.c. (28,75 a.n.) le midi et le soir jusqu'à 1 h du matin
DOUCET EST	260-40-62 10, rue du 8-Mai-1945, 10 ^t	T.l.jr	A 50 m. Gare Est. 24 Res-de-châssés : Brasserie. Menu 25 F et 30 F. Choucroute garnie (à 20 F) tous les jours. De 10 h à 1 h du jour il y a stage restaurant spécialisé du chef et POISSONS.
JULIEN	PRO. 12-03 16, rue du Pg-Saint-Denis, 10 ^t .	T.J.I.	Dans son cadre d'fin de siècle, « La nouvelle formule » plats riches, entrées compris. « Ses fabuleux » bœufs à 50 F. Foie gras. P.M.B. 50 F.
MONSIEUR BEUUF	T.J.I. 31, rue Saint-Denis, 10 ^t .	508-88-35	Nouvelle direction. Déguster d'anciennes. Dinier-Bouper. Cadre : toiles de maître. Son célèbre « BGUF ROSH » et ses vins de propriété.
LOUIS XIV	260-10-19 17, rue du Pg-Saint-Denis, 10 ^t .	260-56-56	Délivrance. Dinera. Soupers après minuit. Fermé le mardi. Sultres. Prix de la bouteille de 3 litres 25 F. Les chouchous classés à 20 F.
LE CROQUANT	533-50-91 28, rue Jean-Maridor, 15 ^e	P.d/m	Dans un cadre rustique et raffiné. Vincent VIGNALOY vous propose des produits venant directement des fermes du Piériford.
LE CEPE A TOL	P./midi midi 17, rue Caulaincourt, 18 ^t .	076-87-44	Tous les champignons avec garnitures de viandes et poissons. Ambiance musicale. Cadre intime.
AU CARBON DE BOIS	228-77-49 10, rue Guichard, 18 ^t .	P.d/m	Foie de canard 18. Brochette de moules 13. Garçabo 3. Ses grillades. Faux-Rillet 19. Saie de gigot 22 Pavé de jambon 30 Saie éclairtie.
BATIMANN ETO	18-16 74-13 18, rue de Valenciennes, 2 ^e .	74-13-15	Une gamine incomparable de choucroutes Son cane d'éclairties, ses saies de viande, ses saies de légumes, ses saies de légumes classiques à 20 F.
BRASSERIE DU TARAC PIGALLE	696-72-00, place Pigalle, 18 ^t .	T.l.jr	Ouvret Jour et nuit. Banc d'éclairties 11, renouvelé. Bon plat du jour, ses spécialités : Choucroute 28. Grillades 9. Ses grillades flambées. Buffet froid. Spéc. : Bière LOVENBERG MUNCH.
RIBATEVO	379-41-03 6, rue Flacchart, 20 ^e .	P./mardi	Jusqu'à 2 h. du matin. Spécialités portugaises. Tous les soirs FADO Le Bulvar Mouras la Saie de 12 Chouchous classés à 20 F.
DAREKOUN	723-53-20 18, rue de Valenciennes, 2 ^e .	T.l.jr	Léon MORANNE lance le Garçabo A Paris Saies éclairties... Un cadre très agréable, raffiné, élégant. Orph. Op. art. 1982 à 21 h. 30.

RIVE GAUCHE		
LE MONIAGE GUILLAUMES 88, r. Toubert-Incise, 14 ^e	331-78-10	Bulrres, poissons, crustacés, coquillages. Fermé le dimanche.
AU CARBON DE BOIS 16, rue du Dragon, 6 ^e	548-57-04 Fidim.	Jusqu'à 23 h. 30, la grillade devant gastronomique. Le plus authentique des cafés parisiens pour dessein Salle étudiante.
BRETARD DE LA GARE 99, bd du Montparnasse, 6 ^e	11 j/m	MICHEL OLIVIER propose pour 25 F a.s.d. (28,50 p.p.) sa nouvelle formule à 3 bors-d'œuvre, 3 plats au choix jusqu'à 1 h du matin
ASSISTE AU BUREAU Place Église St-Germain-des-Prés, 6 ^e	11 j/m	MICHEL OLIVIER propose une formule Sour pour 25 F a.s.d. (28,75 s.e.) le midi et le soir jusqu'à 1 h 30 du matin avec ambiance musicale
LE JACQUES-CEUR 11, rue de la Harpe, 6 ^e	11 j/m 326-52-33	Jusqu'à 6 h. Cuis. fr. trad. : Pointes de filet pommes sarladaises 40 F, Fondards Angoulême 40 F, Barbe Noire d'Alsace 40 F, plats de saison
LES VIEUX TEMPS 58-60-62-64 13, bd Augusta-Bianqui, 13 ^e	588-60-03 Fermé le dimanche et lundi.	Entrées : jambons Langouille grillée Puerrier mousserons Canard échaudé, Pâtisserie maison Sancerre Rollade Salmou Bourguignon Michel Malard, Cuisine Michel Molan. Souper aux chandelles 90 à 200 F.
OTEL DE PARIS 228-52-53		Jusqu'à 2 heures du matin Restaurant panoramique. Spécialités

DINERS - SPECTACLES	
DON CAMILO 10, rue des Saints-Pères. 7. T.J.Rs	Et d'ansant prés. par Jean RAYMOND, avec de grandes vedettes. Menu T.C. (boiss., café, serv.) 145 & 160 F. vend. sam., veille de fêtes.
ETOILE DE MOSCOW Ely. 53-13 & r. A. Honessay. 3. (Etoile). T.J.R.	Rest. spect. de gds classe. V. Noursky et les Oiseaux Russes - Finganez Kiss - Tamara - G Borodko, la ved. armén. Akhila - Orch. S. Volys.
VILLA D'ESTE Ely. 78-44 rue A. Honessay. 3. T.J.R.	Et d'ansant avec Mario Jinks et son Orch. Menu sur. 90 F. et Carré J.J. Vailland, J. Mervin, Claude Wright. Les Planes Finitis les Octaves
L'OREE DU BOIS Porte Maillot T.J.Rs	Marcel Bekler présente: spect. « Non stop » animé par M. Gaillard, Show de F. Dorian. Attract. Les Oiseaux - Les Indiennes - Michel Lebb. Menu : 135 F. v.c.

COTTAGE LA METAIRIE de l'Oise **Changé de propriétaire Cuisine personnalisée du chef Ch. Delahaye.**
L'Isle-Adam. Rés. 469-01-14 **Salon pour repas d'affaires et banquets. Fermé mercredi.**

SOUPERS APRÈS MINUIT

[illegible]

LE MUNICHE 27, r. de Buci, 8°
833-62-08
Closures - Spécialités
CHOU HONIC 11, rue Made-
leine, 8° 285-27-57
Bar-de-ch PUB Grill 1 r Et Niv-
el et restaur ue panoramique

MERVELLES DES MERS
CHARLOT 1er 322-47-05
126 bis boulevard de Clichy 41°
Sous leur d'œuvres Pénins

WEPLER 14, place Clichy,
5923-33-20
SON BANC D'INTIQUES
POMME D'ART

LA CLOSERIE DES LILAS
171, boulevard du Montparnasse,
220-50-40
Au piano Yvao Meyer.

LE PICNET 68, rue P-Charrou,
209-30-34
Spécialités campagnardes
GRILLADES - FRUITS DE MER
PATISSERIES PATISSIERS

LE LOUIS XIV
3, bd St-Denis, 200-18-90, P/mardi
HOTTES, FRUITS DE MER, CIB.
Café, Pâtisseries

JULIEN Tous les soirs
jusqu'à 1 h. 30 (art dim.)
16, rue du Petit-Denis, 10°
770-12-08

LE PETIT ZINC 026-78-34
Hôtres Poissons. Vins de pays

TERMINUS Nord 824-48-72
75-10-75
Bretagne 1922, Apres, 1922
23, rue Danubio, 10°-75-75

GUY 5, rue Mankeloo, 029-97-51
Saint-Germain-des-Près
BOUFFE BRÉSILIEN
Feuilles

مَكْنَا مِنْ الْأَهْلِ

SPORTS

VOILE

La course autour du monde
LES CONCURRENTS
FONT ROUTE VERS LE CAP

Les voiliers de la course autour du monde se trouvent mardi 27 septembre à la hauteur du tropique du Capricorne. Pour les plus rapides d'entre eux, l'arrivée au Cap, terme de la première étape, pourrait avoir lieu vers le 10 octobre.

M. Patrick Théron, l'équipier du bateau français *Jaggy-Hermès*, qui souffrait de coliques néphrétiques (le *Monde* du 23 septembre), est maintenant dans un hôpital de Recife (Brésil). Son état n'inspire pas d'inquiétude. Grâce à un bâtiment de la marine brésilienne venu à la rencontre du voilier, M. Théron a été pris en charge sans que *Jaggy-Hermès* ait eu besoin d'attendre un port. Ce bateau est maintenant très en retard sur les autres concurrents (environ 1 000 kilomètres). Il en est de même pour l'anglais *Condor*, qui avait brisé son mât et qui a repris la route samedi (vingt-quatre heures plus tard que prévu) de Monrovia (Libéria), où il avait dû relâcher. Il se trouvait encore nettement au nord de l'équateur lundi en fin de journée.

La course se joue actuellement entre, d'une part, le groupe des bateaux ayant choisi la route directe et, d'autre part, celui qui navigue plus à l'ouest pour bénéficier de vents plus réguliers. Il semble, pour le moment, que l'avantage soit à ceux qui ont choisi la ligne droite : le néerlandais *Flyer* et l'anglais *King's Legend*, notamment, sont sensiblement plus près de l'arrivée que *Condor*, *Il* (France), *Diageo-Or* (Suisse), *Neptune* (France) et *Great Britain II*.

Toutefois, le vent semblait s'affaiblir mardi matin dans les parages où naviguaient les voiliers de la route directe. En revanche, *Gaulesse II* et *Diageo-Or* « jontèrent » à des moyennes proches de 200 milles par jour. *Gaulesse II* (qui est l'ancien *Pen-Duick III* d'Eric Tabarly) a même couvert 210 milles par vingt-quatre heures (environ 230 kilomètres) deux jours de suite. Il a d'ailleurs commencé à inflechir sa route vers la pointe de l'Afrique. Un incident matériel risqué cependant : le hublot du bateau français dans les vents forts qu'il peut avoir à affronter prochainement : son « moulin à café » (pièce mécanique qui sert à démantibuler les voiles de l'équipage sur le gréement) s'est brisé et ne peut être réparé avant l'escalade.

M. PAUL DIJOND
AUX DIRECTEURS TECHNIQUES :
« AUCUN RELACHEMENT
NE SERA TOLÉRÉ »

M. Paul Dijond, secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, a reçu, mardi 27 septembre, l'ensemble des directeurs techniques nationaux. Après cette entrevue, un communiqué du secrétariat d'Etat précisait le rôle et la fonction de ces fonctionnaires, que M. Dijond place clairement sous son autorité.

« Ces responsables sportifs sont mis à la disposition des fédérations pour le secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, qui les paie, les nomme et qui les révoque éventuellement, dit le communiqué. Ils sont donc après des fédérations les collaborateurs directs et privilégiés du secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports. C'est d'eux, de leur efficacité, de leur dévouement et de leur compétence que dépendent les résultats à venir des équipes sportives qui représenteront la France dans les grandes compétitions sportives internationales. »

M. Dijond insiste également un appel à la discipline et à la cohésion, signalant qu'« aucun relâchement ne sera toléré ». Il affirme sa solidarité avec le Comité national olympique et sportif français et lance enfin un appel aux athlètes eux-mêmes, qui « doivent être des exemples d'abnégation, de don de soi et même de sacrifice ».

CA PEUT
RAPPORTER
GROS
DES JEUDI
VOUS
POUVEZ
JOUER AU
LOTO

Notices à votre disposition
chez les dépositaires

VOLLEY-BALL

LE TOURNOI DU C.S.M. CLAMART
Brigitte, Diane, Marion
et deux mille huit cents autres

Les habitués du P.M.U. dominical ont dû renoncer à trouver une place pour leur voiture le 25 septembre, place Hunebelle, à Clamart. Sur le stade municipal tout proche, les responsables du C.S.M. Clamart organisaient leur 10^e tournoi international de volley-ball. La transformation d'un stade de banlieue en véritable fourmilière, par l'empilement de cinquante-huit terrasses pour un millier de matches et la présence de deux mille huit cents joueurs — soit 5 % des effectifs fédéraux — répartis en trois cent cinquante équipes, ne va pas, en effet, sans poser quelques problèmes. Mais une fois ces difficultés surmontées, le succès de ce prologue à la saison officielle apparaît comme un gage de bonne santé morale pour ce sport, quand on connaît les tenants et les aboutissants de cette manifestation.

A une époque où l'argent devient de plus en plus le moteur de la compétition, il est rassurant de constater qu'il ne motive pas ce grand rassemblement de la plupart des volleyeurs de la région parisienne. Proposant divers challenges aux équipes de clubs traditionnels ou à des formations plus hétéroclites, nées parfois au hasard des plages, le tournoi de Clamart répond sans conteste aux besoins qu'éprouvent les volleyeurs de se retrouver, et surtout de se tester après le long intermède estival.

Comme les deux mille huit cents participants, les joueuses du Paris-Université Club avaient rendez-vous au stade dès 9 heures du matin, avec peut-être une motivation supplémentaire. Elles venaient défendre la coupe de la ville de Clamart, réservée aux équipes féminines, qu'elles avaient gagnée l'année dernière et qu'elles perdront cette fois, après sept matches, en finale contre le Yukon Bratislava.

Brigitte, Diane, Jennie, Marie-Claude sont professeurs d'éducation physique à Clamart. Marion, Véronique, Annie et Nadine, étudiantes dans la même discipline : Laurence, institutrice ;

Marie-Christine, étudiante à sciences-po, Dominique, étudiante en médecine. Une parfaite illustration de ce qui vaut au volley-ball la réputation de sport d'intellectuels.

Modernes amazones, elles jouent, se soutiennent — « Allez les filles ! » — et vivent presque en équipe. D'instinct, comme tous les volleyeurs français, mais passionnées, elles n'hésitent pas à consacrer à leur sport tous leurs week-ends et deux soirées d'entraînement par semaine pour le seul plaisir. Le P.M.U. ne peut prendre à sa charge que les frais de déplacement et d'hébergement éventuels pour les matches officiels. Certes, comme Diane, professeur d'éducation physique au C.E.S. Broselette de Villeneuve-Saint-Georges, trouvent encore le temps de s'occuper d'un club de volley-ball de banlieue.

Faite de ressources

Faute de ressources suffisantes, le volley-ball français ne peut se passer de ces missionnaires qui consacrent leurs loisirs, leur argent et souvent leur imagination à leur club. Ainsi, le tournoi du C.S.M. Clamart est un moyen intelligent et original d'assurer une bonne propagande pour ce sport, en proposant gratuitement à la population locale un millier de rencontres en deux jours, mais il pourrait surtout pour 35 % du budget annuel de fonctionnement du club.

Pour offrir aux équipes françaises l'occasion d'affronter dix clubs étrangers, le C.S.M. Clamart doit consacrer à ses invitations 30 000 francs que les droits — minimes — d'inscription, la distribution en ville de plaquettes publicitaires et la subvention municipale, ne peuvent couvrir. L'équilibre financier de cette manifestation et le bénéfice nécessaire pour le budget annuel dépendent en fait des buvettes mises en place par le club dans l'enceinte du stade. On comprend dès lors que le soleil soit indispensable au C.S.M. Clamart, au moins deux jours par an.

GERARD ALSOUY.

SOCIÉTÉ

Après la mort d'une jeune fille à Rungis

Carole ? Il n'y a rien à en dire

Le conseil municipal de Chevilly-Larue (Val-de-Marne) se réunit, vendredi 30 septembre, à 21 h 30, dans les hâles de Rungis, sur le lieu où se rassemblent chaque semaine les jeunes motards. M. Guy Pettezari, maire de Chevilly-Larue, annonce vouloir ainsi « exiger du gouvernement la réalisation immédiate d'un circuit motocycliste de la région parisienne ». Vendredi 23 septembre, Carole Le Fol, âgée de dix-huit ans, a trouvé la mort à proximité du « circuit infernal » de Rungis, portant à dix-sept le nombre des victimes depuis trois ans. M. Paul Lucio, vingt ans, qui pilotait la moto, a été blessé sans gravité (« le Monde » du 27 septembre).

« Il n'y a rien à dire, Carole, c'était une fille gaie, mignonne, toujours sympas avec tout le monde. Une jeune qui vivait comme vivent tous les jeunes. Ils n'en ont guère plus ses amis de Bagneux (Hauts-de-Seine), Jean-François et Marc, pourtant, connaissent bien Carole. Ils faisaient partie de la même « bande » : le mot ne leur plait pas, ils avaient « les mêmes copains », c'est tout.

Carole est morte vendredi soir. Elle était passagère sur la moto de Paul, dont elle partageait la vie depuis quatre ou cinq ans. Tuée sur le coup. Pas exactement victime du circuit de Rungis, car Paul et Carole ne « tournaient » pas. Ils arrivaient au rendez-vous inconnu de la région parisienne improvisent les soirs en fin de semaine, à travers les entrepôts et les camions de fruits, de légumes et de viande. « Il faut être dingue pour tourner », dit Jean-François. Bien sûr, on fait un tour pour voir, et puis on comprend. Les « gros cubes » trébuchent les motos sans éclairage. Alors on vient là parce que c'est un but de balade, parce qu'on est sûr qu'on se retrouvera entre jeunes. »

Jean-François et Marc n'aiment pas parler. Ils sont venus au garage où Paul travaille, parce qu'il doit sortir de l'hôpital aujourd'hui et voudra peut-être rencontrer des copains. Ils redoutent surtout qu'on ne les comprenne pas. « Il faut être dingue pour tourner... Mais quand on aime la moto, après une semaine de boulot, que faire d'autre ? »

A dix-huit heures, comme chaque soir, les motards de Bagneux se retrouvent au café « Les Cigales ». Ils sont là une dizaine, dont Didier, vingt-trois ans chauffeur-livreur. C'est lui qui, qu'il ne reverrait pas Carole. « On a pleuré pendant dix minutes tous les deux. » Eux non plus n'ont pas envie de parler de Carole, dont la famille vit à Lannion. En juillet, elle avait quitté un emploi de secrétaire-ducky dans un magasin de vêtements à Paris. Le vendredi, on mange tous ensemble à la cafétéria d'un grand magasin proche. On sort très souvent les week-ends : on va à Deauville, en Belgique, assister à un grand prix ; boire un café à Orléans, pour faire rouler la moto. Carole ? Elle était trop jeune, elle n'avait pas pu encore passer son permis. La moto, encore...

« Notre politique à nous, c'est Moto-Journal ou Moto-Revue. Entre nous, on parle boulot ou projet de vacances... à moto. »

Le circuit de Rungis ? « De la folie. Ceux qui tournent, c'est pour frimer, faire rêver le pot d'échappement et jacter des étincelles. Pour dire aux copains : « J'attaque comme une « bête ». Nous, on y va quel quefois pour retrouver les autres, mais le vrai motard ne tourne pas à Rungis. »

Carole ? Elle s'entendait « à fond » avec Paul. C'est trop bête, il faudrait interdire Rungis. Carole ? « On vous le dit : c'était la joie de vivre. Elle est morte, y a rien à en dire. »

CHARLES VIAL.

senna selection

ingénieurs-formateurs en systèmes de gestion

Outre-Mer

SEMA, société de conseil, d'études et d'ingénierie, recherche pour sa division Informatique plusieurs ingénieurs ayant de 1 à 6 années d'expérience en formation, pour intervenir sur des contrats à l'étranger. Ils seront responsables de la conception et de la mise en œuvre d'un programme de formation aux systèmes de gestion. Ils interviendront personnellement et assureront la formation de formateurs locaux. Ces postes conviennent à des ingénieurs diplômés grandes écoles (ECP-Mines-ENSA...) ou à des universitaires orientés vers la gestion (Sciences Eco...). Les candidats seront disposés à effectuer des déplacements et séjours en province et à l'étranger d'une durée d'environ deux ans. Les rémunérations offertes dépendent essentiellement des compétences et de la personnalité des candidats. *Ecrire à J. Hagege à Paris.* (Réf. 10150M)

ingénieurs-organisateurs informaticiens

Outre-Mer

SEMA, société de conseil, d'études et d'ingénierie, recherche pour sa division Informatique plusieurs ingénieurs ayant de 6 à 10 années d'expérience en organisation pour intervenir sur des contrats à l'étranger. Ces postes conviennent à des ingénieurs diplômés grandes écoles (X, Mines, Centrale, Télécom...). Au départ ils seront responsables de la mise en œuvre d'un important système informatique de gestion et en assureront la mise en place en collaboration avec l'équipe de conception. Les rémunérations dépendront essentiellement des compétences et de la personnalité des candidats. *Ecrire à J. Hagege à Paris.* (Réf. 10149M)

directeur général

200.000 F

Une Société de Presse (C.A. 50 MF) édite un quotidien régional (100.000 ex) reflétant l'ensemble des courants de pensée. Dans le cadre de sa restructuration, elle recherche son Directeur Général. Membre du conseil d'administration, il dirigera l'entreprise d'une façon conforme aux impératifs de la situation et aux résultats à atteindre. Ce poste convient à un manager de haut niveau ayant acquis son expérience de préférence au sein d'entreprises de presse ou d'imprimerie lourde. Agé de 40 ans minimum, il est meneur d'hommes possédant une personnalité marquée : gestionnaire averti, excellent organisateur, doué d'un sens aigu des relations. La résidence est fixée dans une métropole au Nord de Paris. *Ecrire à C. Beauvillain à Lille.* (Réf. 5020M)

chef de service marketing transport

Nord

Un important groupe français de transports (CA 700 MF) recherche un chef de service marketing pour l'une de ses filiales en Région Nord. Rattaché au directeur général et assisté par deux collaborateurs, il élaborera et proposera une stratégie de développement de l'activité en fonction des besoins de la clientèle. Sa mission comportera des études de marchés et des réalisations concrètes. Ce poste, en cours de création, convient à un candidat âgé de 35 ans au moins, de formation supérieure (HEC, ESSEC, Ecoles d'Ingénieurs...) ayant une expérience de responsable marketing acquise en entreprise. Autorité de compétence, sens de la créativité et des relations publiques sont des atouts de réussite. La rémunération est attractive. *Ecrire à C. Beauvillain à Lille.* (Réf. 5019M)

directeur production étranger

150.000 F

Un groupe métallurgique exportateur du Sud-Est (CA : 30 MF) dont l'activité en expansion régulière se situe dans la construction métallique, le chaudronnerie des métaux nobles, cherche pour l'étranger un directeur de production. Directement rattaché au PDG, il sera chargé d'organiser et d'implanter les structures nécessaires, de diriger, coordonner et animer les activités de production (B.E., fabrication, montage). Le candidat, ingénieur diplômé Arts et Métiers ou équivalent, devra être âgé de 35 ans environ, avoir une expérience d'au moins 5 à 6 ans dans une fonction à responsabilité au sein d'une entreprise de construction métallique de moyenne importance. Forte personnalité. Sens aigu des contacts humains. Anglaise indispensable. Sérieuses références exigées. *Ecrire à P. Boyer à Marseille.* (Réf. 1023M)

chef du personnel sud-est

120.000 F

Une société française, affiliée à un groupe multinational important, désire pourvoir au remplacement du Chef de Personnel d'une usine, appelé à d'autres fonctions. Sous les ordres du Directeur d'usine et avec l'appui fonctionnel constant du Directeur des Relations Sociales au siège, il aura la charge de la gestion du personnel de cet établissement de 900 personnes environ. Conseiller de l'encadrement et interlocuteur des organisations syndicales, il aura pour mission essentielle d'anticiper sur les situations conflictuelles. Les candidatures sont cibles de professionnels de la fonction, ayant une grande expérience des relations sociales au niveau de l'usine. L'établissement est situé dans une ville agréable au sein d'une région offrant un excellent cadre de vie. *Ecrire à M. Laperche à Lyon.* (Réf. 2041M)

responsable de la production

90.000 F

Pour une usine de panneaux en polyester stratifié dans la région d'Amiens et le cadre général d'un groupe français très performant, on recherche une personne ayant une formation Ecole Supérieure ou CNAM et une expérience de la direction d'atelier. La technologie est acquise, la fabrication en série démarrée, il faut monter en puissance cette unité de production, sortir les commandes en portefeuille, organiser le travail et former les hommes pour produire, écrire les process et les gammes. Une évolution est possible vers une direction industrielle dans le groupe. *Ecrire à R. Besson à Paris.* (Réf. 9011M)

cadre du personnel paris

70.000 F

Une société du secteur tertiaire (150 personnes), appartenant à un groupe très important, dont les services centraux assurent jusqu'à présent la gestion courante du personnel, désire, dans le cadre d'une nouvelle orientation, créer son propre service du personnel. La personne recrutée sera chargée principalement des rapports avec les partenaires sociaux (préparation des réunions, participation à un dialogue permanent), du suivi des dossiers du personnel et de la mise en place d'une nouvelle gestion. Il participera en outre aux activités sociales de l'entreprise. Le candidat devra être un homme de relations humaines, ayant déjà une bonne expérience de la gestion du personnel. De formation supérieure, il devra être âgé d'au moins 35 ans. *Ecrire à Ch. Reynard à Paris.* (Réf. 7038M)

ingénieur études microprocesseurs

Lyon

Une PMI lyonnaise, dont les produits sont réputés dans le domaine téléphonie, télécontrôle, télécommunications, recherche un ingénieur capable de prendre en charge les études de conception et de développer des systèmes informatiques appliqués à la téléphonie. La candidature souhaitée est celle d'un jeune ingénieur électronicien, ayant l'expérience de la conception des systèmes microprocesseurs. Les nécessaires connaissances en téléphonie pourront être acquises dans l'exercice de la fonction. *Ecrire à M. Laperche à Lyon.* (Réf. 2045M)

Adresser votre CV, avec une courte lettre manuscrite, aux Consultants de Senna-Selection :

82126 MONTROUGE - Centre Metra, 16-18, rue Barbès T61, (01) 657 13 00
59000 LILLE - Forum, 43, rue Gustave-Deleury T61, (20) 51 55 92
69006 LYON - 29, cours Vitton T61, (78) 89 25 52
13006 MARSEILLE - 9, place Félix-Barot T61, (91) 54 33 08



senna

Conseil, Études, Ingénierie
INFORMATIQUE, MARKETING
ORGANISATION, FORMATION

مركز من الأمل

CARNET

Naissances

— M. et Mme Couvreur Didier sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille
Karine
le 14 septembre 1977.
Claire et Jean-Louis ont
qu'Emmanuel ont la joie de vous
faire part de la naissance de
Isabelle
le 21 septembre 1977, rue Saint-Marc,
94470 Châteaufort-de-Gadagne.

Fiançailles

— M. et Mme Henri Jonnard,
M. et Mme Robert Lohar ont la
joie de faire part des fiançailles de
leurs enfants
Françoise et Georges,
Saint-Etienne, Paris.

Mariages

— M. et Mme Michèle Jeanne
Munari Jansat, M. et Mme Douk-Akue
Sassy Michel ont l'honneur de vous
faire part du mariage de leurs
enfants
Antoine de Padoue
et Blandine Fortunée.

Décès

Général LAUDET

Nous apprenons le décès, sur-
venu le lundi 26 septembre, du
général Gaston LAUDET, 82 ans,
dont les obsèques auront lieu le
vendredi 30 septembre, à 9 h. 30, en
l'église Saint-Louis des Invalides.
(Né le 28 février 1900 au Mans (Sar-
the), ancien élève de Polytechnique,
Gaston Lavedut sert dans l'armée, et
il a appartenu en 1942 à la section des
états généraux de l'Etat-major de
l'armée. Après plusieurs postes d'Etat-
major, il est, en 1948, directeur adjoint
des personnes au ministère de la guerre,
puis chef de la section technique de
l'armée en 1950.
En 1955, il appartient au cabinet du
ministre de la défense, M. Bourges-
Maurouy, et, en 1957, avec le rang de
général de corps d'armée, au cabinet du
ministre de la défense, André Marie. Il
effectue plusieurs séjours en Algérie, et
est promu au rang de général d'armée en
novembre 1958. Il devient chef d'état-
major général des armées en février 1959,
après avoir étudié l'ensemble des pro-
blèmes d'armement au Comité de l'énar-
gie atomique, dont il était membre.
En avril 1961, le général Lavedut, qui
est passé dans la deuxième section du
cadre de réserve, devient délégué mini-
stériel pour l'armement sous l'autorité de
M. Pierre Messmer, ministre des armées,
qui le charge des études et de la fabri-
cation des matériels militaires.
En janvier 1964, le général Lavedut

A L'HOTEL DROUOT

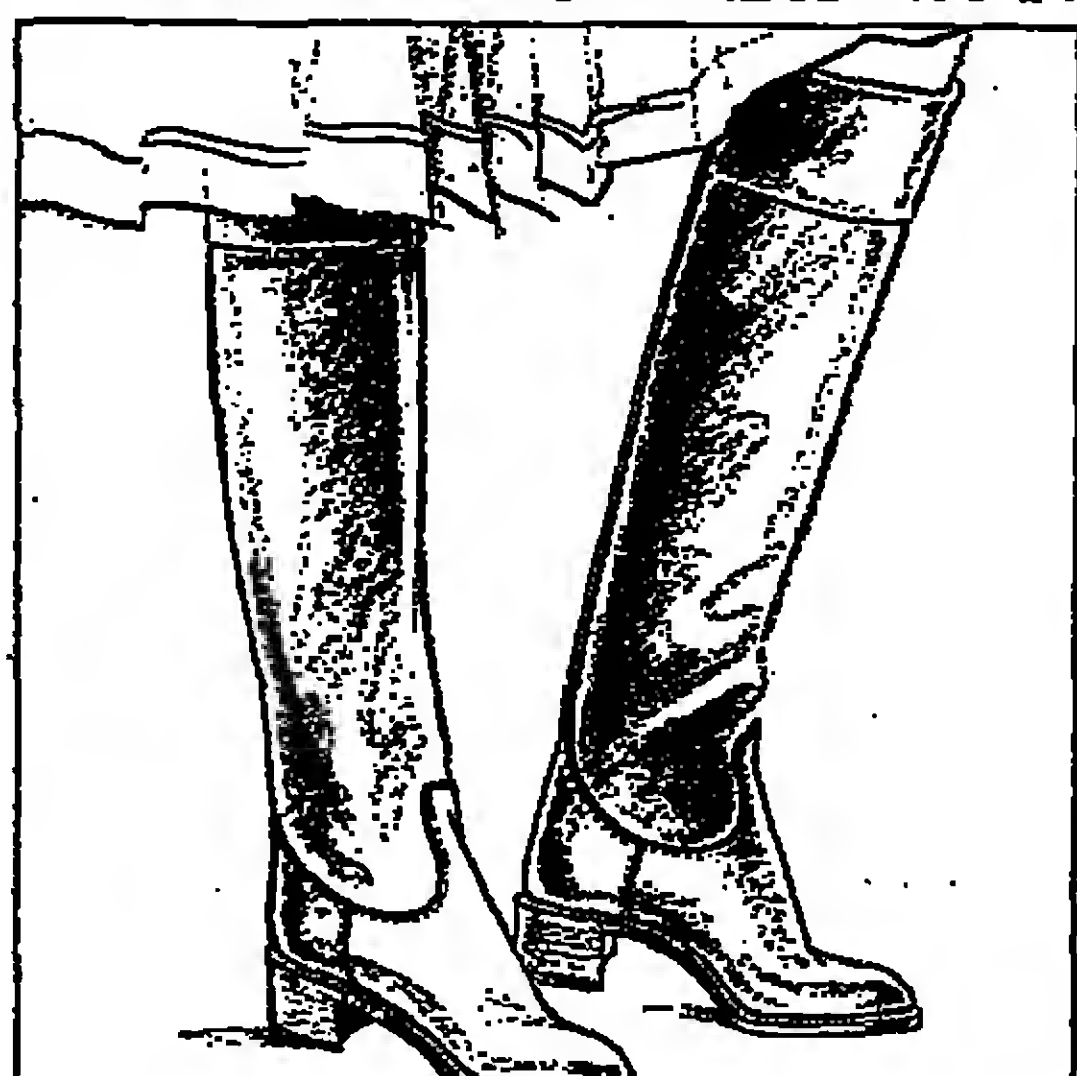
EXPOSITIONS
Jeu de
S. S. - Successeur Larramet, Meubles
style L. XV, L. XVI.

Il faut être client de Burberrys
pour recevoir le catalogue...
Mais il suffit de recevoir le catalogue
pour devenir client de Burberrys!
Alors! demandez-le,
nous vous l'envoyons gratuitement.

Burberrys
8, bd Malesherbes - Paris 8^e



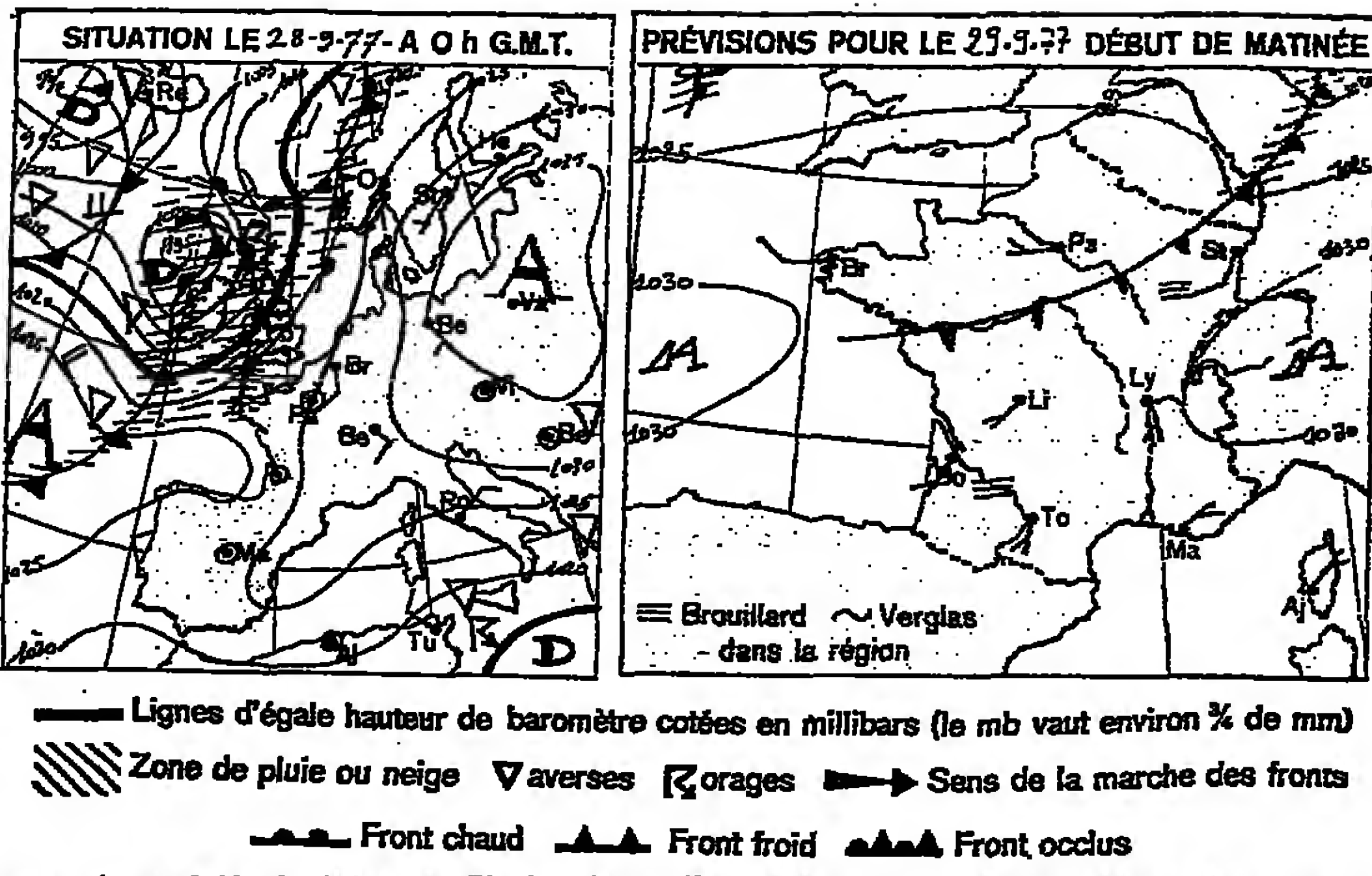
24, faubourg Saint-Honoré; la botte
Hermès : box-café naturel 1100 F.



Pour que l'utile soit beau
HERMÈS

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en
France entre le mercredi 28 septem-
bre à 0 heure et le jeudi 29 septem-
bre à 24 heures :
Le front froid situé mercredi
matin au voisinage de l'Europe
occidentale se déplacera vers le
nord-est. Sa partie médiane tra-
versera la moitié nord de la France,
mais elle sera peu active sur notre
pays.
Le 29 septembre, le temps sera
très nuageux et brumeux le matin
de la Vende aux Ardennes, à
l'Alsace et au Jura. Ailleurs, le ciel
sera peu nuageux, mais il y aura
des bruyères dans le Sud-Ouest.
Au cours de la journée, de larges
systèmes se développeront dans la
zone nageuse, et ainsi, sur l'en-
semble de la France, le temps sera
généralement agité.
Les vents seront faibles. Les tem-
pératures maximales s'élèveront un
peu.
Mercredi 28 septembre, à 7 heures,
la pression atmosphérique réduite
au niveau de la mer était, à Paris -
Le Bourget, de 1 023,4 millibars, soit
767,8 millimètres de mercure.
Températures de premier chiffre
indiquent le maximum enregistré au
cours de la journée du 27 septembre :
à Paris, le maximum de la nuit du
27 au 28 : Ajaccio, 23 et 9 degrés ;

Automobile

UNE NOUVELLE 2 LITRES : LA TOYOTA CRESSIDA

En présentant la Cressida,
Toyota tente une percée sur le
marché européen des 2 litres,
où une vingtaine de modèles se
bousculent déjà. La nouvelle ber-
line — il existe également un
coupé et un break — aux formes
typiquement japonaises n'est, en
fait, qu'une version améliorée de
la Corona Mark II. Elle allie la
stabilité, le confort, la puissance et
une belle tenue de route. La Cressida
est également plus spacieuse et
plus confortable. L'em-
placement a été allongé et la voie
avant élargie afin d'accroître la
stabilité. Le moteur enfin, légè-
rement plus puissant (88 ch DIN),
bénéficie d'un allègement notable
du poids.
Mais la Cressida reste une japo-
naise archi-conventionnelle avec
sa propulsion arrière, sa direction
à recirculation de billes, son essieu
avant rigide et sa présentation
soignée mais démodée. La tenue
de route est bonne sur sol sec et
non dégradé, la suspension est
parfaite, le freinage et les per-
formances sont honnêtes. Au
bilan, la voiture est moyenne, sans
plus, et elle ne peut se prévaloir,
malgré un siège de conducteur à
support lombaire réglable et une
boîte cinq vitesses, d'un équipe-
ment supérieur à la normale. Ou
d'un prix vraiment compétitif : le
cours du yen a monté. Il y a peu
de temps, les Toyota étaient en-
core « fantastiques ». Aujourd'hui,
elles « bénéficient de l'assistance
multigrande ». C'est, avec sa
réputation de robustesse, le véritable
argument de la Cressida.
M. B.

Circulation

NOUVEAUX PARCOMÈTRES DANS LA CAPITALE

Mille cinq cents nouveaux par-
comètres vont être installés dans la
capitale entre le 1^{er} octobre et le
31 décembre conformément au pro-
gramme d'extension du stationne-
ment payant voté par le Conseil
de Paris au mois de novembre 1976.
Dans les premiers et quatrièmes
arrondissements, des appareils vont
notamment être posés à l'intérieur
d'une zone délimitée par la rue de
Séville, la rue des Halles, la rue
Saint-Hippolyte, la rue du Louvre,
la rue Étienne-Marcel, le boulevard
Sébastopol, la rue Gambetta et la
rue Vieille-du-Temple. Le station-
nement payant sera institué égale-
ment dans certaines artères des
cinquième, sixième, septième, huitième,
dixième, onzième, douzième,
quinzième et seizième arrondisse-
ments.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel
du 28 septembre 1977.

DES DÉCRETS :

- Modifiant le décret n° 85-888
du 10 août 1965 relatif au statut
particulier du corps des ingé-
nieurs des travaux ruraux.
- Modifiant le décret n° 70-128
du 14 février 1970 relatif au
statut particulier des ingénieurs
des travaux des eaux et forêts.
- Relatif à l'appellation d'ori-
gine « Eldu du Haut Jura »,
« Eldu de Gex » ou « Eldu de
Septmoncel ».

(Publiétés)

- COROT, spécialiste de la
topographie imprimée main,
signée par les plus grands
artistes contemporains. Car-
tons exclusifs. Tirage limité.
COROT, 65, Champs-Élysées,
4^e étage. Tél. : 225-36-59.

Et si vous acquies-
sez à votre prochain et à votre
au 56^e étage de la tour
Montparnasse...
LE CIEL DE PARIS
Tél. 538.52.56
De 40 à 300 personnes
Buffets, cocktails, banquets, etc.
avec Paris à vos pieds.
Parking sous la tour.
Documentation sur demande.

Manifestations

● La journée des animaux a
lieu cette année, dimanche
2 octobre à Paris. Elle sera mar-
quée par un rassemblement sur
le parvis de Notre-Dame de
10 à 18 heures.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75001 PARIS - CREDIT
G.P.F. 01-71-23

ABONNEMENTS

2 mois 9 mois 12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
198 F 235 F 285 F 370 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
198 F 235 F 285 F 370 F
ÉTRANGER
(par mandat postal)
I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
125 F 235 F 285 F 370 F
II. - TONKIN
125 F 235 F 285 F 370 F
Par voie aérienne
Tél. 01-71-23

Les abonnés qui paient par
chèque postal (ou chèque) vou-
dront bien joindre ce chèque à
leur demande.

Changements d'adresse déli-
vables ou provisoires (deux
semaines ou plus) : nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.

Veuillez noter l'importance de
préciser tous les noms propres en
têtes d'impression.

LENTILLES DE CONTACT :

parce que les yeux myopes
sont souvent les plus beaux.

Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie.
Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous enlevez vos lunettes,
montrez-le aussi sans vous gêner de bien voir. Grâce aux lentilles
de contact YSOPTIC.

Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de
contact, classiques, souples ou miniflexibles, spéciales pour yeux
sensibles. Elles assurent une vision totale et une correction parfaite.
Vous serez surpris de leur efficacité. Essayez-les gratuitement chez :

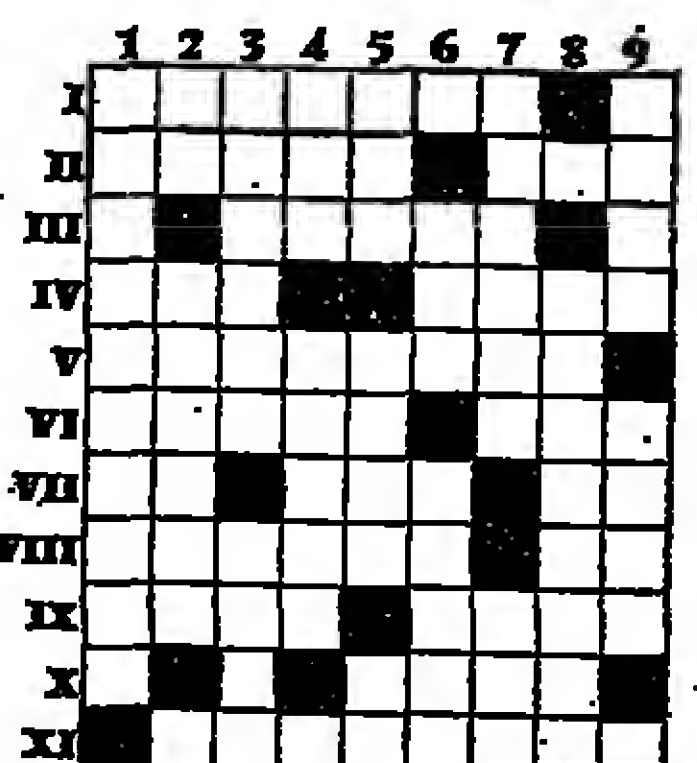
YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 521.15.31

Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

YSOPTIC

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1879



HORIZONTALEMENT

- I. Tout simplement. — II. Ver-
sée dans l'armature : Cléonard et le
rapport à lui-même. — III. Le
stranger. — IV. Saint : Le signe
de la croix. — V. Très favorables.
— VI. Inutile, dans un tête-à-
tête : Souligne une chose à peine
crochable. — VII. A toujours les
faveurs des intégristes (épée) ;
Houille. — VIII. Réservoir. — VIII.
Digne d'un lieu agréable.
Conjonction. — IX. Pas admissible.
Couleur pâle. — X. Nettoyage. —
XI. A l'arrêt de tout.

VERTICALEMENT

- 1. Des cris dans la nuit (graphie
admise). — 2. Symbole : Ne fis
aucun effort d'imagination. — 3.
Toujours mordante même quand
elle est douce : Désigne le contenu
ou le contenant. — 4. Abréviation ;
Est friable. — 5. Fin de participe ;
Fourniture. — 6. Précède un total.
— 6. Lettres de policesse : Débar-
rasse de certaines impuretés. —
7. Sans changement : Se bonifie
avec le temps. — 8. Fabrication
sur une grande échelle. — 9. Ne
dure qu'un temps : Facilite les
recherches du bibliothécaire.

Solution du problème n° 1878

Horizontalement

- I. Bercelonne. — II. Moire. —
III. Nudes. — IV. Ur. — V. Clé-
lice. — VI. Aorte. — VII. Bal-
— VIII. Résister. — VIII. Réus-
— IX. Ossa. — X. Eau. — XI. Seln.

Verticalement

- 1. Banni (l'uniformité est la
mière de l'ennemi). — 2.
Coursiers. — 3. Rie. — 4. Ossa. —
5. Arec. — 6. Liqueur. — 7. Mir. —
8. Es. — 9. Loubres. — 10. Mir. —
11. Ester. — 12. Oct. — 13. 8 se-
lées. — 14. Lune.

GUY BROUTY.

هكذا من الأصل

ÉQUIPEMENT

TOURISME

Le Club Méditerranée entre chez les naturistes

L'exercice, 1976-1977 du Club Méditerranée sera en augmentation de 16 à 18 % (nos dernières éditions du 28 septembre). Ces chiffres ont été donnés par M. Gilbert Trigano lors d'une conférence de presse où, après avoir rappelé les perspectives de l'été, le président-directeur général de la société a annoncé les nouvelles orientations de l'entreprise, déjà amorcées en 1976 par la création de Maseva, société de gestion immobilière au capital de 100 000 F, et filiale à 100 % du Club Méditerranée, société qui exploite pour le compte des propriétaires un ensemble de villas et d'appartements au Portugal et un ensemble d'appartements locatifs à Super-Nandaz, en Suisse.

« L'importance nouvelle que prend, en matière de vacances, le phénomène immobilier nous conduit, au terme de vingt-sept ans d'expérience, à nous adonner, mais sur l'avenir de la propriété saisonnière (1) », a-t-il déclaré.

Une participation au capital de Club Nature

A cet effet, le Club Méditerranée vient d'acquiescer 50 % (soit 500 millions de francs) du capital de Club-Nature, société qui a réalisé à ce jour 18 programmes en copropriété saisonnière, représentant 7 000 lits, et qui aura réalisé, en 1977, 120 000 nuitées. Avec l'arrivée de la société, les deux partenaires continueront de construire de nouveaux en-

sembles clubs-hôtels traditionnels, le développement de clubs-hôtels Maseva, dotés de services « à la carte », et enfin, le développement d'un réseau localisé couvrant la France et l'étranger, permettant la mise en œuvre d'un système d'échanges.

Enfin, on a appris que le Club participait pour 56 %, depuis décembre 1976, au capital de Club Nature, promoteur de centres de vacances réservés aux naturistes. Cette société a déjà commercialisé huit centres, et en a exploité directement quatre (quatorze mille adhérents en 1977, 100 000 francs de chiffre d'affaires). Sous la houlette du Club Méditerranée, Club Nature se propose de créer un produit-vacances élaboré qui alliera à l'éthique naturiste l'ensemble des services (qualité de l'hébergement, animation, activités sportives et culturelles, etc.) habituels dans les villages du Club.

Malgré tout, le Club Méditerranée se porte bien. Au jour-nal, il lui a été posé, aux plus sombres heures de l'été, la question : « Alors, est-ce la fin du Club ? ». M. Gilbert Trigano avait répondu : « Non. Cela ne fait que commencer... Après un été comme celui-ci, on devrait être tranquilles pour vingt-cinq ans... »

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

(1) Formule par laquelle l'acquéreur d'un appartement (ou d'un studio) en participation, jointe avec d'autres copropriétaires, selon un calendrier déterminé lors de la signature du contrat.

PORTRAIT

Un officier sur la mer d'ennui

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de marins et d'officiers des pétroliers long-courriers ont lancé un mot d'ordre de grève et demandent que la durée d'embarquement sur les pétroliers soit ramenée à quatre-vingt-dix jours au maximum et que les équipages obtiennent dix-

« Notre pipe ennemi, ce ne sont pas les tempêtes, pourtant redoutables, au large de l'Afrique du Sud, ou les risques de collision ou de marée noire. C'est l'ennui, la solitude collective. L'ennui, quand on aime son métier et qu'on a le choix, c'est un non-sens terrible. » C'est par ces mots que M. François Muller, officier radio sur la Lucina, un tanker de 300 000 tonnes de la Shell, et responsable de la C.F.D.T., résume la malaise actuelle des équipages des navires pétroliers.

Son dernier embarquement, il s'en souviendra longtemps. Cela a duré du 20 avril au 10 août dernier. « En cent dix jours de mer, j'ai mis une seule fois le pied à terre, à Curaçao, et j'ai reçu cinq fois du courrier, dont deux fois par coup de chance. Très souvent, les relèves se font au Cap par hélicoptère. Nous apportons nous-mêmes le courrier pour nos camarades qui restent à bord. Pour eux, c'est la joie, et pour nous qui embarquons, l'amertume. »

Commentent alors de longues semaines de routine et de vie

collective dans un petit espace, avec une petite communauté puisque l'équipage dépasse rarement trente personnes sur les gros pétroliers. « Pour ma part, j'ai encore de la chance, dit-il en souriant. Je suis le seul en contact professionnel et constant avec la terre. Mon rythme de travail ? Huit heures par jour, sept jours sur sept. Mais les officiers de pont sont moins vernis : quatre heures le jour, quatre heures la nuit. »

Sur les navires, une hiérarchie intrinsèque impose de stricts cloisonnements. « Les officiers et les marins regardent le cinéma ensemble, mais pour la télé, c'est chacun dans son carré. Les épouses des marins peuvent embarquer dans les mêmes conditions que celles des officiers, mais les lits de ces derniers sont plus larges que ceux des marins et les officiers déjeunent sur des nappes en tissu, les marins sur des toiles cirées. Avec les épouses, on aime surtout parler des enfants ou des collines de Normandie. Ah ! si les armateurs avaient su inventer la machine à l'en-

duit jours un quart de congé par mois d'embarquement (contre dix-sept jours un quart actuellement) ! Plusieurs pétroliers français restent bloqués à quai ou sur rade, notamment le plus gros pétrolier du monde, le « Batillus » de la Shell, à Antifer.

François Muller sait bien que les dangers s'appellent d'abord alcoolisme, dépression nerveuse, ragots, dénonciations et, parfois, suicide. Il lit beaucoup. Pour la bonne forme il fait une ou deux fois par jour le tour du navire à pied en feuilletant des livres. « Les copains m'appellent mon-

« Ne croyez pas que le commandant soit moins que d'autres sujet à la solitude et aux états d'âme. Devant ce mal, il n'y a pas de parade. C'est même pire pour lui, car les règles de la hiérarchie et les habitudes du métier l'obligent à garder une distance. Il sait qu'il est chargé de lourdes responsabilités économiques et morales. Il voudrait accomplir le mieux possible de nombreuses tâches sociales, mais il n'y a pas été préparé. Solitude, frustration et, parfois, paralysie. »

Le commandant, c'est aussi le secouriste en chef. Une jambe cassée, ça se remet ! Mais, lorsqu'il s'agit d'un cas de pleurésie ou de tuberculose, c'est une autre affaire. « Dans les quatre coins du monde, nous pouvons heureusement entrer en contact

téléphonique avec la station de Saint-Lys, près de Toulouse. Un interne spécialisé du centre hospitalier nous donne une consultation et des instructions par téléphone. Mais une de nos revendications demeure : il faudrait installer dans plusieurs endroits du globe des navires-hôpitaux service. »

Sylviane Muller tourne ses longs cheveux bruns autour de son index : « Dans le fond, c'est plus pénible pour mon mari que pour moi. Lorsqu'il part d'Orly pour la Nigéria ou l'Arabie Saoudite, il emporte avec lui le visage de notre fille en larmes. Mais ce qui nous différencie le plus des gens de la terre, c'est surtout qu'on ne peut rien prévoir en famille. »

Un sourire : « Il y a tout de même un avantage. J'ai beaucoup de temps libre. Je peux organiser ma vie, continue Sylviane. Je milite dans plusieurs associations, j'ai été élue adjointe au maire dans ma petite commune, près de Melun. »

Ex. trinitement ironique : « Épouser un marin, cela forme l'esprit critique. »

FRANÇOIS GROSCHARD.

LE PLUS GRAND SALON 78 RENAULT A 2 PAS DE CHEZ VOUS

25 000 modèles exposés partout en France

50 fois plus de modèles qu'au Salon de l'an dernier.

Depuis 1993, les Français ont pris l'habitude de se rendre au Salon de l'Auto, à Paris. Cette année, tout se trouve bouleversé. Ce sont 600 salons partout en France qui vont vous accueillir pendant 3 jours : le 30 septembre, le 1^{er} et le 2 octobre. Leur nom : « Renault portes ouvertes », parce qu'ils seront ouverts à tout le monde.

On y verra 25 000 voitures (l'an dernier, le « Salon de Paris » en exposait 450).

On s'informera auprès de 45 000 spécialistes sur les dernières techniques de pointe ou les conditions de crédit les plus avantageuses. Le plus grand salon, c'est Renault qui vous offre. Et Renault c'est aussi un nom, qui revient souvent dans l'histoire. Peut-être possédez-vous un document historique, mettant en scène une Renault. Alors nous vous attendons au cours de ces 3 jours Portes Ouvertes où nous offrons au possesseur du document « Renault » le plus inédit une véritable pièce de collection, une Renault NN 1927, en excellent état de marche. Il y a un concessionnaire Renault à deux pas de chez vous. Décidément, le Salon 78 a tout pour faire date. Ce serait dommage de le manquer. Et 3000 Renault 14 seront en jeu.

vendredi 30 septembre nocturne : jusqu'à 22 h.



samedi 1^{er} octobre dimanche 2 octobre ouvert toute la journée.

Renault 78 qui dit mieux?

6000 voitures utiles agents 45 000 spécialistes dans toute la France : le réseau le plus dense à votre service.

Crédits sur mesure Au-delà des options classiques, Renault met à votre disposition des formules adaptées à vos besoins : crédit saisonnier, contrat de reprise, bail avec option d'achat, etc. — et de multiples formules d'assurance garantissant ces financements.

Une gamme de près de 1 000 voitures Renault est le seul constructeur à vous proposer 15 modèles de 4 à 15 CV, 70 versions berlines et break, et 23 coloris de série. Ce qui vous laisse le choix entre 924 Renault différentes, sans compter les options : toit ouvrant, vitres teintées, peinture métallisée.

Garantie loangeable Même l'imprévu est prévu... Vous bénéficiez en plus d'une garantie d'un an pièces et main-d'œuvre, des frais consécutifs à l'immobilisation de votre véhicule (pénalités de cas : dépannage, remorquage, hébergement ou transport).

Renault boutique Des accessoires, des équipements qui bénéficient du label Renault et qui personnalisent votre véhicule.

Automatisation électronique Exclusivité Renault : La plupart des modèles peuvent en être équipés : agrément de conduite, économie de carburant en ville en sont les principaux avantages.

Aux championnes en herbe Renault est le seul constructeur à offrir autant de possibilités aux futurs champions : dans l'ordre : Ecoles de pilotage, Renault Cross Elf, Coupe Renault 5 Elf, Formule Renault. C'est aussi le seul à offrir en formule 1 en ayant accepté le pari d'utiliser un moteur turbo compressé. Vous verrez certains de ces fameux modèles aux Salons Renault Portes Ouvertes.

Service rapide Et même ultra-rapide, créé spécialement pour de petites interventions. Votre véhicule est pris en charge immédiatement. L'intervention est faite sans délai.

Station diagnostic Les voitures d'occasion sont soumises au diagnostic d'appareils électroniques de haute précision. Chaque concessionnaire est équipé d'une station diagnostic qui lui permet de vérifier tous les véhicules tant neufs que d'occasion.

Votre fourgonnette ? Renault est le 1^{er} constructeur français de véhicules utilitaires et professionnels. Il couvre ainsi les besoins de tiers des artisans, de 20 % des sociétés et de 16 % des transporteurs.

La nouvelle Renault 20 TS 2 litres est bien entendu présentée, prête à être essayée.

ET 3000 RENAULT 14 EN JEU !

bienvenue à tous

Renault préconise elf 3 JOURS PORTES OUVERTES

صكنا من الأصل

1 jeune travailleur manuel sur 2 a envie de se mettre un jour à son compte. Pour lui, nous venons de créer le Livret d'Epargne Manuelle.



L'un des principaux problèmes qui se posent aux travailleurs manuels est celui de leur carrière. Alors que de nombreux employés, cadres et non salariés, font partie de ce que le Président de la République avait appelé des "groupes de transition" où le déroulement de carrière peut se faire par progression d'un niveau à l'autre, les travailleurs manuels peuvent être caractérisés par leur appartenance à un "groupe de séjour", à l'intérieur duquel la progression est très limitée. Or valoriser le travail manuel, c'est non pas aider les gens à en sortir, mais montrer qu'on peut faire carrière dans le travail manuel.

L'objectif du Livret d'Epargne Manuel est de donner à cette voie un contenu concret : la possibilité pour un travailleur manuel salarié de s'installer à son compte.

En effet 47 % des jeunes travailleurs manuels souhaitent s'installer à leur compte.

La création d'entreprises correspond aussi à un besoin de la France : qui, sinon les jeunes, construira la nouvelle génération d'entreprises nécessaires à notre pays ?

Le problème à résoudre était délicat : d'une part, financer l'investissement nécessaire avec une épargne modeste, avant, et d'autre part permettre des mensualités raisonnables de remboursement de prêts. Une aide importante de l'Etat sous forme de prime, de prêts et d'aide à la formation a permis de boucler ce plan de financement et de mettre en place la période de formation nécessaire.

Ainsi, le travailleur manuel pourra-t-il "posséder" son métier non seulement au sens que donne à cette expression le langage, mais au plein sens du terme, c'est-à-dire en ayant la propriété pour l'exercer à son compte.

Le Livret d'Epargne Manuelle apporte un nouveau contenu concret à la liberté d'entreprendre, qui demeure dans la société que nous voulons construire, une des formes indispensables de la liberté.

Lionel STOLERU

- ☐ Le Livret d'Epargne Manuelle, c'est un plan de 5 à 8 ans, avec des versements mensuels de 100 à 500 francs.
- ☐ Cette épargne est rémunérée aux meilleures conditions actuelles, soit 8,5 % par an environ, net d'impôts.
- ☐ Si, en fin d'épargne, il y a création d'entreprise, le jeune travailleur manuel bénéficie en outre de 3 avantages :
 - ☐ une prime à l'investissement, égale à 15 % de celui-ci, plafonnée à 75 % de l'épargne constituée.

- ☐ un prêt des banques et du FDES, au taux moyen de 8 % (aux conditions de 1977), dans la limite de 10 fois l'épargne.
- ☐ un congé formation pour lui et son conjoint, de 3 mois, rémunéré, pour lui permettre de s'initier à la gestion d'une entreprise individuelle.

Le Livret d'Epargne Manuelle s'adresse à tous les travailleurs manuels salariés de moins de 30 ans. C'est-à-dire à 2,5 millions de salariés, dont 1,8 million dans l'industrie, 500.000 dans l'artisanat, 200.000 dans l'agriculture et les transports.

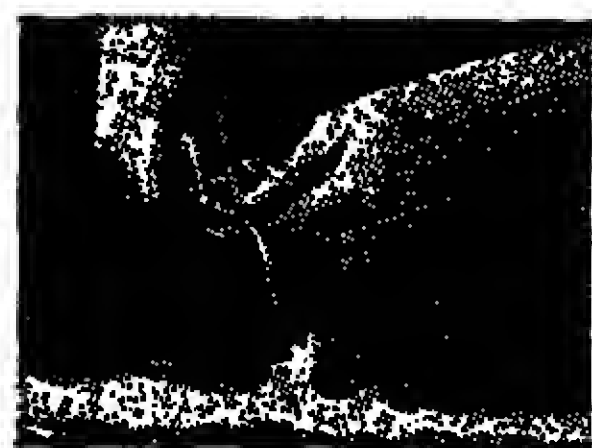
Exemples concrets :



Coiffeuse
est née en 1947,
elle est titulaire d'un C.A.P. et a suivi
un stage de gestion. Elle veut créer
son propre salon.

Elle épargne, 5 ans, à raison de 300 F par mois.	
Capital accumulé	18 000 F
Intérêt (+ 33 1/3 %)	4 300 F
Solde final	22 300 F
Si le montant de l'investissement dans 5 ans est de	160 000 F
Le montant de la prime sera de	16 700 F
(15 % de 160 000 = 24 000)	
calcul du plafond : 75 % de 22 300 = 16 700	
24 000 > 16 700.	
Si le fonds de roulement est de	30 000 F
le besoin de financement sera	
160 000 + 30 000 - 22 300 - 16 700.	151 000 F
Il sera couvert par deux prêts.	
Un prêt FDES à 6 % (dans les conditions actuelles).	75 500 F
Un prêt sur fonds des banques à 10 % (dans les conditions actuelles).	75 500 F

Mensualité des prêts sur 12 ans : 1 640 F



Apprenti plombier
est né en 1960 et sera titulaire du C.A.P.
en 1978.

Il épargne pendant 8 ans à raison de 100 F par mois pendant 4 ans puis 200 F par mois pendant 4 ans.	
Capital accumulé	14 400 F
Intérêt (sur la base de 6,5 % + rémunération complémentaire)	4 790 F
Solde final	19 190 F
Il s'installera comme artisan-plombier après avoir suivi avec sa femme un stage de formation.	
Si le montant de l'investissement est dans huit ans d'environ	100 000 F
Le montant de la prime sera de	14 490 F
(15 % de 100 000 F = 15 000 F)	
calcul du plafond : 75 % de 19 320 F = 14 490	
> 15 000 F.	
Si le fonds de roulement nécessaire est de	20 000 F
le besoin de financement sera de :	
100 000 + 20 000 - 19 190 - 14 490	86 320 F
Il sera couvert par deux prêts	
Un prêt FDES à 6 % (dans les conditions actuelles)	43 160 F
Un prêt sur fonds des banques à 10 % (dans les conditions actuelles)	43 160 F

Mensualité des prêts sur 12 ans : 936 F

Livret d'Epargne Manuelle.
Maintenant, un avenir à portée de la main.

هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	La ligne col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

ORGANISME PARA-ETATIQUE
d'un ETAT D'AFRIQUE CENTRALE
recherche
pour travaux entretiens et travaux neufs bâtiment.
UN DIRECTEUR TRAVAUX
INGENIEUR T.P. ou TECHNICIEN CONFIRME
du BATIMENT
Faire offre avec C.V. détaillé avant le 1^{er} octobre
à Société Internationale d'Etudes Urbaines,
9, rue Weber, Paris-16 - 98-55-57, avant le 3 oct.
La sélection des candidats se fera avant le 4 et le
7 octobre, au siège de la S.I.E.U. sur convocation.

Recherches
PROFESSEURS DE FRANÇAIS
avec bonnes connaissances d'Allemand
pour écoles de langues
à TRAVES et ASCHAFENBURG.
Postes à pourvoir immédiatement.
Tél. 19-49-631/434-38, ou écrire avec C.V. à :
Euro Sprachschule
Brotzstr. 1, D-5500 Trier/R.F.A.

offres premier emploi

Pour un premier emploi
Importante société métallurgique
recherche
2 ingénieurs mécaniciens
A.M. ou équivalent
L'UN pour le Bureau d'Etudes d'une de ses Usines du CENTRE
DE LA FRANCE.
L'AUTRE pour les Services Technico-commerciaux du siège à PARIS.
De bonnes connaissances en mécanique des fluides, hydraulique
et en anglais seront particulièrement appréciées.
Adresser C.V. et prétentions No 29.291 CONTEXTE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

Pour poste à l'étranger, rech.
TECHNICIEN DE
MAINTENANCE T.V.
expér. profession. indispensable
Adr. C.V. et prêt. AUDECAM,
100, r. de l'Université, Paris-7.

POUR PROCHE-ORIENT
Une des premières sociétés
d'engineering recherche
**DIRECTEUR
DE CHANTIER**
30 ans minimum. — C'est un
ingénieur confirmé qui assu-
mera l'entière responsabilité et
la coordination des diverses
actions nécessaires à la réa-
lisation de grands contrats.
Expérience similaire.
Bonne connaissance de l'angi.
Ecrire avec C.V., photo et pré-
tentions n° 4228, PUBLICITE
ROGER BLEV, 101, rue Beau-
mur, 75002 PARIS, qui transm.

URGENT
STE INGENIERIE rech.
CONDUCTEURS TRAVAUX
T.C.E.
pour chantier courte durée
étranger.
Env. C.V. détaillé, photo, prêt.,
sous réf. 4202, à J.G.M. Conseil,
2, avenue du Maréchal-Foch,
92250 Fontenay-aux-Roses

URGENT
St. Enseignement Supérieur Algérie
**PLUSIEURS PROFESSEURS
PRINCIPAUX**
Ingénieurs diplômés, âge min.
28 a., expér. 3 a., dont 1 an
enseignement. Physique, Technologie,
Maintenance. Avantages divers.
Envoyer C.V. + photo,
n° 1 081 501 M. REGIE-PRESSE,
15 bis, rue Réaumur, Paris-2.

LE SECTEUR DE L'ÉDITION
ACCUEILLE 100 JEUNES
Vous avez de 18 à 25 ans.
Vous cherchez votre premier emploi.
Décrivez votre vie professionnelle par un
STAGE PRATIQUE
dans une maison d'édition
8 mois, rémunération, formation.
Adresser votre candidature ou présentez-vous au
CERCLE DE LA LIBRAIRIE, 117, boulevard Saint-
Germain, 75006 PARIS, Service de l'Emploi
qui vous informera des différentes possibilités
offertes : emplois de bureau, secrétariat,
comptabilité, vente, fabrication.

ANNONCES CLASSEES
TELEPHONEES
296-15-01

offres d'emploi

offres d'emploi



une des premières sociétés
de conseil et services
en informatique

RECHERCHE POUR PARIS INGENIEURS COMMERCIAUX "AFFAIRES MOYENNES"

La mission consiste :
• à intervenir au niveau de la Direction Générale d'entreprises moyennes disposant déjà ou non
de moyens informatiques
• à comprendre leurs besoins et à proposer des solutions (Service Bureau, Télétraitement, Mini-ordi-
nateurs...) mises au point avec nos consultants et nos chefs de projet
• à négocier les contrats et à suivre les entreprises pour maintenir l'adéquation de la solution initia-
lement retenue à l'évolution de leurs besoins.
Le profil :
• diplômé d'études supérieures (Grande Ecole de Commerce ou Université) avec 2 ou 3 ans d'expé-
rience minimum.
• bonnes connaissances en informatique et en gestion nécessaires.
• aptitudes aux contacts et à la négociation à haut niveau.
Adresser lettre de candidature et C.V. sous référence 301 à
SLIGOS Direction Commerciale 91, rue Jean Jaurès 92807 Puteaux.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche pour l'un de ses Laboratoires
Implanté Sud de Paris
UN INGÉNIEUR-PHYSICIEN
Pour assurer la responsabilité d'études
et de mesures fines sur phénomènes de détonique
ou d'explosion.
Connaiss. en matière de combustion appréciées.
Ecr. avec C.V. et prêt., sous la référence 28.733,
CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS.
CEDEX 01, qui transmettra.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS
Vous connaissez bien IBM 370/158 SOUS OS/VS1,
le COBOL ANS n'a plus de secret pour vous.
Vous avez 3 années d'expérience sérieuse en infor-
matique.
Les problèmes BANCAIRES vous intéressent.
Vous avez une expérience dans le domaine des
opérations de prêts ou de la diffusion de package
multiconstructeur.
Paris vous plaît mais la proche BANLIERE OUEST
vous attire : FIN 78 votre lieu de travail y sera
décentralisé.
Pourquoi, alors, ne pas poursuivre une CARRIÈRE
ÉVOLUTIVE dans un grand établissement financier
où une FORMATION permanente est assurée.
Dés. main. env. C.V. + salaire sous le n° 2.147 à
COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui tr.

IMPT GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS
recrute pour son Centre de Recherches
(proche banlieue Sud)
**LABORATOIRE PHARMACOGINÉTIQUE
ET MÉTABOLISME**
Un (e) Technicien (ne) Toxicologie
EXPERIMENTÉ (ES)
(Traitement prélevement, etc.).
Avantages sociaux. Horaires personnalisés.
Adresser C.V. à SPRL 128, bd Auguste-Bianqui,
75013 PARIS, sous la référence n° 437.

IMPT SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE
recherche
**INGÉNIEUR GRANDES ÉCOLES
DÉBUTANT**
Cet ingénieur sera particulièrement chargé des
études industrielles touchant au packaging des
équipements et aux composants et y rattachant.
Qualités requises :
— initiative ;
— sens de l'organisation ;
— bons contacts humains ;
— aptitude à la polyvalence.
Adr. curr. visa, photo et prêt. à Thomson CSF,
Service Recrutement, B.P. 10, 91601 ORSAY.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

superior
Bagages & Maroquinerie
No 1 Français au plein
expansion, recherche
pour BESANCON :
JEUNE INGENIEUR
Arts & Métiers ou de
formation similaire, capable
de prendre en charge la
totalité de la réalisation
d'un projet de
RECHERCHE
DEVELOPPEMENT
pour un nouveau produit
d'avenir.
La candidate retenue sera
de préférence, des con-
naissances en matière
plastique, et une expé-
rience de 2 à 3 ans (sans
que soit exclu l'ensem-
blement d'un grand affi-
nement) sera grande.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ TEXTILE
2000 personnes, recherche
**CHEF SERVICE
DES METHODES**
Ce poste conviendrait à :
- Ingénieur Arts et Métiers ou Ecole équivalente
- 32 ans minimum.
- Expérience électromécanique et en logique
pneumatique appréciée.
Envoyer C.V., photo, prétentions à No 29386
CONTEXTE Publicité, 20, Avenue Opéra,
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Société de Conseils Juridiques
siège 150 km Nord de PARIS
cherche collaborateur
JURISTE FISCALISTE
30 ans environ, conseil fiscal inscrit ou susceptible
de s'inscrire, connaissance droit des sociétés appré-
ciée. Expérience acquise dans un cabinet néces-
saire. Préférence ancien inspecteur des impôts.
Sans de travail en équipe indispensable. Situation
rémunératrice stable et d'avenir. Discretions assurées.
Env. C.V. et prêt. au n° 7684, « le Monde » Publi-
cité, 3, rue des Italiens, 75227 PARIS-9, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
CHAUDRONNERIE LOURDE
A VOCATION NUCLÉAIRE
recherche
RESPONSABLE ACHATS
DANS SON DÉPARTEMENT ACHATS
• Poste pouvant convenir à Ingénieur
Métallurgiste ayant au moins 5 ans
d'expérience dans la fonction appro-
visionnement ou achats.
• Anglais indispensable.
• Allemand souhaité.
• Poste ville de Bourgogne.
Ecrire, sous n° 1.585, à :
SPERAR PUBLICITE
12, rue Jean - Jaurès
92807 Puteaux qui transm.

Importante Société Méridionale
Industrie du bois
recherche pour son usine
du MASSIF CENTRAL
en grand développement
DIRECTEUR DE PRODUCTION
— Age 40 ans environ - Ingénieur Ecole Supérieure
du Bois ;
— Parfaite connaissance des problèmes techniques
de fabrication bois (expérience à un poste simi-
laire) ;
— Gestionnaire complet (ateliers de production,
stocks, coûts de fabrication), habitude contacts
A.M. et personnel atelier.
Adresser C.V. (précisant langues étrangères connues
et niveau), photo : HAVAS-GRIVE, N° 11.077, qui trans.

Société fabriquant des parfums et produits de
beauté de luxe, de renommée internationale,
recherche
CHEF DE LABORATOIRE
CONTROLE DE QUALITÉ
Homme, formation INGENIEUR - CHIMISTE,
débutant ou possédant quelques années d'expe-
rience dans l'industrie cosmétique ou pharma-
ceutique.
Anglais indispensable
Le poste est situé à 100 km au Sud-Ouest de Paris
L'effectif du laboratoire à diriger est de 12 pers
Env. curr. visa et le n° 7.536 à « le Monde » Publi-
cité, 3, rue des Italiens - 75227 PARIS-9 qui trans

ENTREPRISE BRETONNE (300 personnes)
FABRIQUE DE BONNETERIE
recherche dans le cadre de son expansion
DIRECTEUR de PRODUCTION
NOUS DEMANDONS :
— Homme dynam. aimant les contacts humains,
sachant prendre responsabilités ;
— Expérience dans la branche souhaitée ;
POUR ASSURER charge complète dans :
— l'organisation,
— le contrôle de la production et de
l'effectif
NOUS OFFRONS :
— Avenir assuré pour candidat de valeur dans une
entreprise jeune ;
— Possibilité de logement.
Ecrire avec C.V. manuscrit, photo, à n° 26.879,
CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}),
qui transmettra - Discretions assurées

Société spécialisée en
AMÉNAGEMENT URBAIN
recherche
pour créer une agence à
CHERBOURG
**CADRE
EXPÉRIMENTÉ**
chargé d'assurer la coordination
juridique et financière
d'opérations d'aménagement,
renovation, restauration,
selon procédures publiques.
Adr. C.V., photo et prétentions
sous référence OBT à
EMPLOIS ET CARRIÈRES,
30, rue Vernet, 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE CONSTRUCTION MÉCANIQUE
recherche
INGÉNIEUR
de formation mécanique pour analyse
et programmation sur ordinateur
Grande ville de province
Ecrire avec C.V. à n° 29.432, CONTEXTE Publicité,
20, avenue de l'Opéra, PARIS (1^{er}), qui transm.

ORGANISME FINANCIER
A VOCATION RÉGIONALE
recherche
INGÉNIEURS-CONSEILS
intéressés par les problèmes de développe-
ment d'entreprises régionales, ayant une
bonne expérience de diagnostics d'entre-
prise et de montages de financements.
Postes à pourvoir en Province (Centre et
Ouest).
Envoyer C.V. photo et prétentions à :
C.E.G.P.
139 rue des États-Unis
36000 CHATEAUROUX

**LE MONDE s'efforce d'élimi-
ner de ses Annonces Clas-
sées tout texte comportant
allégation ou indications
fausses ou de nature à
induire en erreur les lec-
teurs. Si, malgré ce contrôle, une
petite annonce abusive s'est
glissée dans nos colonnes,
nous prions instamment nos
lecteurs de nous la signaler
en nous écrivant :
LE MONDE
Direction de la Publicité
5, rue des Italiens
75009 PARIS**

مكتبة المصطفى

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

CENTI

SOCIÉTÉ de CONSEIL et SERVICES en INFORMATIQUE

offre des situations intéressantes comportant de réelles possibilités de carrière à candidats possédant formation de base suffisante, en vue de participer au développement de ses deux départements de Grande et Mini Informatique, à Paris, en province et à l'étranger.

1) **GRANDE INFORMATIQUE** (pour d'importants projets)

INGÉNIEURS 1 an d'expérience
ANALYSTES 3 ans d'expérience

avec pratique du matériel Téléphonique en FORTRAN et PL 16

SPÉCIALISTES SIRIS 3 (IRIS 50)
ANALYSTES SYSTEME DOS/VS
ANALYSTES SYSTEME OS/VS

ayant la pratique de l'assembleur et des langages évolués. Connaissances IMS appréciées.

2) **MINI INFORMATIQUE** (informatisation de P.M.E.)

CHEFS DE PROJET sur IBM 3 ou IBM 32
ANALYSTES PROGRAMMEURS

— sur HEWLETT PACKARD 1000 - 2000 - 3000 (expérience COBOL) ;
— sur IBM 3 et IBM 32 ;
— sur NIXDOSE (connaissances TACOS et NIDAS)

Prévoir d'adresser C.V. photo et prétentions à CENTI 126, rue de Rennes, 75006 PARIS. Tél. : 222-23-31. Réponses et discrétion assurées.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE INFORMATIQUE INDUSTRIELLE TEMPS REEL
AU TOUT PREMIER PLAN SUR SON MARCHÉ

PLUSIEURS INGÉNIEURS CONFIRMES
GRANDE ECOLE

INGÉNIEURS COMMERCIAUX
Résultats prouvés domaine informatique. Forte personnalité. Bons négociateurs pour introduction dans les secteurs publics et privés notamment application des télécommunications France et étranger.
réf. SC 003

INGÉNIEURS CHARGES D'AFFAIRES
Expérience prouvée étude de systèmes à base d'automatismes et mini-ordinateurs dans domaine, maintenance commande de procédés industriels, réseaux de téléinformatique avec responsabilité de définition, suivi de réalisation et mise en place de projets.
réf. 031

INGÉNIEURS LOGICIENS
Pour encadrement de projets informatiques de process avec responsabilités sur conception, démarrage et réalisation des applications.
réf. SL 023

POUR TOUTES CES POSTES, LANGUE ANGLAISE INDISPENSABLE. DÉPLACEMENTS POSSIBLES : FRANCE et ÉTRANGER. LIEU DU TRAVAIL : SAINTE GENEVIÈVE PARIS. AVANTAGES SOCIAUX : RESTAURANT D'ENTREPRISE, etc...

Adresser C.V. très détaillé, photo et prétentions à No 28.973 CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Notre société est la filiale française d'un puissant groupe international. Elle a une vocation européenne et développe un C.A. de plus de 750 millions de francs. Nous recherchons quelques

jeunes diplômés de très haut niveau

X. Mines, ECP, ESE, HEC, ESSEC, MBA, INSEAD

Bilingues anglais et de préférence titulaires d'une double formation. Nous avons des opportunités à PARIS ou en province, les postes à pourvoir comportent de réelles responsabilités et sont conçus comme une préparation à des fonctions de management.

Plus encore qu'une très solide formation théorique, les candidats auront une forte personnalité et un goût prononcé pour les réalités industrielles et économiques.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi de 9 h à 12 h 30 - 14 h 30 à 18 h par INFORMATION CARRIÈRE SVP 11-11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.

Information Carrière SVP 11-11

Référence : 201

On peut aussi adresser son dossier à : SVP RESSOURCES HUMAINES 65, avenue de Wagram 75017 PARIS

INTERMATCH

recherche

pour la régie d'un magazine d'importance nationale :

UN CHEF DE PUBLICITÉ

âgé de 28 ans minimum, diplômé d'études supérieures, ayant une connaissance au moins théorique du marketing-mix des annonces.

Le candidat retenu devra être un homme d'action tourné vers la vente, mais aussi de réflexion.

La priorité sera accordée à compétence similaire aux candidats disponibles immédiatement.

Envoyer C.V. à INTERMATCH, 61, Champs-Élysées, 75008 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE

CHAUDRONNERIE LOURDE A VOCATION NUCLEAIRE

recherche

CHEF COMPTABLE

responsable de la Section COMPTABILITÉ

- Formation DECS ou équivalent.
- Bonne connaissance de la comptabilité générale et analytique.
- Connaissance Informatique souhaitée.
- Expérience indispensable : 5 ans minimum dans le domaine industriel (Entreprise de 600 personnes ou plus).
- Poste à pourvoir rapidement.

Écrire sous n° 1.613, à

SPEAR PUBLICITE 12, rue Jean - Jaurès 92207 Putaux qui transmettra.

SOCIÉTÉ PROMOTION IMMOBILIÈRE

Taille Nationale

recherche

DIRECTEUR DE PROGRAMME

Capable d'assumer l'entière RESPONSABILITÉ d'une ou plusieurs IMPORTANTES OPERATIONS. Expérience dans une fonction analogue. Trois ans minimum indispensables.

et un

CHEF DES SERVICES COMPTABLES EXPERIMENTÉ

Capable d'assumer l'entière responsabilité de l'ensemble des services comptables :

- de la société mère ;
- des sociétés de prestation de service ;
- des sociétés immobilières.

Une expérience en matière de gestion informatisée des sociétés immobilières serait appréciée.

REMUNERATIONS ELEVÉES EN FONCTION DE LA CAPACITÉ A ASSUMER LES RESPONSABILITÉS CONFIEES.

Écrire n° 7.638 à « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75007 PARIS (9°).

audit opérationnel

BSN Gervais Danone recherche pour son Service Audit, un diplômé d'études supérieures, ayant acquis au moins 3 ans d'expérience dans un Cabinet d'Audit Anglo-Saxon ou dans le Service Audit Interne d'une Société Anglo-Saxonne.

Il utilisera les techniques anglo-saxonnes d'analyse pour contrôler et améliorer la rentabilité des différentes fonctions de l'entreprise (transports, achats, finances, export, etc.).

Il sera chargé d'élaborer et de proposer des recommandations à la Direction Générale pour lui permettre d'améliorer le fonctionnement et les résultats des différentes Sociétés du Groupe.

Le poste, basé à Paris, implique 70% de déplacements tant en France qu'à l'étranger.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous n° J 04 M à Jean Burchel BSN-Gervais Danone, 7 rue de Téhéran, 75005 Paris.

bsn.gervais danone

futur secrétaire général

Nous sommes un groupe de sociétés fortement décentralisées, basé aux matériaux de construction (1.500 personnes, siège Paris). Notre activité est en récession, mais nous sommes prêts à relever le défi. Pour y contribuer, nous cherchons notre futur secrétaire général. C'est un homme d'action, créatif et polyvalent, capable aussi bien de gérer le quotidien que d'assumer des responsabilités plus globales (étudier et négocier un dossier d'emprunt, créer un GIE, négocier des accords d'entreprise, mettre en place une nouvelle organisation comptable, etc.).

A 32 ans minimum, de formation supérieure (Sciences Po., Droit, Sciences économiques, + DECS) vous avez acquis en milieu industriel une expérience très polyvalente, par exemple comme adjoint à un directeur administratif et financier ou secrétaire général, et vous sentez mûr pour succéder à terme à notre secrétaire général (39 ans).

Écrire à Mme M.C. TESSIER ss réf. 3206 LM.

ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

Importante Société (Paris-La Défense) recherche pour son informatique de gestion des **ANALYSTES PROGRAMMEURS** (D.U.T. ou équivalent) Écrire M. Charpentier Boite postale 57 92405 Courbevoie Cedex

COLLABORATEUR pd standing pour contacts haut niveau. Poss. gains importants - 224-12-30. Agence de voyages OPERA recherche urgent

CADRE RESPONSABLE SERV. PAIE ET PERSONN. INTENDANCE. Bonnes connaissances problèmes sociaux, 40 à 60 ans. Env. C.V., prétentions et photo à : SVP, 27, r. du Gal-Poy, 75008 Paris.

Importe société d'électronique pour poste stable et d'avvenir

A.T.2 - A.T.3 - A.T.P. LOGIQUE OU ANALOGIQUE Connaissance des mini-calculateurs souhaitée. SOPRAS, 29, boulevard St-Martin, 3. 274-61-01.

Chambre Syndicale des Banques Populaires

recherche

CHARGÉ D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES

destiné à participer au sein d'une équipe en développement à des études de secteurs professionnels et de marchés d'entreprise ainsi qu'à l'analyse de l'économie P.M.E.

- niveau d'études supérieures ;
- expérience 2 à 3 ans dans les domaines de l'assistance gestion, du crédit ou de l'intervention en entreprise.

Envoyer C.V. avec prétentions sous réf. 223 à : C.S.B.P. Service du Personnel, 131, avenue de Wagram, 75017 PARIS CEDEX 17.

UN INGENIEUR "ESTIMATING"

pour notre

DIVISION ACHATS

Nous sommes une Société d'Ingénierie et de Construction Nucleaire implantée à PARIS.

Dans le cadre de nos contrats à l'exportation, nous créons un poste d'ingénieur estimating.

Son rôle : consulter les marchés internationaux, définir les possibilités de sous-traitance locale, évaluer les coûts, dans le but de constituer les dossiers d'offres.

Ce poste s'adresse à un ingénieur qui, au sein de société construisant des unités pétrolières, pétrochimiques, sidérurgiques ou nucléaires, a exercé une fonction d'acheteur de biens d'équipement industriel. Donc parlant anglais.

Écrire à No 29185, Contesse Publicité, 20 av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 q.r.

C.I.T. ALCATEL

DÉPARTEMENT COMMUNICATIONS

78140 VELIZY

recherche

1 RÉDACTEUR TECHNIQUE

Bilingue français-anglais

Il sera chargé de la rédaction de documents techniques en anglais à partir de documents de base en français.

Ce poste pourrait convenir à un ingénieur diplômé, à un technicien ou à un rédacteur confirmé de LANGUE MATERNELLE ANGLAISE (parfaitement bilingue) et connaissant les télécommunications.

Adresser C.V., prétentions et photo à CIT ALCATEL Service Recrutement 10, rue Lotisère 78140 VELIZY.

LEADER INTERNATIONAL

DANS LE DOMAINE DES COMPOSANTS

recherche

CHEF DU SERVICE RELATIONS DU TRAVAIL

30 ans minimum

Le candidat aura la responsabilité :

- de la gestion d'un établissement de 600 personnes ;
- du recrutement ;
- de la formation ;
- des négociations syndicales.

Env. C.V. man., photo et prêt. à n° 29.585 Contesse Publ. 20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

IMPT GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS

recrute pour son Centre de Recherches (proche banlieue Sud)

LABORATOIRE PHARMACOGÉNÉTIQUE ET MÉTABOLISME

UN (E) TECHNICIEN (NE) ANALYSTE

EXPERIMENTÉ (EE)

(Extraction CCM, Scintillation liquide, etc.). Avantages sociaux. Horaires personnalisés.

Adresser C.V. à EPRL 126, bd Auguste-Blanqui, 75013 PARIS, sous la référence n° 437.

Nous sommes déjà, dans notre secteur, fortement implantés sur le marché des PLAFONDS EN FIBRE MINÉRALE A L'EXPORTATION nous créons un poste :

cadre technico-commercial confirmé

Il suit la clientèle existante, en promouvant et vendant notre gamme auprès des B.E., architectes et grandes entreprises. Il ouvre de nouveaux marchés.

Il a acquis une réelle expérience du milieu Bâtiment et T.P. Il connaît bien les plafonds.

Poste basé à Paris. Fixe important + intéressement + frais.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous réf. 712M à notre Conseil

centor DÉPARTEMENT EMPLOI 13 bis, rue Henri-Monnier - 75009 PARIS

SORESE

recherche

INGÉNIEURS

POUR DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈMES SUR MINI-ORDINATEUR

CHEFS DE PROJET ET ANALYSTES

SERIE CII-HE 66 et 64

Expériences IDS-XDS souhaitée

PROGRAMMEURS COBOL

Postes à PARIS et en PROVINCE.

Envoyer C. et Prétentions : 3, avenue de l'Opéra, Paris (19°).

UN IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER PARISIEN

nous confie le recrutement de

DEUX UNIVERSITAIRES DEBUTANTS

DESIREUX DE FAIRE UNE CARRIÈRE DANS L'INFORMATIQUE

Les candidats recherchés ont effectué environ 3 années d'études supérieures scientifiques qui peuvent ne pas être informatiques, car

LA SOCIÉTÉ LEUR ASSURE UNE FORMATION COMPLÈTE À CE MÉTIER

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et salaire souhaité sous référence 201 à :

INFORMATIQUE ET ENTREPRISE Conseil en recrutement 9 rue Alfred de Vigny 75008 Paris

Publicis Conseil

recherche

Chef de publicité

- Un publicitaire ayant 2 à 3 ans d'expérience effective en Agence, à la personnalité affirmée, responsable, évolutive.
- Formation universitaire (Sc. Eco, Sc. Pa.) ou grandes Ecoles de Commerce.

Adresser lettre C.V. et photo à Jacques MOULIN, PUBLICIS CONSEIL, 35, rue du Pont, 92200 Neuilly-sur-Seine

هكذا من الأصل

ÉCONOMIE - SOCIAL

DÉBATS

Le colloque « Économie et Libertés » se divise sur l'attitude à adopter envers les syndicats

L'ombre du programme commun de la gauche et des prochaines élections à plan, mardi, sur les débats de la seconde journée du colloque d'« Économie et Libertés », comme cela avait été le cas la veille.

Les orateurs et plusieurs des trois mille auditeurs ont dénoncé les mêmes « démons » : l'étatisation, les intellectuels, les syndicats encore que, pour ces derniers, des désaccords importants sont apparus.

M. Michel Massenet, conseiller d'Etat, après avoir précisé que « la grande de l'enjeu » l'autorité de la réserve d'Etat, a tenu à souligner le rôle des syndicats comme « contre-pouvoirs ».

Pour M. Jacques Plassard, président de la SEDEIS, la crise économique provient des erreurs dirigées « intertemporelles » commises par les principaux Etats. Son propos complet les interventions faites la veille par M. Delouvrier, président d'EDF, qui avait proposé de « casser la thermomètre » de la vieille croissance pour trouver de nouvelles indicateurs, et par M. Octave Gelinier, directeur de la CEGOS, qui avait souligné les avantages sociaux et humains que le salarié peut tirer d'une économie concurrentielle.

M. Eugène Claudius-Petit, très applaudi, s'insurge violemment contre « une scolarité n'entraîne jamais les sensibilités humaines, prolonge l'adolescence et pousse les jeunes à la drogue ». Pour M. Aimery d'Orion, président de l'Union des responsables et chefs d'entreprises (UNICE), « le seul objectif des délégués syndicaux est de perturber l'entreprise ». A l'issue du colloque, les débats de candidatures au premier tour des élections professionnelles, il décrit le sort d'une partie des salariés qui « comme des serfs,

n'ont que le droit de se faire et de voler ». M. Drancourt qualifie M. Purnon, ce petit industriel du Gard, qui s'était opposé à la création d'une section syndicale dans son entreprise, de « quelqu'un qui en ont assez d'être pris pour des lapins-brosses ».

Plus embarrassé, M. Jean-Claude Coll, animateur des débats, demande alors à la salle de ne pas faire « de procès d'intention et de poser de véritables questions ». M. Pierre Masse tient, lui, à se démarquer nettement de ces interventions ; sous quelques applaudissements, il souligne le rôle des syndicats comme « contre-pouvoirs ».

M. Fourasté estime que « le rôle de la liberté dans la vie économique est largement sous-estimé ». En bonne logique libérale, il critique les récentes discussions sur la hiérarchie des salaires, et précise : « L'échelle des salaires n'est pas arbitraire, elle est spontanée et dépend de la nature des tâches ». M. Jean-Jacques Rosa tente, lui, de mesurer l'apport des théories économiques nouvelles. Cet apport est décisif à ses yeux sur deux points : « la théorie des organisations (notamment des bureaucraties administratives) et celle de la vie politique. Les concepts habituels de la théorie économique néo-classique s'appliquent au « marché politique » ou à l'« entrepreneur politique ».

M. Raymond Aron tire, lui, la conclusion des débats. Dans une société libre, estime-t-il, il n'y a ni programme commun ni médias miracles : « Quel que soit le gouvernement, les années qui viennent seront maigres ; mais la crise des années 70 ne doit pas aboutir, comme celle des années 60, à une catastrophe ». « Nous ne sommes pas ici en train de rédiger un programme de gouvernement, ajoute-t-il, mais nous sommes mobilisés pour mobiliser les autres ».

Des colloques du même genre auront lieu à Lille et à Lyon.

LOGEMENT

LE SCANDALE DES H.L.M. DE LA RÉGION PARISIENNE

Des élus communistes rendent public le « dossier » des irrégularités de l'Office

L'Office public d'H.L.M. interdépartemental de la région parisienne — l'OP.H.L.M.I.R.P. pour les initiés — se trouve désormais publiquement sur la sellette. Au cours d'une conférence de presse tenue le mardi 27 septembre dans la salle de l'Union des maires de la région parisienne, les trois administrateurs communistes de l'Office — MM. Gaston Viens, Robert Dumay et Mme Geneviève Rodriguez (1) — ont donné les éléments dont dispose la commission d'enquête créée en juillet dernier par le conseil d'administration pour faire la clarté sur les irrégularités de gestion et les malversations éventuelles au sein de l'Office. Cette commission est en effet dans l'impossibilité de poursuivre son enquête en raison de la suspension du conseil d'administration par un arrêté ministériel le 16 septembre dernier.

Il y a beau temps que la simple mention de l'Office interdépartemental de la région parisienne et de ses problèmes suscite chez les interlocuteurs informés hochements de tête, aïrs entendus. L'Office connaît certes des difficultés structurelles : second par l'importance du patrimoine (cinquante-cinq mille logements) après l'Office d'H.L.M. de Paris, il n'a jamais trouvé son assise depuis l'éclatement des nouveaux départements de la couronne parisienne ; il manque donc du soutien financier et moral que procure aux offices municipaux et départementaux une collectivité locale unique et structurée. Ce flottement a été l'occasion, depuis quelques années, de désordres internes qui se sont traduits par des départs ou mises en cause de responsables. On veut espérer que la Cour des

comptes, dans le rapport qu'elle prépare, fera la lumière sur les irrégularités et carences dommageables, au premier chef, pour les locataires de ces logements sociaux.

Mais il y a plus. La boue que remue cette affaire révèle que les entreprises, bon gré, mal gré, rendent des « services politiques » qui s'évaluent en travaux non rémunérés ou en « commissions ». Qu'on s'en indigne ou s'en accommode, c'est tout le problème du financement des partis politiques et des campagnes électorales qui se trouve posé par ce biais. Enfin, il n'est pas exclu qu'une recherche approfondie révèle des malversations individuelles, certaines sommes n'ayant jamais atteint leur destination finale et collective.

M. Gaston Viens, maire de Saint-Denis, a déclaré que l'entreprise Félix Dumont pour 450 000 francs, alors qu'une autre entreprise proposait un devis de 340 000 francs. Admettez, M. Girard riposte. Ce fonctionnaire, qui fut toujours soucieux du bon déroulement de sa carrière, n'a pas du tout une âme de bon émissaire. Sa défense tient en peu de mots : ces affaires ont été traitées (il écrit « livrées ») par M. Hallard, certaines d'entre elles sont régulières, d'autres non.

Il semble en tout cas qu'on puisse difficilement attendre six mois les résultats des travaux de la Cour des comptes. Les élus communistes ne pourraient-ils porter, à titre personnel, l'affaire en justice ? Un abcès, cela s'opère vite.

JOSÉE DOYÈRE.

(1) Ces trois administrateurs sont des élus de conseils généraux : M. Viens, maire d'Orly, conseiller général du Val-de-Marne ; M. Dumay, maire adjoint de Saint-Denis, conseiller général de la Seine-Saint-Denis ; Mme Rodriguez, maire de Noisy-sur-Seine, conseiller général de l'Essonne.

(2) Il s'agit d'un certain M. Brocard.

Le ballet des responsables

● LE 17 MARS 1975, M. Michel Hallard, ingénieur des arts et métiers, était nommé directeur général adjoint de l'Office par le président du conseil d'administration de l'époque, M. Adrien Giudicelli. Cette nomination fut l'objet d'un recours pour excès de pouvoir par les cadres de l'Office et jugé « de nature à apporter des troubles sérieux dans le fonctionnement de l'Office » par le secrétaire d'Etat au logement, M. Jacques Barrot.

● LE 4 AOÛT de la même année, l'Office réalisait les trente huit contrats de chauffage qui le liaient à dix-neuf sociétés exploitantes, en s'appuyant sur la loi du 29 octobre 1974, sur les économies d'énergie. Sept de ces sociétés refusèrent de signer un nouveau contrat-type et saisirent dans un premier temps diverses instances judiciaires et administratives. Il reste un contentieux à régler avec deux d'entre elles : Montigny, qui chauffe deux mille quatre cents logements à Chantoloup, et Coltrich, qui chauffe soixante-dix logements à Argenteuil, qui, selon M. Rattier, actuel directeur général de l'Office, facturait depuis 1972 des quantités de chaleur indues, pour 1 million de francs environ.

● LE 30 JANVIER 1975, l'autorité tutelle de l'Office jugea irrégulières ces deux affaires : M. Jacques Barrot les qualifiant de « fautes graves » demanda à M. Giudicelli sa démission avant le 3 février, faute de quoi il le révoquerait. M. Giudicelli refusa d'obtempérer : « Qui peut me reprocher d'avoir voulu faire économiser à l'Office, donc aux locataires, une somme de 8 millions par an ? », écrivait-il au ministre. Néanmoins, M. Giudicelli donna sa démission le 7 avril 1976. M. Hallard restait directeur général adjoint.

● LE 22 AVRIL 1976, M. Guy Rabourdin, ancien maire de Chelles, était élu président du conseil d'administration.

● LE 15 MAI 1976, un nouveau directeur général, M. Claude Rattier, entré en fonction, il est également directeur général de l'Agence foncière technique de la région parisienne.

● LE 11 AVRIL 1977, M. Hallard était licencié.

● LE 6 JUIN 1977, M. Rabourdin démissionnait de la présidence : « La situation est pire que je ne l'imaginai au départ », avait-il écrit à M. Jacques Barrot.

● LE 7 JUIN, M. André Girard, ingénieur chargé du service chauffage et entretien, salarié de l'Office depuis 1951, était suspendu de ses fonctions ; il devait passer en conseil de discipline dans les quatre mois à la suite d'un rapport en date du 22 mars de M. Rattier.

● LE 5 JUILLET 1977, M. Jacques Savinier, inspecteur général de l'administration en retraite était élu président. Il démissionnait, le 9 septembre, et écrivait aux administrateurs qu'après avoir procédé à « une étude approfondie de la situation » il était parvenu à la « conviction profonde » qu'en raison du « climat » au sein du conseil, « de la gravité des maux dont semble souffrir l'Office, de l'impunité jusqu'à présent de ceux qui s'en sont rendus coupables, et du découragement qui accable le personnel », il n'était pas en mesure d'assumer sa mission.

● LE 16 SEPTEMBRE un arrêté ministériel suspendait le conseil (ainsi que la commission d'enquête qu'il avait nommée en son sein) et demandait à la Cour des comptes un rapport sous six mois sur la gestion de l'Office.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
	« Bas »	« Haut »	« Bas »	« Haut »
\$ U.S.	4,9215	4,9240	+ 50	+ 78
\$ Can.	4,9530	4,9570	+ 10	+ 50
Yen (100)	1,8430	1,8480	+ 10	+ 50
D.M.	2,1130	2,1180	+ 50	+ 78
Florin	1,9860	1,9880	+ 10	+ 50
F.B. (100)	13,7250	13,7350	+ 30	+ 280
F.S.	2,0870	2,0900	+ 30	+ 110
L. (1 000)	3,5070	3,5120	+ 300	+ 280
S. (100 000)	2,5830	2,5840	+ 110	+ 180

TAUX DES EURO-MONNAIES

	12/8	43/8	33/4	41/4	33/8	41/4	33/8	43/8
\$ U.S.	187/8	191/8	6	61/2	63/4	71/4	63/4	73/8
Florin	33/4	41/4	41/4	43/4	41/2	5	43/4	51/2
F. belge	21/8	23/8	13/4	21/4	2	21/2	21/4	3/4
Lire	13	16	13	13	13	15	13	15
£	71/2	51/2	61/2	61/2	61/2	61/2	61/2	61/2
F. français	8	81/2	8	81/2	91/4	93/4	101/4	103/4

Notes données ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués au fin de marché par une grande banque de la place.

Au cœur du Marais
(angle rue Saint Paul-rue des Lions)

Echauguette



une restauration de qualité

UNE RÉALISATION SNC - UHC et Compagnie

Adresse : 15 avenue de l'Opéra

Tél : 260.30.00

Renseignements et vente

sivegi

مكتبة الأصل

(Publicité)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DES TRANSPORTS
SOCIÉTÉ NATIONALE DE TRANSPORT ET DE TRAVAIL AÉRIENS

الخطوط الجوية الجزائرية
AIR ALGERIE

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 007/77

Un avis d'appel d'offres international est lancé en vue de l'acquisition de deux (2) groupes de démarrage à air pour avions B.727 - B.737 - B.747 - DC 10 et L.1011.

Les entreprises intéressées pourront retirer le cahier des charges auprès d'ALGERIE - Direction Technique Aéroport de Dar-El-Beïda - dès le 20 septembre 1977.

Les offres devront être adressées avant le 15 octobre 1977 sous double enveloppe à la même adresse.

L'enveloppe extérieure devra porter la mention « A NE PAS OUVRIR » - Appel d'offres n° 07/77 ».

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant 90 jours.

(Publicité)

GOUVERNEMENT DU MALAWI

**RECONSTRUCTION DE LA ROUTE
MANGOCHI-NAMWERA (M3)**

CONTRAT N° 3/77

PRÉQUALIFICATION DES SOUMISSIONNAIRES

La République du Malawi a reçu un prêt du Fonds de Développement Africain (F.D.A.) pour le financement de la reconstruction d'une section de route entre Mangochi et Namwera. La préqualification sera effectuée sur la base de l'expérience financière et de l'expérience technique et passée acquise au cours de projets similaires. Les exigences et conditions spéciales du F.D.A. seront également prises en considération.

Les travaux offerts se trouvent à l'est de Mangochi, dans la région sud du Malawi, et comprennent la reconstruction et le bitumage de la section sur plateau, sur un nouvel alignement long de 17 km. La largeur de la chaussée sera de 5,50 m et la forme aura 8,70 m.

Il est prévu que le dossier d'appel d'offres sera publié le 16 décembre 1977. La période de réception des offres sera de 60 jours.

Les sociétés désirant figurer sur la liste des soumissionnaires sélectionnés sont priées de demander le questionnaire de préqualification à :

Scott Wilson Kirkpatrick & Partners,
P.O. Box 154,
Lilongwe,
Malawi.
Tél.: Pontifex Lilongwe 4182.

Les réponses au questionnaire devront parvenir à l'adresse ci-dessus, soit par la poste, soit par télé, au plus tard le 31 octobre 1977.

Le dossier d'appel d'offres sera communiqué uniquement aux entrepreneurs qui pourront satisfaire, entre autres, aux exigences de préqualification du Gouvernement du Malawi et seront capables d'effectuer des travaux d'une valeur supérieure à 1.000.000 de Kwachas. Aucune raison ne sera donnée en cas de disqualification.

Le cahier des charges sera communiqué aux soumissionnaires préqualifiés par Scott Wilson Kirkpatrick & Partners. Après réception des documents, ceux-ci devront effectuer un dépôt équivalent à 100.000 K, qui sera remboursé sur réception d'une offre en bonne et due forme.

ÉCONOMIE - SOCIAL

BILLET

Leitz abandonne plusieurs de ses productions

Les restes d'un royaume

Il y a quelque chose de troublant et d'un peu triste dans la lente disparition de Leitz, la grande firme allemande de photographie, absorbée il y a trois ans par le groupe suisse Wild. La firme de Wetzlar, qui depuis 1923 fabrique les célèbres Leica, vient d'annoncer qu'elle cessait de construire la caméra super-8. « Leica spéciale ». Ce retrait du marché ne bouleversera pas les touristes : la Leica coûtait 6.600 francs, coquette somme à laquelle il fallait ajouter 4.000 francs pour l'objectif. C'était tout de même beaucoup... L'appui financier qu'a représenté Wild, partie du puissant groupe Schminke, a ses conséquences. Au mois de juin dernier, ont été arrêtées les fabrications de trois modèles d'appareils photographiques jugés non rentables : le CL, un petit 24 x 36, en grande partie fabriqué par Minolta, mais que Leitz s'est trop longtemps entêté à vendre à des prix exorbitants ; le M6, qui valait, lui aussi, une fortune. Du Leica qui disparaît, seul subsiste — jusqu'à quand ? — le modèle équipé d'un moteur pour tirer des photos en rafale.

Tout compte fait, Leitz ne survit plus qu'à travers le R3 électronique, construit depuis peu au Portugal et le M4, un appareil dont la solidité faisait la joie des professionnels mais que Leitz avait cessé de fabriquer pour se mettre au goût du jour. Une erreur de plus qu'on tente maintenant d'effacer en représentant — mais un peu tard — une fabrication interrompue.

Leitz trouvera-t-elle enfin, avec ses deux ou trois restes d'un grand royaume économique, une rentabilité qui lui tienne lieu de long terme ? La coiffeuse industrielle allemande n'est pas sans faiblesse... Ces erreurs de jugement, de prévisions, cette légèreté dans

ALAIN VERNHOLES.

AUTOMOBILE

OBsolescence et société de consommation Pourquoi changer de voiture ?

« Il va falloir que je change de voiture. Je la regretterai : elle marche bien, malgré ses dix ans et ses 140.000 kilomètres et vaut bien des voitures neuves. »

— Alors pourquoi en changer ? Vous n'êtes pas obligé d'écouter votre garagiste. Il a, lui, tout intérêt à vous en vendre une autre.

— Ce n'est pas mon garagiste. C'est l'expert de la compagnie d'assurances venu pour le remplacement d'une aile arrachée par un malade. Il m'a dit que j'avais de la chance qu'il s'agisse seulement d'un peu de tôle froissée : en cas de gros pépin, et même si je n'étais en rien responsable de l'accident, on ne me rembourserait presque rien : ma DS n'est plus « cotée à l'Argus ».

Les possesseurs de vieilles voitures en bon état — le savent bien. Leur assurance « dommage aux tiers » ne couvre que les dégâts qu'ils peuvent occasionner à d'autres véhicules, et leur assureur leur déconseille d'y ajouter une assurance complémentaire pour les dommages subis par leur propre voiture : le montant des primes — forfaitaire quel que soit l'âge du véhicule — serait disproportionné par rapport à la valeur de remplacement de la voiture. Cette valeur de remplacement, après expertise, représente le prix de revient total d'un véhicule d'occasion de même type et dans un état semblable. Or, les experts des tribunaux et des compagnies d'assurances se réfèrent, pour établir cette valeur à la « cote de l'Argus », établie semaine après semaine par un organisme privé et qui a un caractère semi-officiel.

A titre d'exemple, en ce début de septembre une R16TS de trois ans vaut 12.100 F, mais seulement 4.600 F si elle a dix ans. Une 2CV4 est cotée 5.900 F si elle a trois ans, mais 3.500 F

si elle a six ans. Au-delà de dix ans, les voitures ne sont plus cotées, mais continuent d'être assurées après année à perdre de la valeur.

Si un jour votre bien-aimée vieille bagnole, entretenue avec amour au fil des ans, sort d'un accident comme pour la casse, vous devrez vous estimer heureux de recevoir 500 F ou 1.000 F. Plus difficile encore sera votre cas si vous êtes jusqu'à l'honneur propriétaire d'une « voiture de collection » — une traction 15 CV, par exemple. Elle n'est plus cotée à l'Argus, mais vaut très cher en bon état de marche à la « cote parallèle » qui est instituée pour ces voitures.

De toute façon, l'assurance ne prendra en compte que la « valeur d'usage » de votre auto.

Peu importe qu'elle continue à vous rendre les services qu'on peut attendre d'un véhicule normal. Peu importe qu'il vous soit impossible de la remplacer avec le peu que vous octroiera l'expert...

Les compagnies d'assurances insistent sur l'obsolescence au renouvellement rapide du parc automobile. Combien de voitures sont ainsi chaque année vieillies prématurément et artificiellement ? Ce processus est coûteux pour les possesseurs de voitures d'occasion, coûteux pour la société par le gaspillage de matières premières qu'il représente.

En Suède, certaines mutuelles, en cas d'accident concernant une voiture âgée, ne versent pas d'argent, mais elles fournissent à l'assuré une voiture similaire et en bon état de marche. C'est sans aucun doute plus équitable.

Si l'on veut vraiment sortir de la société de gaspillage qui est jusqu'à présent la nôtre, il faudrait encourager des solutions de ce genre.

J. D.

(Publicité)

GOUVERNEMENT DU MALAWI

**CONSTRUCTION DE LA ROUTE
MZUZU-JOHN MZUMARA**

CONTRAT N° 2/77

PRÉQUALIFICATION DES SOUMISSIONNAIRES

La République du Malawi a l'intention de solliciter un prêt du Fonds de Développement Africain (F.D.A.) pour le financement de la construction d'une nouvelle route entre Mzuzu et John Mzumara. La préqualification sera effectuée sur la base de l'expérience financière et de l'expérience technique et passée acquise au cours de projets similaires. Les exigences et conditions spéciales du F.D.A. seront également prises en considération.

Les travaux offerts se trouvent au nord de Mzuzu, dans la région nord du Malawi, et comprennent la construction d'une route longue de 50 km avec une couche de base en pierres concassées et une chaussée bitumée large de 6,70 m et des accotements de 1,50 m. Les travaux offerts comprendront deux ponts en béton armé et tous les autres ouvrages de drainage.

Le volume total des terrassements sera de l'ordre de 650.000 m³.

Il est prévu que le dossier d'appel d'offres sera publié le 4 novembre 1977. La période de réception des offres sera de 60 jours. Les sociétés désirant figurer sur la liste des soumissionnaires sélectionnés sont priées de demander le questionnaire de préqualification à :

Scott Wilson Kirkpatrick & Partners,
P.O. Box 154,
Lilongwe, Malawi.
Tél.: Pontifex Lilongwe 4182.

Les réponses au questionnaire devront parvenir à l'adresse ci-dessus, soit par la poste, soit par télé, au plus tard le 15 octobre 1977.

Le cahier des charges sera communiqué uniquement aux entrepreneurs qui pourront satisfaire, entre autres, aux exigences de préqualification du Gouvernement du Malawi et seront capables d'effectuer des travaux d'une valeur supérieure à 1.000.000 de Kwachas. Aucune raison ne sera donnée en cas de disqualification.

Le cahier des charges sera communiqué aux soumissionnaires préqualifiés par Scott Wilson Kirkpatrick & Partners. Après réception des documents, ceux-ci devront effectuer un dépôt équivalent à 100.000 K, qui sera remboursé sur réception d'une offre en bonne et due forme.

Prix record et 4 mensualités sans frais pour la portative "Toute électrique" la plus vendue aux U.S.A....

La machine à écrire que nous vous offrons sur cette annonce est la célèbre Electra II de Smith, Corona, Marchand. Aux États-Unis où presque tout le monde tape à la machine elle a converti à la frappe électrique des millions d'utilisateurs (professionnels libéraux, étudiants, commerçants, agriculteurs etc...). C'est en effet, une machine personnelle, idéale, extra-plat, élégante dans sa carrosserie bleue, portative (7 kg). Elle réunit pourtant la plupart des perfectionnements d'une grosse machine professionnelle :

- Touches à répétition - Retour électrique du chariot - Frappe électrique réglable - Tabulateur - Ruban bicolor plus position étendue
- Interligne réglable - Cylindre gradué, guide papier
- Touche de recul - Témoin de fonctionnement.

Toutes ses qualités lui ont ouvert un immense marché notamment à travers les faibles marges de la

Cet achat si intéressant est de plus un achat sans risque car nous acceptons sans discussion les retours pour échange ou remboursement en cas d'insatisfaction à la réception.

Profitez tout de suite de cette offre exceptionnelle du "Club Familial", pour vous offrir la "Toute électrique".

Ces conditions aussi avantageuses ne pourront être maintenues longtemps.

Découpez et complétez aujourd'hui le bon de commande ci-dessous et adressez le au Club Familial S.P. 44 - 59170 CROIX.

le club familial

Claavier standard 42 touches, 7 kg, 220 V. Livré avec notice d'emploi. Service 122.703.3 - SP

BON DE COMMANDE

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville ou bureau distributeur : _____

Je vous réclame : ☐ Clavier standard 42 touches, 7 kg, 220 V. ☐ Clavier standard 42 touches, 7 kg, 220 V. ☐ Clavier standard 42 touches, 7 kg, 220 V.

Je vous réclame : ☐ Clavier standard 42 touches, 7 kg, 220 V. ☐ Clavier standard 42 touches, 7 kg, 220 V. ☐ Clavier standard 42 touches, 7 kg, 220 V.

Signature obligatoire : _____

PARISIENS, LA NUIT, FAITES ROULER VOTRE VOITURE A MOITIÉ PRIX



Trains autos couchettes
Paris-St-Gervais-les-Bains.
50% de réduction
sur le transport
de votre automobile,
210 nuits par an au
tarif bleu SNCF.

Renseignez-vous dans les gares
et les agences de voyages.

SNCF
REDECOUVREZ LE TRAIN.

50% من الأمتعة

Trains autos couchettes
Paris-St-Gervais-les-Bains.
50% de réduction
sur le transport
de votre automobile,
210 nuits par an au
tarif bleu SNCF.

Renseignez-vous dans les gares
et les agences de voyages.

SNCF
REDECOUVREZ LE TRAIN.

ÉCONOMIE - SOCIAL

AUTOMOBILE

CONSUMMATEUR DE VOITURE

Le consommateur de voiture est-il devenu plus exigeant ?

Le consommateur de voiture est-il devenu plus exigeant ?

Le consommateur de voiture est-il devenu plus exigeant ?

Le consommateur de voiture est-il devenu plus exigeant ?

Le consommateur de voiture est-il devenu plus exigeant ?

Le consommateur de voiture est-il devenu plus exigeant ?

Le consommateur de voiture est-il devenu plus exigeant ?

Le consommateur de voiture est-il devenu plus exigeant ?

Le consommateur de voiture est-il devenu plus exigeant ?

Le consommateur de voiture est-il devenu plus exigeant ?

Le consommateur de voiture est-il devenu plus exigeant ?

Le consommateur de voiture est-il devenu plus exigeant ?

Le consommateur de voiture est-il devenu plus exigeant ?

Le consommateur de voiture est-il devenu plus exigeant ?

Le consommateur de voiture est-il devenu plus exigeant ?

Le consommateur de voiture est-il devenu plus exigeant ?

Le consommateur de voiture est-il devenu plus exigeant ?

Le consommateur de voiture est-il devenu plus exigeant ?

Le consommateur de voiture est-il devenu plus exigeant ?

Le consommateur de voiture est-il devenu plus exigeant ?

Le consommateur de voiture est-il devenu plus exigeant ?

Le consommateur de voiture est-il devenu plus exigeant ?

Le consommateur de voiture est-il devenu plus exigeant ?

Le consommateur de voiture est-il devenu plus exigeant ?

Le consommateur de voiture est-il devenu plus exigeant ?

Le consommateur de voiture est-il devenu plus exigeant ?

Le consommateur de voiture est-il devenu plus exigeant ?

Le consommateur de voiture est-il devenu plus exigeant ?

Le consommateur de voiture est-il devenu plus exigeant ?

Le consommateur de voiture est-il devenu plus exigeant ?

Le consommateur de voiture est-il devenu plus exigeant ?

INDUSTRIE

M. Giscard d'Estaing : la Lorraine doit rester la première région sidérurgique de France

L'ensemble des parlementaires de Lorraine (1) ainsi que le premier ministre et plusieurs membres du gouvernement, ont participé, mardi 27 septembre, au palais de l'Élysée, à un déjeuner au cours duquel M. Giscard d'Estaing a annoncé et commenté les mesures prises pour pallier la crise de la sidérurgie dans leur région. MM. César Depietri et Gilbert Schwartz, députés communistes de Moselle, et de Meurthe-et-Moselle, assistaient à ce déjeuner.

« Nous avons été les initiateurs de l'action menée en faveur des travailleurs lorrains et les travailleurs lorrains ont compris que nous n'allions pas déserter de ce problème-là, y compris les problèmes sociaux dont on n'a pas vu l'importance à l'Élysée », a déclaré, à la sortie du palais, M. Depietri. De son côté, M. Schwartz a souligné que les mesures prises par les pouvoirs publics représentaient « un immense succès des travailleurs » et que la réponse des deux parlementaires communistes à l'invitation du président de la République était justifiée par le fait qu'ils avaient été « mandatés par les travailleurs pour venir ici recueillir les fruits de leur travail depuis des années ».

Avant d'inviter les parlementaires à exprimer leur point de vue, le président de la République leur a exposé les objectifs de la politique mise en œuvre. Il ne peut, a-t-il dit, de procéder à un repli stratégique et conjoncturel, qui masquerait, en réalité, des brèches profondes et durables. Par conséquent, l'objectif fondamental de

procéder à un redressement durable, qui implique la restauration en profondeur de la compétitivité de la sidérurgie française dans son ensemble, et de la sidérurgie lorraine en particulier, par référence aux autres sidérurgies d'Europe, en veillant à ce que la Lorraine reste la première région sidérurgique de France ».

Les députés de la majorité se sont déclarés satisfaits des dispositions annoncées. M. Jean Kliffer (réformateur, Moselle), qui était intervenu de façon particulièrement vive lors du débat organisé à l'Assemblée nationale au printemps dernier, sur la crise de la sidérurgie, a déclaré : « Nous sommes satisfaits. Les mesures prises sont opportunes et répondent aux préoccupations des populations. Il faut continuer maintenant en direction des P.M.S. ».

M. Henri Ferretti (P.R., Moselle), après avoir, lui aussi, approuvé la création d'usines par Peugeot-Citroën et Renault, a souligné l'importance de l'achèvement de l'autoroute Toul-Luxembourg, prévue pour 1981. M. Servan-Schreiber (réformateur), président du conseil régional de Lorraine, a également insisté sur ce point. Il a précisé que M. Pourcade, qui assistait à ce déjeuner avec son successeur au ministère de l'Équipement et de l'Aménagement du territoire, M. Fernand Jéart, avait indiqué que la seconde moitié du financement public de l'autoroute Toul-Luxembourg était inscrite au budget de 1978.

(1) À l'exception de MM. Julien Schwartz (P.R., Moselle), André Picquet (P.R., Meurthe-et-Moselle) et Robert Martin (P.R., Meurthe-et-Moselle).

M. Monory : la région va connaître à nouveau un essor

La décision prise par les deux constructeurs automobiles Peugeot-Citroën et Renault d'implanter deux nouvelles usines en Lorraine a suscité de nombreuses réactions et commentaires.

Pour M. Monory, ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat, c'est d'abord un succès. C'est d'abord, a-t-il dit, la preuve que la Lorraine va connaître à nouveau un essor.

M. Monory a rappelé, d'autre part, que la décision de Peugeot-Citroën et Renault d'implanter deux nouvelles usines en Lorraine a suscité de nombreuses réactions et commentaires.

M. Servan-Schreiber, président du conseil régional de Lorraine, a souligné de son côté que l'on n'allait pas implanter en Lorraine des usines de fabrication d'unités automobiles (secteur viable à court terme), mais des usines de mécanique.

Du côté des syndicats, la C.G.T. de la sidérurgie de Moselle a jugé la jour

née des promesses deviendront réalité. « La création de quatre mille emplois ne devrait intervenir que d'ici à 1984. Gouvernement et patron ont été capables de détruire en six mois quatre mille emplois à Uster-Trépollet, constate la C.G.T. et il leur faudrait sept ans pour en créer quatre mille autres ».

Il y a aussi de développement industriel en Moselle qu'il s'agit de maintenir, de la modernisation et du développement des industries sidérurgiques et métallurgiques.

Le syndicat F.O. de la sidérurgie lorraine juge de « bon augure » mais « sans conséquence l'implantation d'une usine Peugeot-Citroën en Moselle, voire de Renault à Bessy et d'extension de Citroën à Metz ».

Signataire de la convention sociale avec le patronat de la sidérurgie en juin 1977, F.O. rappelle que « ces implantations s'inscrivent dans le cadre du volet industrialisation prévu par cette convention ». F.O. entend voir se confirmer dans les mois à venir les engagements pris et vérifier s'il s'agit de réalités conformes aux données économiques ou simplement de mensurations politiques pour profiter des pollutions de la onzième heure ».

AGRICULTURE

Les viticulteurs du Midi vont recevoir une aide financière communautaire pour enrichir leur production par addition de moûts concentrés

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les viticulteurs des régions sinistrées du Midi recevront une aide de la Communauté pour enrichir leurs vins trop faibles en alcool par l'addition de moûts concentrés. Son montant a été fixé à 5 francs par hectare de moût concentré, et elle sera réservée aux exploitations qui ont un rendement ne dépassant pas 50 hectolitres par hectare. La décision, conforme à ce que demandait le gouvernement français, a été prise mardi 27 septembre par les ministres de l'Agriculture des Neuf.

Les points suivants ont également été traités par les ministres : « Importations de produits laitiers néo-zélandais. — La Communauté s'est engagée naguère à importer du beurre de Nouvelle-Zélande jusqu'à la fin 1977. En ces temps d'excédents, ces achats, qui se font à des conditions préférentielles, ne font guère l'affaire des pays producteurs de la Communauté. La Nouvelle-Zé-

lande demandait que le prix du beurre qu'elle vend à la C.E.E. soit relevé. Les Neuf se sont mis d'accord sur le mandat à confier à la commission pour que la C.E.E. puisse participer activement aux négociations en cours à Genève et éventuellement adhérer à un nouvel accord international. Celui-ci serait fondé sur un système de quotas d'exportation. La C.E.E. qui veut garder sa liberté de manœuvre, réclamera un statut spécial.

PHILIPPE LEMAITRE.

Un conseil pour exporter

Le déficit des échanges agro-alimentaires s'est élevé à 2,7 milliards de francs durant les huit premiers mois de 1977, comparé à un excédent de 5,4 milliards pour la même période de 1976. Les importations (assurance et fret compris) ont augmenté de 43,5 % alors que les exportations n'ont progressé que de 5,6 %. Face à ce bilan, qui n'est pas lié uniquement à des facteurs conjoncturels (conséquences de la sécheresse de l'an dernier, des gelées du printemps ou des pluies de cet été), la hausse des cours du café et du soja, les pouvoirs publics insisteront le 7 octobre un conseil supérieur des exportations agricoles et alimentaires.

Le conseil est classique qui consiste à nommer une commission ou un délégué chaque fois qu'une difficulté se présente. Ainsi un nouveau siège s'ajoutera à la liste déjà longue de ceux qui sont utilisés en agriculture : le C.S.E.A.A. dont la création avait été décidée en juillet lors de la conférence annuelle agricole qui comprenait vingt-sept membres (neuf représentants de l'administration, onze de la profession et cinq experts), sous la présidence de M. André Rossi, ministre du commerce extérieur. Le conseil, qui se réunira en moyenne tous les deux mois, consacrera sa première séance à dresser l'état d'exécution des mesures prises en

juillet et à établir des prévisions pour l'année agricole, qui des disponibilités exportables d'ici à la prochaine campagne. En fait, la dégradation des échanges agro-alimentaires paraît correspondre à un phénomène structurel. Ainsi l'excédent qui avait atteint 9,8 milliards de francs en 1974 s'est réduit à 4,3 milliards en 1975 et 3,3 milliards en 1976. Ce surplus était lié, pour l'essentiel, au solde positif des postes « céréales » et « boissons ». Exception faite de ces deux postes, le déficit est passé, selon une étude du ministère de l'Agriculture, de 4,5 milliards en 1974 à 5,5 milliards en 1975 et à 5,9 milliards en 1976. La France, qui avait bénéficié pendant de nombreuses années du débouché européen et des mécanismes communautaires, se heurte de plus en plus à l'augmentation du degré d'autosuffisance de ses partenaires. Ainsi, en Allemagne fédérale, le taux est passé entre 1970 et 1976 de 70 à 83 % pour le blé, de 87 à 110 % pour le sucre, de 74 à 91 % pour les fromages.

Les temps heureux où il ne s'agissait que d'économiser des surplus, et où les céréales faisaient la loi aux dépens des éleveurs, paraissent révolus. La Communauté européenne n'est plus le marché privilégié qu'elle était autrefois, et il faut se tourner davantage vers les marchés tiers. Alors, on redécouvre une nouvelle fois l'intérêt de développer la production de produits agro-alimentaires d'origine d'un déficit de 2,1 milliards de francs en 1976. Ne disant-on pas, il y a quelques dix ans, que, au lieu de vendre du blé, il valait mieux exporter des céréales sur patates » que sont les porcs ?

En attendant la création d'un nouveau comité, les esprits se font plus modestes. Le Vitrifia avait fixé comme objectif la réalisation, en 1980, d'un excédent des échanges agro-alimentaires de 20 milliards de francs. Actuellement, à partir d'un surplus « normal » de 5 milliards de francs, il s'agit d'arriver à un triplement en cinq ans. Dans ce but, un certain nombre d'actions sont envisagées, a indiqué le 27 septembre M. Rossi : lancement d'une campagne d'information, élaboration d'une « réflexion d'ensemble » — comment croire à son existence jusqu'ici ? — accroissement des efforts de promotion, renforcement des structures de production — le serpent de mer des industries agro-alimentaires, — et de commercialisation par l'intervention du Crédit agricole. L'installation du boulevard Pasteur est à nouveau mobilisée.

M. B.

LA SESSION MONÉTAIRE DE WASHINGTON

Les États-Unis incitent de nouveau les pays à « forte économie » à s'engager résolument dans la relance

Au cours de la deuxième journée de la session monétaire de Washington, les principaux « témoins » de l'économie mondiale ont exprimé leurs préoccupations et leurs souhaits. M. Michael Blumenthal, secrétaire américain au Trésor, a déploré « le manque de confiance des milliards d'affaires ». Il a incité les « pays à forte économie » à s'engager résolument dans des

politiques de relance. En guise de réponse, M. Hans Apel, ministre des finances d'Allemagne fédérale, a justifié la politique menée par son pays en faisant état des efforts déployés pour stimuler le marché intérieur, tandis que le chancelier britannique de l'Échiquier se félicitait des résultats obtenus par sa politique de stabilisation.

De notre envoyé spécial

le bien-fondé de la méthode prescrite.

En réponse, M. Hans Apel, ministre des finances de la R.F.A., commence son discours de but en blanc par une description des efforts que « pour la deuxième fois dans l'année » son pays entreprend « en vue de renforcer la demande intérieure ». Pour bien montrer jusqu'où allait la bonne volonté allemande, il jeta en pâture à l'assemblée, ou plutôt aux détracteurs américains et anglais de la politique allemande, les chiffres qui dans cette enceinte sont les plus propres à désarmer les critiques. Autrement dit, il se vanta de la forte augmentation qu'allait connaître le déficit du « secteur public » en Allemagne fédérale de 33 milliards de deutschemarks en 1977 à « au moins 47 milliards de deutschemarks en 1978, soit l'équivalent de 4 % du produit national brut ». Moyennant quoi, M. Hans Apel, qui s'est gardé de parler des performances de l'économie allemande en 1977, a exprimé sa conviction qu'en 1978 elle connaîtrait

un taux de croissance de 4,5 %.

A circonstances différentes, propositions différentes. Le chancelier de l'Échiquier britannique, M. Denis Healey, dont c'était enfin l'heure d'annoncer de gloire du moins de consolation, fit au contraire remarquer que, grâce aux mesures restrictives, et notamment grâce à la réduction du déficit du secteur public, qu'il avait déclinées « avant de négocier à l'automne dernier avec le F.M.I. » (pour l'obtention du prêt de 5,5 milliards de dollars), la Grande-Bretagne avait pu améliorer sa position. Le bilan britannique des paiements courants commence maintenant à être en surplus, la livre sterling est forte et les réserves de change sont à leur plus haut niveau, tandis que « les salaires n'ont augmenté d'août 1976 à août 1977 que de 9 %, soit un pourcentage moins que celui de la hausse des prix ».

Avec des politiques aussi bien adaptées à des situations différentes, on se demande pourquoi les agents économiques et les opinions publiques de l'Occident persistent à redouter l'avenir... PAUL FABRA.

Revue

ÉCONOMIE ET HUMANISME

N° 237 SEPTEMBRE-OCTOBRE 1977

DOSSIER SUR LES ALGÉRIENS EN FRANCE

(aspects socio-culturels et politiques)

Les courants du socialisme anglais

93, quai Clemenceau, 63390 CALHORE. Prix du numéro : 15 F - 21 F expédié - C.C.P. LYON 153-16 L.

Vos affaires à Copenhague ? Traitez-les dans la journée.

Départ : Charles de Gaulle Copenhague	9 h 30* 10 h 15	Retour : Copenhague Charles de Gaulle	20 h 05 22 h 55*
Un vol spécial par ses horaires. Vous partez les premiers et, sur place, vous disposez de plus de temps que vos concurrents.	Un vol spécial par DC 9. Vous profitez du confort d'un avion moderne, rapide. Des sièges profonds, de l'espace, du silence.	Un vol spécial par ses repas. A l'aller, nous vous servons un solide petit déjeuner. Au retour, un vrai dîner chaud et soigné.	

SAS
742.06.14

* A partir du 25 septembre, ces horaires sont avancés d'une heure.

CE N'EST PAS LA GRIPPE QUI FAIT LE DÉFICIT DE LA SECURITE SOCIALE. C'EST L'IGNORANCE.

2 milliards, 5 ou 10. On ne sait pas. On ne sait pas. Surtout, on ne sait pas comment. Ni pourquoi. Le gouffre est insondable. Alors, on se garde de le sonder. Et pourtant. Si on consacrait, disons le centième du déficit de la sécurité sociale, à informer les Français sur la maladie, sur une simple hygiène de vie, sur la prévention, peut-être réduirait-on ce déficit. Sûrement même.

Il faudrait mettre en garde, apprendre, éduquer. Il faudrait mettre au service de l'intérêt général des techniques de communication accomplies, maîtrisées.

Il faudrait communiquer pour servir.

ELEUTHERA

Agence de communication d'intérêt général
8, rue des Gravières - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.77

صكنا من المأهل

ÉCONOMIE - SOCIAL

ÉNERGIE

Les dirigeants de cinq compagnies pétrolières européennes se réunissent à Rome

Les dirigeants de cinq compagnies pétrolières européennes — Compagnie française des pétroles, Elf-Aquitaine, Eni (Italie), Petrofina (Belgique) et Veba (R.F.A.) — devaient se rencontrer, ce mercredi 28 septembre, à Rome, pour une « réunion de travail », afin de faire le tour d'horizon de la situation des marchés pétroliers européens, plus spécialement des difficultés de l'industrie du raffinage.

Depuis un peu plus d'un an, les cinq compagnies qui représentent 33 % du marché européen tentent

de mettre sur pied les grandes lignes d'une politique pétrolière commune qui servirait de base à la définition d'une politique énergétique de la Communauté européenne. Dans un mémorandum remis en septembre 1976 à la Commission des Communautés européennes, les « cinq » préconisaient : une rationalisation de la capacité de raffinage en Europe ; la participation à un programme commun d'exploration ; l'amélioration de la transparence des prix par une publication des prix à la production.

L'argumentation des « cinq » s'articule en fait autour d'une grande idée : il n'existe pas de réelle concurrence en Europe. Les cartes sont blanchies au profit des grandes compagnies internationales (les « majors »), dont les coûts d'achat au « brut » sont les plus avantageux, au Proche-Orient notamment ; ce qui permet de coquets bénéfices sur le marché américain et des super-bénéfices à partir du gaz et du pétrole brut extraits en Europe. De plus, les cotations de Rotterdam « ne fournissent qu'une image toujours trouble et souvent déformée des prix à tendance purement marginale et ne peuvent en aucune façon servir de référence pour juger des prix auxquels une raffinerie européenne doit vendre pour couvrir normalement ses coûts ».

Le comité de l'énergie des Neuf doit examiner en principe, le 3 octobre, une étude sur la transparence des prix remis récemment par la Shell, qui constitue une contre-attaque en bonne et due forme aux initiatives des cinq compagnies européennes.

Durcissement

(Suite de la première page.)

« On ne peut pas entendre, l'an dernier, un premier ministre — c'était M. Jacques Chirac — déclarer publiquement que l'on pourrait résoudre facilement l'équation de l'emploi par des méthodes similaires ? Sans invoquer le cri « la France aux Français ! » de février 1984, on peut penser que de tels propos n'étaient pas de nature à tempérer les vieilles rengaines xénophobes qui ressurgissent périodiquement au fil des crises de l'Europe. Mais un fait est là : la montée du chômage fournit de nouveaux arguments aux détracteurs de l'immigration — bien qu'un rapport officiel ait partiellement démontré, au début de cette année, que l'exode de cent soixante mille travailleurs étrangers ne permettait de dégager que trente mille postes de travail sur le marché de l'emploi.

En revanche, on ne peut qu'être saisi d'appréhension devant les justifications fournies par M. Stoléru pour le deuxième train de mesures annoncées, qui porte sur l'immigration familiale. Même si celle-ci se traduit à plus ou moins brève échéance par de nouvelles demandes d'emploi, comment admettre qu'un travailleur immigré installé en France, parfois depuis plusieurs années, se voit désormais contraint ou d'abandonner son travail pour rejoindre son pays ou de vivre durablement loin des siens ? M. Stoléru, qui ne craint pas d'invoquer une prétendue « pré-délinquance » des adolescents étrangers, aurait été mieux inspiré de se soucier de la solitude, de la misère affective et sexuelle de ceux que l'on traite de plus en plus en esclaves du capitalisme industriel.

C'est là, on en conviendra, une étrange attitude pour un ministre qui a en charge l'amélioration des conditions de vie des travailleurs manuels, et pour un régime qui se réclame si souvent de l'humanisme, du « libéralisme social », voire, ces temps derniers, de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

JEAN BENOÎT.

COMMERCE EXTERIEUR

M. François GISCARD D'ESTAING PRÉSIDENT DE LA B.F.C.E.

Le premier ministre a informé le conseil des ministres, réuni mardi 27 septembre, de son intention de proposer la nomination de M. François Giscard d'Estaing, inspecteur général des Finances, cousin du chef de l'Etat, comme président de la Banque française du commerce extérieur, en remplacement de M. Jean Cottier. M. Albert Bouvier succède à M. François Giscard d'Estaing au poste de directeur général de cette même banque.

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

ANNONCANT DE NOUVELLES MESURES RESTRICTIVES

L'immigration familiale se traduit par des demandes d'emploi supplémentaires

explique M. Stoléru

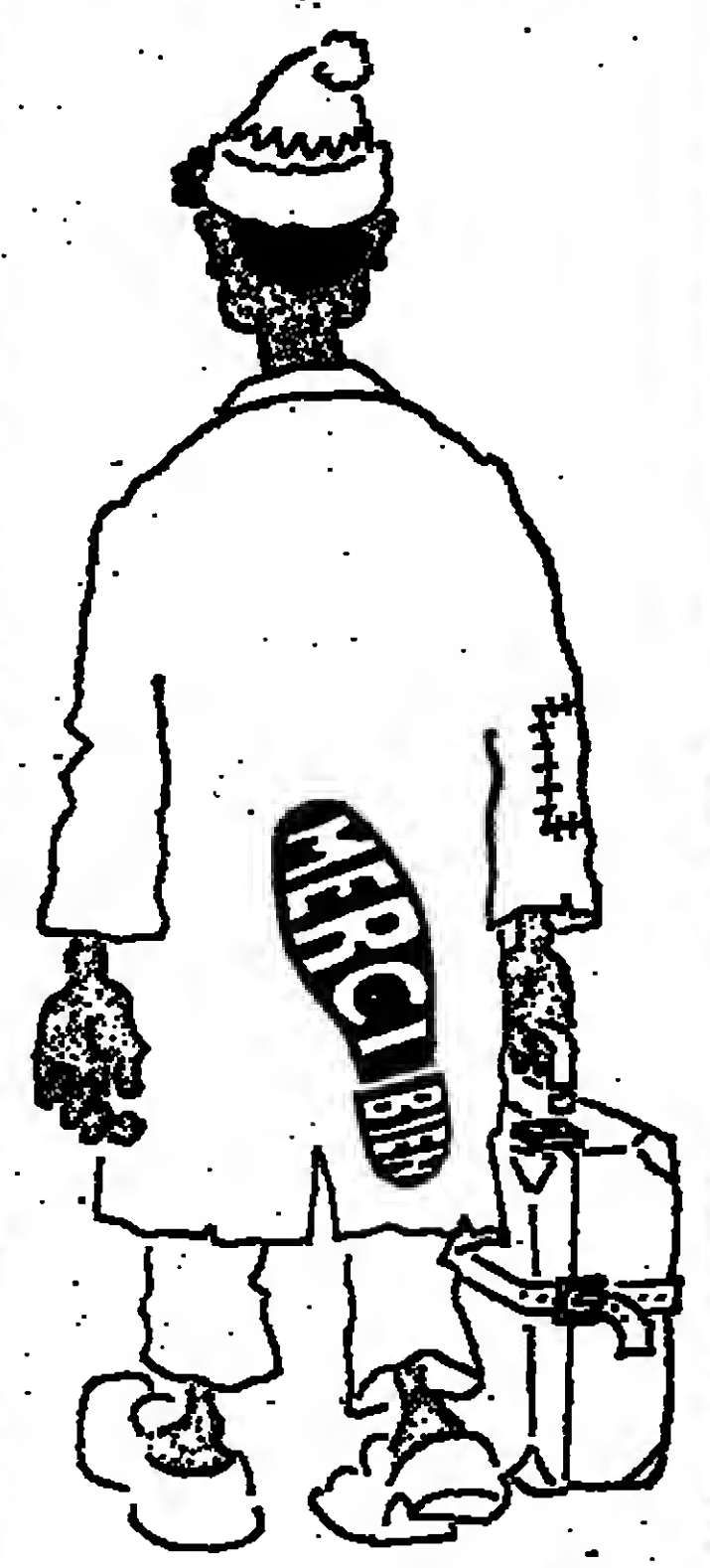
Présentant, le 27 septembre, les nouvelles mesures du gouvernement visant à restreindre l'immigration — suspension de l'entrée des familles de travailleurs étrangers régulièrement installés en France, extension du bénéfice de l'aide au retour jusqu'à présent réservée aux seuls chômeurs (voir nos éditions d'hier) — M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, a notamment affirmé : « En fermant ses frontières à l'entrée de nouveaux travailleurs immigrés, le gouvernement ne diminue en rien ses efforts bien au contraire, pour améliorer l'insertion sociale de ceux qui demeurent et travaillent légalement en France. Ainsi se dessine une politique qui respecte à la fois les intérêts des Français et la dignité et les droits des travailleurs immigrés ».

Pour justifier la suspension de l'immigration familiale, M. Stoléru a cité des chiffres montrant l'augmentation récente de celle-ci (51 824 personnes entrées en 1976, 57 874 en 1977, 27 028 au cours du premier semestre 1977) et affirmé que l'arrivée de ces familles se traduisait toujours, à échéance plus ou moins brève, par de nouvelles demandes d'emploi. M. Stoléru estime que sur cinquante mille bénéficiaires de la procédure d'admission directe au travail, trente-cinq mille demandes concernent des conjoints et des enfants de travailleurs migrants. « Or, a-t-il ajouté, les conjoints étrangers ont des besoins tels qu'un afflux constant de demandes d'emploi nouvelles émanant de personnes de nationalité étrangère doit être considéré comme de nature à perturber gravement le marché du travail, compte tenu du caractère aigu revêtu par les problèmes du chômage dans l'ensemble du pays. Les pratiques actuelles ont en effet montré qu'il n'est pas bon de maintenir l'immigration familiale et, en même temps, de protéger la situation du marché de l'emploi en invoquant cette dernière lors de la délivrance de la carte de travail. Refuser cette carte conduirait à rejeter une partie de ces familles, notamment les épouses de travailleurs, vers le travail clandestin ».

En outre, une telle méthode « pousserait quasi inévitablement

vers la pré-délinquance les adolescents étrangers ayant terminé leur scolarité et privés du droit au travail ». C'est pourquoi, a conclu M. Stoléru, il apparaît nécessaire de suspendre, à titre provisoire, l'immigration familiale « sans pour autant remettre en question le principe du droit à l'immigration familiale établi par le décret du 29 avril 1976 ».

La deuxième mesure annoncée par M. Stoléru vise à éliminer l'aide au retour « à l'ensemble des travailleurs immigrés justifiant d'une activité salariée en France d'au moins deux ans », et non plus seulement aux chômeurs bénéficiant de l'aide publique ou de l'allocation des A.S.S.I.D.C.



(Dessin de KONE.)

Le montant de l'aide accordée reste fixé à 10 000 francs pour le demandeur qu'il soit chômeur ou salarié en France depuis plus de cinq ans, 10 000 francs pour son conjoint s'il est dans la même situation, 5 000 francs s'il est salarié depuis moins de cinq ans, cinq mille francs pour les enfants mineurs, détenteurs d'une carte de travail. Une campagne d'information à l'intention des immigrants sera organisée dès le début du mois d'octobre pour faire connaître ces nouvelles mesures.

SECTEUR PUBLIC

LES AGENTS DE CONDUITE S.N.C.F. DE VILLENEUVE-SAINT-GEORGES DÉPOSENT UN NOUVEAU PRÉAVIS DE GREVE

Tandis que des négociations, portant sur les modalités de la restructuration des dépôts situés au sud de Lyon, ont lieu ce mercredi 28 septembre entre la direction du réseau sud-est de la S.N.C.F. et l'ensemble des organisations syndicales, les fédérations de cheminots (C.G.T., C.F.D.T. et F.G.A.C.) (Présidence générale autonome des agents de conduite) ont déposé un préavis de grève pour la période du mardi 4 octobre à 2 heures samedi 3 octobre à 6 heures, concernant le seul dépôt de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne). Il s'agit pour ces syndicats de protéger contre l'organisation des roulements établis avec l'entrée en vigueur de l'horaire d'hiver.

C'est également pour appuyer des revendications portant sur les conditions de travail qu'un mouvement de grève de vingt-quatre heures a affecté, mardi 27 septembre, le dépôt de Larche-Migennes (Yonne), à l'appel de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la F.G.A.C.

F.O., l'U.N.C.M.-U.E.T. ET LA C.F.T.C. SIGNENT UN ACCORD A L'E.G.F.

Les fédérations F.O. et C.F.T.C. et les cadres U.N.C.M.-U.E.T. ont signé le 27 septembre, avec la direction de l'E.G.F., un accord salarial pour 1977. Ce dernier, qui garantit le maintien du pouvoir d'achat en masse salariale et une progression de 8,3 % environ, au titre de la productivité. Un autre élément de progression est subordonné à l'évolution de l'indice de la production nationale (I.P.N.) et à celle de l'indice des prix. Au cas où le premier s'élèverait de 3 % et le second de 9 %, l'amélioration du pouvoir d'achat serait d'environ 6,7 %, y compris l'élément « spécificité » de 0,3 %.

Les syndicats démissionnaires, dans un communiqué, déclarent que la convention est un « acquis incontestable » pour 1977, mais ne saurait leur être opposée « par quelque loi que soit » la conjoncture économi-

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

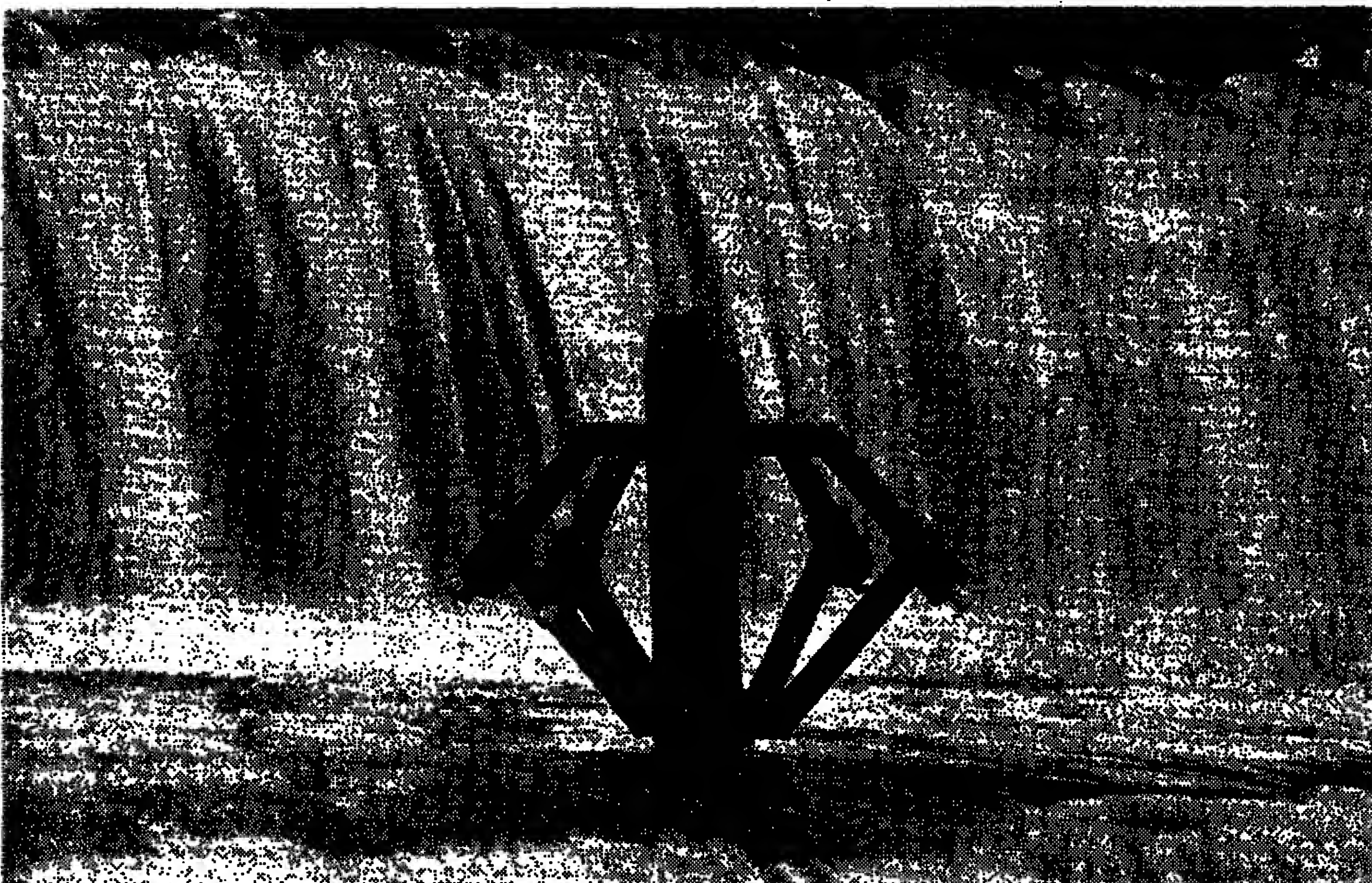
CESSATION DE GARANTIE

La Banque Nationale de Paris, Société anonyme au capital de 500 millions dont le siège social est à Paris (84, boulevard des Capucines), inscrite au registre du commerce de Paris sous le n° 5 583 042 446, informe le public que M. Jean Rinaldy, ayant décidé de demander la dissolution d'un cautionnement d'un autre établissement bancaire, la S.O.C.A.F., Société coopérative à capital variable de cautionnement mutuel, a décidé, le 28 septembre 1977, de cesser la garantie qu'elle lui avait accordée le 28 décembre 1972 et relative aux opérations de « gestion immobilière », c'est-à-dire l'expiration d'un délai de trois jours à compter de la présente publication (article 44 du décret du 20 juillet 1976).

CESSATION DE GARANTIE

La Banque Louis-Dreyfus, 6, rue Babelais, 75006 Paris, par application des règles prévues par les articles 44 à 48 du décret du 20 juillet 1976, dénonce, dans le délai de trois jours (trois à compter de la présente publication), la garantie financière délivrée, le 27 septembre 1976, à Mme Yvette Bernardet, née Brasseur, domiciliée 78, rue du Théâtre, 75015 Paris, au titre de l'activité de « transactions sur immeubles et fonds de commerce ».

Tous les éventuels créanciers au sein de l'article 39 du décret précité ont un délai de trois mois pour produire entre les mains du garant. La présente publicité obligeoire n'empêche en rien la moralité de Mme Yvette Bernardet.



Un engin extra-planétaire ? Non, un faisceau d'injecteurs de la nouvelle installation d'épuration biologique pour l'usine Bayer Elberfeld. 1400 injecteurs au total « crachent » 58 tonnes d'oxygène pur par jour dans les eaux résiduaires. Ces injecteurs sont les éléments essentiels d'une nouvelle technique inodore d'épuration.

Plus de 500 personnes sont employées dans les usines allemandes de Bayer pour le maintien de la pureté de l'eau et de l'air, pour l'élaboration de procédés

Bayer: La réussite assure le progrès

de fabrication écologiques, utilisant des produits neutres pour l'environnement. Chaque année, Bayer investit environ 100 millions de DM dans la construction d'installations d'épuration. En 1976, les charges d'exploitation de

ces installations se sont élevées à 286 millions de DM. Par ailleurs, 146 millions de DM ont été consacrés à la recherche pour la protection de l'environnement.

La recherche et l'innovation ont également permis à Bayer en 1976 de s'affirmer sur le marché mondial en dépit des incertitudes de la conjoncture. Les matières plastiques, les spécialités pour la protection des plantes, les médicaments, les colorants, les fibres textiles et les produits chimiques de base — tel est le vaste programme de production et de vente de Bayer.

La réussite commerciale de Bayer est une garantie pour la poursuite de la recherche scientifique. La solution de nombreux problèmes posés dans le monde, l'amélioration de nos conditions de vie dépendent étroitement de la recherche. De même, la pureté de l'eau.



Bayer Aktiengesellschaft Leverkusen

En 1976:

- 1976 a apporté à l'industrie chimique et à Bayer, après les deux années anormales de 1974 et 1975 (crise pétrolière et le bouleversement conjoncturel consécutif), à nouveau une normalisation des affaires.
- Chiffre d'affaires de Bayer-Monde: 20,880 millions de DM. Part de la production des filiales étrangères et des exportations: 68%. Chiffre d'affaires de Bayer AG: 9,855 millions de DM; part des exportations: 58,5%.
- Investissements de Bayer-Monde: 1,652 millions de DM. Dont 73% en Allemagne Fédérale. Points forts à l'étranger: Etats-Unis, Brésil et Belgique.

- Dépenses pour la recherche de Bayer-Monde: 875 millions de DM.
- Bénéfices nets (excédent d'exercice) de Bayer-Monde: 523 millions de DM, dont 377 millions de DM pour Bayer AG.
- Augmentation de capital de Bayer AG de 220 millions de DM. Le capital social passait à 2,130 millions de DM. En y ajoutant le montant des primes de 223 millions de DM, les capitaux propres ont été augmentés de 443 millions de DM.
- Dotation aux réserves de Bayer-Monde: 104 millions de DM, de Bayer AG: 71 millions de DM, dans les deux cas avant déduction de 17 millions de DM pour frais d'augmentation de capital.
- Dividende pour 1976: DM 8,- par action de valeur nominale de DM 50,-. Total des dividendes distribués: 323 millions de DM.

Pour toute information sur Bayer, veuillez-vous adresser à Bayer AG, VS - Public Relations Department, 5080 Leverkusen/R.F.A. et en France, Bayer France, Relations Publiques, 49-51 Quai National, 92006 Puteaux Cedex.

150

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDÉES
- LE POINT DE VUE DE REGIS DEBRAY : « La nébuleuse obsessionnelle ».
3. DIPLOMATIE
- Les relations Est-Ouest.
- 4-5. AFRIQUE
- L'Afrique du Sud malade de Soweto (II), par Christiane Chombeau.
6. PROCHE-ORIENT
- La situation au Sud-Liban.
- 7-8. ASIE
- THAILANDE : forte augmentation des crédits militaires pour lutter contre le guérilla.
- CHINE : la visite officielle du premier ministre cambodgien.
9. EUROPE
- ESPAGNE : les négociations sur la Généralité.
- ALLEMAGNE FÉDÉRALE : après l'enlèvement de M. Schleyer.
- 10-12. POLITIQUE
- Les relations en sein de la majorité.
- Les journées parlementaires du R.P.R.
- « Actualité du radicalisme », par André Rasi.
- Déclaration des dirigeants radicaux.
13. AÉRONAUTIQUE
14. ÉDUCATION
15. RELIGION
- Le 9^e synode des évêques ouvre le 30 septembre à Rome.
- 16-18. JUSTICE
- Les projets de M. Peyrefitte.
- Le Conseil d'État, témoin de son temps.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

PAGES 19 à 26

CINÉMA : A propos du nouveau film de Claude Lelouch : Un entretien avec Barbara Seppel. Le Festival de Saint-Sébastien.

THÉÂTRE : Deux jours avec le Bread and Puppet.

EXPOSITIONS : Les gâteaux photographiés par Koudela.

29. SPORTS

31. MÉDECINE

31. DÉFENSE

PRESSE

32-33. ÉQUIPEMENT

33-34. ÉCONOMIE - SOCIAL

— LA SESSION MONÉTAIRE DE WASHINGTON : les États-Unis incitent à nouveau les pays à forte économie à l'engager résolument dans la relance.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (29)
Annonces classées (25 à 38) ; Carnet (30) ; Informations pratiques (30) ; Journal officiel (30) ; Médiologie (30) ; Mots croisés (30) ; Sources (43).

(PUBLICITE)

SACHEZ REPRÉSENTER ET DIRIGER L'ENTREPRISE PAR L'IMAGE

- Vous comprendrez facilement la comptabilité, le financement et la gestion.
 - Vous prendrez connaissance immédiatement des situations mais aussi des mouvements financiers, économiques et juridiques qui traversent l'entreprise.
 - Vous déterminerez rapidement, pour l'avenir, toutes les solutions possibles.
- Pour décider plus sagement, demandez gratuitement une image-entreprise

COUPON - REPONSE

M.
Société
Adresse
☐ désire une documentation comprenant une image-entreprise.
☐ désire la visite d'un technicien commercial.
GRAPHES ET RESEAUX COMPTABLES
B.P. 23 - 78290 - Croissy-sur-Seine
Tél. : de 14 h. à 18 h. : 979-27-28.

A B C D E F G

« L'ARMÉE ROUGE » JAPONAISE SERAIT RESPONSABLE DU DÉTOURNEMENT D'UN DC-8 DE LA JAL

Un DC-8 de la compagnie aérienne japonaise JAL a été détourné ce mercredi 29 septembre, l'appareil, qui effectuait la liaison Paris-Tokyo, avait à son bord quarante-deux passagers et quatorze membres d'équipage. Il venait à peine de quitter Bombay quand le ou les pirates de l'air ont exigé du pilote qu'il retourne à Bombay, puis qu'il se pose à Calcutta. L'appareil a finalement atterri à Decan, capitale du Bangladesh, à 8 h 31 G.M.T.

Les pilotes de l'air seraient partie de l'Armée rouge japonaise, responsable de plusieurs actions terroristes ces dernières années (détournement d'un avion de la JAL sur la Corée du Nord en 1970, massacre de Lod en 1972, détournement d'un Boeing-747 de la JAL à Amsterdam, en 1972, attaque de l'ambassade de France à La Haye, en 1974).

Sans préciser quelles étaient cette fois leurs intentions, les pilotes de l'air ont seulement fait savoir qu'ils initiaient contre le gouvernement « réactionnaire » et « répressif » du Japon. — (A.F.P., A.P., U.P.I.)

Un DC-8 de la JAL s'est écrasé, mardi 27 septembre sur l'aéroport de Kuala-Lumpur, en Malaisie. Vingt-cinq personnes ont été tuées, onze portées disparues. Il y a quarante-trois survivants. — (Reuters.)

DÉMISSION D'UN MEMBRE DU GOUVERNEMENT ESPAGNOL

(De notre correspondant.) Madrid. — M. Ignacio Camunas, ministre adjoint chargé des relations avec le Parlement, a présenté sa démission au président du gouvernement espagnol, M. Suarez, le mardi 27 septembre. Secrétaire général du parti démocratique populaire, l'un des deux formations de la coalition gouvernementale de l'Union du centre démocratique (U.C.D.), M. Camunas serait entré en désaccord avec le chef du gouvernement sur des conditions dans lesquelles l'U.C.D. doit se transformer en un parti unique et homogène.

Agé de trente-sept ans, diplomate de formation, M. Camunas a été un opposant actif au franquisme. Il a fait partie du comité de direction de la revue de gauche Cuadernos para el desarrollo et a fondé en 1967 la maison d'édition Guadalupe. élu député de Madrid sur la liste centriste, il est devenu ministre dans le second gouvernement Suarez constitué en juillet. — C. V.

Le numéro du « Monde », daté 28 septembre 1977 a été tiré à 549 901 exemplaires.

(PUBLICITE)

18 calculatrices peu communes chez Duriez

Vous donnez l'heure, la date avec ou sans 4 fonctions chrono ; sonnent vos rendez-vous ; comptent votre compte de chance ; vous rappellent vos 20 dernières opérations ; font joyeusement tilt, etc. Et en plus, elles calculent. Formes : briques, calespin, règle, comp de poing, stylo... Elles portent de grands noms : Texas, Canon, Sharp, Olympia, Casio, etc. C'est à partir de 500 F, en discount chez Duriez, 132, boul. Saint-Germain. 150 modèles calculatrices tous genres, machines à écrire, etc. Quantités limitées.

L'AVENIR DE « CONCORDE »

Pas de licenciements si le programme est abandonné estime M. Jacques Mitterrand

Les récentes décisions de l'administration fédérale américaine autorisant la production de l'appareil, deux sur les chaises en France, deux en Grande-Bretagne. Des approvisionnements du moins pour les matériaux essentiels — ont été faits pour six appareils supplémentaires.

● AUX ÉTATS-UNIS, le verdict de la cour d'appel sur l'attitude des autorités portuaires, gestionnaires de l'aéroport de New York, doit intervenir dans quelques jours. Notre correspondant à New-York nous indique qu'on s'attend qu'il soit favorable à Concorde, mais que les adversaires du superconcorde « n'ont pas joué toutes leurs cartes ».

Selon une enquête du New York Times, après des autorités municipales de deux des brèves villes américaines susceptibles d'accueillir Concorde, New-York, Los Angeles, San-Francisco, Chicago, Seattle et Boston sont opposées à l'atterrissage de l'appareil sur leurs aéroports, en raison de son niveau sonore trop élevé : Dallas (Texas) et Philadelphie (Pennsylvanie) sont favorables à la venue du superconcorde.

A Hawaï, la chambre des représentants s'est prononcée contre l'appareil, mais les autorités locales ont décidé de ne pas étudier la municipalité de Miami est divisée. La chambre de commerce de Las Vegas a demandé la venue de Concorde.

LE RAPPROCHEMENT D'AIR FRANCE ET D'AIR INTER

Les mêmes charters pour les deux compagnies

Les représentants d'Air France et d'Air Inter devaient ce mercredi après-midi rencontrer le nouveau ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, M. Fournier, pour le mettre au courant de l'état des lieux de la coopération entre les deux compagnies, qui ont travaillé ensemble depuis le début du mois de juin, préparant les décisions du gouvernement sur ce premier dossier.

Trois volets dans leurs préoccupations :

- 1) La définition d'un avion moyen-courrier nouveau, l'A-200, étudié par des bureaux (dont l'un est cent soixante-dix places environ) et qui dans les années 1984-1985 pourrait être utilisé par Air France à plusieurs dizaines d'exemplaires. Les deux compagnies pourraient être
- 2) L'utilisation maximale de l'Airbus sur les réseaux des deux compagnies. Air France avait tablé sur un réseau de quatre appareils dans les années 1980-1981. On se serait aujourd'hui à dix-huit.
- 3) La coopération commerciale. Air Inter renouvellerait à faire ses propres charters et entrait dans l'Air Charter International, l'organisation mise sur pied par Air France. Une utilisation plus poussée des avions d'Air Inter par Air France, Air Inter traitant un effort substantiel pour accroître ses services sur Rottem en correspondance avec les avions d'Air France. Les deux compagnies s'efforceraient aussi de mieux coordonner leurs politiques et leurs instruments commerciaux.

Il est bien évident toutefois qu'un accord des deux compagnies sur ces points dépend de la façon dont seront définies leurs rapports avec l'État et du niveau auquel se situera leur activité, compte tenu de la conjoncture nationale et internationale.

● Licenciements dans une filiale du groupe Nobel à Mandoul (Gard). Cent soixante-dix travailleurs sur les trois cents que comptent les Etablissements Key, filiale du groupe Nobel, viennent d'être avisés de leur licenciement, nous apprend notre correspondant à Nîmes. Cette entreprise spécialisée dans la fabrication des explosifs, cartouches et matériel pyrotechnique fournit sur le marché national 80 % des tâches de mineur, 40 % des cordons

détonnants, 10 % des détonateurs électroniques, 10 % des douilles de fusils. Cent soixante-dix personnes sont licenciées. La production globale de cette entreprise représente sur le marché extérieur 35 % de l'exportation française d'explosifs de tir. Le groupe Nobel-Borel, qui vient de porter à sa direction générale M. Claude-Alain Sarre, ancien président de la Lainière de Roissy, connaît actuellement des difficultés.

STYLES ANDRÉ MONTRES DÉGRADABLES TOUTES ÉPOQUES

R. BERRIGIER 961.14.97

MAISON FONDÉE EN 1888

En raison de la hausse des prix

LE SMIC SERA MAJORÉ DE 2,2 % LE 1^{er} OCTOBRE

La hausse des prix (+ 0,5 % en août) va entraîner un relèvement automatique du SMIC, le 1^{er} octobre. Depuis mai, mais qui a servi de référence pour la dernière augmentation du salaire minimum intervenue le 1^{er} juillet, l'indice officiel des prix, à augmentation de 2,2 %. En conséquence, le SMIC devrait très vraisemblablement passer de 9,58 francs de l'heure à 9,79 francs, soit environ 1 700 francs par mois pour quarante heures de travail hebdomadaire.

Vers des augmentations de cotisations sociales

En janvier 1978, devraient intervenir des augmentations de cotisations à la charge des salariés et des employeurs. Le conseil d'administration de l'UNEDIC — régime des allocations complémentaires de chômage — devra prononcer, le 1^{er} décembre, sur une éventuelle majoration des cotisations. Le taux global, qui est actuellement de 2,2 % du salaire, pourrait être majoré de 1,5 % et passer ainsi à 3,7 %, soit 2 % à la charge de l'employeur et 0,5 % à celle du salarié. En fait, les gestionnaires de l'UNEDIC se déterminent en fonction du nombre de salariés qui demanderont à bénéficier de la pré-retraite volontaire et aussi en fonction de l'importance des réserves de l'institution (actuellement 3 milliards de francs).

Quant au gouvernement, il doit se prononcer sur l'évolution du plafond des salaires sur lequel sont calculées les cotisations de Sécurité sociale. 7125 actuellement à 3 610 F par mois, le plafond pourrait être majoré, le 1^{er} janvier 1978, de 10 à 11 % (ce qui le porterait aux environs de 4 000 F par mois), par dérogation aux règles fixées par le décret de 1968, mais rien n'est encore décidé. Le gouvernement avait, certes, prévu d'augmenter le plafond de l'évolution pour tenir compte à la fois de l'évolution des salaires des ouvriers et des cadres, mais les services ministériels n'ont pas encore réussi à trouver une bonne batterie d'indices de salaires. Il est vraisemblable que les pouvoirs publics devront cette année encore, faire preuve de pragmatisme en obtenant l'accord difficile de la C.G.C. Cette question sera d'ailleurs à l'ordre du jour de l'entretien que doit avoir, le 1^{er} octobre, M. Chartrain, président de la C.G.C., avec le premier ministre.

● Renault implantera en Autriche une usine fabriquant des pièces en aluminium sous pression. Cette unité commencera à fonctionner en 1978 et emploiera une centaine de salariés. Selon la télévision autrichienne, l'usine serait installée dans une des anciennes usines de la fabrique de cycles Junior, qui a cessé ses activités en 1976. Deux sites sont envisagés dans la province de Styrie. Renault a vendu en Autriche, au cours du premier semestre, plus de 9 000 voitures, soit 8 % des ventes totales.

● M. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, se rendra en visite officielle à Lagos (Nigeria) du 14 au 17 novembre.

(PUBLICITE)

LOGE UNIS DES THÉOSOPHES (entrée libre)

11 bis, rue Kappler - 75116 Paris

LA RÉINCARNATION

Dimanche 2 octobre, à 17 h. 30 : La réincarnation et la destinée de l'homme

Vendredi 7 octobre, à 20 h. 30 : La mémoire des vies passées

MORT DU PRODUCTEUR DE RADIO JEAN-JACQUES VITAL

Nous apprenons la mort, survenue dans la nuit du mardi 27 au mercredi 28 septembre, à Neuilly-sur-Seine, du producteur de radio Jean-Jacques Vital, qui a mis fin à ses jours.

De son vrai nom Jean Levtchenko, Jean-Jacques Vital était né le 26 septembre 1913 à Paris. Après des études secondaires, il entre à Radio-Cité où il resta de 1936 à 1939 comme reporter et producteur. Durant la guerre, il collabore aux émissions de Radio-France, à Alger, où il s'engage dans les forces combattantes. Après la guerre, il travaille à la Radiodiffusion française, puis à l'ORTF, sous la direction de Jacques Viot, où il interprète avec Ded Bysel.

En 1949, il avait fondé la société Air-Production, puis en 1952 la société Les Films Jean-Jacques Vital. Il assurait la promotion et la production de films, d'émissions pour la radio et la télévision, de spectacles comme Jo de Claude Magnier ou l'Homme de la Manche avec Jacques Brel. Il avait été jusqu'en 1969 vice-président du Syndicat national de la publicité radiophonique et télévisée.

M. LE PEN HÉRITERA DE M. LAMBERT

La succession de M. Hubert Lambert, héritier des clients Lambert, décédé le 24 septembre 1976 à Saint-Clément, ira à M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national et législateur national du député. Dans son testament, M. Lambert avait prévu la dévolution de son patrimoine, prévu le 13 octobre prochain, devant le tribunal correctionnel de Nanterre (Seine-Saint-Denis), procès qui devait opposer M. Le Pen à l'industriel M. Philippe Lambert, cousin du défunt, qui contestait la validité du testament, les deux parties, parvenues à un accord, ont décidé de renoncer mutuellement à toute action judiciaire. La famille Lambert s'est engagée à respecter les dernières volontés de M. Hubert Lambert, exprimées dans un testament en faveur de M. Le Pen, testament établi quelques mois avant le décès. De son côté, M. Le Pen renonce aux actions engagées contre ses adversaires, notamment une demande reconventionnelle en paiement de 1 million de francs de dommages et intérêts en raison du caractère injurieux de la procédure engagée contre lui par M. Philippe Lambert. Enfin, les deux parties ont décidé de retirer les différentes plaintes pour vol et pour diffamation qu'avait provoqué leur différend.

Cet accord — surprenant — sur lequel aucune autre précision n'a été faite, met un terme à une affaire qui avait débité à l'autonomie des deux hommes, immédiatement après le décès de M. Hubert Lambert (le Monde 7 du 13 octobre 1976). Le défunt, ancien footballeur et militant d'extrême droite, avait désigné, par un testament établi le 21 janvier 1976, M. Jean-Marie Le Pen comme son légataire universel, lui léguant la totalité de sa fortune, estimée à plus de 20 millions de francs. M. Philippe Lambert, se prévalant lui-même d'un testament établi en 1972 en sa faveur par son cousin, avait réclamé immédiatement l'annulation de l'acte établi en faveur de M. Le Pen.

* Horloges à lecture directe

* Détecteur pour Vol-Incendie

VISITEZ

C.E.V.M.I.

SICOB

NIVEAU 2 - STAND 2406

A LA REGLE A CALCUL: INITIATION A LA PROGRAMMATION SUR CALCULATEURS HEWLETT-PACKARD

Jamais la programmation n'avait été aussi accessible : les deux derniers calculateurs Hewlett-Packard permettent, grâce à leurs 224 lignes de programmes et leurs 26 registres de données, de résoudre les problèmes de programmation les plus ardu.

HP 97 : version avec imprimante 556 FFLC. HP 67 : journal de poche 2992 92 FFLC. HP 25 : 6173 FFLC. HP 25C : 1052 52 FFLC. HP 25C : 136 789 FFLC.

Et jamais la programmation n'avait été aussi facile : à la « Règle à Calcul », une équipe de vente spécialisée vous expliquera tous les mystères de la programmation. Mystères très simples : en une demi-heure, vous en aurez fait le tour.

la Règle à Calcul

1^{er} distributeur agréé en France des calculateurs électroniques HP.

65-67, bd Saint-Germain 75005 Paris.

Tél. : 033 02.83 / 033 34.51

HEWLETT-PACKARD

Le Monde

Double succès p...

SALT...

de la com...

LES GARLES

Un entre...

John Lenfer